

Directora del número : Ángeles SOLANES CORELLA, María SUÁREZ LUQUE, Emilio OSORIO A. et Mauricio PHELAN C.

Publicado en línea el 4 de julio de 2022  
<http://unilim.fr/trash/4553>

TraHs Números especiales N°8 | 2022  
Movilidad humana





Note

Note

**Dominique Gay-Sylvestre<sup>1</sup>**

Le Monde post-pandémique n'a pas encore vu le jour mais les défis auxquels il est confronté sont innombrables. Conflits de toutes sortes, mécontentement généralisé, crises majeures, politiques, économiques, dérèglement climatique. Les populations, où qu'elles soient, souffrent. La paix, la prospérité, la justice, fragilisées et les inégalités accrues suscitent des clivages dont les implications sur les personnes sont redoutables. Les migrations locales, régionales, nationales et internationales en sont les manifestations les plus complexes et douloureuses.

Les auteurs de ce nouveau numéro de la revue TraHs, apporteront leur témoignage, vision et expertise sur un phénomène auquel il est plus qu'urgent d'apporter des réponses.

---

<sup>1</sup> Directrice revue numérique TraHs



## La fin des diasporas collectives ? The end of collective diasporas?

**Alfonso VÁZQUEZ ATOCHERO<sup>1</sup>**

Université de Extremadura  
Cáceres (Espagne)

<https://orcid.org/0000-0002-1657-8275>

[alfonso@unex.es](mailto:alfonso@unex.es)

**Mélanie CHITA<sup>2</sup>**

Cheffe de projet traduction  
Paris (France)

<https://orcid.org/0000-0002-1729-7491>

[mchita60190@gmail.com](mailto:mchita60190@gmail.com)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4667>

DOI : 10.25965/trahs.4667

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Résumé :** À travers cet essai, nous entendons réfléchir sur le pouvoir culturant de la délocalisation. Le fait de quitter le lieu d'origine peut avoir différentes causes (politiques, sociales, culturelles, professionnelles, personnelles) et générera sans doute des effets différents dans la société d'accueil, dans la société d'appartenance et dans la personne elle-même. Le migrant devient un étranger dans le pays d'où il est parti et le sera toujours où qu'il aille. Et cette étiquette vous hantera, ainsi que votre progéniture. Le migrant génère une sphère culturelle avec un poids spécifique dans la société d'accueil. Mais c'est aussi un élément de changement, par son absence ou son influence, dans la communauté d'où il est parti. Il est un ambassadeur de sa culture de naissance dans le lieu d'accueil. Mais cela apporte aussi des airs nouveaux au pays dont le migrant est issu. Dans cette dynamique, cela génère des liens d'interdépendance entre la société de naissance et la société d'accueil.

**Mots clés :** diaspora, inculturation, frontières culturelles, migration, politique des frontières

**Resumen:** A través de este ensayo pretendemos reflexionar sobre el poder enculturador de la deslocalización. El hecho de abandonar el lugar de origen puede tener diferentes causas (políticas, sociales, culturales, laborales, personales) y sin duda generará diversos efectos en la sociedad de acogida, en la de pertenencia y en la propia persona. El migrante se convierte en un extraño en el país del que salió y nunca será uno más, cualquiera que sea el lugar donde esté. Y esta etiqueta le perseguirá, al igual que a su descendencia. El migrante genera una esfera cultural con un peso específico en la sociedad de acogida. Pero también es elemento de

---

<sup>1</sup> Docteur en Anthropologie et Communication Audiovisuelle. Professeur à Universidad de Extremadura, dans le Département des sciences de l'éducation. Collabore au Groupe de Recherche NODO Educativo. Leurs axes de recherche sont le cyberspace et addictions comportementales, mais aussi migrations, en collaboration avec la Faculté Pluridisciplinaire de Nador, au Maroc. [www.alfonsovazquez.com](http://www.alfonsovazquez.com).

<sup>2</sup> Ancienne professeur certifiée d'espagnol et cheffe de projet traduction en France. Collabore avec Alfonso Vázquez Atochero sur cette publication en tant que relectrice et réviseuse.

cambio, en su ausencia o influencia, en la comunidad de la que partió. Es embajador de su cultura de nacimiento en el lugar de acogida. Pero también lleva nuevos aires al país del que salió. En esta dinámica genera lazos de interdependencia entre la sociedad de nacimiento y la de acogida.

Palabras clave: diáspora, enculturación, fronteras culturales, migración, política de fronteras

Resumo: Com este ensaio pretendemos refletir sobre o poder inculturador da realocação. O fato de deixar o local de origem pode ter diversas causas (políticas, sociais, culturais, laborais, pessoais) e, sem dúvida, gerará efeitos diversos na sociedade de acolhimento, naquela a que pertencem e na própria pessoa. O migrante torna-se um estranho no país de onde partiu e nunca será um estranho onde quer que vá. E esse rótulo irá assombrá-lo, assim como sua prole. O migrante gera uma esfera cultural com um peso específico na sociedade de acolhimento. Mas é também um elemento de mudança, na sua ausência ou influência, na comunidade de onde partiu. Ele é um embaixador de sua cultura de nascimento no local de acolhimento. Mas também traz novos ares ao país de origem. Nessa dinâmica, gera laços de interdependência entre a sociedade de origem e a sociedade de acolhimento.

Palavras chave: diáspora, enculturação, fronteiras culturais, migração, política de fronteira

Abstract: Through this essay we intend to reflect on the enculturating power of relocation. The fact of leaving the place of origin can have different causes (political, social, cultural, work, personal) and will undoubtedly generate different effects in the host society, in the one to which they belong and in the person himself. The migrant becomes a stranger in the country from which he left and will never be a stranger wherever he goes. And this label will haunt you, as well as your offspring. The migrant generates a cultural sphere with a specific weight in the host society. But it is also an element of change, in its absence or influence, in the community from which it started. He is an ambassador of his culture of birth in the host place. But it also brings new aires to the country from which it came. In this dynamic, it generates bonds of interdependence between the society of birth and the host society.

Keywords: border politics, cultural borders, diaspora, enculturation, migration

## Introduction

Le monde n'admet pas d'explications simples. Mais peut-être ce postulat est-il plus sévère pour les sciences humaines, où il n'est pas possible de prendre suffisamment de recul sur l'objet d'étude, puisque le chercheur fait partie du phénomène étudié. C'est ce qu'exprimait Carrithers lorsqu'il déclarait que l'étude de la culture dans le monde d'aujourd'hui équivaut à étudier la neige au milieu d'une avalanche (Carrithers, 1992). Analyser une actualité est désespérément compliqué, puisqu'en plus d'en faire partie, d'être en plein mouvement, on n'en connaît pas la perspective historique, l'ampleur ; pas même les ramifications et les innombrables actions subsidiaires et sous-jacentes. Nous ne pouvons qu'observer, interpréter et recourir à l'herméneutique. Les migrations, les implications et les transformations qu'elles entraînent, s'adaptent à ce schéma d'événements sociaux compliqués et complexes. C'est pourquoi, de manière courageuse et modeste, nous essayons de l'aborder, sachant qu'a priori il n'y a pas de réponse définitive et absolue, mais des interprétations discutables et intermédiaires, toujours améliorables, soumises au déterminisme et conditionnées par la culture, l'expérience personnelle et du terrain.

La *lex parsimoniae* d'Ockham<sup>3</sup> soutient que "toutes choses étant égales par ailleurs, l'explication la plus simple est généralement la plus probable". Cela ne veut pas dire que l'explication d'un événement doit être simple, mais plutôt la plus simple parmi les probables, ce qui n'est pas la même chose. Et les migrations sont un événement qui reflète précisément ce principe de départ. Nous n'avons pas de réponse simple pour expliquer sa cause, ni pour s'entendre sur ses effets. Le déplacement est une constante dans la nature, et pas seulement sur le plan social humain ou biologique, puisque la planète elle-même, le système solaire ou encore l'univers répondent à cette logique où l'augmentation de l'entropie, en l'entendant comme le déplacement de certains ordres établis à un moment précis permettent d'arriver à un moment ultérieur. Schrödinger<sup>4</sup> nous met précisément en garde contre la tendance naturelle des choses au désordre. Balandier<sup>5</sup> nous prévient que "les sociétés ne sont plus ce qu'elles étaient", du fait de leur propre mouvement, de leurs mutations et de leurs désordres.

Si nous pouvions ajuster un moment de faible entropie dans notre histoire (ce qui n'existe pas) dans laquelle l'être humain serait dans sa "position correcte", juste après un big bang, chaque personne se disperserait de manière imprévisible, par pure entropie. Second principe de la thermodynamique appliqué à un événement humain, où on ne peut ignorer la notion d'irréversibilité. En d'autres termes, ce qui a été fait ne peut être réparé et conditionnera les moments suivants, comme l'effet papillon, tiré d'un proverbe chinois qui dit : "le battement d'ailes d'un papillon peut être ressenti à l'autre bout du monde". Après l'action d'un événement déclencheur, de proportions infimes, une chaîne successive d'actions se développe conduisant à

---

3 *Lex parsimoniae* ou "principe de simplicité" : Le principe du rasoir d'Ockham consiste à ne pas utiliser de nouvelles hypothèses tant que celles déjà énoncées suffisent, à utiliser autant que possible les hypothèses déjà faites, avant d'en introduire de nouvelles

4 Erwin Rudolf Josef Alexander Schrödinger (1887-1961) est un physicien, philosophe et théoricien scientifique autrichien. Il a reçu le prix Nobel de physique de 1933 par l'équation de Schrödinger (développement du formalisme théorique de la mécanique quantique). Aussi connu pour avoir soumis l'étonnante expérience de pensée du Chat de Schrödinger.

5 Georges Balandier (1920-2016) a été un ethnologue et sociologue français. Il a été directeur d'études à l'École pratique des hautes études, professeur à la Sorbonne, où il inaugure la première chaire de sociologie et d'ethnologie de l'Afrique noire. Fondateur du Centre d'études africaines et des Cahiers d'études africaines. Directeur des Cahiers internationaux de sociologie avec Michel Wieviorka.

une situation aux proportions imprévisibles. Cependant, si nous avions la baguette magique qui nous permettrait de revenir au point d'origine établi, toute nouvelle origine connaîtrait de nouvelles évolutions et dispersions également incontrôlables et imprévisibles. Même ainsi, avec la perspective historique et épistémologique que nous avons, il n'est possible d'établir qu'un seul point de faible entropie et qui explique ce que nous sommes : le big bang, puisqu'il est le point de départ de tout ce que nous savons. Tout le reste est subsidiaire. C'est notre monde et c'est ainsi que cela fonctionne.

## Migration et diaspora

La frontière conventionnelle, politique et historique, est encore une ligne plus ou moins artificielle. Un élément spontané qui rassemble les gens et les associe ou les exclut. Élément administratif et politique qui délimite et contraint des espaces culturels, religieux ou économiques forgés au fil des siècles. Cependant, la frontière elle-même, ainsi que son concept, peuvent être réinterprétés à travers l'histoire et selon les différents points de la planète où nous nous trouvons. Sa concrétude et sa rigidité fluctuent selon les intérêts de l'époque et des groupes dominants.

Il n'est pas aisé de donner une définition de la migration et nous ne serons pas plus proches de la réponse après avoir lu ce texte. Piché (2013) a essayé de s'approcher de l'origine et de la cause du problème à partir d'approches micro-individuelles pour arriver à une approche macro-structurelle en passant par une approche de genre. Mais le déplacement humain a été, est et sera une constante dans l'humanité. Il n'y a pas de moment de basse entropie applicable à l'histoire de l'humanité, puisque notre évolution est précisément conditionnée par ses relocalisations, les réadaptations et transformations qu'elles ont entraînées. Quel pourrait être notre moment zéro, notre point de départ ? Commencer à marcher debout ? Le premier mot ? La maîtrise du feu ? Eve mitochondriale ? L'origine des premiers peuplements et des premières cultures ? Tout cela à la fois et rien de tout cela, bien au contraire.

Nous sommes le produit d'un long processus sommatif et d'une série d'événements à différents moments et parties de la planète qui ont été intégrés dans un système complexe et composant le difficile puzzle de notre existence. Nous pourrions expliquer ce que nous sommes à partir de chacun des jalons exposés sous forme de questions, mais il y aurait toujours un tournant plus tôt et plus tard qui pourrait remplacer ou compléter notre processus déductif.

L'être humain du XXI<sup>e</sup> siècle se trouve actuellement dans la dernière phase de son processus évolutif. Mais, maintenant, le village global décrit par McLuhan<sup>6</sup> rend plus visibles les dimensions toujours plus englobantes de la planète. Que ce soit par un mouvement physique rapide ou un traitement instantané de l'information, le monde est plus petit. Pour cette raison, dans cette nouvelle civilisation (Barbolla, 2011) que nous forgeons, essayer de classer une personne à un endroit est contre nature et tout à fait impossible. Malgré les frontières physiques, culturelles ou politiques, nous devons inévitablement nous habituer à une société multi-composite, avec un ensemble de points de vue en interaction mutuelle, continue et changeante. Nous nous trouvons face à la diasporisation de la société (Stein, 2020).

La diaspora est un terme qui a été utilisé pour définir la population appartenant à un pays qui vit en dehors du territoire d'origine. Cependant, bien qu'Ockham nous

---

6 Herbert Marshall McLuhan (1911-1980) est un intellectuel canadien. Professeur de littérature anglaise et théoricien de la communication, il est un des fondateurs des études contemporaines sur les médias (il a inventé la phrase Le média est le message). S'intéresse à l'effet de la radio et tente de prévoir les bouleversements qu'entraînera la télévision.

ait montré que parmi toutes les définitions correctes, la plus simple était la plus probable, lorsque nous essayons d'expliquer des causes complexes par des processus simples, nous avons souvent tendance à tomber dans le populisme et, par conséquent, dans l'erreur. La diaspora, comme le phénomène migratoire lui-même, est un processus très complexe dans lequel une multitude, aussi indéfinie qu'indéfinissable, de variables sociales, culturelles, économiques ou sentimentales entrent en jeu. Par conséquent, il n'y a pas de place pour des solutions simples à un phénomène complexe qui est profondément imbriqué dans la condition humaine elle-même. Et donc il n'y a pas de réponse unique, mais une série de constructions sociales qui tentent, à un moment et dans un espace donné, de répondre à une situation qui dépasse les limites sociales et culturelles établies.

Par conséquent, continuez avec cet avertissement : nous n'avons pas l'intention ni ne voulons établir des vérités ou des dogmes absolus. Rien ne pourrait être plus éloigné de la réalité et de l'objectif global attendu lors de la présentation de cette thèse. Nos objectifs et notre portée sont beaucoup plus modestes. Nous entendons réfléchir au phénomène de la diaspora, en essayant de comprendre comment certains processus mentaux conditionnent la manière de construire la réalité sociale, les besoins ou impulsions nous invitant, à un moment ou à un autre à prendre la décision d'abandonner l'espace géopolitique d'origine, pour nous enraciner dans des espaces tiers.

## La diaspora dans l'histoire

Un bref rappel historique peut nous aider à mieux comprendre la portée du terme et peut-être parvenir, sinon à un consensus, du moins à une approche sémantique et conceptuelle, ce qui n'est pas rien. Diaspora vient du grec classique (διασπορά, « dispersion ») et a été interprété comme la dispersion de groupes ethniques et religieux qui quittent leur lieu d'origine pour s'étendre à travers le monde. Prenons l'exemple de la diaspora juive. Si l'on se limite à une interprétation sémantique, dépourvue d'autres idées et constructions, la dispersion des Juifs exilés de leur pays serait alors la dispersion des groupes humains qui quittent leur lieu d'origine. Dans le contexte actuel, il semble que la diaspora soit fondée sur le principe de la migration collective. Et, à partir de là, d'autres perceptions pourraient se construire en approfondissant les raisons de la migration et les formes d'interrelation avec les sociétés d'accueil.

Pour comprendre un peu mieux la diaspora juive, il nous faut remonter à son exode du VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C., lorsque Nabuchodonosor II, roi des Babyloniens, conquiert le royaume de Juda. Sand (2012) interprète cette « première » diaspora comme un processus déterministe accepté avec résilience et devant lequel il n'y a pas d'autre alternative. Historiquement, le peuple juif a été le plus lié au concept de diaspora, puisque diverses étapes de déplacement forcé se sont répétées dans le temps, ce qui correspond symboliquement à l'idée d'un peuple errant à la recherche d'une Terre promise. On se retrouve avec la première diaspora documentée en tant que telle, sur laquelle se fonde la conception actuelle.

Cependant, il existe d'autres phénomènes de migration massive, nécessairement déterminés par d'autres causes différentes. De Carvalho étudie le cas de la diaspora africaine en Amérique latine. L'origine de cette diaspora répond à des mouvements historiques tristement connus, qui ont aujourd'hui généré un mouvement culturel qui rassemble les descendants d'esclaves africains amenés sur le continent américain par les puissances coloniales européennes. Les États nationaux créés au XIX<sup>e</sup> siècle se sont constitués sur l'idée de supériorité ethnique et raciale (De

Carvalho, 2006) qui persiste encore, bien que diluée sur d'autres construits sociaux plus intégrateurs.

La diaspora afro-américaine en Amérique du Nord présente des différences. Il y règne des tensions raciales constantes dues à l'ostentation omniprésente du pouvoir blanc et à la présence d'importantes diasporas dans le pays, comme les colonies asiatiques ou européennes (bien que ces dernières aient tendance à se dissoudre dans la majorité anglo-saxonne). La chose se complique si l'on inclut la diaspora latino aux États-Unis (EU) dans la dynamique. Avec cette diaspora, l'EU amoindrit parfois son image de creuset de cultures et, d'autres fois, établit des fermetures de frontières forcées et des quotas migratoires qui favorisent une sous-culture économique, le quart monde-ou le monde des plus pauvres dans le pays le plus riche (Calvo Bueza, 1981).

## Vers une conception du terme

Nous utilisons généralement le mot diaspora lorsque les membres d'une communauté migrent d'un espace à un autre. Il a donc été conceptualisé historiquement. Cependant, Mancera Cota précise davantage et, tout en citant Wiliam Safran<sup>7</sup>, reconnaît une série de conditions qui en font un processus plus complexe que la simple migration, puisque le concept de diaspora se construit sur la pluralité des territoires d'accueil, sur un contact régulier les uns avec les autres, sur la construction d'une image commune et idéalisée de la culture d'origine et d'une méfiance à l'égard de la culture d'accueil, dans laquelle ils ne finiront jamais par s'intégrer.

La diaspora maintiendra le désir de retourner au lieu d'origine, même s'il s'agit d'une migration transgénérationnelle et que le retour est effectué par les descendants (Mancera Cota). Nous pouvons également parler de diasporas multiples lorsque le migrant a plusieurs lieux d'origine et un ou plusieurs points d'accueil. Les points d'origine ou les points d'accueil présentent une série de caractéristiques d'identification communes (Oonk. 2017). Ainsi, la migration de l'Asie du Sud-Est vers les États-Unis, ou des pays d'Afrique du Nord vers divers pays de l'Union européenne, pour illustrer les deux options, suppose une diaspora basée sur des éléments culturels (Est-Ouest, Maghreb-Europe) et pas seulement géopolitiques ou frontaliers.

Certains auteurs mettent en avant le sentiment de non appartenance, et parfois de déracinement, tant dans la société sortante que dans la société d'accueil. Pour Moreras (2017 : 77) la diaspora est bien plus qu'une condition. C'est une contingence qui découle de leur propre déplacement territorial tout au long du parcours migratoire. Ce serait une construction élaborée du contexte où les groupes émigrés peuvent penser leur condition (étranger à la société d'accueil et étranger à la société d'origine), leur continuité (sous la forme d'identités qui surmontent cette condition de transit perpétuel, c'est-à-dire les identités post-migratoires), ainsi que leur rapport à une origine idéalisée.

Moreras réfléchit aux vicissitudes en analysant les confluences et les synergies de la population marocaine en Catalogne, et dérive vers le conflit identitaire lorsqu'il se

---

7 William Safran (1930) est professeur émérite de sciences politiques à l'Université du Colorado. Il a contribué à l'ensemble des connaissances sur la politique ethnique, le nationalisme et les sujets connexes, tels que le pluralisme institutionnel et culturel, la citoyenneté, l'immigration, la diaspora, l'identité nationale et la politique de la langue et de la religion". C'est un spécialiste de la France, et une grande partie de ses recherches concerne la politique ethnique française. <https://cutt.ly/6J8ymxd>



demande s'il faut parler de Marocains de Catalogne, de Catalans d'origine marocaine, de Musulmans marocains, de Musulmans d'Europe ou de Musulmans européens (Mûrier, 2014 : 77). Par conséquent, ce sentiment de n'appartenir à aucun espace ou territoire s'installe chez le migrant, même si paradoxalement le processus peut être inversé, et c'est positif, établissant des ponts de contact entre la culture d'origine et la culture d'accueil, générant de manière improvisée une sorte d'action diplomatique à profil horizontal, dans des relations d'égal à égal et loin de tout cadre institutionnel. L'espace diasporique peut alors se définir comme un lieu où l'interaction entre ceux qui sont conceptualisés comme nouveaux arrivants et les autochtones suppose que ces catégories soient reconsidérées et reformulées (Brah, 1996).

Dans cette lignée, Ceschi valorise le rôle du migrant, moteur de la génération des diasporas et du transnationalisme, et lui assigne le rôle de générateur de dynamiques économiques et sociales tant dans le lieu d'accueil que dans le lieu d'origine. Cependant, Sánchez Ayala (2013) rappelle que la construction d'une diaspora est bien plus que la construction d'un discours identitaire qui délimite leurs espaces et ceux des autochtones, et que l'idée de ne pas être pleinement accepté est toujours entretenue, de sorte que la maison ancestrale reste une référence et un horizon (même s'il est né dans le pays d'accueil).

## Développement à l'origine, développement à destination

L'immigré vit dans une certaine tension entre deux mondes, deux cultures. Parfois, une ischémie symbolique se produit dans laquelle les valeurs prédominantes dans l'espace sortant et dans l'espace récepteur entrent en conflit. Cette tension se maintient non seulement chez le migrant en premier lieu, mais aussi chez les générations futures. Comme nous l'avons commenté précédemment, bien qu'ils soient nés dans le lieu d'arrivée, ils continuent de voir la maison familiale comme un point de destination. Cependant, parfois cette relation reste idéalisée et n'est ni possible ni réelle. Un retour transgénérationnel fait que la personne se sent aussi étrangère dans le lieu d'origine de ses parents ou grands-parents. Delano Alonso (2016) analyse le retour des migrants qui reviennent au Mexique avec la fausse idée qu'ils rentrent chez eux, qu'ils arrivent enfin dans un endroit où ils seraient intégrés. Pour la plupart il s'agit d'une illusion, puisqu'ils sont tout aussi étrangers au Mexique qu'aux États-Unis.

Dans cette situation, Delano parle de la génération 1.5, qui n'appartient pas à un lieu ou à un autre, étrangers dans les deux mondes avec une identité et un cadre culturel intermédiaires. Sanz (2016) parle ainsi de concepts tels que la diaspora, l'hybridation, la transculturation, la déterritorialisation/reterritorialisation, les communautés transnationales et les réseaux migratoires. Mais la diaspora est un terme à double sens qui combine les particularités des deux rives et génère une réalité différente. Car la diasporique est une forme spécifique, liée notamment à ce que l'on appelle « sentiment d'appartenance » ou « identification » (Grimson, 2011).

Pour comprendre encore un peu plus la signification du concept de diaspora, le développement du numérique tient une place prépondérante. L'enrichissement des scénarios numériques montre que la présence sur les réseaux devient fondamentale lorsqu'il s'agit de constituer et de reconstituer des identités. Natal (2021) souligne l'importance de la manière dont l'avènement de l'intelligence artificielle contribue à reconfigurer le rapport des humains aux technologies et la manière dont elles contribuent à constituer la pensée. La diaspora, avec son besoin d'appartenir, finalement, aux deux mondes (Grimson nous parle aussi des migrants sans diaspora) se nourrit de participation et d'action. Être présent dans le réseau permet d'agir et

de participer ici et là, de s'inscrire dans la dynamique culturelle des lieux d'origine et de destination. La diaspora numérique nous permet une communication multi-située (Rivoir et Morales). D'une certaine manière, c'est une façon d'adoucir les tensions que nous avons précédemment mises en exergue.

## Reconceptualisation du terme

Partons du postulat selon lequel nous pouvons définir la migration et la diaspora avec des nuances différentes selon le contexte géopolitique dans lequel nous trouvons. Trandafoiu (2022) se concentre sur les changements sociaux générés par les processus migratoires en Europe de l'Est et évoque la nécessité de reconceptualiser le terme. Nous sommes d'accord avec la nécessaire transformation sémantique et réinterprétation culturelle du phénomène : après tout, il ne s'agit que d'une construction sociale et, à ce titre, les sociétés ont le droit et le devoir d'actualiser leurs dynamiques humaines.

Mais, si ce que nous voulons, c'est reconceptualiser et repenser le terme dans le contexte d'une civilisation globale dans laquelle les mouvements humains sont aussi nombreux que rapides, nous devons réfléchir aux approches et complexes culturels dans la mesure où les nouveaux entrants intègrent un système de règles - établies, mais non immuables. Au fur et à mesure que de nouvelles composantes continuent d'entrer dans cette société, les migrants déjà installés deviennent la population d'accueil pour les nouveaux arrivants. Ainsi, la diaspora est changeante et cosmopolite, se reconfigurant en fonction de certains apports. La diaspora s'entremêle de plus en plus et les arrivants participent à la culture, à la société et à la politique établies, mais offrent les leurs, donnant lieu à un nouveau cadre.

C'est précisément l'existence de ces interconnexions qui fait que la Nouvelle Civilisation dont nous avons parlé plus haut offre un mirage de changement vers une société plus ouverte ; n'oublions pas non plus qu'il existe le phénomène inverse, promu par les secteurs conservateurs, qui favorise un retour au puritanisme ethnique. Pourtant, le fait que Rachida Dati<sup>8</sup>, Najat Vallaud<sup>9</sup>, Ahmed Aboutaleb<sup>10</sup> ou Sadiq Khan<sup>11</sup> occupent des postes à responsabilité politique donne de l'espoir. En plus d'une participation active à la vie politique, il permet également à une diaspora dynamique d'être présente et visible dans les domaines sportifs, culturels et intellectuels.

Les déplacements ne sont pas aussi unidirectionnels ou définitifs qu'ils pouvaient l'être il y a des décennies. Il se produisent désormais de manière incontrôlée d'un endroit à un autre sans logique prédéfinie. Leur traçabilité reste soumise à une absence de règles et au gré des marchés et des intérêts personnels. Si nous reprenons le village global de McLuhan, les dimensions de la planète Terre deviennent un espace géographique et géopolitique accessible qui génère d'innombrables flux migratoires et déplacements vers des destinations multiples et dispersées. Les

---

8 Rachida Dati est Maire du 7e arrondissement de Paris (depuis 2008). Députée européenne (2009-2019). Garde des Sceaux, ministre de la Justice (2007-2009)

9 Najat Vallaud est Conseillère régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes (depuis 2021). Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2014-2017). Ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports (2012-2014).

10 Ahmed Aboutaleb, né au Maroc, est Bourgmestre de Rotterdam (depuis 2009). Secrétaire d'État aux Affaires sociales et à l'Emploi (2007-2008).

11 Sadiq Khan est Maire de Londres (depuis 2016). Ministre d'État aux Transports (2009-2010). Ministre d'État aux Communautés (2008-2009).

intérêts qui les animent ne sont pas toujours compréhensibles, car ils répondent aux desseins de la personne qui décide où s'installer.

Sans aucun doute, dans un monde où les marchés et les marchandises peuvent circuler librement, où le capital va à la recherche de la main-d'œuvre la moins chère pour rechercher ensuite les économies les plus saines pour effectuer des transactions commerciales avantageuses, les êtres humains ont ouvert la voie à une série de déplacements qui répondent exclusivement aux intérêts de chacun. C'est bon pour l'humanité et c'est bon pour l'individu, car une fois de plus nous sommes confrontés à une dynamique humaniste dans laquelle la personne prévaut en tant que personne, même si cette dynamique est toujours un processus dérivé de ces synergies mercantiles qui ont fait que la Terre est devenue plus petite.

Ainsi, la diaspora postmoderne s'installe et se développe sur des rails qui cherchent à donner de la mobilité à une série de patrons et d'agents économiques, mais qui, à leur tour, de manière subsidiaire et peut-être non prévue par ceux qui les ont conçus et financés, permettent et facilitent le transit des personnes humaines, à contrecourant des capitaux, des matières premières, des produits manufacturés et des personnes.

## Vers une vision quantique des sociétés

Nous vivons en changement constant et le monde que nous connaissons répond aux coordonnées de l'ici et maintenant. Lorsque nous nous efforçons d'interpréter les événements passés avec les critères éthiques et moraux du XXI<sup>e</sup> siècle, il nous est difficile de le faire sans nous indigner de certaines situations. Mais cette même indignation peut être extrapolée non seulement à d'autres maintenant, mais à d'autres ici ou là-bas. Même une société idéale hypothétique à notre époque serait entièrement discutable sous d'autres perspectives actuelles, futures ou passées. Nous pouvons sûrement trouver une série de valeurs universelles clairement acceptables n'importe où sur la planète, mais nous pourrions heurter de plein fouet l'opinion de notre entourage le plus proche face à une hypothèse spécifique, incontestable pour nous, mais inconcevable pour les autres. Et, précisément, ces confrontations dialectiques sont un puissant moteur de changement social.

Inévitablement, le passage du temps conduit à une reconfiguration permanente du présent et d'une réalité en constante évolution. Anaximandre<sup>12</sup> a déclaré que "les choses se transforment selon la nécessité et se rendent justice selon l'ordre du temps." Les sociétés contemporaines vivent dans un état de haute entropie, en tant que produit d'un chemin historique spécifique qui est sur le point de toucher à sa fin, un effondrement du système tel que nous le connaissons. Un effondrement conceptuel, épistémologique si vous voulez, pas de l'humanité tout entière. Parce que nous ne pouvons pas ignorer le fait que nous sommes face à une confrontation constante et permanente, à une multitude de stimuli et de situations qui nous amènent à prendre des décisions rapides, qui ne satisferont jamais tous les éléments en jeu, qu'il s'agisse de comprendre et d'appréhender le monde, nos pairs, nos décisions concernant les mécanismes de changement ou notre rapport à l'autre.

Rovelli dans son essai *Et si le temps n'existait pas ? Un peu de science subversive* pose, sur un axe articulé construit à partir des fondements de la physique quantique, une série de situations et de dynamiques extrapolables à l'échelle humaine. A partir

---

12 Anaximandre de Milet (vers 610 av. J.-C. – vers 546) est un philosophe et savant grec présocratique. Il est le premier Grec connu à avoir tenté de décrire et expliquer l'origine et l'organisation de tous les aspects du monde d'un point de vue que l'on qualifie rétrospectivement de scientifique.

de ce point de départ, hypothétique, nous pouvons défendre l'existence d'une dynamique quantique à différentes échelles, y compris celle de l'homme. Au bout du compte, comme le rappelle le physicien théoricien, tout est une question de perspective et d'ordre construit pour interpréter le monde autour de nous. Et la perspective varie selon la distance à partir de laquelle on regarde l'événement. Si nous regardons les anneaux de Saturne, ils seront constitués d'un tissu lisse et uniforme. Mais si on pouvait s'en approcher, on constaterait qu'ils sont constitués de petits corps qui tournent rapidement dans un certain espace et ordre. La clé pour interpréter un phénomène est de focaliser notre approche. La granulométrie, ou la recherche du plus petit élément qui donne consistance à un ensemble. Et ici, cela vaudrait la peine d'examiner, si nous nous en tenons à la proposition quelle est la plus petite unité de mesure ayant un sens.

Si l'on descend à l'échelle humaine, les sociétés se présentent comme une métaphore de ces anneaux saturniens. Les médias, les blocs idéologiques ou les agents qui détiennent le pouvoir à tout moment ont intérêt à en montrer une image homogène : le christianisme, l'islam, la patrie, un citoyen espagnol ou européen... Des identités collectives se construisent qui tentent de dominer les identités individuelles, renforçant les critères d'appartenance à un groupe ou d'exclusion de celui-ci. Ce critère d'ordre rend les masses gérables et les messages polarisés. Cependant, si nous regardons la dynamique quantique et l'appliquons aux événements sociaux, nous voyons comment la granulométrie positionnera l'être humain comme le plus petit élément interprétable et protagoniste, dans une certaine mesure, du changement qui l'entoure.

C'est ce paradigme de la dynamique quantique dans les phénomènes humains et la recherche granulométrique du plus petit élément cohérent qui a inspiré cette réinterprétation de la diaspora.

## Conclusion

Migrer n'est pas facile. Cela demande un grand effort personnel qui parfois consume la personne. Ahmed Aboutaleb a publiquement avoué que « La migration c'est sans pitié, terriblement difficile ; cela exige un prix incroyablement élevé ». Lorsque nous quittons notre terre d'origine, nous érigeons en patrie l'endroit où nous nous déplaçons. Nous laissons derrière nous espoirs et mélancolie. Et ce sac à dos émotionnel nous fait regarder un passé qui n'existe plus. Cette ancre nous empêche de naviguer vers de nouveaux océans. Et face à la lutte interne entre ce que nous sommes et ce que nous recherchons, le migrant se retrouve rejeté parce qu'il est différent. Mais lorsque la lutte quotidienne l'amène à surmonter les barrières de la contradiction raciste, l'effet magique du multiculturalisme se produit. On ne peut pas verser du vieux vin dans des outres neuves. Et nous ne pouvons pas expliquer un nouveau monde avec de vieilles règles. Le présent est pluriel et il le sera de plus en plus. Le monde devient petit et les décisions locales se répercutent dans la globalité. La glocalité c'est la nouvelle réalité.

Julio Cortázar, interviewé par Joaquín Soler Serrano dans « A Fondo » a déclaré :

Je continue à croire que l'une des voies positives de l'humanité est le métissage. Plus il grandit, plus la fusion des races est ancienne, plus nous pourrons éliminer les chauvinismes, les jingoïsmes, les nationalismes frontaliers absurdes et insensés (RTVE Espagne, 1977).

Ces mots sont idéaux pour mettre la touche finale aux idées que nous avons exposées, tout au long de ces pages. Ainsi, nous terminons comme nous avons commencé : le monde n'admet pas d'explications faciles.

## Références

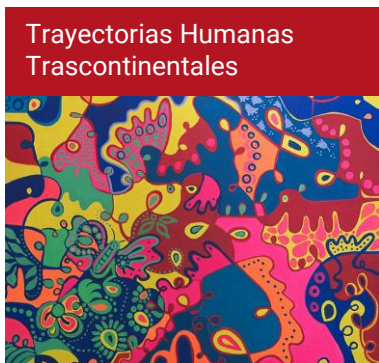
- Balandier, G. (1988). *Le désordre : éloge du mouvement*. Paris : Fayard.
- Barbolla Camarero, D. (2011). *Migraciones latinoamericanas en la Nueva Civilización*. Conforando identidad. Madrid: Biblioteca Nueva.
- Brah, A (1996). *Cartographies of Diaspora. Contesting identities*. Londres : Routledge.
- Calvo Buezas, T. (1981). *Los más pobres en el país más rico. Clase, raza y etnia en el movimiento chicano*. Madrid: Encuentro.
- Carrithers, M. (1992). *Why Humans Have Cultures: Explaining Anthropology and Social Diversity*. Oxford: Oxford University Press.
- Ceschi, S., Massimi, A., Mezzeti, P. & Soddu, P. (2015). *La diaspora africana in Italia. Una risorsa nelle relazioni Italia-África*. Conferencia en el Seminario Italia-África: quale ruolo strategico per la diaspora
- De Carvalho, J.J. (2006). *La diáspora africana en iberoamérica: dinámicas culturales y políticas públicas*. Brasilia : Universidad de Brasilia.
- Delano Alonso, A. (2016). *De aquí y de allá: diásporas, inclusión y derechos sociales más allá de las fronteras*. Ciudad de México : Colmex.
- Grimson, A. (2011). *Los límites de la cultura*. Buenos Aires: Siglo XXI.
- Mancera Cota, A. (s/f). *Concepto de Diáspora, en Cooperación para la investigación. Problema, solución, investigación*. <https://cutt.ly/WxCeA1P>
- Rivoir, A.L. et Morales, M.J. (2019). *Tecnologías digitales. Miradas críticas de la apropiación en América Latina*. Buenos Aires: Clacso. <https://cutt.ly/vJOBvor>
- Moreras, J. A (2014). « La búsqueda de un espacio propio ». En Tamayo-Acosta, J.J. (Director) (2014) *Islam: sociedad, política y feminismo*. Madrid: Dykinson.
- Natale, S. (2021). *Deceitful Media. Artificial Intelligence and Social Life after the Turing Test*. Oxford: Oxford Academic.
- Oonk, G (2007). *Global Indian Diasporas. Exploring trajectories of migration and theory*. Amsterdam: Amsterdam University Press
- Piché, V. (2013). *Les théories de la migration*. Aubervilliers: Ined Éditions.
- Plaza, S., Ratha, D. (2011). *Diaspora for Development in Africa*. Washington DC: The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-8258-5>
- Rovelli, C. (2012). *Et si le temps n'existait pas ? Un peu de science subversive*. Malakoff : Dunod.
- Sand, S. (2012). *La invención de la Tierra de Israel. De Tierra Santa a madre patria*. Madrid : Akal.
- Sánchez Ayala, L. (2013). *Migración, diáspora e identidad: la experiencia puertorriqueña*. Bogotá: Universidad de los Andes.
- Sanz, N. y Valenzuela Arce, J.M. (2016). *Migración y Cultura*. Ciudad de México: UNESCO. <https://cutt.ly/8JOB8I7>

Schrödinger, E. (1944). *What is Life?* Cambridge: Cambridge University Press.

Stein, D., Wargner, C.C., de Laforcade, g. & Laws, P.R. (2020). *Migration, Diaspora, Exile: Narratives of Affiliation and Escape*. Londres: Lexington Books

Trandafoiu, R (2022). *The politics of migrations and diaspora in eastern Europe. Media, public discourse and policy*. Londres: Routledge.

## I - Desde Europa / From Europe



## Movilidad humana, pandemia y crisis en Europa: Un análisis jurídico-político<sup>1</sup>

### Human mobility, pandemic and crisis in Europe: A legal-political analysis

Ángeles Solanes Corella<sup>2</sup>

Universitat de València  
Valencia, España

<https://orcid.org/0000-0002-4207-6113>

[angeles.solanes@uv.es](mailto:angeles.solanes@uv.es)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4603>

DOI : 10.25965/trahs.4603

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** En el ámbito de la Unión Europea, el tradicional papel de las fronteras como elemento de control de la movilidad humana se ha visto reforzado con la pandemia por Covid-19 y la invasión de Ucrania. Las limitaciones a la movilidad ya existentes por motivos de seguridad se han incrementado. En ese contexto, han continuado las vulneraciones de derechos en las fronteras exteriores, también en el caso de los niños, niñas y adolescentes no acompañados. Este trabajo analiza desde una perspectiva jurídico-política las situaciones de violencia que se dan en las fronteras y propone alternativas para afrontarlas. Para ello, es necesario reformular los parámetros más recientes de la Unión Europea en su política de inmigración y asilo.

**Palabras clave:** movilidad humana, fronteras, derechos, pandemia, Ucrania, Unión Europea

**Résumé :** Au sein de l'Union européenne, le rôle traditionnel des frontières comme élément de contrôle des mouvements migratoires a été renforcé par la pandémie de Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine. Les limitations à la mobilité qui existaient déjà pour des raisons de sécurité ont été augmentées. Dans ce contexte, les violations des droits aux frontières extérieures ont continué, y compris dans le cas des enfants et adolescents non accompagnés. Cet ouvrage analyse dans une perspective juridico-politique les situations de violence qui se produisent aux frontières et propose des alternatives pour y faire face. Pour cela, il est nécessaire de reformuler les paramètres les plus récents de l'Union européenne dans sa politique d'immigration et d'asile.

**Mots clés :** mouvements migratoires, frontières, droits, pandémie, Ukraine, Union européenne

**Resumo:** Dentro da União Europeia, o papel tradicional das fronteiras como elemento de controle da mobilidade humana foi reforçado pela pandemia de Covid-

---

<sup>1</sup> Este artículo ha sido realizado en el marco del proyecto I+D+i PID2019-105018RB-100 "Racismo y Discriminación: los Derechos Humanos bajo amenaza", del Ministerio de Ciencia e Innovación.

<sup>2</sup> Catedrática de Filosofía del Derecho y Política, Vicerrectora de Transformación Docente y Formación Permanente de la Universitat de València y Presidenta del Foro para la Integración Social de los Inmigrantes (Ministerio de Inclusión, Seguridad Social y Migraciones, España).



19 e pela invasão da Ucrânia. As limitações de mobilidade que já existem por motivos de segurança foram aumentadas. Nesse contexto, as violações de direitos nas fronteiras externas continuaram, inclusive no caso de crianças e adolescentes desacompanhados. Este trabalho analisa sob uma perspectiva jurídico-política as situações de violência que ocorrem nas fronteiras e propõe alternativas para enfrentá-las. Para isso, é necessário reformular os parâmetros mais recentes da União Europeia em sua política de imigração e asilo.

Palavras chave: mobilidade humana, fronteiras, direitos, pandemia, Ucrânia, União Europeia

Abstract: Within the European Union, the traditional role of borders as control element for human mobility has been reinforced by the Covid-19 pandemic and the invasion of Ukraine. The already existing mobility limitations established for security reasons have increased. In this context, violations of rights have continued at external borders, as well as in the case of unaccompanied children and adolescents. This work analyzes from a legal-political perspective the situations of violence that occur at borders and proposes alternatives to face them. For this, it is necessary to reformulate the most recent parameters of the European Union in its immigration and asylum policy.

Keywords: human mobility, borders, rights, pandemic, Ukraine, European Union

## I. Movilidad humana y fronteras

El término genérico de movilidad humana, como el de migrante, aglutina multitud de situaciones. La primera noción hace referencia a diferentes formas de movimiento de personas que no quedan siempre incluidas en el término “migración”. Así, por ejemplo, las organizaciones internacionales miembros del Grupo Asesor sobre Cambio Climático y Movilidad Humana, creado en el contexto de las Conferencias de las Partes de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático, utiliza el término movilidad humana para cubrir toda la amplia gama de tipos de movimientos que pueden tener lugar en el contexto del cambio climático (Grupo Asesor sobre Cambio Climático y Movilidad Humana, *Movilidad Humana en el Contexto del Cambio Climático CMNUCC - París COP21 (2015)*).

La noción de migrante no está definida en el derecho internacional, sino que más bien, como se recuerda desde la OIM, refleja el hecho de que una persona que se muda fuera de su lugar de residencia habitual e incluye una serie de categorías legales como trabajadores migrantes. A nivel internacional, no existe una definición universalmente aceptada de “migrante” (Sironi, Bauloz and Emmanuel, 2019: 93-94 y 132).

La movilidad humana, como fenómeno que aúna complejos desplazamientos de población que incluye refugiados, solicitantes de protección internacional, migrantes y otros (ACNUDH, 2014: 4), tensiona el tradicional esquema de Estado-nación asentado en el control fronterizo. En efecto, el estado soberano moderno o “westfaliano” como una unidad territorialmente delimitada con autoridad política última dentro de sus fronteras, que es externamente reconocida como un igual a cualquier otra unidad también soberana (Bayón, 2014: 121), tiene en dichos flujos una realidad que interroga de forma persistente a uno de los baluartes estatales: la categoría de frontera. Frente a la fácil (y a veces ingobernable) movilidad de capitales y mercancías, la de personas se convierte en un último reducto de la soberanía estatal que en su gestión insiste en controlar quién puede entrar (estar, pasar, residir y/o trabajar) en su jurisdicción, procurando mantener el imaginario entre pueblo, poder y territorio.

Las fronteras poswestfalianas hacen tambalear los pilares del Estado-nación porque afectan directamente al concepto de soberanía. De los teóricos clásicos de la soberanía moderna (entre ellos, Bodin, Hobbes y Schmitt) pueden sintetizarse algunos rasgos definitorios indispensables de la soberanía, entre ellos, la supremacía, la permanencia en el tiempo, la capacidad de decisión, el carácter completo, la condición de intransferible y la jurisdicción especificada. Todos ellos procuraron plasmarse, aun siendo siempre una aspiración, en el modelo de Westfalia, que ahora se ve amenazado por los crecientes flujos de capital, mercancías, personas y distintas formas de violencia y vasallaje, que priman los criterios de mercado frente a los principios de la legalidad y la política (Solanes, 2016: 153-157). Como apunta Brown (2015:30-34), el Estado-nación continúa siendo un actor fundamental, un símbolo de la identificación nacional, pero los rasgos definitorios de la soberanía ya no residen en él si no en el dominio absoluto del capital y de una especie de violencia política. De ahí que puede relacionarse el declive de la soberanía del Estado-nación con la proliferación de nuevos muros que escenifican un intento de afrontar la situación débil en la que el poder estatal se encuentra.

Las fronteras desempeñan un papel fundamental en el intento de mantener el orden nacional en un contexto global, y lo hacen insistiendo en las nociones jurídicas sobre las que aquel se asienta, claramente en las de ciudadano-extranjero, aunque estas

provoquen importantes disfunciones. Surgen así múltiples teorías sobre la frontera que analizan su *desterritorialización*, su *fronterización* en clave militar y de seguridad o su movilidad en cuanto concepción compleja y cambiante. Los estudios sobre la frontera, para afirmarla o negarla, han proliferado junto a los procesos globalizadores, pero en muchos casos la frontera no se concibe como límite o confín de una comunidad, que la separa y diferencia de otras comunidades, sino como espacio de tensión y confrontación (Turégano, 2020: 133-134).

En este contexto, la frontera como uno de los baluartes nacionales persiste en ser atrincherada, aunque la iconografía física no sea eficaz y mantiene la psicosis del miedo como justificación frente a medidas que vulneran derechos exceptuando la legalidad hasta límites imprevisibles. Ese resorte del miedo, que puede ser visto como una visión simplista de la concepción hobbesiana de la razón política (De Lucas, 2009: 86), se concreta desde el 11S en la defensa frente al terrorismo y, de forma muy preocupante, frente a la movilidad humana. Ese miedo lleva también la violencia a la frontera, entendiéndola igualmente como mecanismo de defensa, aunque suponga un daño infringido más allá del amparo del Estado, y con él del ordenamiento jurídico. En múltiples ocasiones, en la frontera, en cumplimiento de su función geopolítica y psicológica, se produce una especie de suspensión del Derecho que deja paso a actuaciones muy cuestionables desde la perspectiva de los derechos humanos, como se analizará más adelante. La fuerza coactiva propia del Derecho, incluso diferencial en la polémica entre Ross y Kelsen, deja de ser el ejercicio legítimo de la fuerza, ese que al Estado corresponde y que se plasma a través del ordenamiento jurídico para el respeto y la garantía de los derechos y libertades fundamentales y humanos, para convertirse en violencia (De Lucas, 2015: 47-56).

Si se retoman los rasgos propios de la frontera en el período poswestfaliano y se asume que, en ocasiones, en la frontera se dan actuaciones que suspenden temporalmente los mandatos del Derecho, es posible abordar varios ejemplos que evidencian lo que podrían considerarse los efectos disolventes de la globalización en la soberanía de los Estados nacionales. Ciertamente estos se articulan, entre otras cuestiones, para interceptar flujos de personas, reiterando así un imaginario político que se desvanece en el ámbito global, en un tiempo posterior a la era de la soberanía del Estado nacional pero anterior a la instauración de un orden global alternativo que permita corregir las disfunciones del intento de supervivencia, sin mutación, de esta en un espacio que ya no le es propio (Brown, 2015:57).

En la redefinición de la idea tradicional de Estado-nación, o si se prefiere en su declive y progresiva concreción en su naturaleza y funciones dentro de un contexto internacional global, una muestra significativa de las contradicciones latentes es la denominada externalización de las fronteras. Dicha externalización es un fenómeno, fruto de un proceso, que marca un nuevo contexto en la territorialidad que al Estado correspondía en el marco westfaliano, puesto que la desterritorialización de la frontera implica que los límites geográficos, y por ende políticos, económicos y jurídicos, se extienden para superar las fronteras físicas. El locus del control y de la seguridad se expande fuera del territorio y trasciende la actuación nacional, combinando la acción exterior e interior y produciendo una segmentación de los sujetos del control en donde la distinción ciudadano-extranjero se amplía por la creciente selectividad diferenciada de las fronteras (Ferrero-Turrión, R. y López-Sala, 2012: 241).

La frontera física, más o menos alejada de los límites jurídicos del Estado en cuanto acordados a nivel internacional desde la paz de Westfalia, acaba sirviendo solo frente a un determinado tipo de extranjero: bien el inmigrante que (por las múltiples

limitaciones variables en cada caso) no ha podido acceder a una autorización de entrada legal o bien el perseguido (en las diversas variables de la Convención de Ginebra) que sería el candidato al estatuto de refugiado.

La actual noción de frontera mantiene las reminiscencias históricas, aunque el paradigma clásico pueda considerarse superado, y es posible incluso hablar de fronteras multiespaciales, marcadas por políticas en constante cambio, con procesos de fronterización en los que tan irrealista es, desde los múltiples debates suscitados al respecto, considerar que se puede detener la movilidad como proclamar el fin de las fronteras o las fronteras completamente abiertas (Zapata-Barrero, 2012: 62). Puede afirmarse, como realidad que se constata en diferentes zonas fronterizas del mundo, que en este entorno de blindaje, la proliferación de las leyes de control supone más bien una recreación de la imagen de frontera y, con ello, la consabida afirmación simbólica de la autoridad territorial de los Estados. En efecto, estos cumplen ahora una función de vigilancia que multiplica las categorías de fronteras, no basta ya con una única frontera exterior que delimite el territorio sobre el que el Estado nación ejerce su soberanía. Además, hay que seleccionar los movimientos de personas atendiendo tanto a las necesidades económicas como a las de afinidad identitaria, de tal manera que el control se extienda antes y después de la propia frontera física.

## II. El efecto de la pandemia en las migraciones

A ese efecto multiplicador de cierre que la frontera ejerce al atender a motivos como los expuestos acerca de la reivindicación de la soberanía nacional y la necesidad de seguridad, se ha sumado la emergencia sanitaria. La pandemia por Covid-19 trajo como consecuencia la paralización de las entradas legales, al menos temporalmente, tanto vinculadas a la inmigración como al asilo, en aras de controlar la expansión del virus.

El informe sobre las migraciones en el mundo 2022 (McAuliffe, Feline, Skeldon, and Blower, 2022: 170-171) realiza un interesante balance de los impactos de la pandemia de Covid-19 un año después de la declaración de la OMS a mediados de marzo de 2020 y destaca cuánto se han interrumpido la migración y la movilidad, y lo sostenidas que han sido las interrupciones. Obviamente el impacto de la pandemia ha sido muy diverso en función de los en diferentes lugares. Los estudios de caso de países que recoge el mencionado informe muestran que durante su primer año la pandemia planteó desafíos muy significativos para los sistemas migratorios (y tuvo impactos muy variables en las personas migrantes, incluidas las poblaciones desplazadas, relacionados con las condiciones socioeconómicas y geográficas subyacentes previas a la pandemia y los contextos políticos. En lo relativo a las interrupciones en los sistemas de migración y movilidad, y las poblaciones de migrantes a nivel mundial, el informe destaca:

1. La suspensión de derechos vinculados a la movilidad, en cuanto a la entrada y salida (incluso del propio país por razones de protección) fueron suspendidos, y el principio de no devolución se tensionó, incluso en algún momento se dejó de lado. La reapertura de los servicios relacionados con la migración y el desmantelamiento de las prohibiciones de viaje se consideró cuidadosamente en el contexto de nuevas variantes y programas de vacunación. Por otro lado, el rápido desarrollo de tecnologías para respaldar una mayor automatización, parecen indicar que para algunos trabajadores migrantes no habrá regreso a la normalidad, ya que la industria y los gobiernos buscan expandir la digitalización para lograr eficiencia, capacidad de respuesta y mitigación de riesgos, reduciendo así la dependencia respecto de los trabajadores migrantes.

2. Los entornos estructurales, las barreras que dan forma a los patrones migratorios y la explotación sistemática de las personas migrantes como trabajadores migrantes se evidenciaron durante las primeras etapas de la pandemia, en las que muchas economías industrializadas necesitaban esa mano de obra que no podía viajar. La alta movilidad dentro de los sistemas migratorios apunta a una globalización a más largo plazo que posiblemente ahondará en las desigualdades generalizadas que están arraigadas en las sociedades modernas.

3. Para los países de origen, el alcance de las necesidades de asistencia consular de los ciudadanos que trabajan y viven en el extranjero puso de relieve la rapidez con que las personas migrantes pueden encontrarse en situaciones de vulnerabilidad. Al contrario de lo que podía presuponerse inicialmente, algunos países de origen registraron remesas internacionales récord, ya que los migrantes y la diáspora recurrieron a los canales digitales formales para ayudar a mantener a sus familias, lo que evidencia de modo significativo la medida en que los flujos laborales internacionales y las remesas están dando forma a las sociedades y economías.

4. La pandemia expuso aún más las duras realidades en relación con la migración forzada, el desplazamiento y la respuesta humanitaria. Si bien las exenciones de viaje para los trabajadores esenciales se convirtieron en características clave en muchos entornos de políticas nacionales, exenciones similares no fueron habituales para las personas que buscaban protección.

Ese repliegue en las fronteras como medida de sanidad pública que se dio a nivel mundial afectó también, de manera determinante, a la Unión Europea en el funcionamiento interno del sistema Schengen, con Estados miembros que inicialmente restringieron la libertad de circulación y reactivaron las fronteras interiores quebrantando así el principio básico de dicho sistema. Las posteriores recomendaciones de la UE establecieron medidas comunes para el control de la movilidad en las diferentes fases de la pandemia, orientaron las acciones de los Estados e intentaron rebajar la conflictividad que tales medidas suscitaban entre ellos (Arango, Garcés, Mahía, y Moya, 2021:19), que en realidad no eran resultado directo de la pandemia, (puesto que anteriormente ya existían posturas encontradas respecto a la gestión externa de las fronteras) solo que se reactivaron.

La suspensión de las entradas impactó también de manera significativa en el Sistema Común de Asilo (SECA) que venía arrastrando importantes deficiencias. La precariedad en la forma de actuación conjunta dentro del SECA ha sido una constante por parte de los diferentes Estados hasta tal punto que la jurisprudencia ha insistido en la necesidad de coordinar su gestión con las garantías de los derechos. En ese sentido, requiere especial mención la sentencia del Tribunal de Justicia de la Unión Europea (TJUE), de 2 de abril de 2020 contra Polonia, Hungría y República Checa <sup>3</sup>. El Tribunal estimó los recursos por incumplimiento, interpuestos por la Comisión contra estos tres Estados miembros al objeto de que se declarase que habían vulnerado sus obligaciones dimanantes del derecho de la Unión al no haber comunicado, a intervalos regulares y, como mínimo, cada tres meses, un número adecuado de solicitantes de protección internacional que podían reubicar de forma rápida en sus respectivos territorios y, como consecuencia, no haber ejecutado las obligaciones subsiguientes en materia de reubicación que les incumbían. El Tribunal consideró que los diferentes Estados habían incumplido las obligaciones debidas de las mencionadas decisiones.

---

3 STJUE, Comisión/Polonia, Hungría y República Checa (mecanismo temporal de reubicación de solicitantes de protección internacional) (C-715/17, C-718/17 y C-719/17), de 2 de abril de 2020.

El TJUE entendió que, en virtud de las citadas decisiones de reubicación, debía tomarse en consideración la seguridad nacional y el orden público (en el momento actual podría añadirse también las relativas a la salud pública derivadas de la pandemia) durante todo el procedimiento de reubicación, hasta el traslado efectivo del solicitante de protección internacional. A este respecto, el Tribunal estimó que debía reconocerse un amplio margen de apreciación a las autoridades competentes de los Estados miembros de reubicación al determinar si había motivos razonables para considerar que un nacional de un país tercero susceptible de reubicación constituía un peligro para la seguridad nacional o el orden público en su territorio. Sobre esta cuestión, el TJUE consideró que el concepto de “peligro para la seguridad nacional o el orden público”, a los efectos de las decisiones de reubicación, debe interpretarse en el sentido que comprende tanto las amenazas actuales como las potenciales para la seguridad nacional o el orden público. Sin embargo, para invocar estos motivos, las autoridades debían basarse, tras un examen caso por caso, en elementos coherentes, objetivos y precisos que permitieran sospechar que el solicitante en cuestión constituía un peligro actual o potencial. El Tribunal insistía así en la importancia del examen individual que toma en consideración la situación y circunstancias concretas de la persona, en la línea señalada por la Convención de Ginebra.

Desde esta perspectiva, el Tribunal declaró que, en el marco del procedimiento de reubicación, un Estado miembro no podía invocar perentoriamente el artículo 72 TFUE, solo como prevención general y sin demostrar la relación directa con un caso individual, para justificar la suspensión, o incluso el cese, del cumplimiento de las obligaciones que le incumben en virtud de las decisiones de reubicación. Esta interpretación, en mi opinión, reviste una especial importancia porque fortalece la exigencia de las obligaciones de los Estados miembros de acuerdo con el derecho comunitario, y las disposiciones internacionales en la materia, desde la necesidad de protección a partir del caso individual, y resultaría igualmente aplicable, con las medidas oportunas, durante la pandemia.

No es previsible que los efectos de la pandemia puedan superarse a corto plazo, ni en su dimensión sanitaria ni en la económica que va íntimamente ligada a la gestión de la inmigración legal. Como se apunta desde la OCDE (2020), tanto la experiencia de crisis económicas anteriores como los primeros indicios sobre el mercado laboral y los resultados sociales durante la pandemia actual sugieren que es probable que la crisis del Covid-19 tenga un impacto desproporcionado en los inmigrantes y sus hijos. De momento ya existen evidencias de cómo, además de las dificultades señaladas en el momento de la entrada, la pandemia ha afectado a los inmigrantes y sus hijos en términos de salud, empleo, educación y otras medidas de integración.

En medio del impacto generado por la pandemia la Comisión europea presentó, el 23 de septiembre de 2020, una propuesta de nuevo Pacto de Migración y Asilo (COM (2020) 609 final). En el paquete de medidas que acompañaban a esta proposición se identificaban los problemas que han marcado los últimos años de desarrollo de la agenda en esta materia en el ámbito de la Unión Europea, entre ellos, la falta de solidaridad entre Estados miembros, la ineficacia de las políticas de retorno o las diferencias entre sistemas de asilos, pero las respuestas insisten en medidas que ya en el pasado no han resultado eficientes.

### III. El impacto de la invasión de Ucrania

Cuando aún no se ha superado la pandemia por Covid-19, ni se puede valorar su verdadero impacto, ni se ha finalizado la discusión del nuevo Pacto de Migración y Asilo, la invasión rusa de Ucrania el 24 de febrero de 2022, ha dado inicio a unos de

los éxodos más acelerados desde la II Guerra Mundial en Europa desatando una crisis cuyas consecuencias son difíciles de predecir. Como señala Garcés (2022: 1) esta no es la primera crisis de refugiados en Europa, pero es diferente a las anteriores por distintas razones, entre ellas, por la proximidad geográfica y cultural, por la historia migratoria de los últimos años, por el cambio en la política de fronteras y porque con ella se ha vuelto a geopolitizar el asilo.

Ciertamente la crisis de 2015 ya supuso un foco importante de tensión para la Unión Europea que se afrontó, en mi opinión, con un relevante vaciamiento del derecho de asilo y con una externalización de las responsabilidades que el mismo conlleva. Un buen ejemplo de esta política en el ámbito de la inmigración y el asilo fue el cuestionado acuerdo con Turquía de 18 de marzo de 2016. Respecto a esta Declaración, el Tribunal General de la UE consideró que no tenía jurisdicción para conocer el recurso de anulación presentado contra ella (recurso interpuesto el 22 de abril de 2016, NF/Consejo Europeo. Asunto T-192/16), ya que, ni el Consejo Europeo ni otra institución de la UE, habían decidido sobre dicho acuerdo, puesto que este fue adoptado por los Estados miembros. Por ello, el Tribunal consideró que no podía entrar a examinarlo y desestimó el recurso (auto del Tribunal General de 28 de febrero de 2017, NF/Consejo Europeo, T-192/16, EU:T:2017:128; Solanes, 2002: 47).

Ahora, sin embargo, la proximidad física del conflicto es un elemento determinante, ya que, el conflicto se produce en los límites de las fronteras de la Unión Europea y la OTAN. Además, las personas ucranianas son consideradas europeas, de tal manera que no se les aplican los prejuicios y estereotipos que predominan, por ejemplo, en el caso de la movilidad africana o asiática. De hecho, los ucranianos, han sido y son inmigrantes económicos dentro de la Unión, que al igual que otros países de la Europa del Este, es una cantera cada vez más imprescindible de trabajadores esenciales.

Además, es importante tener en cuenta que desde 2017 los ciudadanos ucranianos están exentos de la obligación de solicitar visado para cruzar las fronteras exteriores de los Estados miembros para estancias no superiores a 90 días por un período de 180 días, lo cual les permite una movilidad mayor que la que tiene otras nacionalidades. Ante esa realidad, resulta lógico pensar que los Estados de la Unión con una mayor presencia previa de personas ucranianas serán los preferidos como destino en esta nueva movilidad, entre ellos, como Polonia, República Checa, Alemania, Italia y España.

En todo caso, no puede obviarse, como recuerda Ferrero-Turrión (2022) dos cuestiones fundamentales. Por una parte, Ucrania es un país multiétnico, multilingüístico y multireligioso de tal manera que para entender la situación actual es un error ignorar la diversidad multinacional del territorio ucraniano y establecer una equivalencia entre ciudadanía y lengua. Por otro lado, esta invasión afecta a la arquitectura de seguridad europea, ya que, están en juego objetivos estratégicos y concretos, puesto que, el control de Ucrania es visto por parte de la estrategia militar y de seguridad rusa como algo esencial para sentirse seguros de tal manera que inicialmente piden que Ucrania sea neutral, aunque estas exigencias se van progresivamente reformulando.

Junto a la cercanía física y a la historia compartida, asistimos a un cambio en la política de fronteras de la Unión para dar paso a una apertura que contrasta con la idea de fortaleza que ha definido a la política de inmigración y asilo comunitaria. Un ejemplo de este aparente cambio de actitud lo constituye Polonia que ha pasado de declarar el estado de emergencia y suspender el derecho de asilo a finales de 2021 (dentro de las posiciones durísimas frente a la movilidad humana que han mantenido

los de países del grupo de Visegrado como Eslovaquia, Hungría, y la República Checa), a la recepción y acogida de los ucranianos (Garcés, 2022: 3).

Estos y otros factores explican la especificidad de la respuesta dada desde la Unión Europea a la movilidad humana generada como consecuencia de la guerra en Ucrania. El 4 de marzo el Consejo<sup>4</sup> activó por primera vez la Directiva 2001/55/CE del, de 20 de julio de 2001, relativa a las normas mínimas para la concesión de protección temporal en caso de afluencia masiva de personas desplazadas y a medidas de fomento de un esfuerzo equitativo entre los Estados miembros para acoger a dichas personas y asumir las consecuencias de su acogida<sup>5</sup>.

Aunque esta Directiva se aprobó en un contexto marcado por los conflictos de los Balcanes y. a pesar de la difícil situación de 2015, la Unión no la había puesto en marcha hasta ahora. La Directiva surgió para hacer frente a los casos de afluencia masiva de personas desplazadas que no pueden volver a su país de origen. En tales supuestos puede ser necesario implantar dispositivos excepcionales para garantizar una protección inmediata y de carácter temporal a dichas personas. La protección temporal es el instrumento que se considera más adecuado para la situación actual en la medida en que lo que se necesita es una respuesta rápida ante la actual situación de conflicto, que sea garantista para los beneficiarios<sup>6</sup>. En todo caso, expresamente se indica que esta Decisión es compatible con los sistemas nacionales de protección temporal, que pueden considerarse como la transposición de la Directiva 2001/55/CE, y puede aplicarse de manera complementaria a dichos sistemas.

Entre los aspectos fundamentales de la Decisión cabe destacar las personas a las que se aplica la protección temporal y su duración. Por lo que se refiere a la primera cuestión, pueden beneficiarse de esta protección las personas nacionales de Ucrania, las apátridas, y las personas nacionales de terceros estados distintos de Ucrania en situación de protección internacional (y sus familiares) en el país. Para las personas que estuvieran en situación de residencia regular en Ucrania y que no puedan regresar a su país de origen en condiciones seguras y duraderas, la decisión permite que los Estados miembros apliquen esta protección temporal o una “protección adecuada en virtud de su Derecho interno”. No hay una referencia a uno de los grupos más vulnerables en el contexto de la movilidad humana que son los nacionales de terceros estados en situación administrativa irregular que no puedan volver a sus países de origen con las mencionadas condiciones.

Esta Decisión se aplica desde el 24 de febrero de 2022. Según la Directiva 2001/55/CE, la protección temporal debe tener una duración inicial de un año. Salvo que se le ponga fin sobre la base de lo dispuesto en el artículo 6. 1. b, de dicha

---

4 Decisión de Ejecución (UE) 2022/382 del Consejo, de 4 de marzo de 2022, por la que se constata la existencia de una afluencia masiva de personas desplazadas procedentes de Ucrania en el sentido del artículo 5 de la Directiva 2001/55/CE y con el efecto de que se inicie la protección temporal DO L 71, de 4 de marzo de 2022.

5 DO L 212, de 7 de agosto de 2001.

6 El artículo 2 de la Directiva señala que “a efectos de la presente Directiva, se entenderá por: a) Protección temporal: un procedimiento de carácter excepcional por el que, en caso de afluencia masiva o inminencia de afluencia masiva de personas desplazadas procedentes de terceros países que no puedan volver a entrar en su país de origen, se garantiza a las mismas protección inmediata y de carácter temporal, en especial si el sistema de asilo también corre el riesgo de no poder gestionar este flujo de personas sin efectos contrarios a su buen funcionamiento, al interés de las personas afectadas y al de las otras personas que soliciten protección”.



Directiva<sup>7</sup>, el período debe prorrogarse automáticamente por seis períodos mensuales durante un plazo máximo de un año. La Comisión hará un seguimiento y una revisión constantes de la situación. En cualquier momento, puede proponer al Consejo que ponga fin a la protección temporal, si la situación en Ucrania permite el regreso seguro y duradero de aquellos a quienes se haya concedido protección temporal, o proponer al Consejo que prorrogue la protección temporal durante un año como máximo. En todo caso, conviene recordar que esta Directiva establece un conjunto de normas mínimas, de tal manera que cabe entender que los Estados miembros tienen competencia para establecer o mantener condiciones más favorables para las personas beneficiarias de protección temporal en caso de afluencia masiva de personas desplazadas.

Es importante recordar que la Directiva apela a la colaboración de los diferentes Estados (artículo 27) y que se fundamenta en la voluntad de fomentar un esfuerzo equitativo entre los Estados miembros para acoger a dichas personas y asumir las consecuencias de su acogida. En la Decisión se indica expresamente que los Estados miembros utilizarán la Red de Preparación y Gestión de Crisis Migratorias de la UE, de conformidad con la Recomendación (UE) 2020/1366. Todo ello con la coordinación de la Comisión y la colaboración de la Agencia Europea de la Guardia de Fronteras y Costas (Frontex), la Agencia de Asilo de la Unión Europea (AAUE) y la Agencia de la Unión Europea para la Cooperación Policial (Europol), y se servirá de la Red de Preparación y Gestión de Crisis Migratorias de la UE. A estos efectos, es oportuno recordar la jurisprudencia del TJUE antes analizada en Polonia, Hungría y República Checa respecto a la obligación de cumplir de manera solidaria y respetar las cuotas de reubicación de personas en situación de protección internacional.

En mi opinión, la activación de la Directiva puede valorarse como positiva en la medida en que, con deficiencias, está permitiendo ofrecer una respuesta rápida a una situación de emergencia, lo deseable sería que esta fuera la forma sistemática de actuar en estos casos. En ese sentido, puede admitirse la crítica de que en este caso se ha vuelto a geopolitizar el asilo (Garcés, 2022:3). Es cierto, que establecer este mecanismo única y exclusivamente para esta crisis, crea un sesgo respecto a otras personas vulnerables que con otras nacionalidades y afectadas por otros conflictos no encuentran una vía de entrada legal en la Unión Europea.

#### IV. Vulneraciones de derechos en la frontera

En este escenario especialmente complicado por la pandemia y la invasión de Ucrania, la movilidad humana se dificulta aún más. Como se ha señalado, en el contexto de la movilidad humana el miedo como excusa y la violencia como reacción en la frontera actúan como una aparente justificación, expresada siempre en términos de seguridad, frente a medidas que vulneran derechos y exceptúan la legalidad. Múltiples ejemplos evidencian esa especie de suspensión del Derecho en las fronteras (desde las trabas a la consideración de los menores como tales o los problemas en la identificación de las personas sometidas a trata para que no sean reconducidas a la normativa de extranjería, hasta la imposibilidad de solicitar asilo), y ponen de manifiesto que, respecto a los derechos, en concreto en los límites exteriores de la Unión Europea, hay una regresión. Así, la asistencia letrada, el derecho a intérprete, la tutela judicial efectiva o, incluso, el principio de no devolución, no siempre están garantizados. Un caso entre los muchos posibles, puede

---

<sup>7</sup> Según el cual, se pondrá fin a la protección temporal “b) en cualquier momento, mediante la aprobación de una decisión del Consejo por mayoría cualificada, a propuesta de la Comisión, que examinará igualmente cualquier solicitud de un Estado miembro de que presente una propuesta al Consejo”.

servir de muestra, sobre el actual papel multidimensional de las fronteras europeas: las denominadas *devoluciones en caliente*. Estas prácticas han continuado durante la pandemia.

En el ámbito europeo, a partir del artículo 1 del Convenio Europeo de los Derechos Humanos y de las Libertades Fundamentales (CEDH), los Estados se comprometen a garantizar los derechos y libertades de cualquier persona que se encuentre bajo su jurisdicción, sean sus nacionales o cualesquiera otros. Sin embargo, no se hace una referencia expresa ni a la libertad de entrada, residencia y circulación, ni al derecho de asilo, aunque siempre es posible acudir a la técnica de la protección derivada de derechos y garantías reconocidos expresamente por el CEDH (Sudre, 2017). Como complemento, el Protocolo nº 4 al CEDH, en su artículo 4, expresamente prohíbe las expulsiones colectivas de los extranjeros, pero no define ninguno de los dos términos. Según el informe explicativo<sup>8</sup> la finalidad que se perseguía con el artículo 4 era prohibir formalmente las expulsiones colectivas de todo tipo que habían ocurrido en el pasado reciente. Así, se entendía que, tanto el mencionado artículo 4 como el 3 del Protocolo (relativo en este segundo caso a la prohibición de la expulsión de nacionales) no permitieran legitimar las expulsiones colectivas que se hubieran producido con anterioridad. En concreto, la principal finalidad del artículo 4 es evitar, como había ocurrido, que los Estados hicieran que determinados extranjeros tuvieran que abandonar su territorio sin que previamente se hubieran examinado sus circunstancias personales concretas, de tal modo que, estos hubieran podido expresar, en su caso, sus argumentos en contra de la medida adoptada por la autoridad competente.

El Tribunal Europeo de Derechos Humanos (TEDH) ha señalado que la expulsión colectiva hace referencia a toda medida adoptada por las autoridades competentes que obliga a los extranjeros, como grupo, a abandonar un país, salvo en los casos en que dicha medida se adopte al final y sobre la base de un examen razonable y objetivo de la situación particular de cada uno de los extranjeros que forman el grupo<sup>9</sup>. Además, es necesaria una segunda exigencia. Si se da en los casos de varios extranjeros decisiones similares, no puede concluirse la existencia de una expulsión colectiva cuando cada una de las partes interesada pueda alegar, de forma individual, ante las autoridades competentes los argumentos en contra de su expulsión, pero además es necesario tomar en consideración las circunstancias que rodean la implementación de las decisiones de expulsión a efectos de la aplicación del artículo 4<sup>10</sup>.

Por lo que ese refiere a la aplicación personal del artículo 4, el Tribunal se sitúa en la línea de interpretación amplia y considera que por tales hay que entender los extranjeros que se encuentran en el territorio, sin distinguir entre si están de paso o si son residentes, refugiados<sup>11</sup> o apátridas. En cuanto al ámbito de aplicación territorial, el TEDH ha dejado que el CEDH no excluye expresamente la aplicación

---

8 Rapport explicatif du Protocole nº 4 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel à la Convention, Strasbourg, 16.12.1963. Disponible en: <https://rm.coe.int/16800c9330>, (consultado 13.3.2022).

9 TEDH en el asunto *Sultani c. Francia*, nº 45223/05, 20 de septiembre de 2007, § 81Y y TEDH, *M.A. c. Chipre*, nº 41872/10, 23 de julio de 2013, §§ 252-255.

10 TEDH, *Conka c. Bélgica*, nº 51564/99, 5 de febrero de 2002, § 59.

11 TEDH, *M. S. S. c. Bélgica y Grecia* [GC], nº 30696/09, 21 de enero de 2011; TEDH, *A. C. y otros c. España*, nº 6528/11, 22 de abril de 2014; TEDH, *Sharifi y otros c. Italia y Grecia*, nº 16643/09, 21 de octubre de 2014 y TEDH, *Tarakhel c. Suiza* [GC], nº 29217/12, 4 de noviembre de 2014.

extraterritorial de esta disposición<sup>12</sup>. Con todo, a pesar de la prohibición de las expulsiones colectivas, algunos Estados han sido condenados por ser esta una práctica recurrente<sup>13</sup>.

A la luz de esta jurisprudencia asentada, contraria a las expulsiones colectivas puede analizarse la práctica conocida como “devoluciones en caliente”, en el caso concreto español. En síntesis, estas devoluciones son una práctica, realizada en Ceuta y Melilla, así como, desde islotes sujetos a la soberanía del Estado español, que hace referencia a la actuación de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado y consiste en la entrega a las autoridades marroquí, por vía de hecho, de personas extranjeras que han sido interceptadas en zona de soberanía española, sin seguir el procedimiento establecido normativamente ni cumplir las garantías internacionalmente reconocidas. Eso es lo que ocurrió en el controvertido caso *N.D. y N.T. contra España*, que se remonta al 13 de agosto de 2014, cuando ni siquiera esta práctica estaba recogida en ninguna disposición legal.

Estas devoluciones se consideran “en caliente” porque no siguen ningún procedimiento legal; son sumarias, en realidad ni siquiera responden al término jurídico de devolución, solo es una forma común de designarlas. La Ley Orgánica 4/2015, de 30 de marzo, de Protección de la Seguridad Ciudadana, en su Disposición Final Primera estableció un régimen especial para Ceuta y Melilla en el intento de legalizar este tipo de prácticas. Además, en la misma norma se añade una Disposición Adicional Décima a la Ley Orgánica 4/2000, de 11 de enero, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social, en la que se recuerda la necesidad de respetar la normativa internacional de derechos humanos y de protección internacional, de la que España es parte, cuando se realice el rechazo en frontera, pero no se concreta un procedimiento con garantías.

En el mencionado caso *N.D. y N.T. c. España*, el TEDH en su sentencia de 3 de octubre de 2017 sostuvo, por unanimidad, que se había violado el artículo 4 del Protocolo nº 4 (prohibición de expulsión colectiva de extranjeros). El Tribunal señaló en particular que N.D. y N.T. fueron retirados y devueltos a Marruecos en contra de su voluntad, y que las medidas de expulsión se tomaron en ausencia de una decisión administrativa o judicial previa. En ningún momento, N.D. y N.T. estuvieron sujetos a un procedimiento de identificación por parte de las autoridades españolas. El Tribunal concluyó que, en estas circunstancias, se trataba de expulsiones colectivas. El TEDH también señaló por unanimidad que se había violado el artículo 13 (derecho a un recurso efectivo) del CEDH. Sin embargo, en la sentencia de 13 de febrero de 2020, la Gran Sala del TEDH declara que no ha habido vulneración del artículo 4 del Protocolo nº 4 del Convenio y que no se ha violado el artículo 13 CEDH, considerado conjuntamente con dicho artículo 4.

Si ya resulta extraordinario que un caso llegue a la Gran Sala, todavía es más significativo que el fallo sea el contrario y también por unanimidad. Tras esta resolución cabe entender que las devoluciones en caliente pueden considerarse legales. Es interesante analizar las conclusiones del Tribunal y cuestionarlas. De los argumentos de la Gran Sala para fundamentar el fallo, dos son fundamentales: los dos recurrentes se pusieron a sí mismos en una situación de infracción de la legalidad española, lo que justifica una medida de este tipo; y los recurrentes no

---

12 TEDH, *Hirsi Jamaa y otros c. Italia* [GC], nº 27765/09, 23 de febrero de 2012.

13 TEDH, *Georgia c. Rusia* [GC], nº 13255/07, 3 de julio de 2014; TEDH, *Shioshvili y otros c. Rusia*, nº 19356/07, 20 de diciembre de 2016 y *Berdzenishvili y otros c. Rusia*, nº 14594/07, 14597/07, 14976/07, 14978/07, 15221/07, 16369/07 y 16706/07, 20 de diciembre de 2016.

utilizaron para entrar en España otros medios legales existentes y plenamente disponibles.

Respecto al primer aspecto, surge un interrogante de gran alcance en un Estado de Derecho ¿si se infringe una norma, se renuncia a las garantías jurídicas (como la tutela judicial efectiva que supone la posibilidad de defensa en sede judicial, de abogado, etc.)? La respuesta es negativa, precisamente en los modernos Estados de Derecho debe ocurrir lo contrario de acuerdo con los principios que los inspiran: imperio de la ley, defensa de los derechos y libertades fundamentales y separación de poderes. Pues bien, igualmente si se realiza una infracción administrativa, como la entrada irregular, las garantías no decaen. Por tanto, lo relevante aquí, aún admitiendo la irregularidad de la entrada, es que existe un procedimiento administrativo legalmente establecido al efecto que el Estado español no respetó.

En cuanto al segundo aspecto que hace referencia a la posibilidad de buscar alternativas legales para la entrada en España, la afirmación del Tribunal demuestra la ceguera absoluta del TEDH respecto a la realidad de la frontera sur española. Si la idea que subyace es que debe prevalecer la legalidad vigente para la entrada en territorio nacional, entonces la premisa principal es que esta sea de posible cumplimiento, por ejemplo, en relación con la posibilidad de presentar la solicitud de asilo. Es decir, el punto de partida es que no se ignore tampoco el artículo 38 de la Ley 12/2009 reguladora del derecho de asilo y de la protección subsidiaria que hace referencia a la presentación de solicitudes de protección internacional en embajadas y consulados, que además carece de desarrollo reglamentario; y si no se acude al asilo o la protección internacional (que debe ser la opción prioritaria), que se aplique el procedimiento normativo que ya existe en la legislación de extranjería.

El Tribunal Constitucional por su parte ha avalado la constitucionalidad de estas prácticas siempre que se apliquen a las entradas individualizadas, exista pleno control judicial y cumplimiento de las obligaciones internacionales<sup>14</sup>, lo que en mi opinión es incompatible con la propia naturaleza de las devoluciones en caliente, que carecen de procedimiento. Mucho más acertado, realista y garantista con los derechos de las personas inmigrantes en la frontera, dentro del estándar internacional de derechos humanos, es el razonado voto particular de la magistrada doña María Luis Balaguer Callejón, que insiste en que la devolución criminaliza al inmigrante irregular y la sentencia le impide, de facto, defender sus derechos humanos. Considero que tiene razón la mencionada magistrada, frente a la opinión generalizada de que el Tribunal Constitucional avala este tipo de prácticas, cuando señala que hay que entender que se desautoriza el rechazo en frontera si se desarrolla como se viene aplicando hasta ahora, puesto que no hay posibilidad de control judicial y respeto a las obligaciones internacionales, entre las que destaca la individualización de la actuación para identificar situaciones de especial vulnerabilidad. Lo que hace imposible el control judicial de las devoluciones y el respeto a los tratados internacionales de derechos humanos ratificados por España, es precisamente la disposición legal impugnada. Desde mi punto de vista, hubiera sido más acorde a esas garantías que la sentencia se hubiera pronunciado en el sentido que lo hace el voto particular para evitar este tipo de prácticas que constituyen una forma más de violencia en la frontera.

---

14 STC, Pleno. Sentencia 172/2020, de 19 de noviembre de 2020. Recurso de inconstitucionalidad 2896-2015. BOE de 22 de diciembre de 2020, es especialmente reseñable dentro del tema que se analiza el fundamento jurídico 8 c y al voto particular.

## V. La preocupante situación de los niños, niñas y adolescentes no acompañados

Esa misma violencia en la frontera, que transversalmente está presente en la movilidad humana, ha afectado también a los niños, niñas y adolescentes no acompañados (NNANA)<sup>15</sup>, sin que pueda evidenciarse que estas medias se hayan interrumpido durante la pandemia.

El Comité de Derechos del Niño en la Observación General n° 6 (2005), considera como niños o menores no acompañados, a “los menores que están separados de ambos padres y otros parientes y no están al cuidado de un adulto al que, por ley o costumbre, incumbe esa responsabilidad”. Esta Observación refuerza el principio del interés superior del niño y el respeto al principio de no devolución desde la perspectiva en la que lo concretan el artículo 33 de la Convención de Ginebra sobre los Refugiados y el artículo 3 de la Convención contra la Tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes. En ese sentido, se impide el traslado de un menor a un Estado si existen motivos racionales para considerar que hay un peligro real de daño irreparable<sup>16</sup>.

Tanto el Comité de los Derechos del Niño como el Consejo de Europa, han insistido en que la detención de los NNA para controlar la inmigración no redunda nunca en el interés superior del menor y no puede considerarse por sí misma justificada. Un objetivo básico es evitar criminalizar a los niños y someterlos a medidas punitivas derivadas de la situación migratoria de sus padres. El Comité ha condenado a España por vulnerar los derechos de los menores no acompañados en el contexto de las mencionadas devoluciones en caliente. Por ejemplo, en el Dictamen 4/2016<sup>17</sup> el Comité, a propósito de una devolución en caliente de un menor no acompañado de España a Marruecos, consideró que el Estado español violó diferentes preceptos de la Convención de Derechos del Niño (CDN): no brindó al autor protección y asistencia especiales en su condición de niño no acompañado (artículo 20); no respetó el principio de no devolución; expuso al autor a correr el riesgo de sufrir actos de violencia y tratos crueles, inhumanos y degradantes en Marruecos (artículo 37) y no consideró el interés superior del niño (artículo 3).

---

15 Se opta por la terminología NNANA, en lugar de la de menor extranjero no acompañado (MENA) más común en el ámbito europeo, para enfatizar la noción de niñez que requiere una protección reforzada, evitar la de extranjería (que ha de ser menos relevante en este contexto e insistir en la variedad de perfil también desde el género. Dicha terminología ha sido utilizada también por ACNUR o UNICEF, <https://www.acnur.org/fileadmin/Documentos/BDL/2012/8281.pdf>; y <https://www.unicef.es/sites/unicef.es/files/recursos/informe-ninos-migrantes-no-acompanados.pdf> (consultados 12.3.2022)

16 En la misma línea, vid. Observación General conjunta n° 3 (2017) del Comité de Protección de los Derechos de todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares y la Observación General conjunta n° 22 (2017) del Comité de los Derechos del Niño sobre los principios generales relativos a los derechos humanos de los niños en el contexto de la migración internacional y la Observación General conjunta n° 4 (2017) del Comité de Protección de los Derechos de todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares y la Observación General conjunta n° 23 (2017) del Comité de los Derechos del Niño sobre las obligaciones de los Estados relativas a los derechos humanos de los niños en el contexto de la migración internacional en los países de origen, tránsito, destino y retorno.

17 Comité de los Derechos del Niño, Dictamen aprobado por el Comité en relación con el Protocolo Facultativo de la Convención sobre los Derechos del Niño relativo a un procedimiento de comunicaciones respecto de la Comunicación n° 4/2016, 1 de febrero de 2019.

Por otra parte, el Comité, a propósito de la detención, ha prestado especial atención al procedimiento de la determinación de la edad de los NNANA y al impacto que su resultado puede tener en otros derechos, entre ellos, por ejemplo, el derecho a la supervivencia y el desarrollo del niño, a la atención médica, a un nivel de vida adecuado y a la educación; a un representante legal, un tutor, un intérprete, a ser escuchado y a la intimidad. Al mismo tiempo, pone de relieve el incumplimiento de obligaciones por parte del Estado como el deber garantizar una atención adecuada. En ese sentido, el Comité ha emitido diferentes dictámenes sobre esta cuestión contra España<sup>18</sup>.

En cuanto al procedimiento de determinación de la edad implementado por el Estado parte para los NNANA, tanto migrantes y como solicitantes de asilo (a estos segundos se refieren especialmente las comunicaciones n° 17 y 27), el Comité reafirma su jurisprudencia. El Comité, en línea con los estándares de las mencionadas Observaciones Generales n° 6 y 23, reitera que los Estados deben abstenerse de utilizar este tipo de técnicas y afirma la necesidad de una evaluación integral que incluya un conjunto de elementos de procedimiento y sustantivos. En los mencionados dictámenes n° 16/2017 y 22/2017, el Comité insiste en que España ignoró las medidas provisionales consistentes en el traslado a un centro de protección de menores mientras el caso se encontrara pendiente de examen y obvió la necesidad de suministrar, en el segundo supuesto, el tratamiento médico necesario. Una última cuestión destacable es la relativa a la consolidación de la jurisprudencia del Comité en cuanto a las medidas de reparación, tanto individuales (con propuestas concretas) como de carácter preventivo para evitar este tipo de prácticas vinculadas a la determinación de la edad (Ceriani, 2018).

Asimismo, el TEDH ha destacado en la relevancia del artículo 3 CEDH en relación con la detención en general, y en especial, la de los NNANA. Un aspecto fundamental en la argumentación acerca de la violación del artículo 3 CEDH, tiene que ver con la necesidad de que existe un mínimo de gravedad. El Tribunal reconoce que la apreciación de ese mínimo es relativa en esencia, ya que, depende de todas las particularidades concretas<sup>19</sup>. Por ello, es imprescindible atender a las circunstancias específicas de cada caso. Entre los aspectos significativos que deben ser tomados en consideración, el Tribunal se refiere a la edad, el hecho que se encuentre solo o acompañado de algún familiar<sup>20</sup>, el sexo, el estado de salud, la duración del trato que se denuncia, los efectos físicos y psicológicos sobre la víctima de las medidas adoptadas, los motivos que le llevaron a abandonar su país y a cualquier otra

---

18 Entre ellos, cronológicamente, Comité de Derechos Humanos, Comunicación n° 16/2017, *A.L. c. España*, 31 de mayo de 2019; Comunicación n° 22/2017, *J.A.B. c. España*, 31 de mayo de 2019; Comunicación n° 17/2017, *M.T. c. España*, 18 de septiembre de 2019; Comunicación n° 27/2017, *R.K. c. España*, 18 de septiembre de 2019; Comunicación n° 21/2017, *A.D. c. España*, 6 de febrero de 2020; Comunicación 24/2017, *M.A.B. c. España*, 7 de febrero de 2020; Comunicación 25/2017, *H.B. c. España*, 7 de febrero de 2020.

19 Vid., entre otros, TEDH, *Van der Ven c. los Países Bajos*, n° 50901/99, 4 de febrero de 2003, párr. 47.

20 El hecho de que el menor se encuentre acompañado no es, *per se*, un elemento suficiente para que el Tribunal deje de apreciar la violación del artículo 3 CEDH. Así, por ejemplo, puede evidenciarse en diferentes resoluciones del TEDH: *Muskhadzhiyeva y otros c. Bélgica*, n° 41442/07, 19 de enero de 2010; *Kanagaratnam y otros c. Bélgica*, n° 15297/02, 13 de diciembre de 2011; *Popov c. Francia*, n° 39474/07, 19 de enero de 2012; *Mahmundi y otros c. Grecia*, n° 14902/10, 31 de julio de 2012; *A.B. y otros c. Francia*, n° 11593/12, *R.K. y otros c. Francia*, n° 68264/14, *R.M. y otros c. Francia*, n° 33201/11, *A.M. y otros c. Francia*, n° 24587/12, y *R.C. y V.C. c. Francia*, n° 76491/14, las cinco de 12 de julio de 2016; *S.F. y otros c. Bulgaria*, n° 8138/16, 7 de diciembre de 2017; *G.B. y otros c. Turquía*, n° 4633/15, 17 de octubre de 2019; y *Bilalova y otros c. Polonia*, n° 23685/14, 26 de marzo de 2020.

circunstancia que al efecto se considere relevante<sup>21</sup>. La investigación que corre a cargo de las autoridades nacionales, y el modo en que esta se realice, es crucial para asegurar estos aspectos. Asimismo, el trato puede considerarse degradante si es probable que inspirara en sus víctimas sentimientos de miedo, angustia e inferioridad capaces de humillarlos y degradarlos<sup>22</sup>. La necesidad de que exista un mínimo de gravedad en las condiciones de detención y la relevancia de la investigación que debe realizar el Estado en cuestión aparece también, reforzando la solidez de la jurisprudencia del TEDH en esta materia, en el caso *Moustahi c. Francia*<sup>23</sup>, en el que además el Tribunal insiste en que no basta la mera presencia de un adulto.

Por lo que se refiere a los NNANA, el caso *Mubilanzila Mayeka and Kaniki Mitunga c. Bélgica*<sup>24</sup> constituye un referente. Como recuerda López (2013: 492) para considerar que se ha vulnerado el artículo 3 CEDH, el Tribunal en el caso *Rahimi c. Grecia*, como en el citado *Mubilanzila Mayeka y Kanili Mitunga c. Bélgica*, y en el asunto *Rahimi*, se apoya en el artículo 3 CDN utilizado como argumento fundamental, como *ratio decidendi* para poner de manifiesto la centralidad del principio del interés superior del menor (de acuerdo con la Observación general n° 14 (2013) sobre el derecho del niño a que su interés superior sea una consideración primordial, y en el artículo 37 CDN que exige que un menor no quede privado de libertad a no ser que ninguna otra medida fuera posible.

Igualmente, el Tribunal ha actualizado e interpretado de forma abierta y finalista los artículos 5.1 y 5.4 CEDH a propósito de los NNANA de tal manera que de su jurisprudencia pueden extraerse los elementos que tensionan los mencionados preceptos y resultan inadmisibles en los casos de detención de menores. Por ejemplo, en el asunto *Bubullima c. Grecia*<sup>25</sup> el Tribunal entendió que se había violado el artículo 5.4 CEDH por considerar que los dos recursos que la ley griega había facilitado al demandante no habían respetado los requisitos de esta disposición del Convenio, en particular la relativa al "corto plazo". Para cumplir las exigencias derivadas de los artículos 5.1 y 5.4 CEDH no basta con atender de manera genérica a las disposiciones del ordenamiento jurídico nacional aplicables al caso, si no que siempre hay que tomar en consideración la especificidad de la situación de los NNANA y tener en cuenta la efectividad de los recursos. Además, de la jurisprudencia reiterada del TEDH relativa al artículo 5.1 f se desprende que para no ser acusado de trato arbitrario en estos supuestos de detención tienen que concurrir estos elementos: la implementación de dicha medida de detención debe hacerse de buena fe; debe estar estrechamente relacionada con el objetivo de evitar que una persona ingrese de forma irregular al territorio; el lugar y las condiciones de detención deben ser apropiados; y por último, la duración de la detención no debe exceder el tiempo razonable necesario para alcanzar el objetivo perseguido<sup>26</sup>.

---

21 En este sentido pueden consultarse las siguientes resoluciones del TEDH: *Assenov y otros c. Bulgaria*, n° 24760/94, 28 de octubre de 1998, párr. 94; *Labita c. Italia*, n° 26772/95, 6 de abril de 2000, párr. 120; *Bati y otros c. Turquía*, n° 3 de junio de 2004, párrs. 113 a 115; *Slimani c. Francia*, n° 57671/00, párr. 27; *Riad y Idiab c. Bélgica*, n° 29787/03 y 29810/03; 24 de enero de 2008, párr.100; *M.S.S. c. Bélgica y Grecia*, n° 30696/09, 21 de enero de 2011, párrs. 216, 219 y 220; y *Rahimi c. Grecia*, n° 8687/08, 5 de abril de 2011, párr. 86.

22 TEDH, *Kudła c. Polonia* (GC), n° 30210/96, 26 de octubre de 2000, párr. 92.

23 TEDH, *Moustahi c. Francia*, n° 9347/14, 25 de junio de 2020.

24 TEDH, *Mubilanzila Mayeka y Kaniki Mitunga c. Bélgica*, n° 13178/03, 12 de octubre de 2006.

25 TEDH, *Bubullima c. Grecia*, n° 41533/08, 28 de octubre de 2010, párr. 32.

26 TEDH, *Rahimi c. Grecia*, cit., párr. 106 y *Saadi c. Reino Unido* (GC), n° 13229/03, 29 de enero de 2008, párr. 74.

Al igual que se ha señalado anteriormente en las vulneraciones del artículo 3 CEDH, el lugar en el que se practica la detención es fundamental a propósito de los derechos que concretan los artículos 5.1 y 5.4 CEDH. La jurisprudencia del TEDH ha reiterado determinados lugares en los cuales se infringe de forma sistemática los derechos que consagran dichos preceptos. Así, por ejemplo, en el caso *Housein c. Grecia*<sup>27</sup> la detención en el puesto fronterizo de Soufli para la posterior deportación vulneró el derecho a la libertad y la seguridad. En la misma línea, en el supuesto *Abdullahi Elmi y Aweys Abubakar c. Malta*<sup>28</sup> se entendió vulnerado el artículo 5.1 CEDH por las condiciones inadecuadas, de la detención y la duración prolongada de la misma. Al igual que en el asunto *Suso Musa*, el Tribunal concluyó que la detención en sí infringía el artículo 5 CEDH, pero la novedad importante en el presente caso es que el Tribunal aplica explícitamente la prueba de necesidad a la interpretación de la primera parte del artículo 5.1 f.

En el asunto *H.A. y otros c. Grecia*<sup>29</sup> los artículos 5.1 y 5.4 se consideraron igualmente vulnerados y se enfatizó que, la colocación de los solicitantes en los puestos de guardia de fronteras y policía, equivalía a una privación de libertad que no había sido legal. En la misma línea crítica con la reconducción a la comisaría de policía tras la detención, se mantiene el Tribunal en el caso *Sh. D. y otros c. Grecia, Austria, Croacia, Hungría, Macedonia del Norte, Serbia y Eslovenia*<sup>30</sup>.

Tanto de las resoluciones del Comité como de la jurisprudencia del TEDH se desprende la imperiosa necesidad de reforzar el sistema de protección de los NNANA, que no ha dejado de debilitarse con la pandemia, para lo cual, desde las mencionadas garantías, sería deseable un sistema coordinado de protección de estos menores en la Unión Europea que pudiera servir como germen de un sistema internacional (Durán, 2021).

## VI. Cuestiones pendientes

En el ámbito de la Unión Europea, el blindaje de las fronteras exteriores sigue siendo un eje central (como se evidencia claramente en el papel reforzado que adquiere Frontex en el mencionado Pacto que se propone) en busca de una eficacia global de procesos migratorios más rápidos y fluidos desde una gobernanza de las políticas de migración y de fronteras que se pretende que sea más sólida. La gestión sólida y justa de las fronteras exteriores a la que se apela incluye controles de identidad, salud y seguridad, es decir, un refuerzo generalizado de los mecanismos de control. Para ello, se recurre a medidas que ya han resultado fallidas en el pasado, pero en las que se insiste.

Esa pretendida agilidad pasa por determinar qué personas pueden ser sujetos de procesos de protección internacional y cuáles no. Para las primeras, se siguen las pautas establecidas para las solicitudes de asilo y para las segundas se acude al retorno cuyas garantías habrá que concretar. En efecto, el Pacto basa buena parte de su acción en reforzar la idea de los retornos como manera de luchar contra la inmigración irregular en Europa, a pesar de reconocerse que sólo se lleva a cabo un tercio. Es significativa la insistencia en esta fórmula que ha sido poco operativa y que, además, requiere de la contribución imprescindible de un país tercero (que

---

27 TEDH, *Housein c. Grecia*, n° 71825/11, 24 de octubre de 2013, párrs. 79-84.

28 TEDH, *Abdullahi Elmi y Aweys Abubakar c. Malta*, n° 25794/13 y 28151/13, 22 de noviembre de 2016, párr. 32.

29 TEDH, *H.A. y otros c. Grecia*, n° 19951/16, 28 de febrero de 2019, párrs. 207, 209, 211 y 213.

30 TEDH, *Sh. D. y otros c. Grecia, Austria, Croacia, Hungría, Macedonia del Norte, Serbia y Eslovenia*, n° 14165/16, 13 de junio de 2019, párr. 69.



deberá permitir el retorno). Para impulsar esta medida se incide en la necesidad de mejorar las colaboraciones con los países de origen y tránsito, una externalización que se ha demostrado poco resolutive y que, además, deja en manos de países terceros la efectividad de las acciones europeas. De nuevo, se incide en el desarrollo como factor desincentivador de las migraciones, y se refuerza la externalización como vía de actuación. Además, el mecanismo de suspensión de visados prevé la evaluación sistemática de los países exentos de la obligación de visado en función de criterios como el riesgo de migración irregular y las solicitudes de asilo abusivas. La función de las fronteras exteriores en este contexto sigue siendo defensiva y externalizadora.

En el caso concreto de los NNANA, el Pacto recoge un apartado dedicado al apoyo a la infancia y a las personas vulnerables, en el intento de asegurar el interés superior del niño, que se respete su derecho a ser oído y reforzar el papel de la Red Europea de Tutela. El sistema debe gestionarse de manera que refleje las necesidades particulares de los niños, proporcionando alternativas eficaces a la detención, promoviendo la rápida reunificación familiar y garantizando que se escuche la voz de las autoridades de protección de los menores. Es imprescindible además tomar en consideración la difícil situación en la que quedan los menores extutelados (Durán, 2020).

En mi opinión, es imprescindible para la protección de los NNANA y para asegurar su interés superior, que se desvinculen las medidas relativas al control de la movilidad de la protección de los menores en general, y de los NNANA en particular. En ese sentido, sería interesante tomar en consideración algunas de las propuestas de la Asamblea Parlamentaria del Consejo de Europa<sup>31</sup> que aglutinan buena parte de la jurisprudencia del TEDH y de las decisiones del Comité de Derechos del Niño al respecto. En síntesis, entre ellas, puede mencionarse la necesidad de diseñar una legislación que prohíba la detención de menores por motivos de inmigración y garantizar su plena aplicación en la práctica, a lo que habría que añadir que se tenga en cuenta la perspectiva de género; priorizar la condición de menor y desarrollar procedimientos de evaluación de la edad amigables para los niños migrantes; y no realizar detenciones administrativas de NNANA, si no optar por medidas alternativas, como las mencionadas en este análisis, que satisfagan el interés superior del niño y permitan que los menores permanezcan con sus familiares o tutores en contextos comunitarios sin custodia mientras se resuelve su estatus migratorio.

Las referencias que existen en el Pacto a la pandemia tienen que ver con la necesidad de reforzar los controles también en las fronteras interiores, asumir la imposibilidad de cumplir con las cuotas de reasentamiento (lo cual ya ocurría sistemáticamente antes del Covid-19) y colaborar con terceros Estados, en intereses mutuos para desincentivar la inmigración irregular. Se considera preocupante la activación de controles temporales en las fronteras interiores porque cuestiona la propia esencia del sistema Schengen. Por eso, se piensa en presentar una Estrategia sobre el Futuro de Schengen, para reforzar este espacio. Esa iniciativa va íntimamente unida a la estrategia global con África<sup>32</sup> y la colaboración con países socios de Asia y América Latina. La finalidad expresamente reconocida es construir economías fortalecidas y

---

31 Parliamentary Assembly, Council of Europe, Resolution 2020 (2014), *The alternatives to immigration detention of children* (consultado 15.3.2022),

<https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=21295&lang=en>

32 Comisión Europea, Comunicación conjunta al Parlamento Europeo y al Consejo, “Hacia una estrategia global con África”, JOIN (2020) 4 final, de 9 de marzo de 2020, (consultado 22.3.2022), <https://op.europa.eu/es/publication-detail/-/publication/55817dfb-61eb-11ea-b735-01aa75ed71a1>

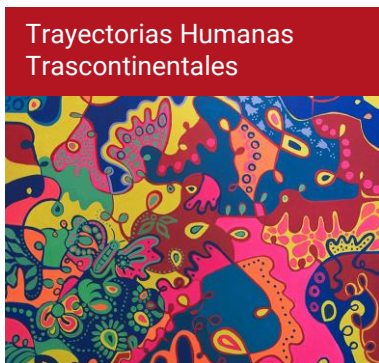
reducir la incitación a la migración irregular. En ese contexto, se quiere intensificar el reasentamiento con nuevos compromisos a partir de 2022 (con patrocinio comunitario o privado), que se reconoce incumplido por la pandemia.

El conjunto de medidas propuestas suponen cambiar todo para que nada cambie. Introducir múltiples modificaciones que en el fondo pivotan sobre el mismo eje de la tradicional política de inmigración y asilo en la Unión Europea: el de la seguridad. De esta manera se añade a la tradicional función de vigilancia y control que desempeña la frontera en el Estado-nación, ahora reforzada, la de seguridad sanitaria en el marco de las medidas de contención del Covid-19. En este contexto, desafortunadamente, la frontera desempeña en la movilidad humana un rol funcional de protección mucho más amplio, en el que el aumento del miedo, al contagio y la invasión. Apenas queda espacio para los derechos en la política de inmigración y asilo marcada por la continua sensación de amenaza.

## Referencias

- ACNUDH (Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos) (2014). *Principios y directrices recomendados sobre los derechos humanos en las fronteras internacionales*. Ginebra.
- Arango, J.; Garcés, B.; Mahía, R. y Moya, D. (2021). “Introducción. Inmigración y movilidad humana en tiempos del Coronavirus”, en Arango, J.; Garcés, B.; Mahía, R. y Moya, D. (dir.), *Inmigración en tiempos de COVID-19*. Anuario CIDOB de la Inmigración, 2020. Barcelona: CIDOB, pp. 14-30, DOI: [doi.org/10.24241/AnuarioCIDOBInmi.2020.34](https://doi.org/10.24241/AnuarioCIDOBInmi.2020.34)
- Bayón, J. C. (2014). “¿Democracia más allá del Estado?”. en Ruiz Miguel, A. (ed.). *Entre Estados y Cosmópolis. Derecho y justicia en un mundo global*. Madrid: Trotta, pp. 121-138.
- Brown, W. (2015). “Estados amurallados, soberanía en declive.” Barcelona: *Herder*, pp. 30-34.
- Ceriani, P. (2020). “Comunicación 16/2017: A.L. c. España et. al.”. Case Note 2020/2, Leiden Children's Rights Observatory, 18 de mayo, (consultado 12.3.2022), <https://childrensrightsobservatory.nl/case-notes/casenote2020-2>
- De Lucas, J. (2009). “El miedo en las sociedades más seguras de la historia”. *Anales de la Cátedra Francisco Suárez*, n°43, pp. 85-92.
- De Lucas, J. (2014). “Violencia, fronteras, Derecho”. *Sin permiso*, 27 de abril.
- De Lucas, J. (2015). *Mediterráneo: el naufragio de Europa*. Valencia: *Tirant lo Blanch*.
- Durán, F. J. (2020), “MENA y extutelados. La cuestión de las autorizaciones de residencia de los menores extranjeros no acompañados tras la mayoría de edad y la jurisprudencia”. *Revista de derecho migratorio y extranjería*, n° 55, pp. 17-52.
- Durán, F. J. (2021). *Los menores extranjeros no acompañados desde una perspectiva jurídica, social y de futuro*. Navarra: *Thomson Reuters Aranzadi, Cizur Menor*.
- Ferrero-Turrión, R. y López Sala, A. M. (2012). “Fronteras y seguridad en el Mediterráneo”. En Zapata-Barrero, R. y Gallardo Ferrer, X. (eds.). *Fronteras*

- en movimiento. Migraciones hacia la Unión Europea en el contexto Mediterráneo*. Barcelona: Bellaterra, pp. 229-254.
- Ferrero-Turrión, R. (2022), “La espectacularización de la guerra nos puede hacer perder cierta sensibilidad”. Universidad Complutense de Madrid: OTRI, <https://www.ucm.es/otri/noticias-ruth-ferrero-turrion-guerra-ucrania-ucm> (consultado 13.3. 2022).
- Garcés, B. (2022). “Por qué esta crisis de refugiados es diferente”. CIDOB *Opinión* 708, [https://www.cidob.org/publicaciones/serie\\_de\\_publicacion/opinion\\_cidob/2022/por\\_que\\_esta\\_crisis\\_de\\_refugiados\\_es\\_distinta](https://www.cidob.org/publicaciones/serie_de_publicacion/opinion_cidob/2022/por_que_esta_crisis_de_refugiados_es_distinta) (consultado 24.3.2022).
- López Ulla, J. M. (2013). “Alcance del artículo 3 del Convenio Europeo de Derechos Humanos en relación con la detención de un menor extranjero no acompañado. La obligación positiva de no dejarle en desamparo”. UNED. *Teoría y Realidad Constitucional*, nº 32, pp. 481-497.
- McAuliffe, M.; Feline, L.; Skeldon, R. and Blower, J. (2022), “The Great Disrupter: COVID-19’s impact on migration, mobility and migrants globally”. En McAuliffe, M. and Triandafyllidou, A. (eds.). *World Migration Report (2022)*. Geneva : International Organization for Migration (IOM). pp. 151- 173.
- OECD, COVID-19 crisis puts migration and progress on integration at risk (consultado 17.3.2022), <https://www.oecd.org/migration/covid-19-crisis-puts-migration-and-progress-on-integration-at-risk.htm>
- OCDE (2020). Cuál es el impacto de la pandemia de COVID-19 en los inmigrantes y sus hijos, 19 de octubre, (consultado 20.3.2022), <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/what-is-the-impact-of-the-covid-19-pandemic-on-immigrants-and-their-children-e7cbb7de/>
- Sironi, A., Bauloz, C. and Emmanuel, M. (eds.). (2019). *Glossary on Migration. International Migration Law*. Geneva: International Organization for Migration (IOM), nº. 34.
- Solanes, A. (2016). “Una reflexión iusfilosófica y política sobre las fronteras”. *Anuario de Filosofía del Derecho*, nº 32, pp. 145-184.
- \_\_\_\_\_. (2020). “Protección y principio de non-refoulement en la Unión Europea”. *Scio*, nº 19, pp. 27-62.
- Sudre, F. (coord.) (2017). *Les grands arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme*. Paris: *Presses Universitaires de France - P.U.F.*, 8<sup>e</sup> édition.
- Turégano, I. (2020). “Fronteras, movilidad y ciudadanía”. *Bajo palabra*. Revista de filosofía, nº 23, pp. 131-162.
- Zapata-Barrero, R. (2012). “Teoría política de la frontera y la movilidad humana”. *Revista Española de Ciencia Política*, nº 29, julio, pp. 39-66.



## El mito de la identidad y sus supuestos enemigos: ficciones que marcan el trato diferenciado en la acogida de personas migrantes en Europa

### The myth of identity and its supposed enemies: fictions that mark the differentiated treatment in the reception of migrants in Europe

**Nacho Hernández Moreno<sup>1</sup>**

Facultad de Turismo y Relaciones Internacionales

Universidad de Murcia

Murcia, España

<https://orcid.org/0000-0002-6686-662X>

[nacho.hernandezm@um.es](mailto:nacho.hernandezm@um.es)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4701>

DOI : 10.25965/trahs.4701

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** El desplazamiento es inherente al ser humano, ya sea en el seno de poblaciones nómadas o sedentarias, sea aquel voluntario o forzoso debido a peligros provocados por conflictos de todo tipo, a los efectos del clima, o por cualquier otro motivo. Así ha sido a lo largo de nuestra historia, una llena de migraciones continuadas que han ido configurando y que siguen dando forma a las sociedades en las que hoy nos hallamos. Ello, no obstante, se halla en tensión con el concepto de territorialidad que pretende explicar la voluntad humana de dominar el espacio, y con el motivo de pertenencia a un grupo determinado, todo lo cual motiva respuestas diferentes en el momento de acoger a las personas recién llegadas por parte de la población autóctona.

La migración es una característica definitoria de Europa, tanto en aquellos periodos con desplazamientos dentro del propio continente o hacia otros lugares, como actualmente, un momento en el que se ha convertido en destino de millones de personas. La acogida de la ciudadanía y de las instituciones comunitarias y de cada país en particular nos muestra síntomas de sociedades y aparatos políticos receptivos con quien *se parece*, es decir, con quien es semejante en apariencia física y en cultura a la sociedad nativa, mientras que el rechazo predomina cuando la persona recién llegada *parece distinta*, o lo que es lo mismo, difiere en alguna de sus características físicas más visibles. La respuesta actual de las sociedades e

---

<sup>1</sup> Doctor en Derechos Humanos, Democracia y Justicia Internacional por la Universitat de València. Ha ejercido como abogado de protección internacional en España, coordina actualmente el departamento internacional de Fundación Cepaim e imparte docencia en el Grado de Relaciones Internacionales de la Facultad de Turismo y Relaciones Internacionales de la Universidad de Murcia y en el Máster Universitario de Derechos Humanos: Sistemas de Protección de la UNIR.

instituciones en la Unión Europea con respecto al desplazamiento causado por el conflicto en Ucrania es un claro ejemplo de ello.

Palabras clave: acogida, inmigración, discriminación, racismo, identitarismo, pertenencia

Résumé : Le déplacement est inhérent à l'être humain, que ce soit au sein de populations nomades ou sédentaires, qu'il soit volontaire ou forcé en raison des dangers causés par des conflits de toutes sortes, des effets du climat, ou pour toute autre raison. Cela a été le cas tout au long de notre histoire, une histoire pleine de migrations continues qui ont façonné et continuent de façonner les sociétés dans lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui. Ceci est cependant en tension avec le concept de territorialité, qui cherche à expliquer la volonté humaine de dominer l'espace, et avec le motif d'appartenance à un groupe particulier - tous ces éléments motivant des réponses différentes dans l'accueil des nouveaux arrivants par la population autochtone. La migration est une caractéristique essentielle de l'Europe, tant pendant les périodes de mouvement à l'intérieur du continent ou vers d'autres lieux, qu'aujourd'hui, où elle est devenue une destination pour des millions de personnes. L'accueil des citoyens et des institutions de l'UE et de chaque pays en particulier montre les symptômes de sociétés et d'appareils politiques qui sont réceptifs à ceux qui sont similaires à la société d'origine en termes d'apparence physique et de culture, tandis que le rejet prédomine lorsque le nouvel arrivant semble différent, ou, en d'autres termes, diffère dans certaines de ses caractéristiques physiques les plus visibles. La réponse actuelle des sociétés et des institutions de l'Union européenne aux déplacements causés par le conflit en Ukraine en est un exemple clair.

Mots clés : accueil, immigration, discrimination, racisme, identitarisme, appartenance

Resumo: O deslocamento é inerente ao ser humano, seja dentro das populações nômadas ou sedentárias, seja voluntário ou forçado devido a perigos causados por conflitos de todo o tipo, pelos efeitos do clima, ou por qualquer outra razão. Este tem sido o caso ao longo da nossa história, uma história cheia de migrações contínuas que moldaram e continuam a moldar as sociedades em que nos encontramos hoje. Isto, porém, está em tensão com o conceito de territorialidade, que procura explicar a vontade humana de dominar o espaço, e com o motivo de pertencer a um grupo particular, o que motiva diferentes respostas no acolhimento dos recém-chegados por parte da população indígena. A migração é uma característica marcante da Europa, tanto durante os períodos de deslocação dentro do próprio continente como para outros lugares, e hoje em dia, quando se tornou um destino para milhões de pessoas. A recepção de cidadãos e instituições da UE e de cada país em particular mostra sintomas de sociedades e aparelhos políticos que são receptivos àqueles que são semelhantes em aparência física e cultura à sociedade nativa, enquanto que a rejeição predomina quando o recém-chegado parece diferente, ou, por outras palavras, difere em algumas das suas características físicas mais visíveis. A actual resposta das sociedades e instituições da União Europeia à deslocação causada pelo conflito na Ucrânia é um exemplo claro disso mesmo.

Palavras chave: acolhimento, imigração, discriminação, racismo, identitarianismo, pertença

Abstract: Displacement is inherent to human beings, whether within nomadic or sedentary populations, whether voluntary or forced due to dangers caused by any kind of conflict, climate effects, or for any other reason. This has been the case throughout our history, a history full of continuous migrations that have shaped and

continue to shape the societies in which we find ourselves today. This, however, is in tension with the concept of territoriality, which seeks to explain the humans' will to dominate space, and with the sense of belonging to a particular group, all of which motivates different responses at the moment of welcoming newcomers by the native population. Migration is a defining characteristic of Europe, both in those periods with movements within the continent itself or to other places. Today it is a time when it has become a destination for millions of people. The reception of European citizens and that of the European Union's institutions and those of each country in particular shows us symptoms of societies and governments that are receptive to those who are similar in physical appearance and culture to the native society, while rejection predominates when the newcomer appears different, or in other words, differs in some of their most visible physical characteristics. The current response of societies and institutions in the European Union to the displacement caused by the conflict in Ukraine is a clear example of it.

Keywords: reception, immigration, discrimination, racism, identitarianism, belonging

## 1. Introducción

El desplazamiento es inherente al ser humano y ha estado presente en todas las etapas de la historia. Hoy nos encontramos en un periodo sin precedentes en cuanto al número de personas desplazadas, incluso de aquellas que se ven forzadas a hacerlo. Son cifras que van en aumento y que, más que un momento coyuntural de la historia, parecen reflejar una situación estructural de este nuevo mundo globalizado.

La inmigración suele generar actitudes dispares por parte de las sociedades receptoras. Esos movimientos poblacionales pueden generar una tensión entre las personas de la comunidad de acogida y las personas recién llegadas, colectivizadas en la alteridad, en la figura del *otro*, la persona de fuera, extraña y no perteneciente a aquella. Etiquetadas bajo distinta terminología como «extranjeras» o «inmigrantes», estas personas no reciben el mismo trato que aquellas que sí integran como miembros reconocidos la sociedad autóctona.

Asimismo, las instituciones consolidan la visión de la inmigración como un problema a través del discurso político o, por ejemplo, incluyéndola como categoría en las encuestas a la ciudadanía sobre sus principales preocupaciones. Este énfasis en proponer el desplazamiento humano como amenaza se ve apoyado por la descripción que hacen los medios de comunicación de la migración mediante el empleo de metáforas relacionadas con catástrofes como lo son las palabras «marea», «avalancha» o «invasión».

En efecto, se presenta la inmigración como un peligro para la integridad de las comunidades de acogida, a las cuales se les presupone una homogeneidad cultural e identidad propia y distintiva. Pero no es así, a pesar de los esfuerzos del nacionalismo por alimentar esa fantasía. Como tampoco es cierto que las personas migradas constituyan un compartimento estanco. Son personas individuales, cada una con su historia, pertenecientes a distintas comunidades y culturas, ninguna de ellas homogénea. Prueba de ello es la diferenciación en el trato recibido según el origen de aquellas, según se *acerquen* o se *parezcan* en apariencia o cultura a la supuesta identidad de la comunidad receptora.

## 2. Creando a un enemigo desde una comunidad imaginada

Los análisis que centran su atención en el estudio de las reacciones de las sociedades de acogida ante la llegada de personas migrantes tienden a considerar a la población autóctona, nativa o receptora como una categoría estanca; es decir, se asume la homogeneidad grupal de las personas que se hallan etiquetadas bajo aquel término. Si bien los resultados a los que llegan estas investigaciones no tienen por qué ser considerados erróneos de por sí por ese motivo, sí que se hace necesario abordar la cuestión de la supuesta homogeneidad de las poblaciones con el propósito de sugerir estrategias que, a la postre, puedan favorecer respuestas individuales y colectivas más receptoras, acogedoras, e incluso solícitas con las personas recién llegadas al territorio en el que se hallan.

En este punto partimos de la necesidad o motivo de pertenencia a una comunidad como un elemento inherente y esencial de todo ser humano, como animal social y como ser dependiente de otras personas para su propio desarrollo. Se reflexionará sobre cómo esa urgencia ha actuado sinérgicamente con el concepto de territorialidad para afianzar la existencia de comunidades exclusivas, sobre todo desde los inicios del sedentarismo en las sociedades humanas. Para ejercer un control efectivo, sus élites han alimentado la separación y diferenciación forzada

con respecto a otras colectividades con el fin de crear la ficción de un *nosotros* especial y transhistórico.

Finalmente, y con el auge y consolidación del mundo estadocéntrico, el nacionalismo ha avivado la idea de pueblos o naciones con características mutuamente excluyentes y el Estado-nación se ha servido de esta herramienta para cimentar su proceso homogeneizador con el fin último de asegurar su hegemonía en un territorio dado, eliminando así a la disidencia. Ello ha derivado en la cuestión identitaria que en este apartado va a ser desenmascarada como un mito, tal y como se ha afirmado con rotundidad en la literatura científica.

## 2.1. De la necesidad humana de pertenencia al mito de la identidad

La necesidad de pertenencia es el motivo social fundamental del ser humano (Fiske, 2014). Aristóteles ya señaló que el ser humano es un animal político por naturaleza o *zōon politikon* (1988), como condición humana fundamental y clave distintiva con respecto a las distintas formas de vida animal, que manifiesta la preexistencia de la condición de animal social que comparte con todas ellas (Arendt, 2016). Así se entiende que las personas estemos condicionadas por aquella necesidad, por un fuerte deseo para formar y mantener vínculos interpersonales duraderos; el individuo busca interacciones frecuentes y positivas en el contexto de relaciones duraderas y afectuosas (Baumeister y Leary, 1995). Ello es clave para contribuir a su plena autorrealización (Maslow, 1943).

No obstante, no toda pertenencia ayuda a ese desarrollo personal. Conforme a la teoría de la identidad social de Tajfel y Turner, para lograr una autoimagen positiva que fomente la autoestima, el grupo de pertenencia (*endogrupo*) debe contribuir a una identidad social positiva; esta consiste en aquellos elementos de la imagen que tiene el individuo de sí mismo y que se forma por las categorías sociales o grupos a los que pertenece, a través de procesos de categorización, identificación y comparación.

La evaluación del endogrupo se realiza con referencia a otros grupos (*exogrupos*) a través de un proceso de comparación social. El resultado será negativo si no hay diferencias significativas entre grupos; es decir, si el hecho de pertenecer a su endogrupo no le reporta beneficios que no le puedan ofrecer los exogrupos. Ante esta situación, el individuo puede optar por dejar el grupo y escoger otro que satisfaga sus necesidades o mantenerse en él e intentar fomentar su distintividad para lograr una mayor diferenciación con respecto al resto, mejorando así su autoestima (Tajfel y Turner, 1979). Esto explica la competitividad y agresividad grupal para mantener su percibida homogeneidad y señas de identidad que justifican la exclusión de los no miembros.

La combinación de un fuerte favoritismo por los endogrupos y el efecto de homogeneidad del exogrupo, consistente en la percepción de mayor semejanza entre los miembros de los exogrupos que del propio endogrupo, facilita la deshumanización de los miembros de aquellos (Swann y Bosson, 2010) y, por consiguiente, su exclusión y posible abuso justificado por la necesidad de mantener una distintividad propia y una diferenciación que fomente una identidad social positiva. Los grupos, y, por ende, toda comunidad, comporta exclusión (De Lucas Martín, 1996); una exclusión que se manifiesta, entre otras, mediante la expulsión de las personas que no pertenecen y a quienes no se desea aceptar en aquella. Se trata, por tanto, de una respuesta reaccionaria sobre la base de una supuesta homogeneidad endogrupal.



Más allá de la autoestima favorecida por la distintividad del endogrupo, la ficción de la similitud entre los miembros de un mismo grupo tiene también como fin afianzar el poder de sus élites. Un grupo unido, aunque sea sobre la base de ideas fantásticas e irracionales, siempre será más fácil de dominar por unos pocos. Se permite así la existencia y permanencia de relaciones de poder que, de otra forma, es decir, en el caso de reconocer las diferencias individuales e intragrupalas, serían difíciles de justificar y sustentar, al no poder imponer la idea de un *otro* como enemigo por ser claramente diferente.

Las comunidades de pertenencia siempre han existido (Diener, 2017), si bien los puntos focales en los que ha habido algún tipo de membresía han tenido siempre una base geográfica, sobre todo desde el momento en el que las sociedades humanas se convirtieron en sedentarias. Ello implica que el dominio de las élites sobre el grupo se extienda también sobre el territorio y sus recursos. Por ello, la exclusión no solo deriva en la no pertenencia a una comunidad, sino también en la falta de permiso para entrar en un territorio determinado y aprovechar sus recursos, salvo con el consentimiento de aquella.

Aquí es clave el concepto de territorialidad, ya que se trata de una herramienta geográfica poderosa para mandar sobre las personas y los elementos mediante el control del espacio en el que se encuentran. De hecho, un lugar solo se convierte en territorio cuando la delimitación geográfica se emplea para dominar el comportamiento de quienes se encuentran en su interior mediante el control de su acceso (Sack, 1986). Para regular esto último se han ido creando y desarrollando dos instituciones fundamentales para las comunidades como son la ciudadanía o la nacionalidad que, a la vez que incluyen a personas a las que se les concede una autorización para formar parte de aquellas, excluyen a quienes no se les otorga tal privilegio.

Esta idea de territorialidad y el dominio del espacio y de los recursos de un territorio se observa claramente en el proceso de creación del nuevo mundo posterior a la Paz de Westfalia con el Estado soberano como protagonista. Tenemos, por un lado, las fronteras geográficas que delimitan la soberanía territorial; y, por otro, un muro que delimita la soberanía personal, la nacionalidad, un vínculo que une al individuo con el Estado y por el cual este le concede obligaciones y derechos, entre los cuales se encuentra el reconocimiento como miembro de su comunidad y el de acceso y permanencia en el territorio ocupado y controlado por él.

Tener una nacionalidad es un derecho humano reconocido en varios instrumentos del derecho internacional de los derechos humanos, lo cual es señal de su importancia para el individuo en este mundo de Estados soberanos. Así, quien carece de una no pertenece a ninguna comunidad reconocida en este espacio global. Quien disfruta de ese privilegio, no obstante, solo será admitido en aquel Estado que le acepta como miembro de su comunidad, pero estará excluido del resto.

Esta exclusión deriva en una diferenciación de trato entre personas nacionales, por un lado, y personas extranjeras, por otro, ya sean estas apátridas o sean poseedoras de la nacionalidad de un tercer país. Las primeras gozan de todos los derechos de los que puede gozar una persona, mientras que las segundas han de conformarse, a lo sumo, con un estatuto limitado en ese aspecto. Se trata de una distinción justificada y legitimada por la soberanía estatal y la prerrogativa de todo Estado para determinar quiénes son sus nacionales, así como para restringir el acceso y la permanencia de quienes no lo son, es decir, de quienes no acepta o no desea admitir, lo cual implica su posible expulsión forzada del territorio controlado por aquel.

Es cierto que una de las características principales de los derechos humanos es su universalidad. Estos son inherentes a todo ser humano y, por ese motivo, son ejercitables por cualquiera, con independencia de su etnia, origen social, sexo, o cualquier etiqueta que categorice socialmente a un individuo. Sin embargo, el propio derecho internacional de los derechos humanos prevé en algunos de sus instrumentos más fundamentales el hecho de que aquella diferenciación de trato entre personas nacionales y extranjeras no constituye una discriminación a pesar de que tratarse de (un trato diferente) basada en una categorización de la persona.

Así, la Declaración Universal de los Derechos Humanos («DUDH») establece el derecho a la participación política de las personas nacionales con respecto al gobierno de su propio país (artículo 21), lo cual limita el acceso a la ciudadanía plena a quienes no gozan de ese estatuto. Asimismo, el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos («PIDCP») acepta en su artículo 12 que las personas extranjeras no gocen del derecho a circular libremente y residir en otro país si no se hallan «legalmente» en él, así como el hecho de que puedan ser rechazadas en su intento de entrar a otro Estado. Estas restricciones, y cualesquiera otras establecidas entre la categoría de nacional como perteneciente al endogrupo y la categoría de persona extranjera como miembro de un exogrupo, son admitidas sin tapujos por la Convención para la eliminación de todas las formas de discriminación racial cuando en su artículo 1.2 establece que su ámbito de aplicación no se extiende a «las distinciones, exclusiones, restricciones o preferencias que haga un Estado (...) entre ciudadanos o no ciudadanos», refiriéndose con el término «ciudadano» a quien es aceptado como nacional por un país.

Estos ejemplos ponen en entredicho el valor absoluto de la universalidad de los derechos humanos, ya que estos solo pueden ser efectivamente ejercitados por quienes tienen una nacionalidad, pero, además, solo en el Estado que reconoce al individuo como miembro. De esta forma, la nacionalidad puede generar categorías de personas en las que las diferencias de trato entre ellas están amparadas por el derecho, justificadas y legitimadas por la soberanía estatal, y, por lo tanto, sin que encajen en el ámbito de la discriminación prohibida por el derecho internacional de los derechos humanos.

Una vez llegados a este punto, conviene preguntarse lo siguiente: ¿existe homogeneidad dentro del endogrupo de quienes poseen una misma nacionalidad? Es decir, ¿existe dentro de cada comunidad una identidad clara, estática, que se erija como característica definitoria y distintiva con respecto a otras? Siguiendo la tesis de Anderson con respecto a las naciones, podemos responder que aquellos grupos no son más que una ficción en la mente colectiva de las personas que comparten una misma nacionalidad. Aquel autor describió a la nación como una comunidad imaginaria cuya existencia fue posible gracias a la unión del capitalismo y de la imprenta, lo cual permitió a grupos amplios imaginar una comunidad entre desconocidos por medio de un lenguaje común (Anderson, 2006). En efecto, el proceso de creación de las naciones es artificial. Estas son construidas mediante ingeniería social e invención, tal y como destaca Hobsbawm (1991), a través de mitos que son aceptados por verdaderos por la sociedad (Orwell, 1947), y del olvido selectivo de determinados eventos del pasado que puedan resultar negativas para la autoestima del endogrupo nacional como pueden ser los fracasos históricos (Renan, 1882).

El nacionalismo alimenta ese procedimiento no natural. Se trata del nacionalismo como movimiento y como herramienta empleado para fomentar la distintividad endogrupal a través de actitudes y conductas reaccionarias y excluyentes frente a un exterior (un *otro*) también imaginado y creado artificialmente. A través de aquellos

mitos, el nacionalismo busca dotar al endogrupo de una identidad nacional, única, exclusiva, pura y distintiva, pero dicha identidad reposa sobre la base de una etnicidad ficticia y la misión tranhistórica de transmitir de generación en generación un símbolo propio, como la lengua como vehículo o el *sueño* nacional. Esa homogeneidad, esa identidad exclusiva es un mito convertido en dogma político: «no hay identidad *idéntica a sí misma* y toda identidad es fundamentalmente ambigua», nos dice Balibar (2005). Siguiendo a De Lucas, yerra, por tanto quien pretende encontrar «esencias identitarias, totales, estáticas, excluyentes, esenciales, mediante la identificación de atributos y propiedades constantes y estables, constitutivos de entidades inmutables» (2003, pp. 20-21).

No existe una identidad propia y distintiva de los endogrupos. No hay una homogeneidad estática e inalterable en las comunidades. Se trata de colectivos formados por personas individuales, con elementos comunes, pero también diferenciadores. Podemos ir más allá incluso de la mano de Naïr para decir que las sociedades modernas no son comunidades como se podían entender en otras épocas, sino meros «conjuntos funcionales» en los que sus individuos pueden diferir totalmente a pesar de la existencia de mecanismos, incluso jurídicos, para forzar la unión (Naïr, 2010). De ahí que el Estado nacional se haya esforzado en imponer coactivamente una unidad religiosa, moral y cultural apoyada por el nacionalismo con el fin de priorizar su hegemonía como único poder soberano y de poner fin a toda conducta que se oponga a ese proceso de unificación, lo cual incluye la eliminación de las diferencias individuales o, en palabras de De Lucas, de «toda herejía» (1996: 23-24).

## 2.2. Creando un enemigo para reforzar la supuesta distintividad

Analizada la fragilidad de la homogeneidad endogrupal o de la identidad nacional que motiva la aparición de conductas defensivas contra quien no pertenece como miembro a la colectividad, cabe plantearse aquí si las sociedades configuradas sobre ese dogma pueden sobrevivir sin un enemigo. La respuesta de Naïr es clara: «no existen sociedades sin enemigo» y, en el caso en que no lo tuvieran, habrían de crearlo mediante fabricaciones ficticias y relatos fantásticos (Naïr, 2010).

La concepción del *otro* como algo más que un mero extraño se ha dado a lo largo de la historia y se ha manifestado a través de diversos vehículos culturales. Ya en Mesopotamia, el lenguaje sumerio usaba palabras para definir lo extranjero que estaban relacionadas con la ida de fuera, extrañeza y hostilidad, presumiblemente porque era fuera desde donde venía la gente hostil y extraña. Así, la palabra empleada para designar a las personas extranjeras, *kur*, significaba a la vez extranjero y enemigo; contrasta con el empleo de la misma raíz, *lu*, para referirse al ser humano (*lullu*) y a los ciudadanos (*awilum*). A diferencia de la cultura babilónica, los egipcios no usaban de manera expresa una palabra para extranjero que fuera sinónima de enemistad u hostilidad, aunque también emplearon términos peyorativos en su descripción del *otro*.

Existía en la sociedad egipcia la concepción de que la cultura propia (*nuestra*) era superior a la de los *otros*: en la *Historia de Sinuhé*, su protagonista, después de haber vivido en el exilio, tuvo que ser limpiado, afeitado y vestido apropiadamente como un egipcio civilizado; el autor del texto *Instrucciones al Rey Merikara* describía al extranjero como el «vil asiático», «miserable», «ladrón» y poco afortunado por vivir en una tierra distinta a Egipto (Poo, 2005); los nubios eran llamados *ni remetju* o no humanos, y no eran tratados con dignidad por no merecer el respeto de los egipcios; los hititas eran también *viles* y comparados con cocodrilos ante los cuales la sociedad

debía protegerse. Se trataba de un caos en contraposición al orden faraónico, cuya violencia contra aquellos estaba, por lo tanto, justificada y legitimada. Esa exclusión y maltrato contrasta con la aceptación condicional de la sociedad egipcia de quienes, siendo extranjeros, se asimilaban a la cultura egipcia a través de la adopción de las costumbres sociales (Cornellius, 2010).

En Atenas el vocabulario de la época establecía claras diferencias entre los atenienses y los foráneos: *barbaros* (no ciudadanos, y extranjeros en general), *xenoi* (extraños o extranjeros), *metoikoi* (residentes extranjeros). Estos, junto con los *douloi* (esclavos), y las mujeres, eran los *otros*, los distintos, los que sufrieron las desventajas de su no ciudadanía (Román, 2010). Conviene recordar que el sistema ateniense se fundó sobre la base de la esclavitud, y que la democracia tenía sus bases en la institución de la ciudadanía, una herramienta exclusiva y excluyente que dejó al margen al 90 % de la población (Paine, 2007).

Con Roma cambia la perspectiva y se atisban los inicios del uso de una institución como la ciudadanía para asimilar a la población con el objeto de homogeneizar las distintas culturas y sociedades pertenecientes al imperio; al ser tan extenso, era una forma efectiva de aglutinar a todas las personas, hacerlas partícipes a su manera en el nuevo aparato político invasor, pero siempre y cuando se sometieran a los principios y valores imperantes. El término romano ya no hacía referencia a un grupo étnico determinado, sino que designaba a los ciudadanos con independencia de su origen étnico o de su estilo de vida (Román, 2010). Además, el otorgamiento de la ciudadanía a quienes no eran romanos de origen fue un modo eficaz de asimilar a los habitantes de los territorios conquistados (Andrades Rivas, 2007). Existe evidencia de varias expulsiones colectivas de personas extranjeras o no ciudadanas, conocidas también como *peregrini*, durante la época, como una forma de castigar a un enemigo, a personas que debían ser excluidas de la comunidad imaginaria romana (Van der Lans, 2015).

Si no hay un enemigo real, el endogrupo necesita crearlo. Ante la ausencia de un *otro*, las naciones, que se nutren del relato ficticio de su distintividad frente a otras, pierden su capacidad para continuar su proceso homogeneizador. La creación de un enemigo no es más que una proyección del *nosotros* que sirva a los miembros de la comunidad como modelo contrario a lo que se espera de los individuos en el endogrupo. Hoy, en Occidente, el enemigo ficticio ha variado en fechas recientes. Se ha trasladado desde el comunismo como sujeto amenazante, pero ya muerto, a los elementos que permitieron su aparición: la pobreza y la miseria; una amenaza que está presente en cualquier lugar, que «es difusa y está territorializada también en los espacios de la modernidad triunfante» (Naïr, 2010: 79).

No obstante, y como se analizará críticamente en el siguiente apartado, al igual que no puede hablarse de una identidad propia y homogeneidad distintiva del endogrupo, tampoco puede hacerse referencia a un exogrupo para incluir en él a todas las personas extranjeras, sino que hay que incluir en el debate a exogrupos, en plural, teniendo en cuenta además que como todo exogrupo es en sí un endogrupo para sus miembros, ninguno de ellos gozará tampoco de una identidad única que le sea característica.

### 3. Respuestas diferentes en la acogida de personas desplazadas: una cuestión de *identidad* y de racismo cultural subyacente

Conforme a la teoría de la identidad social, si un colectivo considera que las características percibidas de otro grupo se asemejan a las creídas como propias, se

pierde la distintividad y, por lo tanto, la motivación de pertenecer a aquel. En ese caso, las conductas de sus miembros serán menos reacias a la unión. Sin embargo, en el caso contrario, es decir, cuando la supuesta «identidad» endogrupal choca con la presunta homogeneidad exogrupal, existe una distintividad que fomentará en los miembros del primero y en sus élites determinadas actitudes y la adopción de conductas reaccionarias en defensa de su idiosincrasia con el fin último de evitar que su «identidad» sea alterada por elementos extraños no deseados.

Si se tiene en cuenta que no existe la homogeneidad intragrupal y que la identidad endogrupal es un mito, se observará una diferente respuesta social e institucional ante las distintas personas desplazadas que llegan a las sociedades de acogida. Existirá, por lo tanto, una jerarquía étnica que incluirá en su cúspide a aquellos grupos más parecidos en las características percibidas a la sociedad receptora, mientras que serán relegados al último escalafón aquellos colectivos cuya apariencia o supuesta homogeneidad les otorgue la condición de enemigos por suponer una amenaza y un peligro para el endogrupo. No es más que un ejemplo de lo que De Lucas describe como «racismo diferencial» (De Lucas Martín, 1996, p. 103), es decir, aquel que ha dejado de lado el supremacismo biológico anticientífico para dar paso a un racismo cultural asentado en la cuestión de identidad y que impregna las políticas migratorias.

### 3.1. Actitudes y comportamientos de las sociedades receptoras: el *parecido* como elemento clave en la respuesta social a la persona desplazada

La comunidad imaginaria creada por el capitalismo y la imprenta a la que hacía referencia Anderson para explicar el surgimiento artificial de las naciones entre personas diferentes, separadas en el espacio y desconocidas entre ellas sigue persistiendo con los mismos ingredientes, pero con la aparición de otros elementos y de unas nuevas tecnologías que refuerzan todavía más la capacidad para imaginar una comunidad ficticia. La llegada de la televisión y, recientemente, de internet y sus múltiples plataformas para la comunicación y socialización virtual crean la sensación de un *nosotros* particular y diferencial dentro de los Estados-nación en su objetivo de lograr la homogeneización cultural deseada para sustentar su hegemonía.

El papel de los medios de comunicación de masas es, por tanto, fundamental para fomentar la creencia dogmática de una idiosincrasia o cultura propia y única, y lo es también en la construcción del enemigo y del discurso social contra el mismo. Podríamos incluso afirmar que se trata del elemento hipnótico al que LeBon atribuía la causalidad de la aparición de un alma colectiva como multitud anónima en el que el individuo cede a instintos que, de forma aislada, refrenaría forzosamente, debido a que se diluye la responsabilidad tanto individual como colectiva; un lugar en el que, según Freud, «lo heterogéneo se funde en lo homogéneo» (2010: 12-14).

En efecto, a través del lenguaje del que se sirven dichos medios no solo se describen hechos, sino que se actúa sobre la conciencia de la audiencia a la que va dirigido el mensaje, y lo hace tanto individual como colectivamente. Así, diversos estudios han analizado las emociones suscitadas en la sociedad receptora por parte de los medios, el tipo de amenaza percibida ante las personas migrantes, y las conductas resultantes derivadas. Si bien el miedo puede llevar a comportamientos de evitación, y la culpabilidad a un acercamiento, el enfado suele predisponer en mayor medida a las personas para actuar de forma agresiva (Abeywickrama, Laham y Crone, 2018). El discurso del odio en el espacio público es un ejemplo de esto último, como también

lo es, en general, el empleo de términos mediáticos para describir el desplazamiento como si de una catástrofe natural se tratara. Las migraciones se han caracterizado recientemente en Europa como «avalancha», «crisis», o «marea» y no es infrecuente el uso de otras palabras como «invasión», «asedio» o «ilegalidad» que dan pie, principalmente, a sentimientos de miedo y odio que provocan la exclusión y marginación, y la exteriorización de conductas de agresión, respectivamente, con relación a las personas migradas.

La respuesta de la sociedad receptora también se ve influida por el empleo de la inmigración como arma política en las campañas electorales. En su análisis de las amenazas percibidas en el lapso de diez meses por parte de la sociedad de Flandes, en Bélgica, con motivo de las elecciones municipales, De Coninck y Joris concluyeron que la sensación de peligro relacionada con la llegada de personas migrantes aumentó significativamente en dicho periodo fundamentalmente debido a la consideración de la inmigración como un problema en aquella campaña y al incremento de noticias en los medios en las que se mostraba a las personas desplazadas como posibles causantes de situaciones violentas o inseguras (2021). En cambio, y como sugiere otro estudio, cuando el debate político o las políticas de inmigración diseñadas por las autoridades tienden hacia la acogida de las personas migrantes y a su valoración positiva, la población étnica mayoritaria suele mostrar, a su vez, una actitud de mayor aceptación de la persona desplazada (Huo, Dovidio, Jiménez y Schildkraut, 2018).

Ahora bien, como se advertía anteriormente, el colectivo de personas etiquetado bajo el término «migrante» no es homogéneo aunque la mayor parte de los estudios investiguen la relación entre aquel y la sociedad de acogida como si de dos elementos estancos se tratasen. Prueba de su heterogeneidad es la diferente respuesta que se otorga a las personas recién llegadas, en función de su origen o, mejor dicho, de su semejanza percibida con respecto a la supuesta identidad de la sociedad receptora. La existencia de una jerarquía étnica se hace evidente cuando se observa una disposición hacia la acogida de aquellas personas o colectivos que, en apariencia, se asemejan a las comunidades nativas, mientras que se desarrollan conductas de rechazo o marginación con respecto a aquellas que se separan más de su supuesta «identidad» propia y distintiva. Para Ford, el rol de las diferencias culturales percibidas es un factor determinante del rechazo pública de la inmigración, lo cual implícitamente quiere decir que aquellas personas o colectividades catalogadas como más distanciadas del *nosotros* serán consideradas las más problemáticas (Ford, 2011).

### 3.2. La respuesta institucional en la Unión Europea: la protección de una «identidad» común por encima de la protección de las personas

El territorio de la Unión Europea ha sido descrito metafóricamente como una fortaleza por el cielo con el que las instituciones comunitarias pretenden evitar que fuentes externas alteren la imagen idílica de civilización con la que se presenta ante la comunidad internacional y ante la propia ciudadanía de sus Estados miembros. Se trata de preservar valores como la democracia, el imperio de la ley, la libertad, la igualdad y la protección, respeto y garantía de los derechos humanos. Así, y continuando con un lenguaje metafórico, la política migratoria comunitaria parece jugar un papel sanitario que busca evitar que las sociedades europeas se contagien de elementos que puedan erosionar su supuesta homeostasis orgánica. Solo así se entiende su obsesión por el control en detrimento de la protección de las personas desplazadas.

¿Quién puede manchar la pulcra y sagrada civilización europea? ¿Quién es, por tanto, su enemigo? La respuesta es simple: todo aquel grupo que se separe aparentemente de aquella imagen idílica y fantasiosa. Lo serán, por tanto, aquellas personas que se hallan en una situación de pobreza que choca con la idea de progreso y desarrollo económico europeo. Nos encontramos aquí, como ejemplo paradigmático, a las personas en situación irregular. Si no se puede proceder a su expulsión, se les confina a una subsistencia carente de dignidad sin permiso de residencia y sin poder trabajar fuera de la economía informal. Abocadas a la posible explotación, y a estrategias de aculturación de exclusión o separación, su integración no es más que una quimera. También lo son aquellas pertenecientes a comunidades o exgrupos que en apariencia difieren en mayor grado de los ideales considerados como propios y distintivos del espacio europeo. La respuesta diferenciada de la Unión y de sus Estados miembros a las personas refugiadas es un ejemplo elocuente de ello.

La reciente invasión rusa del Estado ucraniano, que ya ha desplazado a más de cuatro millones de personas hacia el territorio de Estados miembros de la Unión según el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados,<sup>2</sup> ha obtenido una rápida respuesta comunitaria para acoger a las personas refugiadas por el conflicto. De hecho, en menos de una semana desde el inicio de la agresión, la Comisión Europea activó la Directiva 2001/55/CE, conocida como la «Directiva de protección temporal», con el objetivo de dotar de una protección temprana y accesible a las personas ucranianas desplazadas. Conviene puntualizar aquí que es la primera vez que se aplica esta normativa, que se promulgó hace más de dos décadas con motivo de la situación humanitaria vivida en los Balcanes durante la última década del siglo pasado.

Por aquel entonces, los distintos países de la Unión Europea adoptaron medidas específicas para la acogida y protección de personas refugiadas de las zonas afectadas por las guerras en la antigua Yugoslavia. Faltaba, sin embargo, un instrumento que armonizase las distintas respuestas estatales ante desplazamientos significativos de personas en casos de conflicto. La directiva, por tanto, tuvo como objetivo dotar a la Unión y a los Estados miembros de unas «normas mínimas para la concesión de protección temporal en caso de afluencia masiva de personas desplazadas procedentes de terceros países que no pueden volver a su país de origen y fomentar un esfuerzo equitativo entre los Estados miembros para acoger a dichas personas y asumir las consecuencias de su acogida», tal y como puntualiza su primer artículo. El contenido de la protección otorgada hoy a las personas ucranianas en virtud de la directiva incluye, entre otros, el acceso al territorio comunitario sin necesidad de visado o documento de viaje válido, la autorización de residencia y trabajo de un año de duración y prorrogable hasta tres sin necesidad de solicitar asilo, así como entrar en el sistema de acogida y la agilización del procedimiento de protección internacional.

El hecho de que esta directiva se aplique hoy solo a «los nacionales ucranianos» y a «las personas apátridas y nacionales de terceros países distintos de Ucrania que gozaran de protección internacional o de una protección nacional equivalente en Ucrania antes del 24 de febrero de 2022», así como a «los miembros de sus familias», pero no a las personas de terceros países que residieran en Ucrania marca ya una diferenciación en el trato a las personas desplazadas. Si a ello le sumamos que, como se ha advertido en el párrafo anterior, esta normativa nunca se había aplicado hasta marzo de 2022, a pesar de la llegada de numerosas personas de terceros Estados en conflicto como Siria o Libia, entre otras muchas, vuelve a incidir en la distinción que

---

<sup>2</sup> Datos actualizados al día 10 de abril de 2022 en el portal estadístico del ACNUR, y disponibles en: <https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine>.

se hace entre las personas extranjeras o inmigrantes *deseables* y aquellas a las que la Unión Europea prefiere mantener al margen, fuera de su fortaleza; todo ello sobre la base de su aparente semejanza al *nosotros*.

La denominada «crisis de los refugiados» de 2015 fue más bien una *crisis de valores* o una *crisis institucional* de la Unión Europea con motivo de la llegada de personas que huían de la guerra en Siria. Aquello puso de manifiesto el rechazo de las instituciones comunitarias y de los Estados miembros a personas de colectivos cuyas características percibidas distaban mucho de los rasgos comunes que supuestamente subyacen a la presunta homogeneidad de las sociedades europeas. En lugar de acogida y protección, se adoptó una postura de seguridad y de externalización fronteriza que tuvo como uno de sus elementos principales el acuerdo con Turquía de 2016 que buscaba reducir drásticamente la llegada de personas sirias a territorio comunitario desde aquel Estado. Este posicionamiento fue trasladado a la población a través de los medios de comunicación con terminología propia de catástrofes naturales, que incidió en el miedo y rechazo al *otro*.

Por aquel entonces, los gobiernos de Eslovaquia, Hungría o Polonia aludieron a su compromiso de acoger a personas cristianas. Según el entonces ministro del Interior eslovaco, su país, cristiano, podía dar ayuda a las personas cristianas provenientes de Siria. La que en aquel momento era la primera ministra de Polonia, Ewa Kopacz, y hoy vicepresidenta del Parlamento Europeo, también aludió al deber cristiano de Polonia con respecto a la población cristiana desplazada. Viktor Orban, primer ministro húngaro, recientemente reelegido, empleó unas palabras que ejemplifican a la perfección el identitarismo, la supuesta homogeneidad entendida como dogma, y el mensaje de peligro y amenaza de personas que pueden robar a Europa y a Hungría de su «identidad»: «noss gustaría una Europa que pertenezca a los europeos... para preservar la Hungría húngara».<sup>3</sup>

Hoy, Polonia y Eslovaquia, por ejemplo, abren sus puertas, las puertas de la fortaleza, a personas ucranianas sin necesidad de que lleven consigo un pasaporte o documento de viaje. El mismo Estado polaco que en septiembre de 2021 declaró el estado de emergencia como reacción al aumento de llegadas de miles de migrantes, principalmente de origen iraquí, que fueron usados por Bielorrusia para procurar desatar una crisis institucional en la Unión Europea.

Esta organización, en apoyo a Polonia y otros países implicados en este contexto como lo son Lituania, Estonia y Letonia, respondió también con un discurso de seguridad frente a una amenaza y tanto el Parlamento Europeo como el Consejo lanzaron una propuesta de reglamento para abordar «situaciones de instrumentalización de la migración y el asilo» que permite limitar la aplicación del Sistema Europeo Común de Asilo en este tipo de casos. El documento es elocuente cuando menciona, entre las razones para su adopción que terceros Estados tienen un rol cada vez más relevante para «crear y facilitar artificialmente la migración irregular, utilizando los flujos migratorios con fines políticos para *desestabilizar* la Unión Europea y sus Estados miembros, [lo cual] constituye un fenómeno muy preocupante».<sup>4</sup>

Solo han pasado pocos meses entre la llegada de miles de personas procedentes de Estados asiáticos o africanos a Polonia y el desplazamiento de millones de personas

---

3 EUobserver (2015). EU states favor Christian migrants from Middle East (21 de Agosto de 2015) [recurso electrónico disponible en: <https://euobserver.com/rule-of-law/129938>].

4 Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a las situaciones de instrumentalización en el ámbito de la migración y el asilo, COM (2021) 890 final, 14 de diciembre de 2021 (énfasis del autor).



ucranianas a ese mismo país. La respuesta no ha podido ser más diferente a nivel institucional, tanto de los Estados miembros como aquel, como la de la Unión Europea. De declarar un estado de emergencia y proponer un reglamento para permitir la limitación de derechos, incluido el de asilo, a activar por vez primera un mecanismo de protección que levanta el muro de obstáculos del procedimiento de asilo y de las normativas de extranjería de los Estados miembros para garantizar la entrada, permanencia y protección de las personas nacionales ucranianas.

## Conclusiones

La teoría de la identidad social de Tajfel y Turner pretende explicar cómo influye en el individuo su pertenencia a un grupo, el endogrupo, o al alma colectiva al que alude LeBon para abordar la psicología de las masas. Todo ser humano necesita pertenecer; es algo inherente debido a nuestra dependencia en otras personas y colectividades. El problema radica en la exclusividad de dicha membresía, es decir, en el carácter excluyente de las comunidades que en busca de su distintividad propia generan una supuesta «identidad» única que les es propia, un mito basado en una presunta homogeneidad impuesta a la fuerza.

Esa cuestión identitaria es problemática por cuanto manifiesta la ficción de que los grupos humanos son categorías distintas, compartimentos estancos claramente diferenciados. El nacionalismo se presta a alimentar aquel mito identitario como postura reaccionaria y defensiva basada en la ficción de la identidad y homogeneidad de una masa de grandes dimensiones con una misión determinada y marcadamente diferenciada a otros grupos que no puede ser alterada o *contagiada* por elementos extraños, como lo podrían ser personas, culturas o ideas que debiliten el pensamiento sobre el que se sustenta aquel mito. Por ello, ese nacionalismo ha institucionalizado el desplazamiento humano y lo ha etiquetado como *problema* que ha de ser solventado mediante su restricción mediante el uso de la ley, y a través de mensajes tanto en medios de comunicación como en discursos públicos que enfatizan su carácter pernicioso para la supuesta unidad nacional.

En efecto, desde esa postura, la interculturalidad o la diversidad cultural ponen en peligro la ficción nacional que nutre el nacionalismo sustentada en fantasías y elementos irracionales. Son un verdadero obstáculo para fomentar la homogeneidad y distintividad forzada. Pero no son el enemigo de la sociedad, sino una salida al verdadero peligro y amenaza de toda comunidad: el identitarismo que categoriza a personas por su origen y que las acepta o rechaza en función de su semejanza o diferenciación con respecto a la norma establecida.

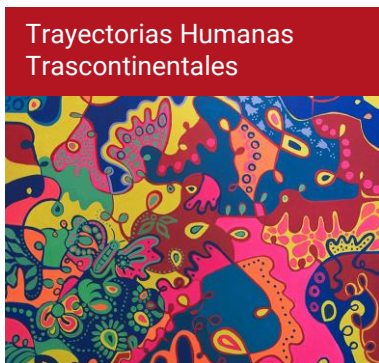
El camino para la paz y la cohesión social es la aceptación del desplazamiento humano como un elemento tan inmanente para el ser humano como su necesidad de pertenencia. El establecimiento de grupos es fundamental para el desarrollo humano y social, pero este solo podrá darse ante el verdadero reconocimiento y aceptación de las diferencias individuales existentes en el seno de toda comunidad. Solo así se garantizará el pluralismo esencial para la convivencia democrática.

## Referencias

- Abeywickrama, R. S., Laham, S. M. y Crone, D. L. (2018). "Immigration and Receiving Communities: The Utility Threats and Emotions in Predicting Action Tendencies towards Refugees, Asylum-Seekers and Economic Migrants". *Journal of Social Issues*, 74(4), 756-773.
- Anderson, B. (2006). *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Edimburgo: Verso.

- Andrades Rivas, E. (2007). “La ciudadanía romana bajo los Julio-Claudios”. *Revista de Estudios Histórico-Jurídicos*, 29, 165-208.
- Arendt, H. (2016). *La condición humana*. Barcelona: Paidós.
- Aristóteles (1988). *Política (Libro III)*. Madrid: Editorial Gredos.
- Balibar, E. (2005). *Violencias, identidades y civilidad para una cultura política global*. Barcelona: Editorial Gedisa.
- Baumeister, R. y Leary, M. (1995). “The Need to Belong: Desire for Interpersonal Attachments as a Fundamental Human Motivation”. *Psychological Bulletin*, 117(3), 497-529.
- Cornelius, S. (2010). “Ancient Egypt and The Other”. *Scriptura*, 104, 322-340.
- De Coninck, D. y Joris, W. (2021). « What a Difference a Year Makes: Changes in Refugee Threat Perceptions in Flanders”. Belgium: *SAGE Open*, julio 2021, 1-10.
- De Lucas Martín, J. (1996). *Puertas que se cierran: Europa como fortaleza*. Barcelona: Icaria.
- De Lucas Martín, J. (2003). *Globalización e identidades*. Claves políticas y jurídicas. Barcelona: Icaria.
- Diener, A. C. (2017). “Re-Scaling the Geography of Citizenship”. En Shachar, A., Bauböck, R., Bloemraad, I. y Vink, M. (eds.), *The Oxford Handbook of Citizenship* (págs. 36-59). Oxford: Oxford University Press.
- Fiske, S. T. (2014). *Social Beings: Core Motives in Social Psychology*. Princeton: Wiley.
- Ford, R. (2009). “Acceptable and Unacceptable Migrants: How opposition to immigration is affected by migrants’ region of origin”. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37(7), 1017-1037.
- Freud, S. (2010). *Psicología de las masas*. Madrid: Alianza Editorial.
- Hobsbawm, E. (1991). *Naciones y nacionalismo desde 1780*. Barcelona: Grijalbo Mondadori.
- Huo, Y. J., Dovidio, J. F., Jiménez, T. R., y Schildkraut, D. (2018). “Not Just a National Issue: Effect of State-Level Reception of Immigrants and Population Changes on Intergroup Attitudes of Whites, Latinos, and Asians in the United States”. *Journal of Social Issues*, 74(4), 716-736.
- Maslow, A. (1943). “A Theory of Human Motivation”. *Psychological Review*, 50, 370-396.
- Nair, S. (2010). *La Europa mestiza. Inmigración, ciudadanía, codesarrollo*. Barcelona: Galaxia Gutenberg.
- Orwell, G. (1947). *The English People*. Londres: Collins.
- Paine, M. (2007). *Ancient Greece*. Harpenden: Pocket Essentials.
- Poo, M-C. (2005). *Enemies of Civilization: Attitudes Toward Foreigners in Ancient Mesopotamia, Egypt and China*. Nueva York: State University of New York Press.
- Renan, E. (1882). *¿Qué es una nación?* [ed. digital de Franco Savarino, 2004].

- Román, E. (2010). *Citizenship and Its Exclusions. A Classical, Constitutional, and Critical Race Critique*. Nueva York: New York University Press.
- Sack, R. D. (1986). *Human Territoriality: Its theory and history*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Swann, W. B. y Bosson, J. K. (2010). "Self and Identity". En Fiske, S. T., Gilbert, D. T. y Lidzey, G. (eds.), *Handbook of Social Psychology, Volume I* (págs. 589-628). Princeton: Wiley.
- Tajfel, H. y Turner, J. C. (1979). "The Social Identity Theory of Intergroup Behavior". En Jost, J. T. y Sidanis, J. (eds.), *Key readings in social psychology. Political psychology: Key readings* (págs. 276-293). Nueva York: Psychology Press.
- Van der Lans, B. (2015). "The Politics of Exclusion. Expulsions of Jews and Others from Rome". En Labahn, M. y Lehtipuu O. (eds.), *People under Power. Early Jewish and Christian Responses to the Roman Empire*. Amsterdam: Amsterdam University Press.



## Política y regulación de la migración y el asilo en la Unión Europea en un contexto de pandemia y guerra

### Policy and regulation of migration and asylum in the European Union in a pandemic and war context

**Francisco Javier Durán Ruiz<sup>1</sup>**

Universidad de Granada  
Granada, España

<https://orcid.org/0000-0001-7587-7593>

[fduranr@ugr.es](mailto:fduranr@ugr.es)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4631>

DOI : 10.25965/trahs.4631

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** Esta investigación analiza el contexto en el que la Comisión Europea presentó su Nuevo Pacto Europeo de Inmigración y Asilo, junto el contenido del mismo y los retos y dificultades a los que se enfrentan la UE y sus Estados miembros en su implementación, profundizando especialmente en dos aspectos. Primero, en las consecuencias de la pandemia y las restricciones de movimientos adoptadas para frenarla y, segundo, en la nueva crisis de desplazados y refugiados a raíz de la guerra en Ucrania, la mayor hasta la fecha desde que existe la UE, destacando la novedosa y positiva activación de la Directiva de protección temporal. Se concluye que las novedades no constituyen un cambio de tendencia a futuro y que el Nuevo Pacto no implica una nueva política migratoria, por lo que, en muchos aspectos, no le auguramos a la Unión más éxitos que los muy escasos habidos hasta el momento en la gestión de los flujos migratorios, con la excepción, en todo caso, de la protección a los desplazados y refugiados ucranianos, que por desgracia permite excluir a los nacionales de terceros estados que residían en Ucrania.

**Palabras clave:** migración y asilo, Nuevo Pacto de Migración y Asilo, Unión Europea, protección temporal, desplazados, guerra de Ucrania, pandemia

**Résumé :** Partant essentiellement de deux points en particulier, notre recherche analyse le contexte dans lequel la Commission européenne a présenté son Nouveau Pacte Européen d'Immigration et d'Asile, son contenu, les défis et difficultés auxquels se heurtent l'UE et ses États membres quant à sa mise en oeuvre. Nous traiterons, dans un premier temps, les conséquences de la pandémie et les restrictions de déplacements adoptées pour la freiner. Dans un second temps, nous évoquerons la nouvelle crise due aux déplacés et réfugiés ukrainiens – dont l'ampleur dépasse toutes celles qui l'ont précédée depuis la création de l'UE, en soulignant l'instauration positive et novatrice de la Directive de protection temporaire. Nous en concluons que toute nouveauté ne constitue pas un changement

---

<sup>1</sup> El autor es Doctor Europeo en Derecho Público por la Universidad de Bolonia y Profesor Titular de Derecho Administrativo de la Universidad de Granada, así como miembro de su instituto de migraciones y coordinador del Programa de Doctorado Interuniversitario en Estudios Migratorios de las Universidades Pablo de Olavide de Sevilla, Jaén y Granada.

de tendance futur et que le Nouveau Pacte n'implique pas une nouvelle politique migratoire; aussi, par bien des aspects, l'Union n'aura pas plus de succès que les quelques rares obtenus dans le cadre de la gestion des flux migratoires, exception faite de la protection pratiquée à l'égard des déplacés et réfugiés ukrainiens, laquelle, malheureusement permet d'exclure les nationaux d'états tiers, résidant en Ukraine.

Mots clés : migration et asile, Nouveau Pacte de Migration et d'Asile, Union Européenne, protection temporaire, guerre d'Ukraine, pandémie

Resumo: Essa investigação é uma análise em detalhe por volta do Novo Pacto europeu sobre Migração e Asilo apresentado pela Comissão Europeia. O seu conteúdo faz com que tanto a UE quanto os Estados-Membros percebam os desafios e dificuldades que têm de confrontar na altura de o implementar, colocando o foco em dois aspetos principais. Em primeiro lugar, chamar a atenção nas consequências que as restrições à liberdade de circulação provocaram, ao serem decretadas pelos diferentes governos de Europa. Em segundo lugar, as pessoas deslocadas e refugiadas a fazer parte dos sofrimentos que a guerra na Ucrânia está a gerir, a maior crise humanitária na EU de sempre. Em destaque, a ativação bem-sucedida da 'Diretiva de Proteção Temporária', nunca executada até hoje. Permitam-me salientar, á laia de conclusão, que a ativação referida supra não é um início de uma mudança em matéria de política migratória europeia como resultado de a Comissão ter virado o rumo a uma nova política para abranger para além do caso ucraniano. Por conseguinte, não auguramos mais sucesso a União do que já teve, na gerência dos fluxos migratórios. Para além do mais, de um lado, abre uma exceção na proteção dos deslocados e refugiados ucranianos, e doutro, volta a cara aos nacionais de países terceiros que moravam na Ucrânia, que infelizmente ver-se-ão excluídos.

Palavras chave: migração e asilo, novo pacto sobre migração e asilo, União Europeia, proteção temporária, deslocados, guerra na Ucrânia, pandemia

Abstract: This research analyzes the context in which the European Union has presented its New European Pact on Immigration and Asylum, its content, and the challenges and difficulties faced by the EU and its Member States in its implementation, deepening especially in two aspects. First, in the consequences of the pandemic and the movement restrictions adopted to stop it. Second, in the new crisis of displaced persons and refugees as a result of the war in Ukraine, the largest to date since the existence of the EU, and the surprising and positive activation of the Temporary Protection Directive. It is concluded that the novelties do not constitute a change of trend in the future and that the New Pact does not imply a new migration policy, so we do not predict is going to be more successful for the Union that have been so far for the management of migratory flows, with the exception, in any case, of the protection of Ukrainians displaced and refugees, which unfortunately allows the exclusion of nationals of third states residing in Ukraine.

Keywords: migration and asylum, New Pact for Migration and Asylum, European Union, temporary protection, displaced persons, war in Ukraine, pandemic

## 1. Poniendo en perspectiva la política migratoria de la Unión Europea

La política migratoria en relación a los ciudadanos de terceros países (no nacionales de un Estado miembro de la Unión Europea o del Espacio Económico Europeo), es una de las cuestiones que la Unión Europea ha tenido que afrontar desde su creación. En 2020, la Comisión Europea presentó el nuevo Pacto Europeo sobre Migración y Asilo, con vistas a reemplazar el alcanzado en 2008, muy criticado por su incapacidad de dar respuesta a los retos migratorios, muy particularmente a la afluencia masiva de solicitantes de asilo derivada de la crisis en Siria en 2015 y a los elevados flujos de migración irregular provenientes del Norte de África y África Subsahariana con destino principalmente en los países que son frontera sur del territorio Schengen que es la frontera efectiva de la UE.

Nuestra reflexión inicial sobre la política de migración y asilo de la Unión es que los intentos de armonizar las políticas migratorias comunitarias en un número cada vez mayor de aspectos relacionados con la gestión de los flujos migratorios, y todo ello con vistas a una auténtica política migratoria común, tras las reformas que introdujo (o más bien fue capaz de rescatar de las cenizas del malogrado proyecto de Constitución Europea) el TUE de Lisboa, en 2008, se demostraron a la postre como ausencia de una verdadera política migratoria común. Una de las evidencias más claras de esta ausencia de auténtica política migratoria común fue la negativa de determinados Estados miembros a acoger solicitantes de asilo cumpliendo con las cuotas asignadas por decisión de las instituciones de la Unión en la penúltima “crisis de los refugiados” causada por la guerra en Siria.

Esta ausencia en la práctica de política migratoria común de la UE es una de las explicaciones más evidentes del fracaso de la gestión de los flujos migratorios por parte de la Unión Europea y del sistema común de asilo (Solanes Corella, 2016:39), que encuentra explicación al mismo tiempo en las diferentes sensibilidades y enfoques de los Estados miembros en relación con la acogida y el trato de los solicitantes de asilo y de los inmigrantes irregulares. Algunos Estados miembros han adoptado, sea de forma coyuntural por la ideología de sus gobiernos o de forma más estructural, actitudes y políticas contrarias a la llegada de inmigrantes en general y a la acogida de solicitantes de asilo en particular.

La soberanía de los Estados sobre sus fronteras está en juego cuando hablamos de tomar medidas en política migratoria y de asilo a nivel de la Unión, y no cabe duda de que las reticencias a perder las competencias sobre control fronterizo y la gestión de los flujos migratorios y su eficacia fueron argumentos muy presentes en las campañas electorales y debates parlamentarios que confluieron en la decisión adoptada por Reino Unido de abandonar la Unión Europea, como pone de relieve Calvo Vérguez (2020).

Por otra parte, puede identificarse que la cuestión migratoria está entre los fundamentos del auge en bastantes Estados miembros de un populismo de corte nacionalista, que en muchas ocasiones va asociado a actitudes antieuropeas. Tampoco puede soslayarse la actitud de determinados partidos políticos, sobre todo nacionalistas o de extrema derecha, a culpar de los problemas internos de su país a los inmigrantes, ideas que cuando calan en la población o se convierten en ideologías susceptibles de alcanzar éxito electoral, se materializan en legislación y políticas restrictivas o contrarias a la inmigración y, por ende, a cualquier cesión de parcelas de soberanía estatal sobre esta materia en favor de la Unión Europea.

Esta situación ha alcanzado una dimensión mayor, revirtiendo lo que hasta el momento había sido la expansión continua del modelo de la Unión Europea a nuevos

Estados (con la salida de Reino Unido como Estado miembro) y atacando el modelo en los mismos pilares que lo configuran.

Y ello porque las políticas migratorias en relación a los extranjeros de terceros estados, junto con la pandemia global, han terminado por afectar también al núcleo de libertades básicas de la Unión, la libre circulación de sus ciudadanos, restableciendo los Estados miembros los controles en las fronteras internas e incumpliendo incluso las normas comunitarias relativas al espacio Schengen al abusar de las limitadas excepciones previstas al mismo.

En la misma línea, la autoimagen tan asumida (en todas las normas europeas desde los mismos Tratados fundacionales) y publicitada de la Unión Europea como territorio defensor de los derechos humanos ha quedado en entredicho al adquirir notoriedad fracasos como los mecanismos obligatorios de reubicación y reasentamiento de solicitantes de asilo, la trágica situación de los *hotspots* del Mediterráneo oriental en Grecia o Turquía (país extracomunitario convertido por el Acuerdo de 2016 en guardián de la frontera oriental de la UE), las reticencias cuando no negativas al salvamento y rescate marítimo de inmigrantes en el Mediterráneo Central o la externalización de los controles fronterizos y de la mano dura contra la migración en terceros estados de dudosa calidad democrática (como Marruecos o la propia Turquía).

Por otra parte, la política migratoria ha condicionado también las relaciones de la Unión Europea desde una dimensión de políticas exterior, quedando las vergüenzas y divergencias internas expuestas globalmente en la diversidad de posiciones que han adoptado los distintos Estados miembros de la UE en el plano internacional. Así en el Pacto Mundial de Naciones Unidas de 2018 sobre Migración, de los únicos 5 votos contrarios 3 correspondieron a Estados miembros, y 5 de las 12 abstenciones.

En este difícil contexto nos encontramos, en primer lugar, con la ralentización de la marcha de la maquinaria comunitaria y de los Estados miembros por la urgencia de hacer frente a la pandemia, que surge en 2020 poco antes de que viese la luz la propuesta de la Comisión de un Nuevo Pacto de Migración y Asilo, propuesta que pretende dotar de un enfoque global, y un marco estable a las políticas migratorias (incluyendo el asilo) de la Unión Europea, acercando posiciones entre los EEMM, en la forma de afrontar el fenómeno.

En segundo lugar, finalizado el primer trimestre de 2022 sin haberse implementado la inmensa mayoría de las propuestas, debido a una pandemia que no se puede dar por finalizada, así como a la habitual lentitud de movimientos de la UE en estas cuestiones, aparece un nuevo reto en las mismas puertas de la Unión, el provocado por la invasión de Ucrania por parte de Rusia, una guerra con claro aspecto de genocidio. Ante ella, la Unión Europea, cuyos miembros se han mostrado contrarios a entrar directamente en la contienda en apoyo a Ucrania, sí la han apoyado directamente en todos los ámbitos: económico, militar (con el envío de armas y apoyo logístico) y también y especialmente, en no limitar su apertura de fronteras con este país (exención de visado) para permitir la entrada y acogida en su territorio de millones de personas refugiadas

Pese a esta actitud comunitaria ante los nuevos refugiados, muy distinta a la que encontraron los provenientes de Siria, que analizaremos en profundidad, expondremos como las bases de la política migratoria comunitaria no son tan “nuevas” como quiere hacer ver el título de la propuesta de la Comisión. Todo lo más podemos calificarlas de “renovadas”, puesto que en nuestra opinión no han sufrido alteraciones relevantes desde que fueran alumbradas en el Consejo Europeo

de Tampere allá por 1999, y por tanto es difícil que su éxito sea mucho mayor que el habido hasta el momento.

Antes de la guerra de Ucrania ya apuntábamos y debemos reiterar aquí que:

No creemos que la situación de las últimas décadas y las crisis recurrentes vayan a resolverse con una política que trata de mejorar su gestión y eficacia, pero que sigue sin comprender las expectativas de los migrantes y sin dejarles alternativas reales para su regularización en territorio de la Unión (Durán Ruiz, 2021: 158).

Analicemos la respuesta a la crisis migratoria provocada por la guerra de Ucrania y, en este contexto, el estado en que se encuentra el Nuevo Pacto sobre Migración y Asilo en la actualidad.

## 2. La “nueva” política migratoria de la UE ante la nueva crisis de refugiados y desplazados

La política y legislación migratoria y de asilo de la Unión Europea necesitaba urgentemente un nuevo impulso tras los problemas habido a raíz de la guerra en Siria iniciada en 2015, en confluencia también con un incremento general de la presión migratoria irregular desde el Norte de África y África Subsahariana que se mantuvo en muchos puntos de las fronteras exteriores de la Unión, incluso después de que comenzase a disminuir el flujo de solicitantes, de protección internacional, procedentes de Siria. La urgencia y la demanda de alcanzar un nuevo consenso a nivel político y de modificar gran parte de la regulación existente era evidente y, finalmente, el 23 de septiembre de 2020 la Comisión Europea presentó su propuesta relativa al Nuevo Pacto sobre Migración y Asilo<sup>2</sup>.

El Nuevo Pacto aparecía en un momento de “respiro” en la presión migratoria que se produjo a raíz de la pandemia global, fundamentalmente por el cierre o incertidumbre sobre la situación de las fronteras en muchos de los países de origen y tránsito de los migrantes y de los propios Estados miembros en 2020, cuyo efecto empezó ya a disminuir en 2021 y en algunos países incluso en el verano de 2020<sup>3</sup>. Como ejemplo, en 2020 se produjo la cifra más baja en los últimos 7 años de cruces ilegales de fronteras, que fueron 125.100, disminuyendo un 12% en comparación con 2019 (Comisión Europea, 2021).

Sin embargo, el efecto de la pandemia se ha mitigado rápidamente. Incluso en 2020, en lo más crudo de la pandemia y con las medidas fronterizas más extremas en vigor, en determinados puntos del territorio de la Unión, las llegadas de migrantes irregulares siguieron incrementándose<sup>4</sup>. Ya en 2021, según datos de la Comisión

---

2 Comunicación de la Comisión Europea al Parlamento Europeo, al Consejo, al Comité Económico y Social Europeo y al Comité de las Regiones COM (2020) 609 final, de 23.09.2020.

3 La disminución de la presión migratoria en algunos países duró lo que tardaron en relajarse las restricciones derivadas de la COVID-19 en las fronteras de los países de origen y/o destino. En España desde agosto de 2020, el número de llegadas comenzó ya a ser superior al del mismo período de 2019. Antes de la guerra en Ucrania, en la mayoría de los casos los recién llegados provenían de países que sufren una grave crisis económica, y no ya tanto conflictos (Comisión Europea, *últimas estadísticas de la migración: Impacto de la COVID-19*, Bruselas 29 de enero de 2021, disponible en:

[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/es/ip\\_21\\_232](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/es/ip_21_232))

4 Como ejemplo, las llegadas irregulares a Italia y Malta por el Mediterráneo central aumentaron en un 154%. En 2020 se registraron más de 34.100 llegadas en Italia (en su



Europea (hasta octubre), los cruces irregulares de personas han vivido un fuerte incremento, de un 95% (56.100 personas) en el Mediterráneo Central, un 30% en el Mediterráneo occidental (33.500 personas) y un 1.465% en la ruta de las fronteras orientales (7.300 personas), solo disminuyendo levemente en un 11% en la ruta del Mediterráneo Oriental (15.800 personas). Además, lamentablemente aumentan también un 22% las muertes en el mar, ya que entre enero y noviembre de 2021 se notificó la muerte o desaparición de 2.598 personas en las tres rutas principales, mientras que en 2020 fueron 2.128 en el mismo período<sup>5</sup>.

Volviendo al Nuevo Pacto, en síntesis, propone un conjunto de medidas a través de las que se pretende abordar desde un punto de vista global e integrado los distintos aspectos del fenómeno migratorio en la Unión Europea, así como armonizar y actualizar su legislación a las necesidades actuales.

Sin embargo, antes de poder implementar el Nuevo Pacto de Migración y Asilo, retrasado como hemos dicho por la omnipresencia de la pandemia entre las prioridades de la legislación y políticas públicas de los Estados miembros, el 24 de febrero de 2022, el inicio de la guerra en Ucrania cambió drásticamente la situación. La Unión Europea y sus Estados miembros han debido adoptar acuerdos y actuaciones de emergencia ante una nueva crisis de refugiados en sus mismas fronteras y mayor aún que la de Siria para la UE, puesto que el destino de la mayoría de estos refugiados, que se cifran ya por ACNUR (2022) en más de 4,5 millones de personas, es el territorio de la Unión y principalmente Polonia<sup>6</sup>. Los ucranianos que huyen de la guerra, la mayoría mujeres, niños y personas mayores, suponen el mayor éxodo en Europa desde la Segunda Guerra Mundial.

## 2.1. Dimensionando la crisis de refugiados y desplazados y las medidas de apoyo a Ucrania por parte de la Unión Europea

Para poner en contexto la gravedad de la situación actual, podemos analizar la evolución del número de solicitantes de asilo llegados a la Unión Europea con anterioridad a la guerra en Ucrania. Así, de conformidad con los datos de Eurostat, en 1992 se alcanzó un máximo de 672.000 solicitantes de asilo, motivado por la guerra en el territorio de la exYugoslavia, y en un momento en que el número de estados miembros de la Unión Europea era de 12. En 2001, en una Unión Europea que contaba ya con 15 miembros, se produjo un importante incremento de solicitantes de asilo hasta los 424.000, que, poco después, en 2006 cayeron a menos de 200.000 solicitantes.

---

mayoría, por Lampedusa), frente a las poco menos de 11.500 de 2019. En España, concretamente en las Islas Canarias, varias oleadas migratorias, con origen en la tensión diplomática de la UE y España con Marruecos, provocaron un importante incremento de un 46% de las llegadas irregulares con respecto a 2019, ascendiendo a 35.800 personas.

5 Cfr. sobre las desapariciones en Italia, país que sufre la mayoría de los casos, cfr. Olmedo Gaya (2021). Soluciones normativas al problema de los fallecidos sin identidad conocida y las personas desaparecidas en Italia, *Revista General de Derecho Administrativo*, nº 58,

6 Según los últimos datos de ACNUR, de 9 de abril de 2022, el total de personas refugiadas procedentes de Ucrania ascendería a 4.503.954, y más de la mitad, 2.593.902, se encuentran en Polonia, seguida por Rumanía (686.232), Hungría (419.101), Moldavia (410.882), Rusia (404.418), Eslovaquia (314.485) o Bielorrusia (19.096). Los datos están disponibles en el portal de ACNUR (UNHCR, por sus siglas en inglés), Operational Data Portal. Ukraine refugee situation: <https://data2.unhcr.org/en/situations/ukraine>

En los años posteriores, según el Parlamento Europeo (2021, a partir de datos de Eurostat y ACNUR), el número de solicitudes de solicitantes de asilo de ciudadanos de terceros estados fue elevándose de manera gradual hasta el año 2012 (fueron 259.400 en 2010, 309.040 en 2011 y 335.290 en 2012). A partir de 2013, también se aceleró el ritmo de crecimiento de las solicitudes, alcanzando 431.090, ya en una UE con 28 miembros. Volvieron casi al nivel de 1992 en 2014, llegando a ser 626.960 solicitudes, para tocar un nuevo techo en 2015, a raíz de la guerra en Siria, con 1.321.600 solicitudes, prácticamente el doble que en 1992 y también con un número elevadísimo de llegadas irregulares de 1.822.000 personas. El número de solicitudes se mantuvo en máximos en 2016, con 1.259.955 solicitantes de asilo.

En los últimos años, ya en 2019, el número de solicitantes de asilo había disminuido casi a la mitad y se estabilizó en cifras elevadas, con 721.075 nuevos solicitantes. El último dato que tenemos es que en los diez primeros meses de 2020 se presentaron en la UE post Brexit (UE-27) 471.630 solicitudes de asilo, reduciéndose el número respecto de 2019 un 34,6%. Ya hemos visto que en 2020 supuso la cifra más baja en cruces irregulares de fronteras en 7 años, rebajando en un 12% los 141.700 que se produjeron en 2019, año en que ya había descendido un 5% su número respecto de 2018.

**Gráfico 1.** Evolución de las solicitudes de asilo en la Unión Europea 2010-2020



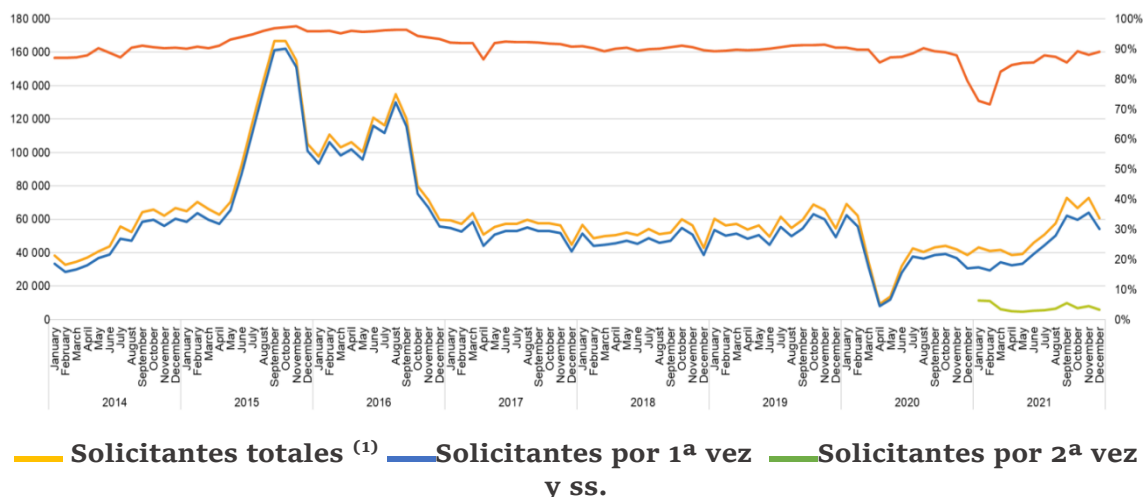
Fuente: Parlamento Europeo, junio de 2021. A partir de datos de Eurostat y ACNUR

En 2021, pese a que la pandemia ha seguido causando restricciones en las fronteras a nivel global y en la Unión Europea (cada vez de menor entidad, el número de solicitantes se incrementó respecto a 2020, siendo 535.045 personas las que lo solicitaron, un 13% más. Además, el incremento del número de solicitantes se aceleró a final del año en un 66% respecto al mismo período del año anterior, todo según datos de Eurostat (2022), y ello en plena oleada de ómicron, la más contagiosa de las variantes del SARS-CoV-2 que no provocó restricciones fronterizas nuevas al revestir menos gravedad.

Con estos antecedentes, los más de 4 millones de potenciales solicitantes de asilo en la UE procedentes de Ucrania, que se sumarían a las solicitudes del resto de ciudadanos extracomunitarios, que apuntan también a un nuevo incremento, el reto migratorio al que se enfrenta la Unión Europea no tiene precedentes, ni el Nuevo

Pacto de Migración y Asilo se elaboró pensando en un escenario de este tipo. Es necesario analizar por tanto las actuaciones que han desarrollado la Unión Europea y sus Estados miembros para dar respuesta a esta situación, así como la base jurídica de las mismas, su encaje en el Nuevo Pacto de Migración y Asilo de la Unión y las dificultades que añade a la implementación de este último.

**Gráfico 2.** Solicitantes de asilo extracomunitarios en la UE 2014-2021, por meses



**(1) La categoría “Total” incluye a los solicitantes por 1ª vez y a los que han hecho solicitudes ulteriores.**

**(2) A falta de los datos de enero a septiembre de 2021 de Dinamarca, Chipre y Suecia, y sin datos de Polonia.**

Fuente: Eurostat (2022)

Ya apuntamos que la UE y sus Estados miembros, pese a no involucrarse como contendientes en la guerra de Ucrania, se han posicionado claramente a favor de esta última en el conflicto bélico, prestando apoyo a las fuerzas armadas ucranianas (incluso enviando armamento). La Unión Europea ha condenado enérgicamente la agresión militar de Rusia contra Ucrania, que cataloga de no provocada e injustificada, así como la decisión del presidente ruso, Vladimir Putin, de reconocer como entidades independientes las zonas de las provincias (regiones administrativas) ucranianas de Donetsk y Luhansk. Condena por último la participación de Bielorrusia en la agresión militar de Rusia.

Las Conclusiones del Consejo Europeo celebrado el mismo día de inicio de la invasión, el 24 de febrero de 2022, subrayan que “el uso de la fuerza y la coacción para cambiar las fronteras no tiene cabida en el siglo XXI”, y que “las tensiones y los conflictos deben resolverse exclusivamente mediante el diálogo y la diplomacia”. En esa línea, los dirigentes de la UE han exigido a Rusia repetidamente que ponga fin de inmediato a sus acciones militares en territorio ucraniano y retire a su ejército, respetando la soberanía, independencia e integridad territorial de Ucrania. La respuesta de la UE no ha sido militar sino fundamentalmente económica, aprobando sanciones sin precedentes contra Rusia y sus intereses, hasta el momento en 5 ocasiones o paquetes de sanciones<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Destaca el tercer paquete de sanciones, adoptado por la UE entre el 28 de febrero y el 2 de marzo de 2022, que incluye entre otras sanciones: cierre del espacio aéreo de la UE a todas las aeronaves rusas; prohibición de las transacciones con el Banco Central de Rusia;

Al mismo tiempo, la UE se ha coordinado para facilitar a Ucrania apoyo humanitario y a todos los niveles: político, financiero y material. También Naciones Unidas lanzó el 1 de marzo un llamamiento humanitario urgente para solicitar hasta 1.700 millones de dólares para asistencia en Ucrania<sup>8</sup>, y un Plan Regional de Respuesta a los Refugiados elaborado por ACNUR<sup>9</sup> para Ucrania, en el que se especifican tanto el número de personas necesitadas como aquellas que deben ser destinatarias de la ayuda. El Consejo de la UE aprobó el 4 de abril el desembolso inmediato de 3.500 millones de euros a los países de la UE que acogen refugiados y en total 20.000 millones para los desplazados de Ucrania procedentes de los fondos de cohesión y de los fondos de interior.

## 2.2. ¿Qué protección internacional adoptar? Protección temporal y su compatibilidad con el asilo

Para dar protección a las personas desplazadas por la agresión de Rusia a Ucrania, la UE decidió activar la Directiva de protección temporal<sup>10</sup>, mediante la Decisión de Ejecución (UE) 2022/382, del Consejo, de 4 de marzo de 2022, por la que se constata la existencia de una afluencia masiva de personas desplazadas procedentes de Ucrania en el sentido del artículo 5 de la Directiva 2001/55/CE y con el efecto de que se inicie la protección temporal. La Directiva de protección temporal fue adoptada en 2001 para dar respuesta a situaciones como los desplazamientos masivos que se produjeron en Europa, especialmente desde Bosnia-Herzegovina y Kosovo, a raíz de los conflictos armados de los Balcanes Occidentales entre 1991 y 2001.

Por lo tanto, la finalidad originaria de la Directiva de protección temporal es precisamente responder a situaciones como la actual, y muchas veces se preguntan por qué no se utilizó este instrumento y por qué la respuesta no fue tan rápida con los refugiados y desplazados que produjo la guerra de Siria. Algunas explicaciones apuntan a diversas causas como que en esta ocasión los refugiados son bienvenidos por la proximidad cultural (son europeos, “cristianos”, “civilizados” y de clase media), que Ucrania ha proporcionado trabajadores esenciales para la UE y buscados por ella o el hecho de ser un país exento de visado para el cruce de las fronteras de la Unión y de que los ucranianos llevan años moviéndose por el territorio de la UE y cuentan con familiares, amigos y conocidos para acogerlos (Garcés Mascareñas, 2022). Debemos recordar, además, que la “apreciación” de si se dan las circunstancias para aplicar la Directiva de protección temporal no se ha comunitarizado y no corresponde a la Unión, por tanto, sino que corresponde a los Estados miembros (Arenas Hidalgo, 2003: 579).

---

prohibición del acceso al sistema SWIFT para siete bancos rusos; prohibición del suministro de billetes denominados en euros a Rusia; o suspensión de la transmisión en la UE de los canales de comunicación públicos Russia Today y Sputnik.

8 UN (2022). Flash Appel. Ukraine Humanitarian Programme. Cycle March-May 2022, disponible (en inglés) en:  
<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Ukraine%20Flash%20Appeal%202022.pdf>

9 Vid. ACNUR (2022) Situación en Ucrania Plan Regional de Respuesta a Refugiados Resumen y Financiación requerida a nivel interagencial de marzo a agosto de 2022. Disponible Resumen del Plan en: <https://www.acnur.org/622037fd4>

10 Directiva 2001/55/CE del Consejo, de 20 de julio de 2001, relativa a las normas mínimas para la concesión de protección temporal en caso de afluencia masiva de personas desplazadas y a medidas de fomento de un esfuerzo equitativo entre los Estados miembros para acoger a dichas personas y asumir las consecuencias de su acogida.

La protección temporal es un mecanismo de emergencia para proporcionar a las personas desplazadas que no estén en condiciones de regresar a su país de origen protección inmediata y colectiva, como ocurre con las personas que han huido de Ucrania. Su objeto es facilitar la acogida de grandes contingentes de personas desplazadas, evitando saturar los sistemas de asilo de los Estados miembros, y permitir a las personas desplazadas disfrutar de un conjunto de derechos armonizados en todo el territorio de la Unión.

En concreto, la Directiva, activada mediante la Decisión, proporciona los siguientes derechos a las personas beneficiarias de la protección temporal:

- Derecho a un permiso de residencia válido durante todo el tiempo que dure la protección.
- Derecho a trabajar por cuenta propia o ajena,
- Derecho a acceder a educación para adultos, formación profesional y a formación continua en el trabajo. Adicionalmente, los EEMM podrán autorizar el acceso de los adultos al sistema general de educación.
- Derecho a un alojamiento adecuado o recibir los medios para obtenerlo.
- Derecho a ayuda social y para alimentación cuando no dispongan de medios suficientes, a apoyo financiero y atención médica (como mínimo atención de urgencia y el tratamiento esencial de enfermedades).
- Los menores de dieciocho años tendrán derecho a acceder a la educación en las mismas condiciones que los nacionales del país de la UE de acogida, aunque los EEMM pueden limitarlo a la enseñanza pública.

Además, los Estados miembros deberán proporcionar atención especial, médica o de otro tipo, para personas con necesidades especiales como menores no acompañados o personas que hayan sufrido torturas, violaciones u otras formas graves de violencia moral, física o sexual

Por último, se otorga un derecho a reagrupación en un mismo país de la UE, en caso de que miembros de una misma familia se benefician de la protección temporal en distintos países de la UE o si algunos miembros de la familia todavía no se encuentran en territorio de la Unión, están en la UE.

En cuanto a su duración, la protección temporal se ha activado por la UE en principio al menos por un año (hasta el 4 de marzo de 2023, por tanto) y puede extenderse hasta un máximo de tres años en función de la evolución de la situación en Ucrania.

La Directiva de protección temporal fomenta que se produzca un equilibrio entre los esfuerzos realizados para la acogida de personas desplazadas por los distintos Estados miembros de la UE. Sin embargo, se encuentra ante el mismo escollo que hizo fracasar anteriormente la política de asilo comunitaria ya que no contiene una exigencia para los Estados miembros de distribución de carácter obligatorio de los solicitantes de asilo entre ellos, aunque sí garantiza que la UE cubra los costes ocasionados a la UE. Dinamarca no participa en la Directiva ni en la Decisión, aunque ha aprobado una “Ley especial” con un contenido muy similar para la acogida de desplazados ucranianos. Es más que probable que, dada la disparidad en el número de desplazados provenientes del conflicto de Ucrania que han acogido los distintos Estados miembros, con Polonia ocupándose actualmente de más de dos terceras partes de ellos, seguida de Rumanía, Hungría y Eslovaquia, se generen tensiones en la Unión Europea sobre las cargas de la acogida.

Es necesario recordar que los nacionales de Ucrania están exentos de la necesidad de visado para cruzar las fronteras exteriores de los Estados miembros para estancias no superiores a 90 días en un período de 180 días<sup>11</sup>. Las previsiones de la UE, considerando lo ocurrido en 2014 tras la anexión ilegal rusa de la República Autónoma de Crimea y la ciudad de Sebastopol, son que en esta guerra solo solicitará protección internacional la mitad de los ucranianos desplazados que lleguen a la Unión cruzando las fronteras gracias a la exención de visado para estancias de hasta 90 días, mientras que la otra mitad buscará empleo en la UE o se reunirá con miembros de su familia o buscará empleo en la Unión.

En la Decisión de Ejecución de 4 de marzo de 2022, uno de los motivos de la activación de la protección temporal que esgrime el Consejo es el riesgo de colapso de los sistemas nacionales de asilo. Así, adelantándose a los hechos, manifiesta que: “la afluencia será probablemente de tal magnitud que existe también un claro riesgo de que los sistemas de asilo de los Estados miembros no sean capaces de tramitar las llegadas sin efectos adversos para su funcionamiento eficiente y para los intereses de las personas afectadas y los de otras personas que soliciten protección”.

El peligro de colapso es muy real considerando que: 1- los Estados miembros se enfrentan, al menos, al doble del máximo histórico de solicitudes de asilo recibidas en un mismo año; 2- la mayoría de los potenciales solicitantes se concentran en muy pocos Estados miembros; 3- los sistemas nacionales de asilo arrastraban antes de esta crisis un considerable retraso en la resolución de las solicitudes de asilo. Así, en septiembre de 2021, el último mes del que Eurostat (2022) proporciona datos completos de las solicitudes de asilo pendientes de resolver en los 27 Estados miembros, había 177.935 solicitudes pendientes, la mayoría en Alemania (83.455), España (19.530), Francia (15.695), Grecia (14.585) e Italia (12.225), estando ya por debajo de las 8 mil solicitudes pendientes el resto de EEMM.

La Decisión, según su artículo 2, se aplica a las siguientes categorías de desplazados de Ucrania desde el 24 de febrero de 2022 (fecha de la invasión militar): a) nacionales ucranianos que residieran en Ucrania antes de esa fecha; b) apátridas y nacionales de países distintos a Ucrania que gozasen de protección internacional o de protección nacional equivalente en Ucrania antes del 24 de febrero de 2022; y c) miembros de las familias de los dos grupos anteriores<sup>12</sup>.

Además, los Estados miembros pueden aplicar la Decisión a otras categorías si lo consideran necesario, como apátridas y nacionales de países distintos a Ucrania que residieran en Ucrania y no puedan regresar a su país de origen en condiciones seguras y de larga duración. Este último criterio para los extranjeros residentes en Ucrania claramente es mucho más restrictivo que en el resto de supuestos. Resulta muy criticable, ya que, como expone Boza Martínez (2022) se pone de relieve una perspectiva excluyente en la concepción de la protección temporal diseñada por la

---

11 Ucrania se encuentra entre los países con exención de visado recogidos en el Anexo II del Reglamento (UE) 2018/1806 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 14 de noviembre de 2018, por el que se establecen la lista de terceros países cuyos nacionales están sometidos a la obligación de visado para cruzar las fronteras exteriores y la lista de terceros países cuyos nacionales están exentos de esa obligación.

12 A efectos de la Decisión se consideran miembros de la familia de los grupos a los que se aplica: el cónyuge o pareja de hecho con el que mantenga una relación estable, si el Estado miembro de que se trate les otorga un trato comparable a las parejas casadas; los hijos menores solteros de la persona beneficiaria o de su cónyuge; y otros parientes cercanos que vivieran juntos como parte de la unidad familiar en el momento de producirse las circunstancias que llevaron al desplazamiento masivo y que dependieran total o parcialmente de la persona beneficiaria.

UE, poniendo de manifiesto que no se trata de proteger a las víctimas de este ataque, que serían todas las personas que se encontrase en Ucrania en el momento de los hechos, sino que se ha impuesto la idea de proteger a las personas de Ucrania y a aquellas a las que no quede más remedio proteger. Además, la protección excluye asimismo a quienes tengan la nacionalidad de Estados que se consideren seguros por la UE. Esto entra en contradicción con el art. 3 de la Convención de Ginebra que establece el principio de no discriminación por razón de raza, religión o país de origen en su aplicación. Debemos recordar que en Ucrania en 2021 había cerca de 300.000 personas extranjeras, de las que poco más de 2.000 tenían algún tipo de protección internacional.

La UE considera que las personas incluidas en la Decisión de protección temporal pueden elegir el Estado miembro en el que desean disfrutar de los derechos vinculados a la protección temporal y reunirse con sus familiares y amigos de entre las importantes redes de la diáspora que existen actualmente en toda la Unión. Esto, además, tiene potencialmente la virtud de facilitar el reparto del esfuerzo de la acogida entre los Estados miembros y hacerlo más equitativo. Una cuestión importante es que los derechos asociados a la protección temporal, una vez que un Estado miembro haya expedido un permiso de residencia por este motivo, solo pueden hacerse valer dentro del Estado miembro que ha expedido el permiso de residencia, aunque otro Estado miembro puede expedir en cualquier momento un permiso de residencia a personas con el estatus de protección temporal con base en la Decisión mientras esté en vigor.

Una cuestión que se plantea de inmediato es, ¿pueden los desplazados solicitar asilo o un tipo de protección internacional diferente? ¿Son compatibles los estatus de solicitantes de asilo/refugiado, etc. con el estatus de protección temporal? Estas cuestiones se prevén en la Directiva 2001/55/CE relativa a las normas mínimas para la concesión de protección temporal en caso de afluencia masiva de personas desplazadas, en concreto en su capítulo IV, relativo al “acceso al procedimiento de asilo en el contexto de la protección temporal” (arts. 17 a 19).

En principio, las personas bajo estatus de protección temporal pueden solicitar asilo y cualquier otro tipo de protección internacional disponible en el Estado miembro de acogida, que será el responsable de examinar tal solicitud de asilo o protección internacional (no se modifican por tanto las normas de la UE sobre el estado responsable de examinar la solicitud de asilo), y pueden hacerlo en cualquier momento. Durante 90 días, como hemos apuntado, pueden moverse libremente por territorio de la UE para elegir el Estado de acogida. Otra cuestión importante es que, si el examen de una solicitud de asilo no se ha producido antes de la finalización del período de protección temporal, deberá completarse igualmente una vez finalizado dicho período.

Sin embargo, existe una importante excepción o salvaguarda en el art. 19 de la Directiva que la UE no ha publicitado y que es importante destacar: los Estados miembros podrán disponer que no pueda acumularse el beneficio de la protección temporal con el estatuto de solicitante de asilo cuando se esté estudiando la solicitud. La importancia de que no se acumulen los estatutos y el interés por parte de los beneficiarios de acogerse a uno u otro estatus dependerá de los beneficios que comporte el estatus de solicitante de asilo en cada Estado miembro, ya que estos dependen en gran medida de la legislación nacional. Lo normal en la situación actual es que los Estados miembros adopten la decisión de que no se sumen los estatus y

redirijan a los desplazados ucranianos al estatus de la protección temporal para evitar sobrecargar el sistema de asilo, como ha sido el caso de España<sup>13</sup>.

En la parte positiva, en caso de denegarse la solicitud de asilo o de otra forma de protección internacional a una persona beneficiaria o que puede ser beneficiaria de protección temporal, la Directiva establece que los Estados miembros dispondrán que dicha persona disfrute o pueda seguir disfrutando de la protección temporal durante el período de dicha protección que quede por transcurrir.

Para terminar este apartado, debemos destacar que la Directiva 2001/55/CE, el instrumento jurídico utilizado por la UE ante esta crisis, no había sido utilizado con anterioridad y estaba prevista ya su sustitución, al haber aprobado la Comisión, el 23 de septiembre de 2020, la propuesta de Reglamento relativo a las situaciones de crisis y de fuerza mayor en el ámbito de la migración y asilo. Esta nueva norma, ya con carácter de Reglamento, aunque todavía necesita para entrar en vigor la aprobación del Consejo y el Parlamento Europeo, puede jugar un importante papel para resolver lagunas de la normativa vigente o para contribuir a su interpretación.

### 3. Análisis y futuro del Pacto de Migración y Asilo en el contexto actual

La esencia del Nuevo Pacto de Inmigración y Asilo es tratar de proporcionar un marco más estable y sólido para una gestión coordinada y común de los desafíos fundamentales que plantean las migraciones en el territorio de la Unión. Como ya se ha dicho, era patente la necesidad de un nuevo marco a nivel europeo que sea duradero y permita armonizar o coordinar las políticas y decisiones de los Estados miembros, que son interdependientes a este respecto.

El nuevo marco europeo debe ser capaz de dar una adecuada respuesta al fenómeno migratorio tanto en momentos de “normalidad”, como en situaciones en las que exista mayor presión migratoria e incluso en momentos de crisis como el actual, que, como se ha podido comprobar suceden con relativa frecuencia. Además de ser claro, eficaz y humano, debe proporcionar condiciones de vida dignas a los migrantes, protegiendo especialmente a los más débiles y dar confianza a la ciudadanía de que la gestión migratoria es consecuente con los valores y principios que inspiran la UE. Lamentablemente, el Nuevo Pacto incide mucho más en los aspectos de eficacia de la gestión migratoria que en su parte humana.

En cuanto a las herramientas a utilizar, en aspectos delicados como asilo y protección internacional, y qué personas tienen derecho a acceder o no a ellos, las normas deberán ser firmes pero justas, además de ser imprescindible su respeto por todos los Estados miembros para crear confianza mutua, pero también con aplicación de sanciones firmes, independientemente del estado responsable del incumplimiento. Se plantea el difícil reto de adoptar un enfoque abierto e inteligente que no solo venga a cubrir puestos de trabajo de difícil ocupación en los mercados laborales de los Estados miembros, sino que sea capaz también de atraer talento en sectores punteros. Al mismo tiempo, la normativa tiene que tener mecanismos para la inserción laboral de los inmigrantes, por lo que la renovación de los permisos de

---

13 Acuerdo del Consejo de Ministros de 8 de marzo de 2022, por el que se amplía la protección temporal otorgada en virtud de la Decisión de Ejecución (UE) 2022/382 del Consejo de 4 de marzo de 2022 a personas afectadas por el conflicto de Ucrania que puedan encontrar refugio en España. <https://www.boe.es/eli/es/o/2022/03/09/pcm170>

Orden PCM/169/2022, de 9 de marzo, por la que se desarrolla el procedimiento para el reconocimiento de la protección temporal a personas afectadas por el conflicto en Ucrania. <https://www.boe.es/boe/dias/2022/03/10/pdfs/BOE-A-2022-3715.pdf>



residencia y trabajo debe facilitarse, y prever inclusive pasarelas de integración para las personas migrantes en situación irregular, sin olvidar una planificación pública concreta y con financiación suficiente, en colaboración con el sector privado y el tercer sector, para que las personas migrantes puedan ejercer sus derechos y lograr sus aspiraciones plenamente y sin distinciones en la sociedad que los acoge (por ser concretos, una medida importante es la posibilidad de reconocer su formación o titulación en un plazo razonable).

Sin embargo, este no parece haber sido el camino por el que ha optado el Nuevo Pacto de Migración y Asilo, que no adopta una visión realista y se centra como opción principal en el retorno de los extranjeros en situación irregular, pese a haberse demostrado durante décadas su escaso éxito. En 2020, por ejemplo, según datos de la propia Comisión Europea, 70.200 ciudadanos de terceros países fueron devueltos a un tercer país, lo que corresponde al 18 % de todas las decisiones de retorno emitidas durante el año, un porcentaje aún menor que el también exiguo 29 % que se alcanzó en 2019. Es cierto que las restricciones para viajar introducidas a raíz de la pandemia y la escasa disponibilidad de vuelos dificultaron los retornos en 2020, pero en el primer semestre de 2021, con menores restricciones, fue más baja aún la tasa de retornos, solo un 14% de las decisiones adoptadas. En el caso de personas nacionales de algunos países de África el porcentaje de retorno fue prácticamente irrisorio, por debajo del 5%: Costa de Marfil (2,0 %), Malí (2,1 %). Guinea (2,5 %), Senegal (3,2 %) Argelia (4,8 %), y esto considerando que el 25% de los retornos fueron retornos asistidos<sup>14</sup>.

Por todo ello consideramos que, tanto en la gestión de la migración como del asilo, urge una cuestión no planteada en el Nuevo Pacto, la modificación de la Directiva sobre retorno (la conocida Directiva 2008/115), que ha sido desde su aprobación uno de los instrumentos fundamentales de la política migratoria europea. La Comisión presentó la propuesta para su modificación o refundición el 12 de septiembre de 2018. Más adelante incidiremos en esta cuestión. Es necesario en la UE, dejar de apuntar a la gestión migratoria como “problema”, “invasión” o “gasto” de los recursos económicos y sociales, para dar paso a una visión ligada a la renovación y el enriquecimiento cultural de la sociedad, que solo puede darse desde una apuesta por la igualdad de derechos y el respeto mutuo, compartiendo los valores democráticos fundamentales de nuestra sociedad como marco de convivencia, pero no parece que esta sea la perspectiva de la “nueva” política migratoria de la UE, que en realidad responde a bases adoptadas por la UE décadas atrás y que desde que se aprobase la Directiva de retorno en 2008 no han tenido cambios significativos.

Como hemos apuntado, la UE debe ser más práctica y extender a nivel legislativo a todo su territorio mecanismos permanentes de regularización, para lo que puede servir de ejemplo la normativa de extranjería española, que permite el otorgamiento de permisos de residencia temporal por arraigo a extranjeros en situación irregular<sup>15</sup>. Desde luego este aspecto no se ha desarrollado, pues supone una quiebra de la propuesta de la Comisión como apunta García-Juan (2021), aunque se prevén algunas facilidades para obtener la residencia de larga duración a los refugiados.

---

14 Esto en los 17 Estados miembros que comunicaron el desglose de personas retornadas en 2020. Por retorno asistido se entiende que las personas retornadas recibieron asistencia logística, financiera u otro tipo de asistencia material. El 75 % de los retornos fueron, por el contrario, no asistidos.

15 Esta previsión se encuentra en el artículo 31.3 de la Ley de Extranjería española, la Ley Orgánica 4/2000, de 11 de enero, de derechos y libertades de los extranjeros y su integración social, y cuenta con un recorrido exitoso de más de 20 años.

Por otra parte, el Nuevo Pacto tiene un apartado dedicado al apoyo a la integración de los inmigrantes, de medidas bastante difusas, a excepción de la aprobación de un Plan de acción sobre integración e inclusión para 2021-2027 que la Comisión aprobó en noviembre de 2020<sup>16</sup>. Lo que se echa en falta es una propuesta a los Estados miembros, competentes en este sentido, de medidas para facilitar la obtención o renovación de autorizaciones de residencia y trabajo, que a la postre son las más efectivas en este sentido. Es fundamental para lograr una política migratoria y de asilo europea coherente, superar la situación de bloqueo que provocaron en el paso las divergencias de criterio entre los Estados miembros en relación a la acogida de los solicitantes de asilo y de los inmigrantes económicos irregulares.

En esta línea, el Nuevo Pacto de Inmigración de Asilo plantea entre sus novedades principales la supresión de las cuotas obligatorias de reparto de inmigrantes, que fracasó de forma clara en la crisis de Siria (podría haberse puesto en marcha, como en el caso de Ucrania la directiva de protección temporal, pero se optó por externalizar todo lo posible en países terceros fronterizos con la UE, como Turquía, su acogida). Se propone la sustitución por un nuevo mecanismo de solidaridad obligatoria, en realidad bastante similar el de la Directiva de protección temporal que hemos analizado. Se hace hincapié en lograr una solidaridad forzosa en apoyo de los países que soporten mayor presión migratoria en cada momento o tengan una responsabilidad directa en la primera acogida de los inmigrantes, como ha sucedido en Grecia, Italia o España, como Estados miembros mediterráneos que son frontera Sur por mar de la UE. Debe incidirse, y así se ha hecho, en conseguir una actitud más solidaria, aunque sea forzosamente solidaria, especialmente con los Estados que se encuentran en territorios que constituyen la primera línea de acogida de la inmigración y que soportan una fuerte presión migratoria.

Asimismo, resulta fundamental plantear o reforzar alianzas con terceros Estados para abrir cauces de migración regular, mejorar los ya existentes maximizar el apoyo de toda índole a los países de origen y tránsito en el marco de la política exterior y de cooperación al desarrollo de la Unión Europea, abordando así las causas últimas de la migración. También debe lucharse en origen contra las mafias de tráfico de personas, y coincidimos a este respecto con Cano Linares (2017), cuando manifiesta que “no se puede cuestionar que la lucha contra las redes de tráfico de migrantes deba ser una prioridad y que un mayor control en los países de origen contribuye a ello. Sin embargo, ese control exterior, esa externalización, alivia sin duda la presión que denuncian los Estados de la Unión a cambio de, a efectos prácticos, erosionar gravemente el ejercicio del derecho de asilo en la UE”. Para esta y otras tareas se pretende al mismo tiempo reforzar el papel de ciertas instituciones implicadas en la gestión de los flujos migratorios y en frenar el tráfico de personas, especialmente de la Agencia Europea de Guardia de Fronteras y Costas, Frontex, que es un actor fundamental en el control fronterizo de las fronteras exteriores de la UE.

Para hacer efectivo el Nuevo Pacto Europeo de Migración y Asilo y en el plazo más breve posible ya están en curso algunas propuestas legislativas con los siguientes objetivos:

- 1) crear una Agencia de Asilo de pleno derecho;
- 2) sustituir el sistema de Dublín por un nuevo sistema de gestión del asilo y la migración que asigne mejor las solicitudes de asilo entre los Estados miembros mediante un nuevo mecanismo de solidaridad y que garantice la tramitación de las

---

16 Comunicación de la Comisión al Parlamento Europeo, al Consejo, al Comité Económico y Social Europeo y al Comité de las Regiones, COM (2020) 758 final de 24 de noviembre de 2020. Plan de Acción en materia de Integración e Inclusión para 2021-2027.

solicitudes en plazos adecuados; asimismo, sustituir las Directivas sobre procedimientos de asilo por un modificando su contenido, así como la Directiva relativa a los requisitos de asilo, por Reglamentos, para armonizar en la UE tanto los procedimientos como las normas de protección y los derechos de los solicitantes de asilo, introduciendo las modificaciones necesarias<sup>17</sup>.

- 3) reformar la Directiva sobre las condiciones de acogida para velar por que los solicitantes de asilo disfruten de unas normas de acogida armonizadas y dignas;
- 4) reforzar y mejorar el Reglamento Eurodac relativo a la base de datos de impresiones dactilares de la UE de solicitantes de asilo;
- 5) aprobar la nueva Directiva sobre medidas temporales y extraordinarias para hacer frente a las situaciones de crisis y de fuerza mayor en el ámbito de la migración y el asilo;
- 6) introducir un nuevo control obligatorio previo a la entrada, que incluya pruebas sanitarias, de identificación y de seguridad, así como la toma de impresiones dactilares y el registro en la base de datos Eurodac; y
- 7) crear un Marco de Reasentamiento de la UE permanente.

### 3.1. El futuro de la gestión de la migración y el asilo

En las circunstancias actuales, la UE se encuentra ante una situación de máxima complejidad ante la nueva crisis migratoria y la necesidad de gestionar flujos mixtos integrados por migrantes irregulares y desplazados o solicitantes de asilo de manera simultánea, en unos volúmenes enormemente elevados, por lo que debe dotarse cuanto antes de mecanismos eficaces de solidaridad y coordinación y usar, como ya está haciendo, aquellos de los que disponía ya pero que no utilizaba por motivos políticos.

La UE ha actuado de manera rápida y coordinada ante la crisis de Ucrania, aunque no sin fisuras, y ha tenido avances en la cooperación en materia de migración y asilo, como el caso de la construcción del nuevo centro de acogida en Lesbos (Grecia) tras el incendio del campo de refugiados de Moria, el más grande de Europa que llegó a acoger más de 20.000 personas en condiciones lamentables, un caso de fracaso y vergüenza a nivel internacional para la UE. Sin embargo, más allá de éxitos concretos, es necesario abordar las deficiencias estructurales, tanto en el diseño como en la ejecución de las políticas migratorias y de asilo, como reconoce la propia Comisión en el Nuevo Pacto, como las incoherencias entre los sistemas nacionales de asilo y retorno de los Estados miembros y sus déficits de aplicación, o los problemas en los acuerdos de cooperación reforzada en materia de migración con terceros países socios de la Unión.

En este sentido resulta central resolver la cuestión de los mecanismos de solidaridad, es decir, el traslado de refugiados o los mecanismos económicos de compensación a los países que más solicitantes de asilo acogen y por lo tanto más solicitudes deben procesar. La Comisión apuesta por varias soluciones: un nuevo marco común y una mejor gobernanza, unido a procedimientos en frontera más coherentes y eficientes, sobre la base de su propuesta de Reglamento sobre requisitos para la protección

---

<sup>17</sup> Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se establece un procedimiento común en materia de protección internacional en la Unión y se deroga la Directiva 2013/32/UE, COM/2016/0467 final

internacional de 2016<sup>18</sup>, y de un nivel “coherente” (término bastante ambiguo que usa la Comisión) de las condiciones de acogida que estaría basado en la refundición de la Directiva 2013/33/UE por la que se aprueban normas para la acogida de los solicitantes de protección internacional.

La armonización mediante esta norma de las condiciones de acogida sería un importante avance para los solicitantes de asilo, ya que prevé un acceso más rápido al mercado laboral y un mejor acceso a la educación para los niños. La Unión Europea quiere que las condiciones de acogida solo se ofrezcan en el Estado miembro responsable de tramitar la solicitud de asilo, tratando de evitar que los solicitantes de asilo se muevan sin autorización dentro del territorio sin fronteras interiores de la UE. También se prevé aclarar las reglas sobre privación de libertad de los solicitantes de asilo, privación que debería suprimirse por ser contraria a la Convención de Ginebra sobre el Estatuto de los Refugiados de 1951, pero que se produce en muchos supuestos en tanto se decide la viabilidad de las solicitudes de asilo.

Como apoyo a la implementación de la nueva normativa, la UE quiere aprobar un Reglamento para crear una Agencia de Asilo de la Unión Europea de pleno derecho<sup>19</sup>, lo que sería muy beneficioso para todas las partes, especialmente los solicitantes de protección internacional. Se prevé también complementarlo con la aprobación definitiva del Reglamento Marco sobre Reasentamiento y Admisión Humanitaria de la Unión Europea, propuesto en 2016<sup>20</sup>, con el que la UE contaría con un estable en materia de reasentamiento y podría contribuir junto con la ONU, OIM, etc., a lograr los objetivos internacionales en esta cuestión.

Como ya hemos apuntado, para la gestión de la migración y el asilo resulta clave la modificación de la Directiva sobre retorno (la conocida Directiva 2008/115), instrumento esencial para la UE y muy criticada por vulnerar derechos fundamentales ((De Lucas, 2008; Fajardo del Castillo, 2009; Pérez Sola, 2008, Amnistía Internacional, 2008) en medidas que incluye relacionadas con la tutela judicial efectiva, los plazos de internamiento o la protección de menores (Bou Franch y Reig Fabado, 2009). Núñez Herrera (2019) pone igualmente numerosos ejemplos de estas vulneraciones tras un análisis detallado de su contenido y aplicación, y considera que nos encontramos “limitaciones de derechos y garantías y una lectura alejada tanto de la Carta de Derechos Fundamentales de la UE, como de la forma de interpretación que promueve la Agencia Europea de Derechos Fundamentales”.

Coincidimos con Cano Linares (2016) en que “sería muy deseable que se establecieran vías o canales que al menos permitieran a los solicitantes de asilo y a

---

18 Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se establecen normas relativas a los requisitos para el reconocimiento de nacionales de terceros países o apátridas como beneficiarios de protección internacional, a un estatuto uniforme para los refugiados o para las personas con derecho a protección subsidiaria y al contenido de la protección concedida y por el que se modifica la Directiva 2003/109/CE del Consejo, de 25 de noviembre de 2003, relativa al estatuto de los nacionales de terceros países residentes de larga duración COM/2016/0466 final, de 13 de julio de 2016.

19 Sería “de pleno derecho” porque actualmente la EASO no actúa como una verdadera Agencia de Asilo al no tener competencias para ello, pero se le otorgarían con este Reglamento y facilitaría el funcionamiento del Sistema Europeo Común de Asilo (SECA) y la convergencia en la evaluación de las solicitudes de protección internacional en toda la Unión, proporcionando asistencia operativa y técnica a los EEMM.

20 Propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se establece un Marco de Reasentamiento de la Unión y se modifica el Reglamento (UE) n.º 516/2014 del Parlamento Europeo y del Consejo COM/2016/0468 final.

los refugiados llegar a territorio de la UE sin arriesgar sus vidas o recurrir a redes criminales”, cuestión que también trata de afrontar el Nuevo Pacto. La Comisión presentó en 2018 una propuesta para su modificación o refundición de la Directiva de retorno<sup>21</sup> pero sin cambiar la orientación de política migratoria europea hacia el retorno.

El Tribunal de Justicia de la Unión Europea (TJUE, en adelante), ratifica como objetivo de la Directiva 2008/115/CE establecer una política eficaz de expulsión y repatriación, con obligación para los EEMM de dictar una decisión de retorno contra cualquier nacional de un tercer país que se encuentre en situación irregular en su territorio, como refleja su Sentencia en el asunto Zaizouine<sup>22</sup>, con excepciones por circunstancias particulares como la minoría de edad, el parentesco con un ciudadano de la UE o una residencia de larga duración previa que pueden enervar ese retorno, como expone Ordóñez Solís (2017). No obstante, como hemos apuntado y recuerda Martín Arribas (2013), en muchas ocasiones un inmigrante en situación irregular no puede ser retornado ni expulsado por diversos motivos, y propone que los Estados miembros, opten, con sentido común, por la concesión de un permiso de residencia por razones humanitarias.

Finalmente, además de lo que ya hemos apuntado, como resumen de las principales cuestiones que incluye el marco europeo común para la gestión de la inmigración y el asilo que propone la Comisión en el Nuevo Pacto Europeo tenemos las siguientes:

a) Nuevos procedimientos para establecer el estatuto de manera rápida a la llegada para los ciudadanos de terceros países que crucen sin autorización. Y ello incorporando un control previo a la entrada que incluya: identificación, controles sanitarios y de seguridad, con toma de huellas dactilares que quedarán registradas en la base de datos Eurodac. Además, un procedimiento de asilo y, en su caso, de retorno, rápidos. La segunda fase sería unificar en un único procedimiento legislativo los procedimientos de asilo y retorno. La crítica es que estos procedimientos acelerados pueden vulnerar los derechos de las personas afectadas, tanto en sus garantías administrativas y procesales, como si se modifica, como pretende la Comisión, el concepto de país de origen seguro o terceros países seguros (para la devolución de los inmigrantes), o también si el examen rápido de las solicitudes de asilo lleva a disminuir las posibilidades de concesión, implicando no dejar entrar a la persona al territorio de la UE. La Comisión pretender también que sea posible reubicar a los solicitantes durante el procedimiento fronterizo, permitiendo la continuación de los procedimientos en otro Estado miembro, cuestión que puede ser positiva si se respeta el derecho a reagrupación familiar dentro de la UE.

b) Marco común de solidaridad y reparto de responsabilidades. La propia Comisión afirma que ha quedado obsoleto y debe reformarse el Reglamento 604/2013 (Dublín III) sobre el país responsable de examinar las solicitudes de asilo, norma básica del SECA. Y ello sobre la base de que no está concebido para distribuir solicitudes de

---

21 Propuesta la Comisión de revisión de la Directiva 2008/115/CE, relativa a las normas y procedimiento comunes aplicables a los Estados Miembros para el retorno de los nacionales de terceros países en situación irregular, de 12 de septiembre de 2018, COM (2018) 634 final. Las modificaciones principales propuestas pretenden facilitar la expulsión de los inmigrantes en situación irregular, se amplían por ejemplo los motivos de detención o se reduce el plazo para la salida voluntaria de los afectados por un procedimiento de retorno, endureciendo aún más sus ya severas medidas.

22 STJUE de 23 de abril de 2015, asunto Zaizoune. En ella el TJUE determinó que lo procedente era la expulsión de un marroquí por su situación irregular cuando el tribunal español había optado entre la expulsión o multa, por la sanción de multa.

asilo entre los EEMM, dejando toda la presión y la responsabilidad sobre el primer país de entrada de los solicitantes.

La Comisión propuso ya una reforma del Reglamento Dublín III en 2016 para repartir cargas entre los EEMM respecto a los solicitantes de asilo y refugiados que fracasó, y en el Nuevo Pacto retira su propuesta de 2016 para reemplazarla por un nuevo instrumento, más amplio, que constituya un marco común para la gestión del asilo y la migración (el Reglamento sobre la Gestión del Asilo y la Migración<sup>23</sup>), que apunta a un enfoque integrado y un reparto equitativo y solidario de responsabilidades que aborde eficazmente las llegadas mixtas para que no sean gestionadas por los Estados miembros por sí solos, sino por el conjunto de la UE.

Los ejes del nuevo mecanismo de solidaridad son dos: la reubicación y el patrocinio de retornos, ambos dirigidos a aliviar la presión cuando flujos elevados lleguen a un Estado miembro. Como ha declarado el propio TJUE<sup>24</sup>, la solidaridad implica que todos los Estados miembros deben contribuir a acoger solicitantes de asilo reubicados. La reubicación es el traslado de personas que necesitan protección internacional de un Estado miembro de la UE a otro, y ha sido muy utilizada tras la llegada masiva de refugiados de Siria a Grecia e Italia. No debe confundirse la reubicación con el reasentamiento, al que hemos aludido también, que se trata de un programa por el cual países de la UE se comprometen a acoger a personas refugiadas que se encuentren en terceros países (fuera de la UE).

Como opción novedosa se incluye el patrocinio de retornos, un mecanismo por el que los demás EEMM ofrecerían todo el apoyo necesario al Estado miembro que esté bajo presión para retornar con celeridad a las personas migrantes que no tengan derecho a permanecer en territorio de la UE, asumiendo toda la responsabilidad el EM que ofrece el apoyo en caso de que el retorno no se lleve a cabo en un plazo determinado. Lamentablemente, se prevén sanciones concretas en las nuevas propuestas en caso de fuga a otro Estado miembro de un solicitante de asilo, que consideramos contrarias a la Convención de Ginebra de 1951 sobre el Estatuto de los refugiados, cuyo artículo 31.1 impide sancionar a los refugiados por su entrada o presencia ilegal en el estado de refugio.

Entre los aspectos positivos del Nuevo Pacto, los beneficiarios de protección internacional, pensando en la integración y también en limitar su movilidad dentro de la UE para que su reparto entre los Estados miembros siga siendo equitativo, es la previsión de modificación de la Directiva sobre residentes de larga duración para que los beneficiarios de protección internacional logren el estatus de residentes de larga duración tras solo 3 años de residencia legal e ininterrumpida en el Estado miembro que les concedió protección, en vez de los 5 exigidos generalmente. El estatus de residente de larga duración garantiza autorización de residencia y trabajo permanentes, así como movilidad en la UE, lo que sin duda contribuiría a su inserción social.

c) Mejoras en cuanto a la gobernanza. El Nuevo Pacto de Inmigración y Asilo para lograr coherencia de las políticas migratorias de los EEMM con enfoque europeo global, propone el mencionado Reglamento sobre la gestión del asilo y la migración, con previsiones de cooperación más estrecha y de mejorar la planificación y el seguimiento de la política migratoria nacional y de la UE, mediante un informe anual de previsiones de la Comisión basado en los informes de los EEMM. Deberá existir

---

23 Propuesta de Reglamento sobre la Gestión del Asilo y la Migración, COM (2020) 610 de 23 de septiembre de 2020.

24 Sentencia del TJUE, de 2 de abril de 2020, en los asuntos acumulados C-715/17, C-718/17 y C-719/17, Comisión/Polonia, Hungría y la República Checa.

además coordinación y apoyo mutuo con las Agencias de la UE implicadas: EASO y Frontex<sup>25</sup>.

d) Apoyo a la infancia y a las personas vulnerables. La Comisión ve la reforma de las normas de la UE en materia de asilo y retorno como una oportunidad para reforzar las normas de protección de los menores migrantes y de los grupos vulnerables, especialmente las víctimas de trata, en el marco del Derecho de la UE y especialmente la Carta de los Derechos Fundamentales, por lo que el Nuevo Pacto prevé una Estrategia sobre los Derechos de la Infancia acorde con el Derecho Internacional de las personas refugiadas. Asimismo, hace mención al principio del interés superior del menor como orientación y a la necesidad de respetar su derecho a ser oídos y a que se les nombre con rapidez un representante, siendo los EEMM asistidos y coordinados por la Red Europea de Tutela<sup>26</sup>, que será reforzada. Además, los menores no acompañados y los menores de doce años junto con sus familias quedan exentos del procedimiento fronterizo a menos que existan problemas de seguridad. También incluye otras cuestiones esenciales: alternativas a la detención; promover una rápida reunificación familiar; acceso a la educación y servicios de integración, alojamiento y asistencia adecuados, incluida la asistencia jurídica, a lo largo de los procedimientos de determinación del estatus de refugiado o protección internacional de los menores; garantías de un acceso rápido y no discriminatorio a la educación, y de acceso temprano a los servicios de integración. En relación a la protección de los menores en la UE, especialmente los no acompañados, nos remitimos a nuestra propuesta de un sistema común europeo de protección de la infancia a este respecto en Durán Ruiz (2021).

d) Un sistema efectivo y común de la UE para los retornos. La Unión Europea se niega a ofrecer salida a los inmigrantes económicos o los solicitantes de protección internacional cuyas solicitudes sean denegadas, y se confía a la eficacia del retorno de las personas sin derecho a permanecer en su territorio, pese a que las cifras de retornos demuestran la necesidad de prever otras opciones. En este sentido, la Comisión da la vuelta al argumento, y manifiesta que la solución es subir el porcentaje de retornos (actualmente en torno al 30% de efectividad o menos), para desalentar la migración irregular y las redes de tráfico de personas.

Por otra parte, se prevé en el Nuevo Pacto una nueva figura al “patrocinio de retornos” o *return sponsorship*, que se incorporaría al nuevo sistema común de inmigración y asilo. No la concreta manifestando la Comisión (2020) que se refiere “al apoyo económico, técnico y operativo al retorno que deberán prestar aquellos países que no quieran acoger inmigrantes ni refugiados”. También pretende designar un Coordinador de retornos para prestar apoyo técnico a los EEMM, que estaría apoyado a su vez por una nueva Red de Alto Nivel para el Retorno. Se acompaña esta

---

25 Frontex realiza evaluaciones de vulnerabilidad (sobre la capacidad para hacer frente a los retos fronterizos, entre ellos la presión migratoria) que, junto con los sistemas de control de calidad como el mecanismo de evaluación de Schengen, son fundamentales para ir mejorando y depurando el sistema. También deberán supervisarse el nuevo sistema de gestión de la protección internacional, y la Agencia de Asilo de la UE propuesta tendría funciones en tal sentido, además de encargarse de dar apoyo operativo a los Estados miembros y procurar la convergencia y coherencia del sistema de asilo, sin perjuicio de la capacidad de la comisión para formular recomendaciones a los Estados miembros como medida de apoyo.

26 Dicha Red fue anunciada en la Comunicación de la Comisión al Parlamento Europeo y al Consejo sobre la protección de los menores migrantes, de 12 de abril de 2017, COM (2017) 211 final e incluye a autoridades y organismos de tutela, autoridades nacionales y organizaciones internacionales y no gubernamentales con la finalidad de promocionar servicios de tutela adecuados para los menores no acompañados y separados de sus familias en la UE. Europol 2020, Centro Europeo contra el Tráfico Ilícito de Migrantes, 4.º informe anual – 2019.

medida del impulso de los programas de retorno voluntario asistido y reintegración, que se han mostrado más eficaces que el retorno forzado.

e) Nueva base de datos común sobre asilo y migración. Para contar con un nuevo proceso de migración y asilo común de la UE es fundamental mejorar la gestión de la información, y para ello la Comisión propone ampliar el Reglamento Eurodac<sup>27</sup>, con objeto de que contribuya a rastrear los movimientos secundarios no autorizados (dentro de la UE), a mejorar el retorno cuando proceda y a atajar la migración irregular. El nuevo Eurodac contribuiría igualmente a la aplicación de las nuevas normas sobre la transferencia de responsabilidades dentro de la UE, para facilitar la reubicación y garantizar un mejor seguimiento de los retornados, vinculando así los procedimientos de asilo y retorno, actualmente independientes.

## Conclusiones

Las dos últimas crisis de refugiados la de Siria en 2015 y de Ucrania en 2022, han generado un intenso debate sobre las cuestiones migratorias que marcará profundamente a la UE de cara al futuro, mostrando la adopción de soluciones muy distintas en función de la afinidad cultural de los desplazados por conflictos bélicos en función de su origen europeo o no, la proximidad cultural, su posibilidad de integrar los nichos laborales de los Estados miembros y las relaciones de la UE con el país de origen. La respuesta en el caso de Ucrania ha sido más rápida y eficiente para las víctimas del conflicto, y debería seguir la línea a seguir para el futuro, pero eliminando la discriminación entre los solicitantes de protección internacional en función de su nacionalidad para adaptarse a los dictados de la Convención de Ginebra y otros tratados internacionales que exigen la no discriminación. En el futuro, la Unión Europea debe estar preparada no sólo ante cualquier evento que pueda elevar de nuevo la presión migratoria, sino también para gestionar adecuadamente la migración y aprovechar mediante políticas de integración la aportación y renovación que los migrantes traen a una población envejecida.

Habrán nuevas crisis, y en relación a las migraciones forzadas, la previsión es que la UE se enfrente en los próximos años a incrementos en el volumen de los flujos migratorios. Y ello porque los factores de atracción migratoria de la UE se mantienen, y también lo hacen las situaciones que dan origen a la migración en los países o regiones de procedencia de los migrantes, pues son causas de carácter estructural. Por otra parte, es claro que los Estados miembros continúan necesitando mano de obra extracomunitaria y población joven capaz de enderezar unas dinámicas demográficas de envejecimiento. Al mismo tiempo, en el sector de la mano de obra hiperespecializada y altamente cualificada la competencia es creciente y global, y la UE tendrá que esforzarse por mantener y aumentar su atractivo para atraer talento (Sobotovicova, 2019), especialmente para no quedarse atrás en relación a los avances de las TIC, inteligencia artificial, robótica y tecnologías disruptivas en general.

---

27 Reglamento (UE) 603/2013 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 26 de junio de 2013 , relativo a la creación del sistema «Eurodac» para la comparación de las impresiones dactilares para la aplicación efectiva del Reglamento (UE) 604/2013, por el que se establecen los criterios y mecanismos de determinación del Estado miembro responsable del examen de una solicitud de protección internacional presentada en uno de los Estados miembros por un nacional de un tercer país o un apátrida, y a las solicitudes de comparación con los datos de Eurodac presentadas por los servicios de seguridad de los Estados miembros y Europol a efectos de aplicación de la ley, y por el que se modifica el Reglamento (UE) n ° 1077/2011, por el que se crea una Agencia europea para la gestión operativa de sistemas informáticos de gran magnitud en el espacio de libertad, seguridad y justicia.



Ha quedado probado con la nueva crisis migratoria que una disminución puntual de flujos, como la ocurrida a causa de la pandemia, no debe llevar a la UE a posponer la implementación del Nuevo Pacto de Migración y Asilo, sino, por el contrario, a ser conscientes de su importancia y urgencia. Sus medidas tratan de conseguir reconciliar posturas muy alejadas de los Estados miembros en relación a la política migratoria de la Unión Europea, especialmente en lo que se refiere a la recepción y atención a los inmigrantes y solicitantes de protección internacional. La balanza se inclina demasiado hacia reforzar soluciones como el retorno, que se han demostrado ineficaces, y no explora vías muy positivas para la inserción social de los inmigrantes como los permisos de residencia por arraigo social o la facilitación de la obtención y renovación de permisos de residencia y trabajo, en las que además choca con el reparto actual de competencias con los Estados miembros.

Las soluciones de compromiso que adopta la Comisión ante las diferencias de enfoque de los Estados miembros en cuanto a la gestión de los flujos intentan una solidaridad entre los Estados que muchos de ellos no han querido aceptar en el pasado. Las propuestas para la sustitución de las cuotas obligatorias de reparto de solicitantes de asilo por mecanismos de solidaridad obligatoria o el patrocinio de retornos constituyen una buena muestra de ello. Solo una verdadera solidaridad y una política migratoria y de asilo en la que se impliquen todos los Estados miembros, incluso con cesión de nuevas competencias en favor de la Unión, permitirá estar preparados para cualquier cambio en los flujos migratorios.

Algunas medidas apuntan en la dirección correcta, como facilitar las condiciones para la obtención de permisos de larga duración a los beneficiarios de protección internacional o mejorar la atención a los menores, la posibilidad de seguimiento de los migrantes (cuando no es para sancionarlos), la creación de una Agencia de Asilo de Pleno Derecho o la vinculación de la política migratoria y de cooperación al desarrollo para atacar las causas últimas de las migraciones. Sin embargo, siguen existiendo normas que no respetan los derechos humanos de las personas migrantes y prácticas de los Estados que los vulneran abiertamente que deben derogarse.

Para terminar, podemos afirmar que, el encomiable enfoque global, coordinado y solidario que plantea la Comisión Europea, sí es un Nuevo Pacto (aunque débil) y en ningún caso puede considerarse una nueva política de migración y asilo, porque a excepción del cambio en el caso de Ucrania (cuyas motivaciones hemos aportado), no cambian las bases de las políticas migratorias comunitarias. Asistimos más bien a un intento de alcanzar soluciones de compromiso más o menos imaginativas y una refundición de normas mientras se sigue parcheando la política migratoria ideada ya en el Consejo Europeo de Tampere de 1999 que tuvo su culmen tras el Tratado de Lisboa y la Directiva de Retorno en 2008, y sigue sin garantizarse realmente que los Estados miembros más expuestos a las crisis migratorias cuenten con la solidaridad del resto, lo que, tras la llamada de atención del Brexit y del ascenso de corrientes antieuropeas (v.gr. Marine Le Pen, que disputa la presidencia en Francia), lastra el avance de la Unión Europea en su conjunto y las posibilidades de una mayor cohesión social e integración europea.

## Referencias

Amnistía Internacional (2008). *Directiva del retorno... o de la vergüenza. Amnistía Internacional*, nº 92, 27.

Arenas Hidalgo, N. (2003). *Los desplazamientos forzados de población a gran escala. La Directiva europea relativa al sistema de protección temporal*. Tesis doctoral. Universidad de Sevilla.

- Bou Franch, V. y Reig Fabado. I. (2009). *La Directiva 2008/115/CE del Parlamento Europeo y del Consejo de 16 de diciembre de 2008 relativa a normas y procedimientos comunes en los Estados miembros para el retorno de los nacionales de terceros países en situación irregular*, *Revista General de Derecho Europeo*, nº19.
- Boza Martínez, D. (2022). “Ucrania: protección temporal y discriminación.” Blog del Observatorio de Derecho Público de la Universidad de Barcelona. Disponible en: <https://idpbarcelona.net/ucrania-proteccion-temporal-y-discriminacion/> (recuperado el 17-4-2022).
- Calvo Vérguez, J. (2020). El “Brexit” y su incidencia en los fenómenos migratorios dentro de la Unión Europea, *Revista Unión Europea Aranzadi*, núm.11/2020.
- Cano Linares, M<sup>a</sup>. Á. (2017). *La gestión de las fronteras exteriores de la Unión Europea frente a los retos de la migración y la seguridad*. *Revista de Derecho Migratorio y Extranjería*, núm.44/2017.
- Cano Linares, M<sup>a</sup>.Á. (2016). *Asilo y refugio en la Unión Europea: Agenda Europea de Migración 2015 y retos del Sistema Europeo Común de Asilo (SECA)*. *Revista de Derecho Migratorio y Extranjería*, núm. 41/2016.
- De Lucas Martín, J. (2008). Contra la “Directiva de retorno”. *Le monde diplomatique en español*, nº154, 3.
- Durán Ruiz, F.J. (2021). “Luces y sombras del Nuevo Pacto Europeo sobre Migración y Asilo en la Unión Europea”. En Arroyo Martínez Sotomayor, A, Suárez Muñoz, R., y Pérez Alonso, E. (coords.), *Globalización: tipos y problemas migratorios en América Latina y la Unión Europea*, Universidad de Guanajuato (División de Derecho, Política y Gobierno) y Secularte A.C. Guanajuato, México: 151-178.
- Eurostat asylum quarterly report (2022). Datos de 23 de marzo de 2022. Disponible en: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Asylum\\_quarterly\\_report#Main\\_trends\\_in\\_the\\_number\\_of\\_asylum\\_applicants](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Asylum_quarterly_report#Main_trends_in_the_number_of_asylum_applicants)
- Fajardo del Castillo, T. (2009). “La Directiva sobre el retorno de los inmigrantes en situación irregular”. *Revista de Derecho Comunitario Europeo*, año 13, nº 33, 453-499.
- Garcés Mascareñas, B. (2022). “Por qué esta crisis de refugiados es distinta”. CIDOB opinión, 728. Disponible en: [https://www.cidob.org/es/publicaciones/serie\\_de\\_publicacion/opinion\\_cidob/2022/por\\_que\\_esta\\_crisis\\_de\\_refugiados\\_es\\_distinta](https://www.cidob.org/es/publicaciones/serie_de_publicacion/opinion_cidob/2022/por_que_esta_crisis_de_refugiados_es_distinta) (recuperado el 15-4-2022).
- García-Juan, L. (2021). “El mecanismo de regularización disruptivo de la Ley migratoria española que desafía la reforma del Sistema Europeo Común de Asilo”. *Revista Migraciones*, 51, 2021, 31-60.
- Núñez Herrera, V.E. (2019). *Refundición de la directiva 2008/115 CE. Garantías o retrocesos en los derechos fundamentales de los extranjeros en los procesos de retorno/expulsión*. *Revista de Derecho Migratorio y Extranjería*, num.52/2019.
- Ordóñez Solís, D. (2017). *Los recortes de los derechos de los extranjeros en la Europa del “Brexit”*. *Revista de Derecho Migratorio y Extranjería*, num.44/2017.

- Sobotovicova, S. (2019). *La Unión Europea en busca y captura de talento procedente de terceros países*, *Revista Unión Europea*. Aranzadi, núm. 3.
- Solanes Corella, Á. (2016). “Otra política de asilo es posible en Europa: una breve comparación entre la UE y Canadá”. *Deusto journal of human rights = Revista Deusto de derechos humanos*, nº 1, 39-75.



## Crisis climática y movilidad humana: apuntes sobre la necesidad de ampliar el debate más allá del “refugio climático”

### Climate crisis and human mobility: notes on the need to expand the debate beyond “climate refugees”

**Beatriz Felipe Pérez<sup>1</sup>**

CEDAT, Universitat Rovira i Virgili  
CICrA Justicia Ambiental

Tarragona, España

<https://orcid.org/0000-0001-9132-4139>

[beatriz.felipe@cicra.coop](mailto:beatriz.felipe@cicra.coop)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4689>

DOI : 10.25965/trahs.4689

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** Los impactos adversos de la crisis climática ya nos están afectando, sobre todo a las poblaciones más vulnerabilizadas en el Sur global. En este contexto, aunque se ha avanzado en el análisis y el reconocimiento de estas realidades, todavía quedan algunas cuestiones pendientes de resolver. Una de estas cuestiones es la de la protección jurídica. Aunque se está avanzando tímidamente, en la actualidad, quienes se trasladan como consecuencia de los efectos adversos de la crisis climática continúan sin estar suficientemente protegidos y protegidas. Una de las propuestas más llamativas para solventar este vacío ha consistido en la aplicación de la Convención sobre el Estatuto de los Refugiados (1951) y su Protocolo de Nueva York (1967). En el presente artículo se analizan las migraciones climáticas y se presenta la propuesta del “refugio climático”, sobre la que se detallan sus orígenes y las limitaciones jurídicas, políticas y desde el punto de vista de las propias personas afectadas. Se concluye que, si bien esta vía de protección es importante y necesaria, no es (ni será) suficiente para garantizar la seguridad de todas las personas migrantes climáticas. Además, muchas de las personas directamente afectadas la rechazan, por lo que es necesario poner la atención en el desarrollo de otros mecanismos y estrategias que puedan activarse a corto plazo.

**Palabras clave:** crisis climática, movilidad humana, migraciones climáticas, refugio

**Résumé :** Les effets néfastes de la crise climatique nous affectent déjà, en particulier les populations les plus vulnérables des pays du Sud. Dans ce contexte, bien que des progrès aient été réalisés dans l'analyse et la reconnaissance de ces réalités, il reste encore des questions à résoudre. L'une d'elles concerne la protection juridique. Des progrès, bien que timides, sont observés mais, ceux qui se déplacent en raison des effets néfastes de la crise climatique n'en demeurent pas moins insuffisamment

---

<sup>1</sup> Doctora en Derecho por la Universidad Rovira i Virgili (URV - Tarragona, España). Licenciada en Ciencias Ambientales (Universidad de Granada), Máster en Derecho Ambiental y Postgrado en Cooperación Internacional y Desarrollo en la URV. En 2019, publicó la monografía “Las migraciones climáticas ante el ordenamiento jurídico internacional” (Aranzadi) y, en 2022, “Migraciones climáticas. Sobre desigualdades, mitos y desprotección” (MRA Ediciones).

protégés. L'une des propositions les plus marquantes pour combler cette lacune a consisté dans l'application de la Convention relative au statut des réfugiés (1951) et de son Protocole de New York (1967). Dans notre article, les migrations climatiques sont analysées et la proposition de "réfugié climatique" est présentée. Nous y détaillons son origine et ses limites juridiques et politiques et le point de vue des personnes concernées elles-mêmes. Nous en concluons que, même si le choix de la protection doit prévaloir, elle ne saurait suffire à garantir la sécurité de tous les migrants climatiques. D'ailleurs, bon nombre de personnes directement concernées la rejettent. Il faut donc s'intéresser à promouvoir d'autres mécanismes et stratégies susceptibles d'être activés à court terme.

Mots clés : crise climatique, mobilité humaine, migrations climatiques, refuge

Resumo: Os impactos da atual crise climática afetam sobretudo as populações vulneráveis do Sul global. Em que pese o avanço e o crescente reconhecimento de tal realidade, desafios ainda persistem. Dentre eles, aqueles relacionados à proteção jurídica. Por conta dos tímidos progressos quanto à temática, aqueles que se deslocam em decorrência dos efeitos adversos da crise climática permanecem sem efetiva proteção. Nesse sentido, a aplicação da Convenção sobre o Estatuto dos Refugiados (1951) e seu Protocolo de Nova York (1967) é comumente considerada para sanar as lacunas existentes. Este artigo averigua as migrações climáticas a partir da proposta de "refúgio climático", detalhando suas origens e limitações legais e/ou políticas, assim como considerando o ponto de vista das pessoas afetadas. Conclui-se que, inobstante a relevância desse mecanismo de proteção, o instituto do refúgio não é – e tampouco será – suficiente para garantir a segurança daqueles que migram por motivos climáticos. Tendo em vista que pessoas diretamente afetadas o refutam, torna-se necessário o desenvolvimento de outros mecanismos e estratégias a curto prazo.

Palavras chave: crise climática, mobilidade humana, migrações climáticas, refúgio

Abstract: The adverse impacts of the climate crisis are already affecting us, especially the most vulnerable populations in the global South. In this context, although progress has been made in the analysis and recognition of these realities, there are still some unsolved gaps. Thus, in relation to legal protection, timid progress is being made and, at present, those who move as a result of the adverse effects of the climate crisis continue to be insufficiently recognised and protected. One of the most striking proposals to solve this gap has been the application of the Convention on the Status of Refugees (1951) and its New York Protocol (1967). This article analyses climatic migration. The proposal of the "climate refugee" is presented and positive aspects and legal and political limitations are detailed. The article concludes that although this means of protection is important and necessary, it is not (and will not be) sufficient to guarantee the safety of all climate migrants. In addition, a large part of the people directly affected reject it, therefore it is necessary to pay attention to the development of other mechanisms and strategies that can be activated in the short term.

Keywords: climate crisis, human mobility, climate migration, refugee

## Introducción

Las consecuencias de la crisis climática limitan el disfrute de derechos humanos fundamentales como el derecho humano al agua (Singh, 2016), a la salud física y mental (Patterson, 2021; Clayton, 2020), a la alimentación (Cambel, et al., 2016; Saab, 2019), a la vivienda, la cultura, la educación y al trabajo, entre otros (Humphreys, 2008; Ibarra, 2021). Esta crisis global tiene como responsables a los Estados (y las empresas) del Norte global, que han contribuido en más del 90% al colapso climático (Hickel, 2020). Sin embargo, son las naciones empobrecidas del Sur global y su población en situación de vulnerabilidad quienes están sufriendo las peores consecuencias. Esto incluye a quienes viven en contextos de pobreza, minorías étnicas, pueblos indígenas y comunidades campesinas. En estos grupos, las mujeres y las niñas se ven especialmente afectadas (Care International, 2020).

Desde los comienzos de la historia de la humanidad, las personas se han trasladado por motivos relacionados con diferentes formas de degradación y despojo ambiental. Sin embargo, en la actualidad y en los años venideros, nos enfrentamos con un fenómeno con impactos sin precedentes: la crisis climática. En contextos en los que el agua escasea, las cosechas se pierden debido a inundaciones más intensas de lo normal o las casas y otras infraestructuras son literalmente engullidas por el mar, muchas personas ya están teniendo que abandonar sus hogares (OIM, 2021). Hoy en día no quedan dudas de que los efectos adversos del cambio climático, repentinos y de desarrollo lento, constituyen factores que, en combinación con otros socioeconómicos, políticos y ambientales, inducen la movilidad humana de diferentes maneras y dando lugar a un amplio abanico de situaciones (inmovilidad forzada y voluntaria, evacuaciones, reubicaciones, desplazamientos internos, migraciones temporales, etc.).

Ante la carencia de una denominación oficial internacionalmente aceptada, este fenómeno, en el que los impactos de la crisis climática inducen la movilidad humana directa e indirectamente, ha intentado ser definido de múltiples maneras (Dun y Gemenne, 2008; McAdam, 2012a; Mayer, 2016). En el presente artículo se emplea la denominación “migraciones climáticas”. Estas conforman una categoría incluida en las formas de movilidad humana inducida por factores ambientales, que abarcan movimientos de población derivados de terremotos, accidentes industriales y proyectos de “desarrollo”, entre otros. De acuerdo con la definición de trabajo de la Organización Internacional para las Migraciones (OIM), se entiende que las migraciones climáticas comprenden el traslado de una persona o grupos de personas que, predominantemente por cambios repentinos (huracanes, inundaciones, etc.) o progresivos (sequías, deshielo, elevación del nivel del mar, etc.) en el entorno debido a los efectos del cambio climático, están obligadas a abandonar su lugar de residencia habitual u optan por hacerlo, ya sea de forma temporal o permanente, dentro de un Estado o cruzando una frontera internacional (OIM, 2019). A pesar de que algunas personas “opten” por marcharse, esto no indica que se trata de traslados voluntarios sino, más bien, forzados.

Las migraciones climáticas son realidades sobre las que se debe actuar desde diversos ámbitos, desde la academia y las organizaciones de la sociedad civil, pero también las y los responsables de políticas y, de manera importante, desde el Derecho, ya que en la actualidad quienes escapan de los impactos de la crisis climática no se encuentran suficientemente amparadas ni cuando cruzan fronteras internacionales ni cuando tienen que trasladarse dentro de sus Estados (Felipe, 2019).

Una de las propuestas más llamativas para proteger a las personas migrantes climáticas se centra en la Convención de Ginebra sobre el Estatuto de los Refugiados de 1951 y del Protocolo sobre el Estatuto de los Refugiados Protocolo de 1967 (Convención de Ginebra, en adelante). Esta propuesta, junto con el uso de la denominación “refugiado/a climático/a”, ha suscitado enormes debates, sobre todo en el ámbito jurídico. En este contexto, el objetivo del presente artículo es, además de analizar los vínculos entre los efectos adversos de la crisis climática y la movilidad humana mediante la recopilación de casos, estudiar la propuesta del “refugio climático” para entender sus limitaciones y las controversias que genera, así como para valorar si los esfuerzos deben seguir centrándose en esta idea.

## I- La movilidad humana inducida por los impactos climáticos

En la contribución del Grupo de Trabajo II “Cambio Climático 2022: Impactos, Adaptación y Vulnerabilidad” al sexto informe de evaluación del Grupo Intergubernamental de Expertos sobre el Cambio Climático (IPCC, por sus siglas en inglés) se señala, en el capítulo 8, que hay evidencias consolidadas sobre el papel de los impactos del cambio climático como inductores de movimientos de población. También se indica que las características de estos traslados dependen en gran medida de las condiciones específicas de cada contexto (IPCC, 2022).

### I.1. Casos actuales de migraciones climáticas

En la actualidad, son pocos los países en los que no se puede encontrar ningún caso en el que personas de manera individual o colectiva hayan tenido que abandonar sus hogares, directa o indirectamente, por las consecuencias de la crisis climática en conjunto con otros factores. Por ejemplo, hay casos de reubicaciones (movimiento permanente de comunidades enteras a lugares con un menor riesgo) inducidas por las repercusiones del deshielo del permafrost o por la elevación del nivel del mar en todo el planeta.

De acuerdo con un estudio pionero en el mapeo de este tipo de migraciones climáticas, se identificaron reubicaciones en al menos 78 países, en todos los continentes habitados del planeta. Aproximadamente el 40% de estos casos se localizan en Asia, seguido por el 38% en las Américas. Alrededor del 10% de los casos han producido en África, el 9% en el Pacífico y solo hay unos pocos identificados en Europa y Oriente Medio. La mayor parte ocurrió a nivel interno, es decir, en los límites nacionales; la distancia desde el lugar de origen a o a los de destino de estos casos varía desde los 200 m hasta los 54 km (Bower y Weerasinghe, 2021; Bower, Weerasingue y Mokhnacheva, 2022). Uno de los casos más icónicos de reubicación es el de Newtok (Alaska), que ya se está trasladando a Metarvik, un terreno cercano al original, pero menos vulnerable (Albert et al., 2018; Barret, 2021). Hay otros ejemplos de reubicaciones internas en Fiji (Thonton et al., 2020; Moore, 2022) y en Panamá (Felipe y Tomaselli, 2021).

También hay otros casos de movilidad humana inducidos por los impactos de la crisis climática en países como México, donde los impactos repentinos (olas de calor y de frío, inundaciones) y de desarrollo lento (sequías, elevación del nivel del mar) en combinación con otros factores inherentes al contexto socioeconómico de diferentes regiones del país, como pobreza, desigualdad y conflictos, están haciendo que muchas personas tengan que migrar, especialmente desde las zonas rurales más dependientes de las lluvias (Anglés y Maldonado, 2020). Asimismo, hay evidencias de la importancia de los impactos climáticos en la movilidad humana en otros países

de América Latina como Brasil (Pires Ramos y Yamamoto, 2018), Argentina, Chile, Colombia y Ecuador (OIM, 2017), entre otros.

En Asia, en países como Bangladesh, el cambio climático está creando nuevos patrones de desplazamiento y alimentando la urbanización rápida y sin la planeación adecuada. Muchas personas se están trasladando desde las zonas rurales del país hacia la capital y otras grandes ciudades persiguiendo mejores oportunidades y huyendo de unas condiciones ambientales y climáticas arriesgadas. Lamentablemente, muchas acaban residiendo en *slums* empobrecidos donde las condiciones de vida tampoco son adecuadas y los niveles de pobreza y marginación son muy altos. La erosión de los ríos, los ciclones, las inundaciones, las sequías y la falta de trabajo agrícola disponible durante la temporada baja son las principales razones de estas migraciones (Amjad, 2021). En Pakistán, hay evidencias de movimientos de población inducidos por el cambio climático desde las regiones costeras hacia grandes ciudades. También se ha demostrado que las migraciones antes temporales para escapar de las inundaciones se están convirtiendo en permanentes y que las poblaciones vulnerables se están viendo obligadas a sentarse en *slums* urbanos cercanos a grandes ciudades, como Thatta (Khan, 2021).

En África, concretamente en Egipto, los impactos del cambio climático, mediante sus repercusiones en la economía y el bienestar social, están influyendo especialmente en la movilidad interna (Ullah, 2012). En Túnez, es común que algunas familias en la región de El Faouar utilicen la migración para poder hacer frente a las condiciones climáticas peligrosas. Estas migraciones forman parte de un proceso más amplio de transformación socioeconómica en el que las personas se trasladan para poder sobrellevar los cambios ambientales y climáticos o para optimizar sus medios de vida (Sobczak-Szelc y Fekih, 2020). En Marruecos, las sequías y las inundaciones intensificadas por el cambio climático y que afectan a la agricultura inducen (en conjunto con otros factores, como la pobreza) diversas formas de movilidad humana (Fernández et al., 2019).

En la misma línea, en el Pacífico, la situación en los archipiélagos de escasa elevación, como Kiribati, Fiji o Tuvalu también es complicada y ya están teniendo lugar traslados de personas que huyen de las tormentas cada vez más intensas y de las consecuencias de la elevación del nivel del mar en los cultivos y en la calidad del agua (Piggott-McKellar et al., 2019). En Vanuatu, el cambio climático, los desastres y la degradación ambiental también están exacerbando la movilidad humana forzada, a menudo hacia los centros urbanos. En este Estado, al igual que en Fiji, han desarrollado unas guías y políticas específicas para las reubicaciones y los desplazamientos vinculados al cambio climático (Gobierno de Fiji, 2018; Gobierno de Vanuatu, 2018; Gobierno de Fiji, 2019).

Como también evidencian los casos señalados, una característica de las migraciones climáticas es que son multicausales, heterogéneas y forzadas. No se trata de movimientos masivos desde el Sur al Norte global, pero los datos que por ahora tenemos de desplazamientos internos asociados a desastres - más de 30 millones de nuevos casos en 2020 (IDMC, 2021) y cerca de 23,7 millones en 2021 (IDMC, 2022) - indican la magnitud y la importancia de los factores ambientales y climáticos en la movilidad humana.

## I. 2. La (des)protección jurídica y propuesta para superarla

En los últimos años se han venido desarrollando una serie de propuestas políticas y jurídicas dirigidas a la protección jurídica de las migraciones climáticas. Un ejemplo son los Principios de Península sobre el Desplazamiento Climático dentro de los



Estados (Displacement Solutions, 2013). Otra iniciativa pionera fue la Iniciativa Nansen “Hacia la Protección de las Personas Desplazadas a través de Fronteras en el Contexto de Desastres y Climático”, de la que surgió la Agenda para la Protección de las Personas Desplazadas a través de Fronteras en el Contexto de Desastres y Cambio Climático y la Plataforma sobre el Desplazamiento por Desastres (PDD).

También cabe mencionar la Declaración de Nueva York para los Refugiados y los Migrantes, el Pacto Mundial para la Migración Segura, Ordenada y Regular y el Pacto Mundial sobre los Refugiados, que mantienen las migraciones climáticas en el debate político, así como la adopción de otros instrumentos no vinculantes, como el Marco de Acción de Sendai para la Reducción del Riesgo de Desastres 2015-2030; la Agenda de Desarrollo Sostenible 2030 y la Declaración de Principios de Sídney sobre la protección de las Personas Desplazadas en el Contexto del Aumento del Nivel del Mar, adoptada en Australia en 2018 por la Asociación de Derecho Internacional. Aunque también tiene sus limitaciones, en África se adoptó el marco de políticas migratorias de las Uniones Africanas para África (2018-2030) y el Protocolo del Tratado por el que se establece la libre circulación de personas, el derecho de residencia y el derecho de establecimiento, que sentaron las bases para reducir los desafíos de las migraciones transfronterizas, incluso para quienes migran debido a impactos climáticos graduales (Wood, 2019).

Poco a poco se está detectando una progresiva inclusión de referencias a la movilidad humana inducida por el cambio climático en los marcos jurídicos nacionales (del cambio climático y de la movilidad humana), como ocurre por ejemplo en México, Perú y Bolivia. En el plano político, cada vez se desarrollan y adoptan más políticas públicas específicas, como las señaladas de Fiji o Tuvalu (Felipe, 2021). Incluso en las contribuciones nacionales determinadas (NDC, por sus siglas en inglés) cada vez se están integrando más cuestiones de movilidad humana. De las 156 partes que han presentado sus NDC entre 2020 y 2022, el 39% hace de alguna forma referencia a la movilidad humana. La mayoría de ellas en África, Asia, Sudamérica y Centroamérica (Slycan Trust, 2022). Asimismo, cabe mencionar la reciente aprobación en Argentina del “Programa especial de visado humanitario para personas nacionales y residentes en los Estados Unidos Mexicanos, Centroamérica y el Caribe desplazadas por desastres socio-naturales”, que entró en vigor en mayo de 2022 y que tiene como objetivo autorizar la tramitación de permisos de ingreso y visados por razones humanitarias a personas que se hayan visto forzadas a desplazarse de su lugar de residencia habitual a raíz de desastres socio-naturales (Gobierno de Argentina, 2022).

## II- La noción del “refugio climático”: orígenes y evolución

A pesar de lo señalado en el apartado anterior, la realidad actual es que quienes se trasladan por motivos ambientales o climáticos, siguen sin estar suficientemente contemplados y contempladas por el Derecho internacional. Por lo general, el Derecho internacional y las políticas internacionales se han mostrado bastante ajenas a las migraciones climáticas (Felipe, 2019). Para superar esta situación, en los últimos años se han desarrollado una serie de propuestas, con diferente alcance y con mayor o menor éxito. Estas abarcan ideas como la creación de un tratado internacional (Hodkinson, Burton y Young, 2010; Prieur, 2011), de un protocolo a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (Biernmann y Boas, 2008) o a la Convención de Ginebra sobre el Estatuto de los Refugiados (Docherty y Gianninni, 2009), hasta la infructuosa propuesta que se debatió en el Parlamento europeo de adoptar un visado humanitario por motivos climáticos (Felipe, 2022).

Una de las iniciativas más llamativas y sobre la que más se ha escrito para proteger a las personas migrantes climáticas es la aplicación de la Convención de Ginebra sobre el Estatuto de los Refugiados de 1951 y de su Protocolo de Nueva York de 1967 (Convención de Ginebra, en adelante), ya sea interpretándola ampliamente sin necesidad de modificarla o abriéndola a debate entre los Estados parte para incluir una referencia explícita al cambio climático, los desastres u otras formas de degradación ambiental.

## II.1. La Convención ginebrina y la definición de persona refugiada

El régimen internacional del asilo surgió al final de la Segunda Guerra Mundial y al comienzo de la Guerra Fría. La Convención sobre el Estatuto de los Refugiados se adoptó en Ginebra en 1951 y fue el primer tratado internacional cuya finalidad era otorgar protección jurídica y asistencia a las personas solicitantes de asilo. Esta Convención, que entró en vigor en 1954, fue enmendada en 1967 por el Protocolo sobre el Estatuto de los Refugiados, que modificó las restricciones en cuanto a quién podía solicitar el estatuto de persona refugiada. En un primer momento, la Convención de Ginebra establecía una marcada limitación temporal, ya que reconocía el estatuto de refugiado solo a quienes huían de los “acontecimientos ocurridos antes del 1 de enero de 1951”, y espacial, pues restringía los hechos de la persecución al continente europeo. El principal objetivo del Protocolo fue ampliar el rango de personas que podían solicitar el estatuto de refugiadas, pues que cada vez iban surgiendo nuevos conflictos y se incrementaba el número de personas que se veían forzadas a abandonar sus países.

Como se puede observar, aunque se amplió, el actual régimen internacional del refugio se fundamenta en un objetivo político concreto del que se deriva una “tendencia inherentemente restrictiva de su alcance material y temporal” (Espósito y Torres, 2012:17). Entre otros motivos, esto se debe a que este marco normativo fue adoptado en unos momentos de la historia de la humanidad muy diferentes a los actuales en los que la crisis climática no era una prioridad.

La Convención y el Protocolo comprenden disposiciones relacionadas con la definición jurídica de quien es una persona refugiada, el estatuto jurídico, los derechos y las obligaciones de estas personas en el país de acogida y otras sobre la aplicación de dichos instrumentos desde el punto de vista administrativo y diplomático. Sin embargo, no contemplan una definición del término “persecución”, ni establecen un órgano internacional de control para garantizar una interpretación uniforme de la Convención.

No fue sencillo acordar entre los Estados la definición de persona refugiada contenida en esta Convención ya que países como Estados Unidos apoyaban una definición más restringida, mientras que los Estados europeos occidentales preferían una definición más amplia (Aleinikoff, 2002). En la actualidad, la Convención ginebrina define como persona refugiada a aquella que:

se encuentre fuera del país de su nacionalidad y no pueda o, a causa de dichos temores, no quiera acogerse a la protección de tal país; o que, careciendo de nacionalidad y hallándose, a consecuencia de tales acontecimientos, fuera del país donde antes tuviera su residencia habitual, no pueda o, a causa de dichos temores, no quiera regresar a él (artículo 1A 2).

Hoy en día, la Convención sobre el Estatuto de los Refugiados de las Naciones Unidas, y su Protocolo de Nueva York de 1967 son los instrumentos jurídicos internacionales

sobre personas refugiadas más consolidados. En mayo de 2022, eran 146 los Estados Partes de la Convención y 147 del Protocolo. Sin embargo, a pesar de su adopción generalizada, muchos países que son principalmente de acogida todavía no se han adherido a estos instrumentos. La mayoría de estos Estados se encuentra en Oriente Medio y en el sur y sureste de Asia (Janmyr, 2021). De hecho, algunos de los países en los que se espera que lleguen personas migrantes climáticas procedentes de Estados vulnerables cercanos, como India o Bangladesh, no han ratificado estos instrumentos.

Otros instrumentos de carácter regional han expandido la definición ginebrina de persona refugiada. Estos son la Convención de la Organización de la Unión Africana sobre los Refugiados de 1969 (África) y la Declaración de Cartagena sobre los Refugiados de 1984 (América Latina). Estos instrumentos regionales incluyen las “situaciones que han alterado gravemente el orden público” entre las causas para migrar de manera forzada internacionalmente. Sin embargo, tampoco se están aplicando ampliamente para dar cabida a las personas migrantes climáticas que tienen que abandonar sus países de origen.

## II.2. La noción del “refugio climático”

A pesar de una definición jurídica tan acotada, el término “refugiado/a ambiental” o “refugiado/a climático/a” ha sido uno de los más utilizados desde que comenzara a analizarse la relación entre la movilidad humana y las condiciones ambientales. Lester Brown, del *Worldwatch Institute*, fue uno de los primeros en utilizar el término *environmental refugee* en 1976 (Brown, 1976) pero el autor que más ha sido citado como pionero en el uso de este concepto es El-Hinnawi (Hinnawi, 1985). Con el uso de esta terminología, El-Hinnawi buscaba llamar la atención a cerca de los efectos devastadores de la contaminación y del desarrollo en las poblaciones, no pretendía que se extendiera el alcance del estatuto jurídico internacional de las personas refugiadas (Lyster, 2015). Como señalaba Jane McAdam (2012b) ya en 2012, esta misma estrategia es la que muchas ONG y medios de comunicación siguen utilizando para alertar de los graves impactos del cambio climático en la movilidad humana.

Tras El-Hinnawi, esta denominación se ha seguido empleando comúnmente en múltiples publicaciones (Beniston, 2010; Biermann y Boas, 2010a, Borràs, 2006; Hartmann, 2009; Myers y Kent, 1995; Sakakibara, 2008; Westra, 2009; Tripathi, 2017; Tetrzik, 2018; Gemenne, 2018; Ahmed, 2018; Pajares, 2020; Solanes, 2020; Behrman y Kent, 2022). En algunos casos se hace con desconocimiento de las implicaciones jurídicas de esta terminología, mientras que en otros se busca llamar la atención sobre la gravedad de las migraciones climáticas, visibilizar la importancia del cambio climático o, realmente, para abogar por el uso de la Convención de Ginebra para proteger a las personas afectadas. En este sentido, una de las propuestas para proteger a las personas migrantes climáticas ha consistido en la modificación del artículo 1.A. (2) de la Convención de Ginebra, añadiendo específicamente a la definición de persona refugiada otras causas como podrían ser los impactos de la crisis climática o condiciones ambientales degradadas, que ponen en peligro la vida, la salud, el sustento de los hogares y el uso de los recursos.

Por ejemplo, en 2006, el gobierno de las islas Maldivas propuso enmendar la Convención de Ginebra para ampliar la definición jurídica de refugiado con el fin de incluir la figura de las y los refugiados ambientales (Biermann y Boas, 2010b). En la misma línea, en la decimoquinta sesión de la Conferencia de las Partes (COP 15) de la Convención Marco de las Naciones Unidas para el Cambio Climático (CMNUCC), celebrada en Copenhague en 2009, el Ministro de Finanzas de Bangladesh propuso

una idea semejante y comentó que si la Convención de Ginebra había sido revisada por otros motivos, esta vez podía modificarse para incluir a las y los “*environmental refugees*” (Grant, Randerson y Vidal, 2009; Kelley, 2011; Kraler et al., 2011). Por su parte, algunas organizaciones de la sociedad civil, como Ecologistas en Acción, han demandado la revisión urgente del concepto jurídico de refugiado para poder ampliarlo a nuevas realidades sociales, como es la que resulta del deterioro del medio ambiente y del cambio climático (Ecologistas en Acción, 2007).

Cooper (1998) fue una de las pioneras en la defensa de la utilidad de la Convención de Ginebra para otorgar el estatuto de persona refugiada a quienes se trasladan a nivel internacional de manera forzosa por motivos ambientales, incluyendo el cambio climático. Mediante el análisis de tres casos (la desertificación en el Sahel, la elevación del nivel del mar en los pequeños Estados insulares y el accidente de Chernóbil), la autora quería demostrar que quienes ella denominaba “refugiados/as ambientales”, ya encajaban en la Convención, sin necesidad de modificarla. La autora consideraba que denegar el estatuto de persona refugiada a quienes se trasladan por motivos climáticos porque no se ajustan a la perfección a la estrecha definición de la Convención es inconsistente con el espíritu mismo con el que fue creada, inspirada en los principios de dignidad y humanidad.

Otra de las razones que se han argumentado a favor de la modificación y ampliación del concepto de persona refugiada de la Convención de Ginebra es que su implementación resultaría relativamente fácil, ya que las Partes de la Convención ya tienen en funcionamiento el sistema operativo para reconocer a las personas refugiadas en el lugar de acogida y no tendría que construirse un nuevo sistema partiendo de cero (Kraler, 2011).

Además, como comentábamos en el informe de ECODES de 2021 “Migraciones climáticas. Avances en el reconocimiento, la protección jurídica y la difusión de estas realidades” (Felipe, 2021b), los desastres y el cambio climático pueden proporcionar un telón de fondo para la persecución, como, por ejemplo, cuando se niega la asistencia humanitaria a grupos determinados de población o se exacerba la discriminación existente. Asimismo, los desastres y los impactos climáticos pueden cruzarse con otros factores de desplazamiento, como los conflictos, que sí dan lugar a un temor fundado de persecución (McAdam y Pryke, 2020; ACNUR, 2020). También se están desarrollando interesantes análisis innovadores, como es el caso de Scott (2020) que proponen una reconceptualización del concepto de “desastre” que podría inducir una reinterpretación de la Convención ginebrina.

### III. Las limitaciones de la convención ginebrina para abarcar las migraciones climáticas

Además de la limitación que supone que algunos Estados principalmente de acogida de posibles personas migrantes climáticas no hayan adoptado la Convención de Ginebra, comentada previamente, hay otros motivos por los que esta opción no resulta del todo adecuada que se describen a continuación.

Como se mencionó anteriormente, la Convención de Ginebra establece, en su artículo 1 A (2), las cuatro condiciones esenciales a las que está sujeto el otorgamiento del estatuto de persona refugiada: a) fundados temores de persecución; b) por motivos de raza, religión, nacionalidad, pertenencia a determinado grupo social u opiniones políticas; c) que se encuentre fuera de su país de nacionalidad; y d) que no pueda o no quiera acogerse a la protección de tal país. Así, algunos de los motivos por los que esta propuesta no es del todo favorable se relacionan con la propia definición de persona refugiada de la Convención de Ginebra.

## a) Los fundados temores de persecución no son claros de acuerdo con los criterios de la Convención

En el Manual de Procedimientos y Criterios para Determinar la Condición de Refugiado y Directrices sobre Protección internacional en virtud de la Convención de 1951 y el Protocolo de 1967 sobre el Estatuto de los Refugiados, publicado por el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR) en 2019, se identifican los “fundados temores de ser perseguida” como la parte clave, esencial, de la definición de persona refugiada. En el propio manual se explica cómo en la definición de persona refugiada se “excluye a personas como las víctimas del hambre o de los desastres naturales, a no ser que además tengan fundados temores de ser perseguidas por una de las razones señaladas” (ACNUR, 2019:19).

En este sentido, el temor fundado a una persecución, en términos jurídicos, es el concepto de la definición de persona refugiada establecida por la Convención de Ginebra que resulta más difícil de adaptar en el contexto de las migraciones climáticas, ya que, entre otros aspectos, es muy difícil definir los tres elementos clave de los “fundados temores de ser perseguida”, es decir: al persecutor, determinar el hecho causante en sí de la persecución y establecer claramente que el temor es fundado.

En relación con el agente persecutor, no existe una definición universalmente aceptada de este concepto (ACNUR, 2019). De forma general, se puede interpretar como persecutor al gobierno de origen, a otros Estados (especialmente a los enriquecidos) o a la propia degradación ambiental provocada por el cambio climático. Sin embargo, históricamente y aún en la actualidad, el término “persecutor”, o “agentes de la persecución”, ha sido interpretado de manera restrictiva como un acto del gobierno, es decir, de las autoridades de un país contra su población. De hecho, en el caso de los traslados inducidos por la crisis climática, la mayoría de las migraciones son internas justamente porque no huyen de la persecución gubernamental pues si huyeran del gobierno, probablemente saldrían del país (Horne, 2006). La persecución también puede emanar de grupos de población que no respetan las normas establecidas por las leyes (ACNUR, 2019).

El término “persecución” tampoco cuenta con una definición internacionalmente aceptada. Desde la Comisión de Ayuda al Refugiado en Euskadi (CEAR Euskadi) comentan que “desde el punto de vista de la protección internacional del asilo, la persecución es definida como la violación grave o sistemática o sostenida de los derechos humanos de una persona por motivos de raza, religión, nacionalidad, pertenencia a determinado grupo social u opinión política” (CEAR Euskadi, 2014). Así, el término “persecución” implica que las violaciones de derechos humanos sean particularmente serias, tanto por su naturaleza inherente como por su repetición y que esta es una cuestión de grado y proporción, que no se da normalmente en el caso de las migraciones climáticas (McAdam, 2012b).

Además, en el Derecho internacional de las personas refugiadas es necesario, a su vez, un elemento de discriminación para pasar de la mera “no realización” a la “violación” de un derecho, de forma que constituya una persecución. En otras palabras, es necesario demostrar que el persecutor está “atacando” a una persona o grupo de personas de manera específica y no aleatoria por un atributo de la misma o de las mismas, sea este real o percibido. Este atributo debe estar ligado a uno de los cinco motivos (raza, religión, nacionalidad, pertenencia a un determinado grupo social u opiniones políticas) de la definición ginebrina. Así, aunque se pueda llegar a interpretar que en los casos de migraciones climáticas el persecutor son los Estados contaminantes del Norte global, no es posible asegurar que unos Estados

emiten gases de efecto invernadero con la intención de causar daños a otras personas, en este caso a las y los migrantes climáticos. En un caso ante el Tribunal de Apelaciones del Estatuto de Refugiados de Nueva Zelanda, este explicó que no se trataba de un caso donde se pudiera decir que los recurrentes corrieran diferencialmente el riesgo de daños equivalentes a persecución debido a cualesquiera de los cinco motivos de la Convención, pues todas las y las ciudadanas de Tuvalu se enfrentaban a los mismos problemas ambientales y a las mismas dificultades económicas (McAdam, 2010).

En cuanto al carácter “fundado” del temor a la persecución, esta condición “evidencia la necesidad del carácter coactivo de la migración de la persona demandante del estatuto de refugiado”, comentan Espósito y Torres (2012), añadiendo que “la amplia gama de tipos de interrupciones medioambientales no siempre se ajusta a esta condición de ‘causa coactiva’” (p. 18).

## **b) Los motivos de persecución no incluyen las causas ambientales o climáticas**

La Convención ginebrina no contempla de manera explícita las causas climáticas como agentes causantes. Así, al menos en principio, la persecución debe estar motivada por uno o por varias de las razones establecidas en el artículo 1A (2), es decir: por cuestiones políticas, étnico-raciales, religiosas o sociales. Los motivos de raza, religión, opinión política o nacionalidad dejan poco espacio a una reinterpretación para dar cabida a quienes migran en el contexto del cambio climático.

Aun así, la “pertenencia a un determinado grupo social” ha llevado a diferentes interpretaciones en distintas jurisdicciones y aunque en algunos casos puede llegar a considerarse a quienes huyen de los impactos del cambio climático como un “determinado grupo social” (Cooper, 1998, Galindo, 2001) esta interpretación resulta forzada ya que aunque es cierto que el cambio climático afecta más a unos países y personas que a otras, no lo hace de forma discriminatoria en sí, es decir, los impactos del cambio climático no están ligados a las características particulares de una persona, como sus creencias o su raza. Por tanto, resulta muy complicado argumentar que las personas migrantes climáticas constituyen un determinado grupo social ya que se requiere que el grupo discriminado deba estar interconectado por una característica fundamental e inmutable que sea diferente del propio riesgo de persecución en sí (McAdam, 2010; McAdam, 2012a).

## **c) La mayoría de traslados ocurren a nivel interno**

La Convención de Ginebra establece como requisito indispensable para el otorgamiento del estatuto de persona refugiada la condición de que quien la solicite se encuentre fuera del país de su nacionalidad, sin existir excepciones a esta regla. Como demuestran los casos analizados en apartados previos, la mayoría de los movimientos de población inducidos por los impactos de la crisis climática ocurren dentro de los países. En otras palabras, en el caso de las migraciones inducidas por el cambio climático, la mayoría tiene y tendrá lugar en el ámbito interno de un Estado (Hugo, 1996; Myers, 2001; Massey et al., 2010; Hoffman et al., 2021).

Si bien es cierto que hoy en día algunas personas se trasladan fuera de sus fronteras por motivos ambientales y climáticos para quienes esta propuesta podría tener cierta utilidad, existe un perfil mayoritario que cuenta con menos recursos y que se traslada internamente. Este trayecto, además, es menos costoso y no suele encerrar tantos peligros como otras rutas más arriesgadas (Domínguez, et al., 2020).

Tengamos en cuenta que solo en 2021 más de 4400 personas perdieron la vida intentando llegar al Estado español, la mayoría en la ruta canaria (Caminando Fronteras, 2022). Además, salvo en el caso de los pequeños Estados insulares de escasa elevación, en la mayoría de los casos, no ocurrirá que todo el territorio de los Estados se vea completamente afectado de manera irreversible provocando la necesaria expulsión de su población a otro Estado. Es decir, seguramente se podrán encontrar opciones a nivel interno.

En definitiva, aunque este instrumento pueda ser útil para determinados casos puntuales de migraciones climáticas, el que solo sea de utilidad para las situaciones en las que se cruzan fronteras internacionales es otro inconveniente importante a la hora de promover la Convención de Ginebra para proteger a quienes se trasladan debido al cambio climático.

#### **d) Los Estados de origen normalmente no dejan de proteger a su población**

Muchas de las personas que se marchan de sus hogares por motivos climáticos no lo hacen porque no “puedan o no quieran acogerse a la protección de tal país”. Al contrario que las personas refugiadas contempladas en la Convención de Ginebra que con frecuencia huyen de sus propios gobiernos, por lo general, quienes escapan de los efectos del cambio climático no tienen el deseo de marcharse de sus propios países ya que no sufren su persecución (Kälin y Schrepfer, 2012b).

En este sentido, por ejemplo, los gobiernos de las Maldivas, Kiribati y Tuvalu no son persecutores, en el sentido de que no son los principales responsables de las inundaciones o de la elevación del nivel del mar, ya que su huella de carbono es insignificante en comparación con los mayores emisores de gases de efecto invernadero, y de que intentan, en la medida de lo posible, proteger a su población (Puthucheril, 2012). En el caso de Fiji, Tuvalu o Kiribati, por ejemplo, las y los habitantes argumentan que son las acciones de otros Estados las que, en último lugar, fuerzan su traslado, no las acciones de sus propios líderes y líderes gubernamentales (McAdam, 2012a). Los gobiernos de estos países no les han abandonado, sino que están intentando activamente asistirles, dentro de sus posibilidades, en cuanto a los impactos climáticos (Wyman, 2013). Además, muchos de estos países están desarrollando las estrategias necesarias para proteger a su población de los peores impactos de la crisis climática, como es el ya citado caso de Fiji y Vanuatu.

Además de los anteriores, otros importantes motivos por los que es necesario ampliar la mirada más allá de la Convención de Ginebra son que muchas de las propias personas afectadas no quieren ser consideradas “refugiadas” y los peligros que podría suponer el abrir la discusión entre los Estados parte de la Convención de Ginebra en el contexto geopolítico de los últimos años y de la actualidad.

#### **e) Escuchemos las voces de las personas afectadas: “no nos estamos hundiendo, estamos luchando”**

Si se analiza la situación de las migraciones climáticas desde el punto de vista de las personas afectadas, se ha de tener en cuenta que, a menudo, no quieren verse definidas como víctimas o “refugiadas”, sino como agentes activos. Especialmente en las islas del Pacífico, las y los habitantes no quieren ser caracterizados como refugiados ya que esta conceptualización conlleva angustia e importancia y no visibiliza que muchas de estas personas todavía cuentan con una capacidad de

adaptación y un poder de resiliencia muy importantes ante los efectos adversos de la crisis climática.

Consideran que, si la atención se pusiera en el refugio, se dejaría de prestar importancia a la adaptación *in situ*. También opinan que abogar por un estatuto de persona “refugiada climática” equivaldría a admitir la derrota en la lucha contra el aumento del nivel del mar y otros impactos climáticos. En la misma línea, se oponen (sobre todo los pequeños países insulares) a ser asociados por la comunidad internacional a otros países de los que huyen personas refugiadas “políticas” ya que entienden que esos países a menudo son estados fallidos en los que se persigue a su propia población y, en su caso, consideran que no lo son y que se está haciendo todo lo posible para ayudar a su población. También creen que centrarse en esta estrategia y no en la adaptación *in situ* podría ser utilizado por los países enriquecidos como excusa para no seguir destinando fondos a la adaptación y, así, eludir responsabilidades (McNamara y Chris, 2009; Gemenne, 2018).

## f) El contexto político no es favorable

Por otro lado, uno de los motivos argüidos para no promover la modificación de la definición es que en el contexto actual una renegociación de la Convención de 1951, podría dar lugar a una reducción de las normas de protección de las personas refugiadas e incluso socavar todo el régimen de protección internacional del refugiado (ACNUR, 2008; Keane, 2004).

Otro de los argumentos negativos ante la idea de utilizar la Convención es que el ACNUR no se ha manifestado de acuerdo con la iniciativa. El Alto Comisionado ha argumentado que podría verse desbordado ante el gran número de personas al que debería otorgar protección (Biermann y Boas, 2010a). A pesar de que podría extender su mandato realizando una interpretación extensiva de la Convención de Ginebra para abarcar a las y los “refugiados climáticos” (Espósito y Torres, 2012) y de que ha reconocido que algunas personas que huyen en el contexto de los efectos adversos del cambio climático y de los desastres podrían tener demandas válidas para el estatuto de persona refugiada en base a la Convención de Ginebra (ACNUR, 2020), en 2008 expuso en un informe en el que se resumía su posición ante este tema, que:

El ACNUR tiene grandes reservas respecto a la terminología y noción de los refugiados por desastres ambientales o refugiados por el clima. Estos términos no cuentan con una base en el derecho internacional de refugiado [...]. El ACNUR considera que con cualquier iniciativa para modificar esta definición se correría el peligro de una renegociación de la Convención de 1951, que en el entorno actual puede dar lugar a una reducción de las normas de protección del refugiado e incluso socavar todo el régimen de protección internacional del refugiado” (ACNUR, 2008: 8-9).

De hecho, McNamara (2007) realizó en 2004 un estudio basado en 45 entrevistas a personal de las Naciones Unidas y concluyó que la mayoría se oponía a la inclusión del cambio climático como una de las causas que dan lugar a migraciones de las que la institución tuviera que hacerse cargo. En la misma línea del ACNUR, la OIM y el Grupo Político de Refugiados se han venido resistiendo a la ampliación del concepto de persona refugiada de la Convención de Ginebra (Castillo, 2011; Ionesco, 2019).

Hay que sumar la presión por parte de los países del Norte global que, por lo general, se muestran cada vez más reticentes a la hora de aumentar el número de personas a



las que han de dar asilo. Ya en 1998 Cooper comentaba que la falta de voluntad de los gobiernos nacionales y de las poblaciones nacionales para aceptar a refugiados y refugiadas adicionales crea la resistencia más poderosa a la expansión de la definición de persona refugiada. Países enriquecidos, como Estados Unidos y muchos de los Estados miembros de la Unión Europea se han venido oponiendo a la inclusión de la figura del refugio ambiental o climático en la Convención de Ginebra de 1951, pues asumen que, si se ampliara la definición, tendrían que hacerse cargo de un mayor número de personas (Biermann y Boas, 2010a; Castillo, 2011; Horne, 2006).

#### IV- Apuntes sobre el caso Teitiota C. Nueva Zelanda

El hecho de que en la actualidad la Convención de Ginebra de 1951 y su Protocolo no contemplan los casos de refugio climático ha quedado plasmado en los diferentes casos en los que se ha solicitado. Desde el año 2000 se han presentado varios casos en Nueva Zelanda y en Australia en los que personas con procedencia de Estados insulares de escasa elevación del Océano Pacífico, como Tuvalu, Kiribati y Tonga, han alegado que merecen recibir protección como refugiadas debido a los impactos del cambio climático que están sufriendo en sus islas (McAdam, 2010).

Por ahora, en ninguno de los casos la persona ha conseguido el estatuto de refugiado que otorga la Convención de Ginebra, pues, entre otros motivos, en todos los casos se falló que el miedo a que se produjera un daño no equivalía a persecución, además de que no había un impacto diferenciado entre el solicitante con respecto al resto de los habitantes de la isla (McAdam, 2012a).

Uno de los casos más conocidos es el de un ciudadano de Kiribati, Ioane Teitiota, que solicitó ante la Corte de Justicia neozelandesa ser reconocido como refugiado climático. El Sr. Teitiota vivía en Nueva Zelanda desde 2007, donde permaneció hasta después de que su permiso de residencia expirara (Loewe, 2014). Teitiota clamaba que no podía vivir en Kiribati, donde la situación debido a la elevación del nivel del mar, asociada al cambio climático hacía peligrar su vida. Sin embargo, las Cortes neozelandesas rechazaron la demanda ya que argumentaban que la situación del Sr. Teitiota no cumplía con los criterios establecidos en el artículo 1 A (2) de la Convención de Ginebra. A pesar de que en un primer momento parecía que se le iba a permitir permanecer en el país por motivos humanitarios, en septiembre de 2015 se vio obligado a regresar a su país de origen.

Teitiota llevó su caso ante el Comité de Derechos de las Naciones Unidas, pero este Comité también rechazó su solicitud en base a la definición jurídica actual de persona refugiada, en la que no encajan las causas climáticas. Aun así, el Dictamen<sup>2</sup> abrió la puerta a la posible futura aplicación de la no devolución (*non-refoulement*) en casos en los que la crisis climática vulnera el derecho a la vida. Concretamente el párrafo 9.11 del Dictamen contempla que:

si no se toman enérgicas medidas en los planos nacional e internacional, los efectos del cambio climático en los Estados receptores pueden exponer a las personas a la violación de sus derechos dimanantes de los artículos 6 o 7 del Pacto, haciendo que entren en juego las obligaciones de no devolución de los Estados de origen. Asimismo, dado que el riesgo de que todo un país quede sumergido bajo el agua es tan extremo, las condiciones de vida en tal país pueden volverse incompatibles

2 Véase: *Ioane Teitiota v. New Zealand (advance unedited version)*, CCPR/C/127/D/2728/2016 Comité de Derechos Humanos de Naciones Unidas, 7 de enero de 2020. Disponible en: [www.refworld.org/cases,HRC,5e26f7134.html](http://www.refworld.org/cases,HRC,5e26f7134.html)

con el derecho a una vida digna antes de que el riesgo se materialice.

A la luz de lo anterior, dos casos recientes en diferentes jurisdicciones han activado la obligación de no devolución y han tenido en cuenta los factores ambientales (no estrictamente climáticos). A finales de 2020 un Tribunal de Apelaciones francés anuló una orden de expulsión contra un ciudadano de Bangladesh alegando que su enfermedad respiratoria se agravaría debido a la contaminación del aire en su país de origen<sup>3</sup>. En otra decisión reciente sobre una persona procedente de Afganistán, un Tribunal Administrativo Superior de Alemania declaró la prohibición de la deportación basándose en lo establecido en la Ley de Inmigración alemana y en el marco normativo internacional de los derechos humanos. El principal argumento del tribunal fue que las condiciones humanitarias en Afganistán se habían deteriorado gravemente debido a la pandemia de la COVID-19. En este caso se mencionaron explícitamente “las condiciones ambientales, como el clima y los desastres” como factores determinantes de esta grave situación<sup>4</sup>.

## Reflexiones finales

Los efectos adversos de la crisis climática son un nuevo factor de expulsión que no puede continuar negándose. En la actualidad, el Derecho Internacional de las personas refugiadas (así como los instrumentos regionales y complementarios del mismo) no es útil para la mayoría de personas migrantes climáticas. Como comentaba Arenas, estos

resultan instrumentos reactivos que no tratan las causas en el origen del desplazamiento, ni son útiles para proporcionar una protección preventiva, ni para anticipar escenarios, al margen de que el requisito del cruce de una frontera internacional deja fuera de su aplicación a la mayoría de los desplazados por causas medioambientales (2012: 230).

La Convención de Ginebra fue adoptada hace ya más de 70 años para dar respuesta a un problema particular, con un alcance material y temporal determinado. Aunque pueda interpretarse de manera más extensiva y, ciertamente, es necesario que se actualice para atender a las necesidades del siglo XXI, marcado por la crisis climática, existen motivos jurídicos y políticos de peso que invitan a no centrar todos los esfuerzos en esta opción, sino a ampliar el debate para dar cabida a otras formas de protección más efectivas.

Además, si se tienen en cuenta las voces de muchas de las personas afectadas y el contexto geopolítico actual, la extensión del alcance de la Convención para incorporar la noción del refugio climático seguirá siendo problemática en los próximos años en los que continuará encontrando fuerte resistencia por parte de la comunidad internacional. Aunque en determinados casos pueda llegar a ser una idea plausible y necesaria, no lo será ni en el corto plazo ni para la mayoría de las personas que se han de trasladar por motivos climáticos.

La Convención de Ginebra es un instrumento clave en el conjunto de medidas de protección que podrían ponerse en marcha, pero se debe combinar con otras

---

3 Véase: CAA de BORDEAUX, 2ème chambre, 18 décembre 2020, 20BX02193, 20BX02195, Inédit au recueil Lebon.

4 Véase: VGH Baden-Wuerttemberg, judgement of 17 December 2020. Disponible en: <https://dejure.org/dienste/vernetzung/rechtsprechung?Gericht=VGH%20Baden-W%FCrttemberg&Datum=2020-12-17&Aktenzeichen=A%2011%20S%202042/20>

estrategias que, a corto plazo, sirvan para mejorar la situación de las personas migrantes climáticas y garantizar sus derechos humanos, crucen fronteras internacionales o no.

## Referencias

- ACNUR (2008). *Cambio climático, desastres naturales y desplazamiento humano: la perspectiva del ACNUR. Actualización*. Ginebra. Ginebra: Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados.
- ACNUR (2019). *Manual de procedimientos y criterios para determinar la condición de Refugiado y Directrices sobre Protección Internacional en virtud de la Convención de 1951 y el Protocolo de 1967 sobre el Estatuto de los Refugiados*. Ginebra: Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados.
- ACNUR (2020). *Legal considerations regarding claims for international protection made in the context of the adverse effects of climate change and disasters*. Disponible en: [www.refworld.org/docid/5f75f2734.html](http://www.refworld.org/docid/5f75f2734.html)
- Ahmed, B. (2018). Who takes responsibility for the climate refugees? *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, 10(1), 5-26.
- Aleinikoff, A. (2002). *Un análisis sobre normas jurídicas internacionales y migración*. Ginebra: Organización Internacional para las Migraciones.
- Amjad, K. (2021). Factors of Climate Migration of Poor Slum Dwellers in Dhaka City. *International Journal of Earth Sciences Knowledge and Applications*, 3(3), 273-288.
- Anglés, M., Maldonado, M. (2020). “La sequía como determinante del desplazamiento climático. Una mirada desde México”. En: Pérez Contreras, M., Ortega Velázquez, E. (Coord.). *Migración forzada, derechos humanos y niñez*. México: Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM.
- Arenas, N. (2012). “El cambio climático y los desplazamientos de población. La migración como estrategia de adaptación”. En Giles Carnero, Rosa (Ed.), *Cambio Climático, Energía y Derecho Internacional: Perspectivas de Futuro* (pp. 221 - 234). España: Aranzadi.
- Barrett, E. (2021). “Navigating climate change adaptation assistance for communities: a case study of Newtok Village, Alaska”. *Journal of Environmental Studies and Sciences*, 11, 329-340.
- Behrman, S., Kent, A. (2022). *Climate Refugees. Global, Local and Critical Approaches*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Beniston, M. (2010). “El cambio climático y sus repercusiones: crecientes factores de estrés para las sociedades humanas”. *International review of the Red Cross*, 879, 329-341.
- Biermann, F., Boas, I. (2010a). “Preparing for a Warmer World: Towards a Global Governance System to Protect Climate Refugees”. *Global Environmental Politics*, 10(1), 60-88.
- Biermann, F., Boas, I. (2010b). “The Case of Protecting Climate Refugees”. En F. Biermann, P. Pattberg, F. Zell (Eds.), *Global Climate Governance Beyond 2012: Architecture, Agency and Adaptation* (255 - 269). Cambridge: Cambridge University Press.

- Biermann, F., Boas, I. (2008). "Protecting Climate Refugees: The Case for a Global Protocol". *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, 50(5), 8-17.
- Borràs, S. (2006). "Refugiados ambientales: el nuevo desafío del Derecho internacional del medio ambiente". *Revista de Derecho (Valdivia)*, 19(2), 85 - 108.
- Bower, E., Weerasingue, S. (2021). *Leaving Place, Restoring Home: Enhancing the Evidence Base on Planned Relocation Cases in the Context of Hazards, Disasters, and Climate Change*. Platform on Disaster Displacement (PDD) and Andrew & Renata Kaldor Centre for International Refugee Law.
- Bower, E., Weerasingue, S., Mokhnacheva, D. (2022). "Mapping of planned relocation cases: a foundation for evidence-based policy and practice". *Forced Migration Review*, 69, 48-51.
- Albert S., Bronen R., Tooler N., Leon J., Yee D., Ash J., Boseto D., Grinham A. (2018). "Heading for the hills: climate-driven community relocations in the Solomon Islands and Alaska provide insight for a 1.5°C future". *Regional Environmental Change*, 18, 2261-2272.
- Brown, L. (1976). *Twenty-Two Dimensions of the Population Problem*. Disponible en: <http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED128282.pdf>.
- Caminando Fronteras (2022). *Monitoreo del Derecho a la Vida en la Frontera Occidental Euroafricana. Año 2021*. Disponible en: <https://caminandofronteras.org/monitoreo/monitoreo-del-derecho-a-la-vida-2021/>
- Campbell, B. M., Vermeulen, S.J., Aggarwal, P. K., Corner-Dolloff, Caitlin, Girvetz, E., Loboguerrero, A.M., Ramirez-Villegas, J., Rosenstock, T., Sebastian, L., Thornton, P. K., Wollenberg, E. (2016). "Reducing risks to food security from climate change". *Global Food Security*, 11, 34-43.
- CARE International (2020). *Evicted by Climate Change. Confronting the Gendered Impacts of climate-Induced Displacement*. La Haya: CARE International.
- Castillo, J. (2011). *Migraciones Ambientales: Huyendo de la Crisis Ecológica en el siglo XXI*. Barcelona: Virus editorial.
- CEAR Euskadi (2014). *Persecución*. Disponible en: <https://diccionario.cear-euskadi.org/persecucion/>
- Clayton, S. (2020). *Climate anxiety: Psychological responses to climate change*. *Journal of Anxiety Disorders*, 74, 102263.
- Cooper, J. (1998). *Environmental Refugees: Meeting the Requirements of the Refugee Definition*. N.Y.U: *Environmental Law Journal*, 1, 480.
- Displacement Solutions (2013). *Principios de Península sobre el Desplazamiento Climático dentro de los Estados*. Disponible en: <http://displacementsolutions.org/wp-content/uploads/Peninsula-Principles-Spanish.pdf>
- Docherty, B., Giannini, T. (2009). "Confronting a Rising Tide: a Proposal for a Convention on Climate Change Refugees". *Harvard Environmental Law Review*, 33, 349-403.

- Domínguez, I., Ferreo, R., Mesa, B., Pérez, M., Pinyol-Jiménez, G., Terrón, A. (2020). *Flujos Migratorios en el Mediterráneo: causas, políticas y reforma. Documento de Trabajo Opex N° 102/2020*. Madrid: Fundación Alternativas.
- Dun, O., Gemenne, F. (2008). “Defining “environmental migration”. *Forced Migration Review*, 31, 10-11.
- Ecologistas en Acción (2007). *Refugiados ambientales: el gran desafío del Derecho Internacional y de la lucha contra la desertificación*. Disponible en: [www.ecologistasenaccion.es/articulo8976.html](http://www.ecologistasenaccion.es/articulo8976.html)
- El-Hinnawi, E. (1985). *Environmental Refugees*. Nairobi: Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente.
- Espósito, C., Torres, A. (2012). “Cambio climático y derechos humanos: el desafío de los ‘nuevos refugiados’”. *Revista de Derecho Ambiental de la Universidad de Palermo*, 1, 7-32.
- Felipe Pérez, B. (2021). *Migraciones climáticas Avances en el reconocimiento, la protección jurídica y la difusión de estas realidades*. Madrid: Ecodes.
- Felipe Pérez, B. (2022). “El visado climático europeo como instrumento de protección jurídica para las personas migrantes climáticas”. *Revista Española de Derecho Internacional*, 74, 193-200.
- Felipe Pérez, B., Tomaselli, A. (2021). “Indigenous Peoples and climate-induced relocation in Latin America and the Caribbean: managed retreat as a tool or a threat?” *Journal of Environmental Studies and Sciences*, 11, 352-364.
- Felipe Pérez, B. (2019). *Las migraciones climáticas ante el ordenamiento jurídico internacional*. Pamplona: Aranzadi.
- Fernández, C., Sierra-Huedo, M.L., Chinarro, D. (2019). “Climate Change-Induced Migration in Morocco: Sub-Saharan and Moroccan Migrants”. En: Paradiso, M. (Ed.). *Mediterranean Mobilities (177-194)*. Reino Unido: Springer.
- Galindo, F. (2001). “Consideraciones sobre la determinación de la condición de refugiado”. En: Namihás, S. (Coord.). *Derecho Internacional de los Refugiados. Capítulo II*. Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Gemenne, F. (2018). “The refugees of the Anthropocene”. En: Mayer, Benoit y Crépeau, François (Eds.). *Research Handbook on Climate Change, Migration and the Law*. Cheltenham y Northampton: Edward Elgar Publishing.
- Gobierno de Argentina (2022). *Disposición 891/2022. Anexo I “Programa especial de visado humanitario para personas nacionales y residentes en los Estados Unidos mexicanos, Centroamérica y el Caribe desplazadas por desastres socio-naturales” (“programa de visado humanitario ambiental”)*. Disponible en: [www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/262784/20220519](http://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/262784/20220519)
- Gobierno de Fiji (2019). *Displacement Guidelines in the Context of Climate Change and Disasters*. Disponible en: [www.pacificclimatechange.net/sites/default/files/documents/Displacement%20Guidelines.%20In%20the%20context%20of%20climate%20change%20and%20disasters..pdf?\\_\\_cf\\_chl\\_jschl\\_tk\\_\\_=pmd\\_T37EycEdBMA\\_IF1oGwiLdy11WuZvHAJns7w5wdgkkKY-1632014847-0-gqNtZGzNAnujcnBszQkR](http://www.pacificclimatechange.net/sites/default/files/documents/Displacement%20Guidelines.%20In%20the%20context%20of%20climate%20change%20and%20disasters..pdf?__cf_chl_jschl_tk__=pmd_T37EycEdBMA_IF1oGwiLdy11WuZvHAJns7w5wdgkkKY-1632014847-0-gqNtZGzNAnujcnBszQkR)

- Gobierno de Fiji (2018). *Planned Relocation Guidelines - A framework to undertake climate change related relocation*. Disponible en:  
<https://www.refworld.org/docid/5c3c92204.html>
- Gobierno de Vanuatu (2018). *National Policy on Climate Change and Disaster-Induced Displacement*. Disponible en:  
[www.refworld.org/docid/5b44ce864.html](http://www.refworld.org/docid/5b44ce864.html)
- Grant, H., Randerson, J., Vidal, J. (2009). “UK should open borders to climate refugees, says Bangladeshi minister”. *The Guardian*, 4 de diciembre. Disponible en: [www.theguardian.com/environment/2009/nov/30/rich-west-climate-change#:~:text=UK%20should%20open%20borders%20to%20climate%20refugees%2C%20says%20Bangladeshi%20minister,-This%20article%20is&text=Up%20to%2020%20million%20Bangladeshis,most%20senior%20politicians%20has%20said](http://www.theguardian.com/environment/2009/nov/30/rich-west-climate-change#:~:text=UK%20should%20open%20borders%20to%20climate%20refugees%2C%20says%20Bangladeshi%20minister,-This%20article%20is&text=Up%20to%2020%20million%20Bangladeshis,most%20senior%20politicians%20has%20said).
- Hartmann, B. (2009). “From Climate Refugees to Climate Conflict: Who is taking the heat for Global Warming?” En: Salih, M. (Ed.), *Climate Change and Sustainable Development: New Challenges for Poverty Reduction* (142 - 155). Reino Unido: Edward Elgar Publishing
- Hickel, J. (2020). “Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary”. *The Lancet Planet Health*, 4, e399-404.
- Hodgkinson, David, Burton, Tess, Anderson, H., Young, L. (2010). “The Hour When the Ship Comes” in: *A Convention for Persons Displaced by Climate Change*. *Monash University Law Review*, 36(1).
- Hoffman, R., Sedova, B., Vinke, K. (2021). “Improving the evidence base: A methodological review of the quantitative climate migration literature”. *Global Environmental Change*, 71, 102367.
- Horne, B. (2006). *What is the Status of «Environmental Refugees» Under International and Australian Law?* ANU/CLA Internship Programme. Disponible en: [www.cla.asn.au/Articles/060203BrookeHome.pdf](http://www.cla.asn.au/Articles/060203BrookeHome.pdf)
- Hugo, G. (1996). “Environmental Concerns and International Migration”. *The International Migration Review*, 30(1), 105 - 131.
- Humphreys, S. (2008). *Climate Change and Human Rights: A Rough Guide*. Suiza: International Council on Human Rights Policy.
- Ibarra, R. (2021). *Desplazados climáticos. Evolución de su reconocimiento y protección jurídica*. Ciudad de México: Instituto de Investigaciones Jurídicas de la Universidad Nacional Autónoma de México.
- IDMC (2021). *Global Report on Internal Displacement*. Ginebra: Centro de Monitoreo de los Desplazamientos Internos.
- IDMC (2022). *Global Report on Internal Displacement*. Ginebra: Centro de Monitoreo de los Desplazamientos Internos.
- Ionesco, D. (2019). *Let's talk about climate migrants, not climate refugees*. Disponible en: [www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2019/06/lets-talk-about-climate-migrants-not-climate-refugees/](http://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2019/06/lets-talk-about-climate-migrants-not-climate-refugees/)
- IPCC (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the*

- Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Janmyr, M. (2021). “Los Estados no signatarios y el régimen de los refugiados”. *Revista Migraciones Forzadas*, 67, 42-45.
- Kälin, W., Schrepfer, N. (2012). *Protecting People Crossing Borders in the Context of Climate Change Normative Gaps and Possible Approaches*. Suiza: Division of International Protection UNHCR.
- Keane, D. (2004). “The Environmental Causes and Consequences of Migration: A Search for the Meaning of «Environmental Refugees»”. *The Georgetown International Environmental Law Review*, 16, 209 - 223.
- Kelley, J. (2011). “Climate Change and Small Island States: Adrift in a Raising Sea of Legal Uncertainty”. *Sustainable Development Law and Policy*, 11(2), 54-57, 94-95.
- Khan, Z. (2021). *Climate Induced Migration in Pakistan: Global discourse, local realities and governance*. Islamic Relief Worldwide and Islamic Relief Pakistan.
- Loewe, D. (2014). “Refugiados Climáticos: ¿Quién debe cargar los costos?”. *Revista Interdisciplinaria de Movilidad Humana*, 43, 169-187.
- Lyster, R. (2015). “Protecting the Human Rights of Climate Displaced Persons: the Promise and Limits of the United Nations Framework Convention on Climate Change”. En: A. Grear y L. J. Kotzé (Eds.). *Research Handbook on Human Rights and the Environment* (145 - 169). Edward Elgar Publishing.
- Massey, D. S., Axinn, W. G., Ghimire, D. J. (2010). Environmental change and outmigration: Evidence from Nepal. *Population and Environment*, 32(2), 109-136.
- Mayer, B. (2016). Conceptualizing Climate migration. En: Mayer, B. *The Concept of Climate Migration. Advocacy and its prospects*. Reino Unido y Estados Unidos: Edward Elgar Publishing.
- McAdam, J., Pryke, J. (2020). *Climate Change, Disasters and Mobility: A Roadmap for Australian Action*. Sydney: Australia’s Global University.
- McAdam, J. (2010). «Disappearing States», Statelessness and the Boundaries of International Law. En: McAdam, (Ed.), *Climate Change and Displacement: Multidisciplinary Perspectives* (pp. 105 - 131). Reino Unido: HartPublishing.
- McAdam, J. (2012b). *Climate Change, Forced Migration, and International Law*. Oxford: Oxford University Press.
- McAdam, J. (2012a). Conceptualizing climate-related movement. *Proceedings of the ASIL Annual Meeting*, 106, 433-436.
- McAdam, J., Pryke, J. (2020). *Climate Change, Disasters and Mobility: A Roadmap for Australian Action*. Sydney: Australia’s Global University.
- McNamara, K., Gibson, C. (2009). ‘We do not want to leave our land’: Pacific ambassadors at the United Nations resist the category of ‘climate refugees’. *Geoforum*, 40, 475-483.
- McNamara, E. (2007). “Conceptualizing Discourses on Environmental Refugees at the United Nations”. *Population and Environment*, 29(1), 12-24.

- Moore, L. (2022). « Puesta en práctica de los principios: las lecciones de Fiji sobre las reubicaciones planificadas ». *Revista Migraciones Forzadas*, 69, 47-50.
- Myers, N., Kent, J. (1995). *Environmental Exodus: An Emergent Crisis in the Global Arena*. Washington DC: Climate Institute.
- Myers, N. (2001). “Environmental Refugees: a Growing Phenomenon of the 21st Century”. *Philosophical Transactions of the Royal Society of London. Series B, Biological sciences*, 357(1420), 609-613.
- Nansen Initiative (2014). *Outcome Report. Natural Hazards, Climate Change, and Cross-Border Displacement in the Grater Horn of Africa: Protecting People on the Move*. Disponible en: [www.preventionweb.net/publications/view/61756](http://www.preventionweb.net/publications/view/61756)
- OIM (2017). *Migraciones, ambiente y cambio climático. Estudios de Caso en América del Sur. Cuadernos Migratorios N° 8. Argentina*. OIM Oficina Regional para América del Sur.
- OIM (2019). *Glosario de la OIM sobre Migración*. Ginebra: Organización Internacional para las Migraciones
- OIM (2021). *Informe sobre las migraciones en el mundo 2022*. Ginebra: Organización Internacional para las Migraciones.
- Pajares, M. (2020). *Refugiados climáticos. Un gran reto del siglo XXI*. Barcelona: Rayo Verde.
- Patterson, D. (2021). “The Right to Health and the Climate Crisis: The Vital Role of Civic Space”. *Health and Human Rights Journal*, 23(2), 109-120.
- Piggott-McKellar, Annah E., McNamara, Karen E., Nunn, Patrick D., Sekinini, Seci T. (2019). “Moving people in a changing climate: Lessons from two case studies in Fiji”. *Social Sciences*, 8(5), 1-17.
- Pires Ramos, E., Yamamoto, L. (2018). “Deforestation, drought and environmental migration in Brazil”. En: McLeman, R. y Gemmene, F. *Routledge Handbook of Environmental Displacement and Migration*. Londres: Routledge.
- Prieur, M. (2011). “Draft Convention on the International Status of Environmentally-Displaced Persons”. *The Urban Lawyer*, 42/43 (4/1), 247-257.
- Puthucherril, T. G. (2012). “Climate Change, Sea Level Rise and Protecting Displaced Coastal Communities: Possible Solutions”. *Global Journal of Comparative Law*, 1(2), 225-263.
- Saab, A. (2019). “Human Rights, Climate Change, and the Right to Food”. En: Saab, Anne. *Narratives of Hunger in International Law. Feeding the World in Times of Climate Change*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Sakakibara, C. (2008). “Our Home is drowning: Inupiat Storytelling and Climate Change in Point Hope, Alaska”. *The Geographical Review*, 98(4), 456-475.
- Scott, M. (2020). *Climate Change, Disasters, and the Refugee Convention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Singh, N. (2021). “Climate Change and Human Right to Water: Problems and Prospects”. En: Singh, N. (Ed.). *The Human Right to Water*. Suiza: Springer.
- SLYCAN Trust (2022). *Briefing Note: Human Mobility in Nationally Determined Contributions. Human Mobility in the Context of Climate Change #4*. Sri Lanka: SLYCAN Trust.



- Sobczak-Szelc, K., Fekih, N. (2020). "Migration as one of several adaptation strategies for environmental limitations in Tunisia: evidence from El Faouar". *Comparative Migration Studies*, 8(8).
- Solanes, Á. (2020). "Desplazados y refugiados climáticos. La necesidad de protección por causas medioambientales". *Anales de la Cátedra Francisco Suárez*, 55, 433-460.
- Tetrick, S. (2018). "Climate Refugees: Establishing Legal Responses and U.S. Policy Possibilities". *Scholarly Horizons: University of Minnesota, Morris Undergraduate Journal*, 5(2), 8.
- Thonton, F., McNamara, K., Dun, O., Farbotko, C., McMichael, C., Yee, M., Coelho, S., Westburi, T., James, S., Namoumou, F. (2020). "Las distintas movilidades de las comunidades en las islas del Pacífico". *Revista Migraciones Forzadas*, 64, 27-30.
- Tripathi, S. (2017). "Climate Refugees: Acknowledging the Existence of an Imminent Threat". *NLUJ*, 4(1), 21-33.
- Ullah, A. (2012). "Climate change and climate refugee in Egypt: an overview from policy perspectives". *TMC Academic Journal*, 7(1), 56-70
- Westra, L. (2009). *Environmental Justice and the Rights of Ecological Refugees*. Londres: Earthscan.
- Wood, T. (2019). *The role of free movement of persons agreements in addressing disaster displacement. A study of Africa*. Platform on Disaster Displacement.
- Wyman, K. M. (2013). "Responses to Climate Migration". *Harvard Environmental Law Review*, 37, 167 - 216.



## Narrativas de tráfico humano: dos historias de engaño y de supervivencia en Países Bajos

Human beings trafficking narratives: two stories of deceive and survival in the Netherlands

**Freddy Galeano**

Red internacional ALEC

<https://orcid.org/0000-0001-8569-6438>

[f.galeano@plainmigration.com](mailto:f.galeano@plainmigration.com)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4654>

DOI : 10.25965/trahs.4654

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** Dos mujeres colombianas, ambas de provincia, narran sus historias de vida en las que se ven envueltas en el negocio de tráfico sexual hacia naciones del continente europeo como Países Bajos. Son engañadas y explotadas por quienes manejan estas redes de prostitución pero, también, entran en ese perverso juego de extorsión las propias familias de las víctimas que ejercen presión para que continúen enviando dinero para sostener su nuevo status de confort, sin importarles la dignidad de la víctima de trata. Ambos casos, sirven para un análisis desde la teoría de la responsabilidad social compartida en donde las variables de la injusticia estructural en países como Colombia y la toma de decisiones personales definen el rumbo de las vidas de muchas personas que se encuentran en situación de vulnerabilidad.

**Palabras clave:** movilidad humana, tráfico sexual, prostitución, Colombia, vulnerabilidad, Responsabilidad

**Résumé :** Deux Colombiennes, toutes deux de la province, font le récit de leur vie aux Pays Bas. Impliquées dans le commerce du trafic sexuel vers le continent européen, abusées et exploitées par ceux qui dirigent ces réseaux de prostitution elles sont aussi les victimes de leurs familles qui participent du jeu pervers de l'extorsion et, qui, depuis leur lieu d'origine font pression sur elles pour qu'elles continuent à envoyer l'argent qui leur permettra de conserver le confort dont ils disposent et, ce, aux dépens de la dignité de la victime de la traite. L'analyse qui en est faite se fonde sur la théorie de la responsabilité sociale partagée où les variables d'injustice structurelle dans des pays comme la Colombie et la prise de décision personnelle définissent le cours de la vie de nombreuses personnes en situation de vulnérabilité.

**Mots clés :** mobilité humaine, trafic sexuel, prostitution, Colombie, vulnérabilité, responsabilité

**Resumo:** Duas mulheres colombianas, ambas das províncias, narram suas histórias de vida em que estão envolvidas no negócio do tráfico sexual para nações do continente europeu como a Holanda Enganados e explorados por aqueles que dirigem essas redes de prostituição; mas as próprias famílias das vítimas também entram nesse jogo perverso de extorsão, que desde o local de origem exercem pressão para

que continuem enviando dinheiro para manter seu novo status de conforto, independentemente da dignidade da vítima do tráfico. Ambos os casos servem para uma análise a partir da teoria da responsabilidade social compartilhada onde as variáveis de injustiça estrutural em países como a Colômbia e a tomada de decisão pessoal definem o rumo da vida de muitas pessoas que se encontram em situação de vulnerabilidade.

Palavras chave: mobilidade humana, tráfico sexual, prostituição, Colômbia, vulnerabilidade, Responsabilidade

Abstract: Two Colombian women, both from the provinces, narrate their life stories in which they are involved in the business of sex trafficking to nations of the European continent such as The Netherlands. Deceived and exploited by those who run these prostitution networks; but the families of the victims themselves also enter into this perverse game of extortion, who from the place of origin exert pressure so that they continue to send money to maintain their new status of comfort, regardless of the dignity of the victim of trafficking. Both cases serve for an analysis from the theory of shared social responsibility where the variables of structural injustice in countries like Colombia and personal decision-making define the course of the lives of many people who are in a situation of vulnerability.

Keywords: human mobility, sex trafficking, prostitution, Colombia, vulnerability, Responsibility

## Introducción

Los relatos que se presentan en este artículo pretenden visibilizar un drama social en el que se ven expuestas personas víctimas de la trata de personas; por su condición de vulnerabilidad, se ven en situación de presión económica y son usadas por redes de trata de personas. Al compartir sus historias, incluso tomando el riesgo a ser juzgadas por sus propios núcleos sociales al haber tomado decisiones equivocadas en un momento de sus vidas, dos mujeres colombianas, nos hacen ver el lado perverso de los flujos migratorios con la esperanza de lograr impactar, de manera positiva, a otras personas para que no caigan en las trampas que encierra la búsqueda de bienestar a cualquier precio, en donde la necesidad, la ingenuidad y el engaño son las cartas que marcaron sus cursos vitales.

El tema de los flujos migratorios que se generan desde Colombia se ha venido trabajando desde diferentes ámbitos socioeconómicos en donde la literatura académica se producen sin número de textos que exploran esa realidad social del tráfico humano con fines sexuales. En este mundo delincencial se ven comprometidas las vidas de personas que, especialmente en el caso colombiano, han sido un estigma alimentado por las narrativas de narcotráfico, conflicto armado, prostitución y pobreza.

Para ayudar a entender el alcance de la perversidad de este delito que constituye la trata de personas basta con revisar el reporte del Grupo de Expertos sobre la Lucha contra la Trata de Seres Humanos (GRETA)<sup>1</sup> en donde se evidencia las cifras de víctimas que se han podido identificar en el continente europeo. Este informe muestra cómo hay un aumento exponencial en la última década y lo peor es que admite su limitación en cuanto a que solo se muestran datos oficiales, lo que lamentablemente invisibiliza a demasiadas víctimas al dejar por fuera de los registros a aquellas personas que aún están en manos de las sedes de tráfico de personas con fines de explotación sexual; o que no se atreven a denunciar por temor al escarnio público y a venganzas de quienes fueron sus captores. Otras, que simplemente deciden olvidar ese momento de sus vidas y, otras, que terminan aceptando su condición y entran a hacer parte de las redes.

Antes de conocer las historias que se relatan en este artículo es pertinente entender la importancia que tiene cada ciudadano al asumir una responsabilidad política como sujetos activos de la sociedad, frente a situaciones en donde se puedan presentar patologías culturales que afecten de manera negativa y dramática las vidas humanas. Es por eso que es necesario acercarnos a esas historias entendiendo que no es cuestión de crear argumentos de culpa, sino que es urgente asumir una posición, desde la responsabilidad social compartida, que nos invita a evitar escenarios de indolencia y de estigmatización y a no juzgar. Por el contrario, muestra el camino para intentar comprender desde la empatía el porqué de algunas decisiones personales, dado que las condiciones de injusticia estructural dentro de una comunidad influyen en esa toma de decisiones. De ahí que, en el tema que nos ocupa en el artículo tome la narrativa desde la percepción de dos mujeres colombianas que terminaron en el mundo de la prostitución en los Países Bajos.

---

<sup>1</sup> El panel GRETA nace a partir de la aplicación del artículo 36 de la convención del Consejo de Europa sobre la Acción contra la Trata de Seres Humanos con el fin de hacer seguimiento la aplicación de disposiciones jurídicas internacionales “vinculantes” sobre la lucha contra la trata de personas según lo establecido en el convenio por parte de sus miembros. GRETA la conforman 15 miembros independientes e imparciales en el ejercicio de sus funciones. Para conocer en más detalle sobre GRETA: <https://rm.coe.int/9th-general-report-on-the-activities-of-greta-covering-the-period-from/16809e128b>

## Diseño metodológico

La realización de este artículo se apoyó en las historias de vida como instrumento cualitativo para recolectar la información a partir de entrevistas semiestructuradas. Además, se evaluaron otras fuentes de información entregadas por las personas participantes - cuando se le permitió al investigador - fotografías, cartas, y otros registros audiovisuales. De esta manera, el testimonio biográfico de cada persona participante permite comprender la evolución de su proceso migratorio; los argumentos y expresiones particulares que presenta cada una de ellas, facilita conocer en profundidad las cargas emotivas, las experiencias que esconden situaciones muchas veces dramáticas, tales como el desarraigo forzoso al que afrontaron en el momento en que se dan cuenta que no podrán regresar a su entorno de origen tal como lo habían planeado, dadas las circunstancias de engaño y/o de presión en que se produce el viaje.

La exploración de sus historias de vida, por su misma naturaleza y alcance, permite al investigador acercarse a la fuente, es decir a los sujetos y comprender las experiencias de las víctimas. Así es cómo se logra, más que una información, una comunicación acertada para la validez científico-social, a partir de la reflexión que, las mismas víctimas de tráfico de personas, hacen de sus dramáticas situaciones.

En el desarrollo de las entrevistas y encuentros con los sujetos de estudio, se toma en cuenta que se buscan aquellas variables que influyen lejos de su lugar de origen; jugará un papel importante el grado de cambio forzoso de proyecto de vida en el nuevo entorno, lo que ya no depende sólo de las personas víctimas de tráfico humano, sino de los sujetos sociales que las recibe, bien sean miembros de bandas de proxenetas, grupos de acogida, recomendados, familiares o conocidos.

De esta manera las víctimas son las fuentes primarias en las que se fundamenta la investigación. Ellas han ofrecido su testimonio de manera voluntaria y con la esperanza de que su relato sirva para que se visibilice la dramática realidad social de aquellas personas que por muchos motivos y circunstancias terminaron en la prostitución. A ellas, las mujeres que participaron les interesa ser voceras para que quienes tienen la posibilidad en la sociedad hagan algo por disminuir este flagelo social que es la trata de personas.

En este acercamiento a sus trayectorias de vida estas mujeres describen esas circunstancias de vulnerabilidad personal en su entornos sociales de origen que las llevaron a plantearse y luego confrontarse a una emigración que se da de manera abrupta y engañosa, pero cuando se dan cuenta ya es tarde para salir de la trampa cuando entran en contacto con sus victimarios lo que las lleva a un drama con las complicadas experiencias que se desarrollan en sus vidas en Europa.

## Las Víctimas entrevistadas

Se buscaron personas que, de manera voluntaria, estuvieran dispuestas a compartir su experiencia de viaje y que, en su narrativa, consideraron que de una u otra manera se perciben como víctimas de tráfico de personas con fines de explotación sexual. Además, se tuvo en cuenta el alcance por parte del investigador en verificar con otras fuentes y confrontarlas con la información aportada en los testimonios tanto de las personas víctimas directas de tráfico sexual como de sus conocidos, cartas y otro tipo de registros audiovisuales, cuando hubo oportunidad.

En este artículo se reúnen los testimonios de dos mujeres de origen colombiano que actualmente residen en los Países Bajos. Ambas mujeres decidieron compartir su drama. Éste no se limita al momento migratorio sino a su complejo contexto social

en el entorno de origen, en donde se dan las condiciones que coadyuvan, aún hoy, para que poblaciones vulnerables, especialmente mujeres, sean un objetivo fácil para personas inescrupulosas que se dedican al tráfico humano. Las mujeres colombianas ocupan el primer lugar en población femenina latinoamericana residentes en los Países Bajos (Galeano-Pinho, 2014). Son, además, el grupo más estigmatizado por sus problemáticas de narcotráfico y prostitución, situación que lamentablemente hace que entren en un círculo de revictimización.

La primera persona entrevistada es Ingrid<sup>2</sup> una mujer de 54 años de edad, madre soltera de Mateo su único hijo que ejerció la prostitución desde los 20 años de edad hasta los 48. Los primeros años lo hizo coaccionada por quienes manejaban las redes de tráfico sexual; no obstante, años después decidió trabajar en el mismo oficio pero, por cuenta propia. La otra mujer es Violeta<sup>3</sup> de 40 años, quien aún trabaja como Escort o acompañante en clubes privados de Ámsterdam. Su caso como se verá en este artículo es particular pues aunque es también usada por una red de tráfico de personas aparece envuelta en otras estrategias de captación.

## La historia de Ingrid

Ingrid: soy de un pueblo muy hermoso de Antioquia, Andes.... Yo tenía 15 años cuando amigas empezaron a contarme que en Estados Unidos y en Europa se trabajaba bien en muchas cosas pero lo mejor es que también se ganaba mucho. Y por eso me entro la piquiñita<sup>4</sup> y empecé a buscar la posibilidad pero no encontré la manera; luego, con los años cuando cumplí 19 una conocida del barrio me habló que en Bélgica buscaban personas para cuidar niños, y me apunté, es decir lo decidí. Ahí le cuento que lo hice también porque mi madre necesitaba apoyo mío; mi padre la había dejado sola hace muchos años. Yo sentí que estaba repitiendo la historia pues antes de cumplir los 18 años ya había nacido mi niño Mateo, por eso cuando volví a tener la oportunidad, como le digo, me apunté y en ese tiempo se necesitaba visa. Conseguí prestado pero no fue suficiente así que supe de una persona que servía de intermediaria y no se le necesitaba pagar mucho. Le pagué, era una mujer amable de Medellín, yo viajé allá. Me ayudó a sacar el pasaporte y todo; ella tenía amigos en todas las oficinas que uno se imagine, me decía “aquí si uno no tiene contactos no es nadie y se jodió” ... a los dos meses yo ya me estaba despidiendo de mi mamá y además le dejaba a mi Mateo, HUY!! fue un momento demasiado duro para todos... recuerdo que en esa despedida casi me desmayo en el aeropuerto. Viajamos juntas con la señora<sup>5</sup> y otras dos chicas que estaban en el mismo plan de ayudar a las familias y otras

2 Entrevista realizada por Freddy Galeano, autor de este artículo, en Rotterdam diciembre y marzo de 2021. En cada entrevista los nombres han sido cambiados por acuerdo con las personas que aceptaron narrar y describir su testimonio.

3 Entrevista realizada por Freddy Galeano, autor de este artículo, en Ámsterdam, marzo y abril de 2022.

4 Terminó usado en Colombia para describir una sensación de curiosidad.

5 Ingrid nunca se atrevió a mencionar el nombre propio de “esa señora” como le llamaba ella. De hecho, solicitó de manera reiterativa que por favor en la entrevista nunca le preguntaran el nombre de quien la había introducido en el mundo de la prostitución internacional.

literalmente escapar del hambre. Además, viajaba la señora que nos guiaría supuestamente para que nos sintiéramos seguras. Llegamos a Madrid en escala y luego a Bruselas. Allí nos recogió dos señores uno amable, un caballero europeo!! Con el tiempo ya me contó que era holandés y otro como más serio pero hermoso!!y lo curioso es que era medio colombiano, con sangre caleña por la familia de su mamá. Le hice el comentario a una de las chicas que este hombre si es así de biscocho tan serio cómo será riéndose; mi amiga lo veía y dijo si es un tarrao! (termino que define a un hombre atractivo)... Nos llevaron a una casa en un barrio algo retirado. En ese momento, yo desprevenida de todo solo me dedicaba a mirar ese paisaje europeo, ¡veía todo bonito!! Recuerdo que solo me atreví a decir aquí si se nota que se hace algo con los impuestos. Bueno llegamos a una casa super vieja; me sentí en el túnel del tiempo...Bueno, entonces, nos atendieron muy bien, dormimos, descansamos y entramos en un ambiente de confianza. Al tercer día, se despidió la señora. Esa señora nos abrazó y se fue que para Colombia le mandamos cartas para nuestros padres que ella misma nos pidió escribir disque para que ellos estuvieran tranquilos....la comunicación con Colombia no iba a ser fácil por los altos costos de las llamadas; en esos tiempo ni hablar de internet y menos de WhatsApp; los teléfonos celulares, eso no existía!!!!. Pues eran finales de los 80 ¡imagínese usted eso! - Con el tiempo supe que esas cartas tenían otra intención que era justificar nuestro silencio, por si no funcionábamos bien, nos hubiese pasado algo muy seguramente: ahí le iré contando porqué digo esto. Esa fue la última vez que vi a esa señora ... ( suspira profundamente y con un tono cargado de ira y dolor) espero se esté pudriendo en el infierno, porque después supe que le habían pegado una matada tenebrosa ¡la muy malvada hp!! Perdone por decir esto tan fuerte. Pero lo que nos hizo fue destruir nuestras vidas, y estoy seguro que destruyó muchas más.

Como la señora que nos guardaba los pasaportes, cuando ella se fue nos hicieron creer que por error ella se los había llevado para Colombia, eso ya nos puso con muchas dudas y la verdad la otra chica me dijo, “mi amor creo que nos estamos metiendo en algo feo y esto ya no puede ser normal, o acaso usted se cree ese cuento que esa señora se llevó nuestros pasaportes, puro cuento mija”. Esa noche no pude pegar el ojo.

Bueno, le sigo contando...después de que ella se va y a la segunda noche de un sopetón nos dicen que nos vamos; medio empacamos y llegó una camioneta por nosotros. Nos dicen que vamos para Amberes, que allá están las familias con quienes trabajaríamos. Nos pareció extraño que la camioneta no tuviera ventanas, pero ninguna se atrevió a preguntar....

Pasado una hora aproximada de camino, sentimos que el carro se detuvo; abrieron las puertas, era una pequeña bodega y nos hicieron entrar a un corredor por el que llegamos a una hermosa oficina. Una señora nos esperaba, su español era muy bueno, me llamaba la atención su acento caleño pero

evidentemente no era colombiana. Una mujer de edad madura pero bien cuidada. Nos preguntó ¿cuánto creen que van a ganar cuidando nenes? Nosotras decíamos cifras aproximadas de lo que nos habían comentado aprox 150 francos belgas (el euro no existía aún pues entró a reemplazar la moneda de cada país de la Unión Europea en 2002) al día de hoy serían aproximadamente 5 euros. Nos dijo con ese dinero y el costo de vida de aquí, ustedes no van a poder mandar plata a sus familias nunca, a no ser que se quieran morir de hambre y trabajen sin descanso mucho tiempo. Nos hacía cuentas que esto y aquello, mejor dicho nos metió el terror. Nos dijo niñas mi propuesta es que pueden ganar mil veces más en menos tiempo y sus familias iban a poder estar bien. Lo más asombrosamente tenebroso es que nos nombraba nuestros familiares por nombre propio; me dijo tu pequeño Mateo puede empezar a tener lo que quiera. Sin limitaciones. Juana una de las chicas dijo algo así como “pero eso tan bonito no dan tanto como se dice en mi país; díganos de una vez qué tenemos que hacer, ¡ser putas cierto!!” La señora se le acercó, le brindó un pequeño pastel de dulce y nos dijo a las tres, entregándonos a cada una el bocado, “solo si ustedes quieren, aquí no se obliga a nadie, pues no es bueno para nadie tampoco trabajar con presión ni para ustedes, ni para los clientes, y menos para nosotros...la que no quiera simplemente nos dice; eso sí, primero no sé cómo nos va a pagar lo que ya invertimos en ustedes y la regresamos a Bruselas y allá verá qué hace, y si aguanta hambre no es nuestro problema. Algo que recuerdo pues me marcó la vida en ese momento que nos habla muy duro, casi gritándonos; nos tendrá que pagar lo que invertimos en su viaje, mejor dicho, pues que pague y se largue. Nataly, la otra chica dijo: ‘señora explíqueme más en qué trabajaríamos...’ ‘Tranquila muñeca paso a paso’. Se le acercó a Nataly, y dijo: ‘por ejemplo, podemos empezar en un club privado; tendrán todo: comida, ropa, eso si no podrán salir pues ustedes no tienen pasaporte hasta que nuestra amiga nos los haga llegar de nuevo. O que lo solucionemos de otra manera; lo importante es que ustedes se sientan bien’ y nos repitió: ‘aquí no se obliga ni se retiene a nadie. nos dio una comida muy rica’. Pero, la verdad para mi en mi cabeza solo estaba Mateo. Recuerdo que hasta vino tomamos y nos dijo: ‘descansen un poco, Rob las llevará a sus cuartos’. Y, más tarde, en la cena hablamos y me cuentan que piensan..., con calma.,,, antes de salir dijo: ‘supongo que ninguna es virgen o ¿sí?’

Autor: ¿Cómo eran los cuartos?

Ingrid: Cada una tenía su cuarto aparte. Una pequeña nevera con todo adentro; cosas deliciosas, quesos frutas etc, hasta una cerveza muy rica que me atreví a destapar pues Rob nos dijo tomen lo que quieran, el minibar es de ustedes. Una cómoda cama; una habitación que para mi era de lujo y muy agradable, sin ventana pero no me importaba. Recuerdo que



podíamos salir de la habitación e ir donde las otras dos chicas. ... para no extenderme más aceptamos y empezamos a trabajar como meseras en un club. Yo creo que todo estaba planeado que nos pagaran mucho al principio para motivarnos y estoy hoy segura que nos drogaban pues yo misma no entendía cómo, tan fácil, me iba desvistiendo cuando yo siempre me sentía acomplejada de tanto pudor por mi cuerpo y, al día siguiente, tenía muchas lagunas mentales.

Autor: ¿Pensaron en algún momento en negarse?

Ingrid: es claro que me dio miedo decir que no; a las otras chicas también eso lo hablamos mucho pero en el fondo sabíamos que nos podría pasar algo si decíamos que no. Algo que fue decisivo fue el buen trato. Para mí, fue difícil pero me tomaba dos cervezas o un trago fuerte que nos permitían. Clientes de todo tipo, ninguno violento y eso nos agradaba; las propinas variaban pero eran buenas. Nunca faltó la propina; llegamos a pensar que era una regla del club, nos dejaban unos en dólares, otros en francos otros en florines; las guardábamos y Rob nos decía que en su momento el ayudaría a cambiarlos. El otro dinero, la paga oficial la guardaba la señora Inge.

Cumplidos tres meses y a cada una nos cambiaron de cuarto, algo más pequeños, ya con ventana, pero con rejas, igual de cómodos, aunque la verdad nunca me parecieron acogedores. Para otras chicas, sí me decían que era lo mejor que habían tenido en sus vidas. Yo extrañaba a mi Mateo y solo eso sin dormir, sin poder consentirlo para mí ya era muy duro.

Autor: Ustedes sabían algo del lugar donde se encontraban?

Ingrid: Ah!!! le cuento cuando aún no salíamos a la calle; uno de esos días nos llama Inge nos pregunta sobre todo y de todo, “nos esculcó la cabeza”. Las tres estábamos muy nerviosas. Nos mostró nuestros pasaportes. Los dejó sobre la mesa y salió del cuarto pero ninguna se atrevió a cogerlos; entró la señora Inge con tres sobres llenos de billetes y nos dijo esto es lo que les corresponde y nos dijo que, desde ahora, va a ser mensual la paga. Ninguna lo podía creer. ¡Era mucho mucho dinero!! Rob las acompañará a enviarlo a sus familias; envíen solo una parte y guarden el resto; aquí no se pierde un franco. Guárdenlo. Fue el primer día mas feliz de mi vida; no solo fuimos a mandar el dinero, pudimos llamar a la familia hablar corto, pero muy bonito (eso si la orden era que Rob escuchara todo) y darle los códigos para que reclamaran el platal ¡! Invitamos a Rob a una hamburguesa, aceptó pero él nos dijo en su mal español que no se gasten la platica en comida que en el club podrán comer, que ahorremos mejor. Después, por orden de Inge nos enseñó cómo mandar ropa y regalos para sus familias... recuerdo que eso empacábamos unas super cajas con todo lo que podíamos imaginar.

Autor: Pero hubo intención de escapar ¿ y si la hubo renunciaron a su intención de escapar?

Ingrid: .... Pasó el tiempo y ninguna de las tres nos escapamos. ¿Usted me pregunta eso cierto? por qué? Pues nos garantizaban un trabajo, servicio médico a domicilio; eso, en Colombia solo los ricos tienen eso; muchas cosas que no hubiéramos podido tener sin este trabajo...y, lo más importante, poder ayudar a nuestras familias en Colombia. Y a mi Mateo que lo tenía como un verdadero príncipe, lo que el pidiera yo se lo conseguía. Solo era que mi ama<sup>6</sup> abriera la boca, que Mateo quiere un tv a color, pues recuerdo que éramos tan pobres que solo teníamos tv en blanco y negro; que Mateo le pidieron en el colegio aquello etc etc. Le mandaba eso y más, mi mamá también salía con que mijita necesitamos una nevera que está como trabajando maluco.(...) ...“Muchachas a conocer más mundo”

Ingrid: ...eso les dije cuando llegó el momento en que nos piden a 5 de nosotras irnos a Ámsterdam pues la dueña quiere ampliar el club y aceptamos pues nos decían que íbamos a ganar mejor pues el florín holandés estaba mucho mas valorizado que el franco belga. En fin ...Así fue... ya en Ámsterdam no hubo tanta comodidad y los clientes eran algo diferentes, y quizá lo peor es que había mucho traquetico<sup>7</sup> que se creían el dueño de uno, aunque otros sí eran más buena gente y dejaban propinas que uno no pensaba jamás. Nunca trabajé en las vitrinas; eso me parecía muy visajoso<sup>8</sup> ... que tal alguien del barrio en Colombia o en donde se lo reconociera a una...lo que tampoco me gustó fue ver otras mujeres trabajando como obligadas, muy triste también por eso sin que me dijeran algo yo les daba algún animo pues sabía que si las veían muy mal las mandaban a sitios más escondidos y podrían sufrir aún más pues pensaban que se podían escapar. Así que las animaba con la familia que si la verdad no querían eso, les tocaba montarse una película positiva de otro modo la cosa se podría poner fea y quienes sufrirían más era sus familias, pues algo que sí me quedó claro es que esta gente de trabajo en redes de prostitución se aseguraban de conseguir chicas con apegos familiares fuertes pues era la forma primero de motivarlas a darles una vida mejor como me pasó a mi con mi Mateo y segundo era un método de presión por si una se quería escapar. En nuestro caso, con tantos años en esto, ellos saben que ni nos íbamos a volar. Y por eso nos mandan para Ámsterdam; como dicen hoy en día éramos

---

6 “Ama” palabra de uso en algunas zonas de la provincia colombiana para nombrar a la mamá.

7 Traqueto es un término que se usa en Colombia para personas que trafican con drogas que se consideran ilegales como por ejemplo la cocaína. “Traquetico” en este relato lo usa Ingrid de manera peyorativa para hablar de traquetos con mayores ínfulas.

8 Palabra del argot colombiano “visajoso” que describe una persona que le gusta mostrarse demasiado, en este contexto Ingrid quiere decir que el hecho de estar en las vitrinas pues sería muy arriesgado pues la verían demasiadas personas que transitaran por esas calles del barrio rojo Ámsterdam.

motivadoras (Ingrid sonríe de forma irónica)  
 Oiga!!! Permítame contarle algo y luego continuamos. Un detalle que causa preocupación y es acerca de que en el distrito rojo de Ámsterdam - *Red light district* - es decir el famoso barrio rojo en el que las chicas est n exhibiéndose en las vitrinas, no se pueden tomar fotografías; realmente, sí se pueden tomar pero generales; el problema se te viene gordo encima y grave es cuando te atreves a hacer planos cerrados y que enfoques a una de las chicas que est n en la ventana o sea en la vitrina. Pues los chulos o vigilantes de esas mujeres te pueden destrozarse tu cámara fotográfica o el móvil. Esto lo hacen por privacidad de nosotras o mejor de ellas pues yo nunca he estado en eso. Y qué boleta donde un amigo por mala casualidad que le de por turistar llegar a reconocerte en una foto<sup>9</sup>. O también hay cuentos por ahí que es que chicas est n obligadas o raptadas y alguien las reconozca o que, por ejemplo, hoy en día con el internet esa fotografía rueda por las redes sociales y eso es un problema muy bravo.

Ingrid hace una larga pausa y casi como pensando en voz alta expresa:

Siempre me he preguntado si aquellos turistas del barrio rojo, que la gran mayoría no llegan a ser clientes, se les pasa por la mente esas tristes historias que muchas hemos vivido. Detrás de sus miradas curiosas hacia las vitrinas, creo que guardan su morbo.

---

<sup>9</sup> Para no alterar el relato de Ingrid aquí se contextualiza esta frase para hacerla clara al lector: cuando ella hace referencia a que alguien llegue a reconocerla en una foto quiere decir que la razón por la que no se permiten tomar fotografías directas a las chicas de vitrinas pues va en contra de su privacidad.



Vista de una de las calles de Ámsterdam más buscadas por los turistas famosas por sus “vitrinas de mujeres” y sus clubes de sexo en vivo del *Red Light District* (el Barrio rojo).

Foto: Freddy Galeano

### **Las familias de víctimas a victimarias**

Uno de los apartes más difíciles para Ingrid fue el último tema que ella quería narrar durante la entrevista, relacionado con el papel que su familia representó en este oscuro momento de su vida que fue cuando se dio cuenta que para ellos, su familia, no le importaba mucho como se encontraba Ingrid, sus condiciones de vida, cómo se ganaba su sustento y cómo podía envíales el dinero. Su relato toma un tono aun más dramático de lo que en si es la misma experiencia de sentirse sin libertad y ofrecer su cuerpo por dinero, eso ella lo asumía, pero lo que la sumergía en pesadillas y depresiones crónicas era la reacción de indolencia por parte de sus familiares en Colombia a quienes no les importó en absoluto su condición de víctima de explotación sexual.

“Un día estaba como tomada (bebida), mejor dicho ya borrachita! me había (tomado) bebido más de un vino y saque una tarjeta telefónica y llame a mi mamá y de una le dije.. mejor dicho le confesé que yo no cuidaba niños, que trabajaba en clubes de mayores de hombres y que mejor dicho yo era una chica scort , mi madre me decía que qué era eso, le dije que una mujer acompañante que ganaba bien y ganaba más si aceptaba acostarme con ellos, que sin más yo era ;una puta fina!! le dije que eso no era fácil para mí y que el dinero que yo mandaba era producto de ese trabajo que si trabajara con niños, ni para enviarles dinero ni para vivir decentemente en Europa me hubiera alcanzado. Ella se quedó callada... casi que cuando yo iba a colgar me dice “ mija no se avergüence. Al contrario, usted es una mujer muy berriondita<sup>10</sup> y de paso me dice que necesitaban la plata que yo ganaba.

### **Fragmento de la carta que la mamá de Ingrid le envía.**

“ ...mi amor entiendo tu situación, pero por favor también entiéndenos; además, si yo te pido algo, te juro que no es para mi es para tu Mateo, que te recuerdo no es mi hijo es tuyo, y no quiero pensar que eres desagradecida pues sabes que yo he dejado muchas cosas de mi vida por cuidarte a Mateo así que, siento que me digas eso que estas en clubes de chicas, eso ya no lo juzgo; es más te digo algo el día que me lo contaste por

---

10 Término del argot colombiano que significa una persona valiente.

teléfono yo hace siglos lo suponía.” Entonces hija de tripas corazón, usted es berriondita y no se avergüence pues necesitamos ese dinero.”

Ingrid, después de leer la carta y mostrarla, expresa:

esta vida es muy hijueputa... mi madre que supuestamente me quería, me da ánimos como si fuera mi administradora; bueno, pensándolo bien es que era como administradora a distancia pues le valió huevo que yo fuera una pinche prostituta. Le importó fue que ... se preocupó por que dejara de recibir dinero.

Y cierra con una frase “Hoy me pregunto: ¿valió la pena?...¿mi familia valoró?... ¿o, solo me usó igual que estos hp?”

Esa misma tarde en que Ingrid comparte este oscuro aparte de su vida y muestra parte de sus recuerdos, damos por terminada la charla por decisión acordada con ella<sup>11</sup>.

## La historia de Violeta<sup>12</sup>

Violeta: antes de todo te agradezco que me hayas permitido elegir el nombre con el que me vas a llamar en estas entrevistas, Violeta!!! siempre quise llamarme así, y aún guardo la esperanza de si tengo una bebida la llamaría sin dudarle Violeta; pero con acento italiano (“La Violeta” pronuncia su nombre en un tono muy expresivo simulando ser italiana) cantadito. ¿Me entiendes?

Autor: ¿De donde es La Violeta?

Violeta: Yo soy de Pereira, aunque toda mi vida juvenil antes de llegar aquí viví en Bogotá...Desde niña me encantó sentirme sensual; mi hermana me decía que madure biche<sup>13</sup>. Mi padre una vez nosotras nacimos esperó un tiempo y cogió para la capital, Bogotá; se metió de chofer de buseta y nosotras vendíamos dulces en los semáforos; todos intentábamos ayudar a mi madre que era enferma, tenía bipolaridad esquizofrénica bueno eso lo supe muchos años, aunque siempre, no sé cómo, yo creía entenderla (Violeta hace una pausa larga y se sirve un vaso de agua de jengibre) sabe porque me tomo esta agua porque sé que, contando esto, lloraré y el jengibre me ayuda mucho, no sé porqué a sentirme como diferente y me aterriza al momento actual; es decir me despierta... No piense que estoy loca; es así. Bueno, continuo

---

11 Cuando Ingrid estableció sus condiciones para la entrevista dejó en claro que una vez ella considerará que no quería continuar más la entrevista se suspendería sin más preguntas,, así se hizo.

12 Entrevista realizada por Freddy Galeano el autor de este artículo el sábado 26 de marzo de 2022 en la ciudad de Amsterdam.

13 Madurar biche en el argot popular en Colombia significa cuando una persona en su curso vital madura antes de tiempo.

lo que le quería decir. Es que hasta que un día no supimos más de ella pues se fue de la casa y nunca más regresó. Hasta el día de hoy es todo un drama intentar saber qué le paso a nuestra mamá. El que no sea colombiano no entenderá esa vida tan complicada en ese país. Sí usted es colombiano lo entiende ¿verdad? El que no está loco, es esto o lo otro, pero la gente anda muy rayada siempre. A veces pienso que mi padre la encerró en un manicomio para no vernos sufrir por ella. Y quizá por haberme dejado llevar de esa idea, pensé que yo tenía la misma enfermedad de mi mamá y decidí escaparme de la casa una vez cumplí 18 años. Mi voz me ayudó mucho, me refiero que que la gente decía que yo tenía un tono bonito como de película sensual; conseguí trabajo como recepcionista de una fábrica, y entré a estudiar secretariado bilingüe, aunque la verdad de bilingüe no tenía nada; aprendí muy poco allá, más aprendí por mi cuenta viendo películas en su idioma original. En ese trabajo, una amiga me invitó a una discoteca y allí conocí a una persona que hubo como ese click. Le gusté y le fascinaba mi voz; empecé a salir con él y a los días me dijo que si quería trabajar en líneas calientes. En ese momento no entendí qué era. Él me lo explicó que era para que los hombre o mujeres llamaran y que les gustaba escuchar y hablar sobre sexo, lo vi como una oportunidad de ganar más. (...) Al principio tuve ambos empleos, pero cuando el trabajo de líneas calientes empezó a darme mas dinero dejé el trabajo de recepción. Allí duré dos años en ese trabajo y mi relación con el man<sup>14</sup> se fue poniendo más seria; bueno eso yo pensaba, pero un día me que me propuso irme con él para Ámsterdam y que allí el trabajo de scort era super bien pago y que yo podía elegir los clientes, yo me enfurecí y le expliqué que yo solo trabajaba de voz, que el sexo real no me gustaba. No era lo miomio, él me decía no lo tomara a mal, que yo me lo perdía pues como acompañante sexual yo podría ganar muchísimo; saldría de verdad de pobre y que me podía dar la vida de lujo; yo no acepte. Pasó un tiempo y continué con ese man, pues se portaba super bacano<sup>15</sup> conmigo; realmente me tragué de él, me puso a estudiar ingles, él sabia que era buena para los idiomas, que viajaba a Ámsterdam pero nunca me llevaba, decía que era de negocios y que su primera novia trabajaba en esos clubes y que el no tenía problema pues una cosa era el sexo y otra la pasión y amor real, que él no era celoso si yo tuviera sexo con otra persona. No sé cómo pero terminé en menos de un año en esta ciudad Ámsterdam trabajando en un super club, la mayoría eran búlgaras, muy poca latina.

Autor: ¿Por qué piensa usted que hay más mujeres Búlgaras?

---

14 Violeta se refiere a que tuvo una relación sentimental con el hombre pero que ella en su léxico popular usa estos anglicismos.

15 Palabra del argot popular colombiano que quiere decir una persona o situación muy agradable.

Violeta: Sabes pues porque todas esas mujeres hablan inglés; son amables como las latinas. Nosotras las latinas nos cuesta más el idioma. Les ganamos en que consentimos más al cliente y en ocasiones los hacemos gastar hasta más. ¡Ah! pero eso sí nos llega a gustar el man y queremos una propina. ...

Autor: Pero su novio, ¿qué pensaba de que usted trabajara así?, ¿le importaba a él?

Violeta: ...acerca de eso mi novio no me dejaba irme con cualquiera; él primero chequeaba al cliente y luego decidía, eso sí cobraba duro como el típico chulo<sup>16</sup> y él se llevaba un porcentaje pero me quedaba buen dinero. Un día, no pude dormir de la pensadera y realmente quería dejar de ser prostituta de club, y quería tener un bebé. Recuerdo que invité a mi novio lo invité a una pizza de las que nos gusta a ambos con jalapeño y pepperoni. Ahí aproveché; le hablé que me quería salir y solo vivir tranquila ambos, por supuesto, y que yo podía conseguirme otro trabajo; se puso como loco. En últimas, con esa mala reacción de él yo me quise salir y no quise continuar y él me encerró una semana; me quito mi pasaporte y me obligó a seguir pero yo me resistí.

Autor: ¿En esa situación de presión y encierro además sufrió maltrato físico por parte de su novio?

Violeta: Nunca me pegó físicamente, pero me maltrató la moral semanas enteras hasta que yo no decidiera volver al club. Yo solo lloraba y me decía que estaban perdiendo mucha plata, pues había clientes que solo preguntaban por mí y que cada día que pasara iba a ser peligroso para ambos. Su jefe ya estaba bien dispuesto a pagarme mejor, que no me obligarían, lo que yo no creía; realmente me daba miedo. Finalmente, en unos días que lo vi muy mal acepté seguir y todo volvió a esa normalidad, para él. Pero sentí que yo ya no era libre. Le supliqué a mi novio que nos pusiéramos un límite y que pensáramos en que con los ahorros regresar a Colombia, que viviríamos bien; el nunca aceptó.

Autor: Entonces usted ¿qué hizo?

Duré 5 años más. ¡ Imagínese 5 años!!!! (recalcó Violeta en un tono irónico) hasta que un día no lo pensé más y no regresé a ese club. Tomé todos mis ahorros, tomé mi pasaporte, mis papeles de residencia que estaban legales. Me quedé donde una amiga y viajé a Colombia. ¡Pero me encontré con un país vuelto mierda!!!! Todo era un mundo de plata, me pedían prestado supuestas amigas y me robaban,; cada nada!! Hasta quise poner un negocio de salón de belleza y me pegaron una

---

16 En el argot popular del mundo de la prostitución se le llama chulo a la persona que cuida o vigila, maneja, administra y se beneficia del dinero de la mujer prostituta.

tumbada inimaginable; mejor dicho, eso me deprimió de una manera que estuve a punto del suicidio, pues estaba mamada de luchar contra la corriente. Un día no sé cómo saqué coraje y llamé a mi ex y el me contestó muy querido, super natural el man, como si me hubiera visto hace un solo día; no me reprochó nada! Solo me dijo que me extrañaba... Esas palabras bastaron para regresarme aquí y volver a trabajar en ese puticlub como Scott de ejecutivos, por lo menos me sentía querida e importante para alguien. Y él aún está conmigo. Hoy aún pienso en que mi esperanza que yo pueda tener un bebé. El aún no acepta. Yo no sé qué es la felicidad plena aún. Dudé mucho hasta me cuestionaba si el bebé me daría esa felicidad. Hablé con una psicóloga le dije que yo estaba obsesionada con tener un bebé y la doctora me dijo: ‘ mire mujer eso no es obsesión eso es un deseo existencial y si aún quiere luche por ese deseo. ¡No se rinda!’ Esa frase me marcó para seguir adelante ...’un deseo existencial’ pero aún no lo he logrado. Tengo problemas de salud que me impiden ser mamá. Pero me siento bien porque he hecho todo lo que ha estado a mi alcance y más.

## Culpa o Responsabilidad

Los relatos que comparten Ingrid y Violeta representan la voz de muchas víctimas que han caído en las redes del tráfico humano con fines de explotación sexual. Ellas contaron con suerte al contar su historia en primera persona; otras lamentablemente continúan presas de su condición, obligadas a ejercer la prostitución, bien por sus captores o lo que es aun más dramático, esclavizadas bajo la complacencia de sus propias familias quienes sin escrúpulo alguno se benefician del drama humano por el que atraviesan estas mujeres y que de manera concreta en el relato de Ingrid se evidencia una modalidad más en que las familias pasan de ser parásitas al beneficiarse económicamente del drama por el que atraviesan estas personas que emigran a diferentes países para ir a buscar un mejor porvenir en las que muchas lamentablemente son presionadas desde su mismo entorno de origen en el envío de dinero para mantener su estado de bienestar pero que poco importa la dignidad del migrante<sup>17</sup> (Galeano, 2019)

Desde una perspectiva de responsabilidad social compartida, es preciso alejarse de cualquier argumentación que, de manera exclusiva, busque la culpa y estigmatización hacia la condición que representan las dos mujeres. No se puede entrar a reduccionismos de centrar la responsabilidad exclusivamente en ellas por haber permitido llegar a este drama social, dado que desafortunadamente los señalamientos de culpa tienden a recaer sobre las propias víctimas, que por diferentes razones y presionadas por su misma situación de vulnerabilidad pudieron tomar decisiones equivocadas que las llevaron a su condición de indefensión y luego de esclavización sexual. Además, quedarse con la premisa que la culpa es de otro, o que las mismas víctimas “se lo buscaron”, traduce que la sociedad está permitiendo que haya una especie de lavado de manos por parte de quienes podrían hacer algo y prefieren evadir la responsabilidad que les compete.

---

17 Este drama social se trabaja con más detenimiento en el artículo “familias parásitas refugio económico para quién” publicado dentro del libro *Entre risas y Lagrimas Mujeres del siglo XXI*. Coordinado por Dominique Gay-Sylvestre.



Para comprender y buscar posibles soluciones a esta problemática social de tráfico humano, es preciso no entrar a juzgar la situación como un resultado de la toma de malas decisiones personales, sino que además hay que tener en cuenta que esas circunstancias de vulnerabilidad se gestan también por las mismas condiciones de injusticia estructural. Por lo general estas condiciones han pervivido en sociedades poco éticas y enajenadas de cualquier compromiso democrático dado que no se ha asumido una responsabilidad política por parte de los diferentes agentes sociales, en especial aquellos que cuentan con posiciones de autoridad privilegio y poder. No obstante para que se logre crear escenarios seguros donde se prevengan estas patologías culturales como es la trata de personas con fines sexuales, la responsabilidad debe abarcar a la comunidad de manera conjunta donde participe toda la sociedad: las familias, el barrio, medios de comunicación, organizaciones no gubernamentales y por supuesto la institucionalidad.

## El apoyo institucional en Colombia a las víctimas de trata de personas

El gobierno colombiano a través de su Ministerio de Relaciones Exteriores creó el grupo interno de trabajo “*Colombia Nos Une*”<sup>18</sup> conformado con el fin de vincular a los colombianos en el exterior, ofrecerles herramientas de apoyo integral y ayudar a proteger los derechos humanos de los expatriados con asesorías jurídicas, capacitación, manejo de idiomas, apoyo psicológico, entre otros temas no menos importantes. No obstante, la problemática frente al tráfico de personas ha sido un tema central de preocupación. Con el apoyo de la cancillería colombiana y el Ministerio del Interior, *Colombia Nos Une* ayuda a que se difundan a través de las diferentes redes sociales noticias de relevancia. Un ejemplo concreto es la divulgación de la aplicación *LibertApp* que permite la denuncia de casos que puedan estar relacionados con el tráfico sexual; además las posibles víctimas pueden solicitar y recibir ayuda urgente en cualquier parte del planeta.

Aunque su implementación está a cargo de la oficina de Migración Colombia y la coordinación, en manos del Ministerio del Interior, *LibertApp* se desarrolla de manera conjunta entre varias entidades internacionales, como la Organización Internacional para las Migraciones (OIM), la Oficina de Población, Refugiados y Migración (PRM) del Departamento de Estado de E.E.U.U. Esta aplicación tiene una función de remarcable importancia en cuanto a la prevención del delito pues cuenta con información que guía al usuario a identificar las variantes que pueden presentar el tráfico humano, las formas de Captación y sometimiento y posibles situaciones de riesgo.<sup>19</sup>

## Consideraciones finales

Es importante reafirmar la importancia de generar y promover estudios como el caso del reporte del grupo Greta para entender las cifras de personas desaparecidas, maltratadas, de mujeres raptadas con fines de tráfico sexual, víctimas de redes inescrupulosas - muchas siéndolo aún - ya que se trata de vidas humanas. De ahí que,

---

<sup>18</sup> <http://www.colombianosune.com/>

<sup>19</sup> Esta iniciativa se suma a las estrategias ya existentes contra este delito en Colombia, el cual ha incrementado dentro de la población de migrantes y refugiados. De acuerdo con cifras del Ministerio del Interior y de Justicia, desde el año 2013 hasta el mes de julio de 2020, se han reportado 686 casos de trata de personas en el país, siendo las mujeres, los migrantes y los niños los más afectados (Fuente OIM. Colombia). <https://colombia.iom.int/es/news/con-libertapp-cualquier-persona-puede-denunciar-la-trata-de-personas-en-colombia>

en este artículo, se tome como ejemplo la narrativa de dos mujeres, representativas de miles de víctimas, de vidas, para no olvidarnos que cada número que aparece significa una vida humana sometida al esclavismo sexual. Dentro de la estructura social, es necesario centrar la atención en patologías culturales que surgen dentro de poblaciones vulnerables en cuanto a la presión que se gesta en las familias de las víctimas de tráfico humano y que puede verse como un tipo de extorsión (Galeano, 2019) - los allegados, familiares y otras personas beneficiados por el dinero que envían las personas que trabajan en prostitución, deben asumir parte de responsabilidad.

Las investigaciones académicas que se plantean y emprenden, además de producir conocimiento deben ser útiles para trabajar en la generación de políticas públicas que prevengan y protejan grupos vulnerables y, en general, a personas a quienes se les pueda estar afectando sus derechos. Más aún, deben enfocarse en lograr que se establezca un sentido de asumir una responsabilidad política por las injusticias estructurales que perviven en las comunidades y que influyen en la toma de decisiones personales, de manera que no se reduzcan los argumentos hacia la culpabilidad, sino que se hable de una corresponsabilidad entre la estructura social y el individuo.

## Referencias

- Bourdieu P. (2002) “Por Un Saber Comprometido” *Le Monde Diplomatique*. Edición Chilena. Número 18. Editorial Aún Creemos En Los Sueños. Santiago de Chile: Instituto Cultural Franco-Chileno.
- Galeano Rodríguez, F. (2019). « Familias Parasitas... ¿Refugio Económico Para quien? Económicos? En *Entre risas y Lagrimas. Mujeres del siglo XXI*. Ciudad México: ediciones del Lirio. S.A., 357
- \_\_\_\_\_. (2018). « ¿Quiénes Son Los Refugiados Económicos? Breve Aproximación A La Realidad Social De Los Colombianos En Países Bajos », *Trayectorias Humanas Trascontinentales [En Ligne]*, 1, Consultado El 30/10/2018, url : <http://www.unilim.fr/trahs/117>
- Galeano Rodríguez, F., & Pinho De Almeida, L. (2014). “Mujeres Brasileñas y Colombianas: Trabajadoras Latinoamericanas Que Viven En Holanda”. *Naveg@Mérica*. Revista Electrónica Editada Por La Asociación Española de Americanistas, (13). Recuperado a partir de <https://Revistas.Um.Es/Navegamerica/Article/View/209111>
- Gay- Sylvestre, D. (2019). *Entre Risas y Lagrimas. Mujeres del siglo XXI*. México: Ediciones del Lirio.
- Giddens, A. Sutton, P. (2015). *Conceptos Esenciales De Sociología*. Madrid: Editorial Alianza, 192
- REPORT GRETA Group of Experts on Action Against Trafficking in Human Beings. French edition: 9e Rapport général sur les activités du Greta. Council of Europe. printed at the Council of Europe. March 2020. <https://rm.coe.int/9th-general-report-on-the-activities-of-greta-covering-the-period-from/16809e128b>

## Portales

<http://www.colombianosune.com/> Consultado el 8 de mayo de 2022

<https://elpais.com/internacional/2020-04-03/las-victimas-de-trata-humana-en-europa-se-disparan.html>. consultado el 18 de mayo de 2022

OIM. Colombia <https://colombia.iom.int/es/news/con-libertapp-cualquier-persona-puede-denunciar-la-trata-de-personas-en-colombia>. Consultado el 10 mayo de 2022

## Entrevistas por el autor

- Ingrid: Rotterdam, diciembre y marzo de 2021.
- Violeta: Ámsterdam, marzo y abril de 2022.

## II - Para Iberoamérica / To Ibero- America



## Movilidad humana en tránsito. Algunas lógicas en los movimientos y en los espacios de tránsito en América Latina (2015-2021)

### Human mobility in transit. Some logics in movements and transit spaces in Latin America (2015-2021)

**Alejandra León Rojas<sup>1</sup>**

Instituto de Filosofía  
Universidad de Antioquia (Medellín-Colombia)

[Alejandra.leonr@udea.edu.co](mailto:Alejandra.leonr@udea.edu.co)

**José Carlos Luque Brazán<sup>2</sup>**

Universidad Autónoma de la Ciudad de México (UACM)  
Ciudad de México, México

[jose.luque@uacm.edu.mx](mailto:jose.luque@uacm.edu.mx)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4579>

DOI : 10.25965/trahs.4579

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** El artículo tiene como objetivo abordar algunas lógicas en los movimientos y espacios de tránsito en América Latina entre 2015 y 2021. Este período se ha caracterizado no solo por el aumento acelerado de la movilidad humana en la región, sino también por la adopción y la diversificación de los enfoques de securitización – externalización de políticas y desterritorialización de fronteras – que surgen como respuesta a sus desplazamientos. A partir de una revisión documental y el análisis de la movilidad humana en países del Triángulo Norte, Venezuela y Haití, se determina que esta situación restrictiva ha generado, en el caso de la migración sur-norte, el fortalecimiento de las «fronteras verticales» y, en el caso de la migración intrarregional, la diversificación de formas de movilidad y el fortalecimiento de los espacios de tránsito; pero también el posterior desmantelamiento de estos últimos por cuenta del impacto de las restricciones para contener la expansión del Covid 19 en los ingresos y oportunidades de subsistencia de los migrantes.

**Palabras clave:** control, frontera, migración, movilidad, tránsito

**Résumé :** L'article vise à aborder certaines logiques dans les mouvements et les espaces de transit en Amérique latine entre 2015 et 2021. Cette période a été

---

<sup>1</sup> Investigadora Grupo de Investigación en Filosofía Política (GIFP). Filósofa y estudiante de doctorado en la Universidad de Antioquia (Medellín, Colombia); Magister en Gobierno y Políticas Públicas de la Universidad EAFIT (Medellín-Colombia). Investigadora en temas relacionados con filosofía y teoría política, migraciones internacionales y políticas públicas.

<sup>2</sup> Docente e investigador. Licenciado en Antropología Social por la universidad de Chile. Maestro en Ciencias Sociales por la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), sede México. Egresado del doctorado en Ciencias Políticas y Sociales de La Universidad Autónoma de México.

caractérisée non seulement par l'augmentation accélérée de la mobilité humaine dans la région, mais aussi par l'adoption et la diversification des approches de sécurisation - externalisation des politiques et déterritorialisation des frontières - qui surviennent en réponse à leurs déplacements. Sur la base d'une revue documentaire et d'une analyse de la mobilité humaine dans les pays du Triangle du Nord, du Venezuela et d'Haïti, il est déterminé que cette situation restrictive a généré, dans le cas de la migration sud-nord, le renforcement des « frontières verticales » et, dans le cas de la migration intrarégionale, la diversification des formes de mobilité et le renforcement des espaces de transit; mais aussi le démantèlement ultérieur de ce dernier en raison de l'impact des restrictions visant à contenir la propagation du Covid 19 sur les revenus et les moyens de subsistance des migrants.

Mots clés : contrôle, frontière, migration, mobilité, transit

Resumo: O artigo tem como objetivo abordar algumas lógicas em movimentos e espaços de trânsito na América Latina entre 2015 e 2021. Esse período tem sido caracterizado não apenas pelo aumento acelerado da mobilidade humana na região, mas também pela adoção e diversificação de abordagens de securitização - terceirização de políticas e desurritualização de fronteiras - que surgem em resposta aos seus deslocamentos. A partir de uma revisão documental e análise da mobilidade humana em países do Triângulo Norte, Venezuela e Haiti, determina-se que essa situação restritiva tem gerado, no caso da migração sul-norte, o fortalecimento das "fronteiras verticais" e, no caso da migração intra-regional, a diversificação das formas de mobilidade e o fortalecimento dos espaços de trânsito; mas também o subsequente desmantelamento deste último por conta do impacto das restrições para conter a disseminação de Covid 19 sobre as oportunidades de renda e subsistência dos migrantes.

Palavras chave: controle, fronteira, migração, mobilidade, transito

Abstract: The article aims to address some logics in movements and transit spaces in Latin America between 2015 and 2021. This period has been characterized not only by the accelerated increase in human mobility in the region, but also by the adoption and diversification of securitization approaches—policy outsourcing and border deterritorialization—that arise in response to their displacements. Based on a documentary review and analysis of human mobility in countries of the Northern Triangle, Venezuela and Haiti, it is determined that this restrictive situation has generated, in the case of south-north migration, the strengthening of "vertical borders" and, in the case of intraregional migration, the diversification of forms of mobility and the strengthening of transit spaces; but also the subsequent dismantling of the latter on account of the impact of restrictions to contain the spread of Covid 19 on the income and livelihood opportunities of migrants.

Keywords: control, border, migration, mobility, transit

## Introducción

Desde el despliegue de la globalización neoliberal, las migraciones en América Latina han demostrado ser sumamente variables, tanto por los cambios en sus patrones –volumen y alcance– como por sus causas (Castillo, 2000; Domenech, 2013; Marroni, 2016). Lo que en un principio obedecía a movimientos poblacionales por contraste en las condiciones de vida y las oportunidades laborales entre el campo y la ciudad, dieron lugar a desplazamientos intrarregionales y, finalmente, transnacionales como consecuencia de las variantes detrás de los procesos de acumulación capitalista y otro sinnúmero de factores sobre los que primaría la violencia, las deficiencias estructurales y la agudización de la desigualdad social (Castillo, 2000; Milanovic, 2016). Paralelamente, la aparición de mecanismos de control, sanción y persecución sobre las fronteras con el afán de contener los ingentes flujos poblacionales, hicieron de la migración en tránsito, una tendencia para definir, en gran medida, el fenómeno contemporáneo de la migración y, en especial, el latinoamericano (Villafuerte, 2020).

Esta situación ha sido determinante para el escalonamiento de todo tipo de controles fronterizos para contener la movilidad y las expresiones de acción colectiva de los migrantes; de allí que la migración en tránsito se haya convertido en una expresión política de las políticas migratorias xenófobas en el continente, influenciadas por los discursos de contención del entonces presidente de los Estados Unidos Donald Trump y su propuesta de «levantar un muro» en la frontera con México. Lo anterior impulsó una tendencia en la cual, los derechos humanos de hombres, mujeres y niños en situación de movilidad se desdibujaban ante la presencia de limbos territoriales, jurídicos y políticos en los que el derecho a migrar de manera digna constituía una utopía inalcanzable para los migrantes expulsados de Estados-nacionales fracturados por injerencias imperialistas (Centroamérica) o demolidos por la pobreza, la corrupción y el autoritarismo (Haití y Venezuela); si bien esto definió dos grandes bloques de políticas migratorias en el continente, una sostenida en el discurso de los derechos humanos y otra basada en las ideas de seguridad y control de las fronteras, este último fue marcando agendas de toda índole sobre asuntos migratorios construidas a partir de discursos en los cuales los migrantes son vistos como delincuentes, a la par que imágenes y narrativas, cada vez más naturalizadas, justificaban la existencia de pequeños campos de concentración, incluso para los niños y niñas en Texas (Lissardy, 2019).

Es así como los movimientos poblacionales latinoamericanos, con énfasis en los últimos seis años, «tienen lugar en un contexto en el cual apenas se cuestiona el creciente control de la movilidad humana y la fortificación de las fronteras estatales» (Velasco, 2020, p.166). De cara a esto, la migración en tránsito es un tema emergente y no precisamente porque se trate de un fenómeno reciente. En realidad, se considera un efecto político agravado por la promesas de campaña de Donald Trump de reformar la política migratoria norteamericana y que terminaron por impulsar las respuestas a la migración por parte de los gobiernos en América Latina.<sup>3</sup> De esta manera, se cristalizaron políticas migratorias con diseño burocrático-institucional, cuyo propósito era restringir, contener, desalentar y hasta

---

3 En el caso de América Latina, el aumento sin precedentes de la migración en tránsito en los últimos años ha develado patrones críticos que se intensificaron en varios países de la región en consonancia con el efecto «Trump». Para la muestra, lo sucedido en Argentina y Chile en los últimos 4 años. En el primer país, el gobierno de Mauricio Macri impulsó una serie de barreras para el ingreso y permanencia de migrantes que consistió en un recorte significativo a sus derechos. En el segundo, Sebastián Piñera aprobó una ley migratoria que antes que atender los flujos migratorios, terminaba por desplazarlos hacia terceros países.

criminalizar la movilidad humana; una interpretación enmarcada en una dialéctica dicotómica y reducida —entre Estados emisores y receptores— donde imperan y operan los dispositivos de control en las fronteras territoriales y legales de los Estados y, en los cuales los migrantes son absorbidos por «trampas burocráticas» y etiquetados eufemísticamente como «migración en tránsito».

Para Düvell (2010), la expresión «migración en tránsito» casi se ha convertido en un grito de guerra de unos Estados que esperan de otros que mantengan la migración no deseada fuera de su territorio; un asunto que parte de interpretaciones difusas y estrechas en las que a menudo este tipo de migración se asocia con la migración irregular o ilegal. En este sentido, la migración en tránsito representa condiciones inciertas, precarias e inseguras para los migrantes a quienes suelen asignárseles y retirárseles diversas categorías jurídicas mientras se hallan en esa condición, al tiempo que los Estados pueden dudar de las obligaciones que tienen con estos, aún más cuando no tengan intención de quedarse en su territorio (ACNUDH, 2016). Este tema reviste particular trascendencia ya que las políticas migratorias — sean de admisión, de control y regulación de flujos; de integración, de retorno o reinserción— han contribuido, significativamente, a la acumulación de personas en las fronteras pues, restringidas en su condición de regularidad o nacionalidad, se ven expuestas a diversos grados de coacción por parte de diferentes actores legales o ilegales que les implican múltiples riesgos para llevar a cabo sus recorridos, ya de por sí a través de rutas intermitentes, peligrosas y alternativas (Mármora, 2010).<sup>4</sup>

De este modo, a la intensificación de configuraciones institucionales securitarias y a la presencia más recurrente de cuerpos políticos debilitados e instituciones disfuncionales ante los derechos humanos —como factores endémicos de la contemporaneidad— se le suma la agudización de crisis políticas, sociales y económicas y hasta ambientales que inciden en los cambios del comportamiento migratorio; cambios que, por lo demás, hace más visible lo masivo de la migración en tránsito. Lo anterior no implica, necesariamente, que sea un hecho que se refleje en las políticas migratorias; pues, como señala Martínez,

la migración en tránsito se visibilizó y cobró relevancia a partir de diversas causas, entre ellas, el esfuerzo de muchos grupos de la sociedad civil, en particular albergues de migrantes y organizaciones no gubernamentales comprometidas (2017: 44).

De esta manera, y a pesar de que en la región Latinoamérica existen sectores críticos a las políticas migratorias restrictivas y a sus consecuencias sobre los migrantes en tránsito, el escenario no es otro que aquel en el que conviven iniciativas reformistas y normas que criminalizan los tipos de movilidad (Ceriani, 2011; Villafuerte, 2020).

En el artículo se sostiene que la implementación de mayores controles en las fronteras de los Estados para disuadir e impedir el paso de personas migrantes a países del norte, han facilitado tanto la aparición de nuevas manifestaciones de control fronterizo, como el surgimiento de diversas lógicas de movilidad para los migrantes que transitan por Latinoamérica. Para desarrollar este argumento, el texto se divide en tres secciones, además de la introducción, la primera se centra en comprender las categorías de externalización de políticas migratorias y de

---

4 «El confinamiento de los migrantes en los espacios de frontera [...] incrementa el costo humano, económico y social, que se expresa en el sufrimiento de los migrantes ante la mirada expectante de los gobiernos de origen, tránsito y destino, que no alcanzan a dar respuesta coherente con las condiciones de la región y las necesidades de la población» (Villafuerte, 2020: 11).



desterritorialización de fronteras como tendencia latinoamericana para el tratamiento y producción de migración en tránsito en dirección sur-norte. En la segunda parte, se explicará la transición de las denominadas “fronteras verticales” a una compleja red de desplazamientos, en los cuales coexisten todas las formas de movilidad humana; esto como característica de la migración intrarregional y del fortalecimiento de los espacios de tránsito para los migrantes. En la tercera, se hará referencia al desmantelamiento de los espacios de tránsito regionales por cuenta de las restricciones para contener la expansión del Covid 19. Finalmente, se señala que este artículo es producto de un análisis documental, que se acompaña de una revisión de bibliografía sobre las categorías analíticas seleccionadas y de fuentes periodísticas.

## Externalización de políticas y desterritorialización de fronteras

La externalización de políticas migratorias y la desterritorialización de fronteras se presentan como mecanismos de control, cooperación, seguridad y disciplinamiento, elaborados para desplazar la gestión de políticas y de fronteras hacia terceros países, con el propósito de crear ya sea áreas de contención previa de migrantes o implementar estrategias de cooperación al desarrollo que eviten los costos de una posible presión migratoria en los países de destino (Podkul & Kysel, 2015). En el caso de la desterritorialización, las fronteras trascienden los límites geográfico-administrativos para hacerse presentes allí donde se ejercen controles selectivos entre migrantes que pueden llevarse a cabo dentro o fuera de estas. Por su parte, la externalización de políticas implica la participación o cooperación directa o indirecta de los Estados emisores o de tránsito en la gestión de las políticas de los países de mayor recepción (Naranjo, 2014). En esta última, es recurrente que se condicione la ayuda al desarrollo para los países epicentro de los desplazamientos para que luchen contra la inmigración irregular o que se les transfiera esa responsabilidad para que gestionen las migraciones como condición determinante para adoptar acuerdos económicos (Naranjo, 2014).

Si bien la mayor parte de la literatura sobre los procesos de cierre y securitización de las fronteras se centran en Europa y América del Norte, han aparecido algunos estudios dedicados a las fronteras de América Latina, en los cuales se advierte la concepción de las fronteras como barreras de seguridad (Medina, 2020; Vega, 2022). La preocupación generalizada por gestionar las migraciones desde los países de origen y tránsito de migrantes, se ha transformado, paulatinamente, en un régimen que trasciende las funciones de control y seguridad de la acción nacional a la transnacional; esto bajo el amparado de la figura del migrante como el ancla de políticas securitarias y debates públicos que lo responsabiliza de ser el catalizador de la mayor parte de los problemas sociales de las sociedades occidentales (Ceyhan & Tsoukala, 2002).

Es así como la externalización de políticas y la desterritorialización de fronteras se instauran como procesos emergentes a partir de discursos que vinculan la migración irregular y en tránsito con una amplia gama de fenómenos entre delictivos–narcotráfico, terrorismo– e higienistas –riesgo biológico–, que terminan por respaldar las nuevas funcionalidades de las fronteras en virtud de la necesidad expresa de los Estados de controlar y vigilar a las personas que ingresan y viven dentro del territorio o en zonas fronterizas (Domenech, 2013; Düvell, 2008; Mena &

Cruz, 2001).<sup>5</sup> Desde esta perspectiva, los migrantes revisten potenciales riesgos para la seguridad, el orden público y la cohesión social de las naciones, lo que implica, en aras de la defensa de la soberanía, la inmediata contestación de los gobiernos a través de estrategias legales, administrativas, policiales y militares, incluso transnacionales frente a las posibles amenazas que encarnan los migrantes para sus comunidades políticas.

Según Ceyhan y Tsoukala (2002) esta «demonización del migrante» puede entenderse como la acumulación de una serie de cambios que han reformulado el orden doméstico y desafiado las estructuras tradicionales de integración y fragmentación, así como las de inclusión y exclusión; un asunto que, consecuentemente, será determinante para la adopción del discurso securitario y las transformaciones experimentadas por la legislación migratoria tanto de países europeos como americanos. Para Varela (2015), por su parte, se trata de la conformación o establecimiento de una tecnocracia especializada en el diseño de políticas para la gestión migratoria que solo puede sustentarse con estrategias policiales y militares coordinadas transnacionalmente para las cuales es necesario fijar un enemigo; esto consiguientemente difumina el concepto mismo de frontera, como límite territorial, para darle nuevas funciones y significados que permitan gestionar «más» y «mejor» las migraciones, en la medida en que muros y vallas dejan de ser efectivas frente a quienes huyen de la miseria y la violencia (Velasco, 2020).

## 1. Lógica sur-norte: externalización de políticas y desterritorialización fronteriza

Los vertiginosos cambios en las fronteras de los Estados nacionales asociados a la globalización han devenido en disposiciones de diversa índole encaminadas a contener y, de plano, desincentivar los movimientos masivos de población migrante (Sassen, 2003; Held & McGrew, 2002; Benhabib, 2005). Algunas de estas prácticas que se han instaurado en el centro de las políticas migratorias de la Unión Europea, no han pasado desapercibidas para el continente americano. En particular, por la creciente securitización de las políticas migratorias y el control fronterizo a los que ha ido transitando la región desde el 2015 a causa de la aparición de «zonas francas de origen migrante».<sup>6</sup>

En este sentido, los flujos de población migrante con dirección sur-norte ha acaparado, además de atención mediática, el interés de los gobiernos de la región. Varios instrumentos bilaterales y multilaterales operan transfiriendo responsabilidades a terceros Estados con el incentivo de posibles intervenciones en los países de origen y tránsito.<sup>7</sup> En ocasiones, con su puesta en marcha, pueden verse

---

5 Ambos conceptos, externalización de políticas y desterritorialización de fronteras, parten de «la 'óptica securitaria' que se inserta como paradigma en la gubernamentalidad de diferentes fenómenos sociales contemporáneos; entre estos, la migración de personas» (Varela, 2015:7).

6 Para Castillo (2000), las diferentes crisis entre económicas, políticas y sociales, aunado a situaciones de conflicto o amenaza externa, han desencadenado cambios radicales en el comportamiento migratorio latinoamericano. Esto, como señala, ha dado origen a zonas de constante expulsión de personas que constituyen zonas francas de origen migrante.

7 Estados Unidos es uno de los países que mayormente ha desplegado su arsenal diplomático en la región. Por ejemplo, en la actual administración de Biden- Harris ha establecido agendas para concertar acuerdos con los gobiernos de México y Guatemala con el fin de controlar la migración desde Centroamérica, los cuales incluyen inversiones para promover oportunidades en esos países.

reducidos los flujos, redireccionados a otros destinos, o incrementando los retornos voluntarios y forzados, lo que no se traduce, consecuentemente en retornos seguros para los migrantes (Herrera & Sørensen, 2017). Al contrario, continúan sujetos a condiciones precarias en los países por los que transitan para llegar a su destino.

Para ilustrar lo anterior, basta revisar la experiencia de los países que integran el denominado «Triángulo Norte» (El Salvador, Guatemala y Honduras), los cuales han protagonizado el mayor éxodo en masa sur-norte de la última década.<sup>8</sup> Las imágenes y las proporciones de estos flujos llaman la atención de todos los actores de la llamada «industria de la migración»<sup>9</sup>, atónitos ante la imposibilidad de atender a toda esa población y, al mismo tiempo, brindar explicaciones certeras acerca de sus desplazamientos. Las mediáticas «caravanas migrantes» acaparan titulares mientras, atravesando el puente fronterizo entre Guatemala y México, se deja ver, antes que el desafío colectivo de miles de personas sobre una de las fronteras más violentas del mundo con ninguna otra arma que su cuerpo y el de sus hijos, el abierto desafío a la política migratoria y de regulación de fronteras estadounidense, pero también mexicana (Varela, 2018).

Varela (2019) sostiene que el caminar de estas personas, especialmente familias, por las fronteras ha desacomodado los tres grandes relatos con los que se abordan los desplazamientos desde Centroamérica hacia Estados Unidos por México; estos son:

[...]Los relatos en clave de los migrantes como víctimas (de la pobreza o la violencia), los migrantes como criminales que desobedecen las leyes para traspasar fronteras o, finalmente, los migrantes como sujetos vulnerables que requieren del apoyo humanitario de un amplísimo crisol de organismos públicos y no gubernamentales, domésticos e internacionales (Varela, 2019: 51).

Contrario a estas visiones, los desplazamientos surgieron como una estrategia con la que los migrantes buscaban «salir de las sombras», como víctimas de la subcontratación de las políticas migratorias y el aumento del carácter represivo en las fronteras de los países que sirven de ruta hacia los países de destino. En este punto, «la movilidad se convierte en un elemento afirmativo y reivindicativo que busca dignificar las condiciones de vida de los migrantes» (Carballo, Echart & Villareal, 2019, p. 95); pero también se despliega para denunciar las consecuencias de la implementación de iniciativas como, por ejemplo, el Plan Alianza para la Prosperidad del Triángulo Norte – APTN, oficialmente nominado *Programa Frontera Sur* o *Plan Sur*.

El Plan Sur surge tanto por la presión de Estados Unidos como por la iniciativa de los países que conforman el denominado Triángulo Norte Centroamericano en 2014, para dar respuesta a la migración de niños, niñas y adolescentes que transitaban de manera irregular y sin acompañamiento provenientes de estos países. El Plan contó con la asesoría del gobierno de Estados Unidos y del Banco Interamericano de Desarrollo (Villafuerte, 2018). Sin embargo, más que a la reducción de la violencia o

---

8 Según la Secretaría de Gobierno de México (SEGOB), tan solo en el 2019, se registraron 175.000 ingresos y en el 2020, un año marcado por el cierre de fronteras y las restricciones de movimiento debido a la pandemia de Covid 19, se registraron casi 87.000, de las cuales el 90% provenían del Triángulo Norte de Centroamérica: Honduras, Guatemala y El Salvador (Pasquali, 2021).

9 «A organismos nacionales e internacionales de gestión de la migración, a redes de trata y tráfico y a las redes de hospitalidad, radical y no tan radical, desplegadas por las rutas migratorias mexicanas» (Varela, 2019:52).

al tratamiento de las causales de expulsión de personas en sus países de origen, derivó en acciones de contención -detención en la frontera sur de México y en una virtual imposibilidad de permitir ingresos legales y documentados a lo largo de las rutas migratorias del país (Villafuerte, 2018).

Así pues, con los años, el Plan significó, además de un panorama similar de violencia al que experimentan los migrantes en sus territorios de procedencia, el efecto más marcado de la ofensiva de México contra la migración como frontera preliminar para contener su tránsito hacia Estados Unidos. En este punto, «la política migratoria del Estado mexicano continuó orientándose por la contención del ingreso y el tránsito irregular a través de acciones de detección, detención y deportación –denominadas “aseguramiento, alojamiento y repatriación”» (Anguiano & Lucero, 2020: 137). Lo anterior, como consecuencia del carácter securitario de la iniciativa y en su énfasis en la seguridad nacional y la militarización de las fronteras que adquiere y recae no solo en los gobiernos de los países expulsores, sino también sobre los de tránsito y frontera (Varela, 2019; Villafuerte, 2018).

De manera que el fuerte de estas dinámicas fronterizas hace hincapié en los dispositivos de control fronterizo territorial y legal– cercas de alambres de púa, vigilancia aérea, patrullas fronterizas, retenciones, cierres de fronteras, procesos simplificados o abreviados para acelerar las expulsiones y en el confinamiento en centros de detención, entre otros– en los cuales no existen garantías procesales para los migrantes (Basok, 2020)<sup>10</sup>. Esta situación, lejos de desincentivar los desplazamientos, lleva a los migrantes a transitar por rutas ocultas plagadas de desafíos para su seguridad e integridad que los inserta en dinámicas, marcadas por sus condiciones generales de tránsito, que pueden devenir en la diversificación de sus formas de movilidad y en nuevas formas de habitar los espacios en tránsito antes de continuar o no con su destino.

## 2. Lógica intrarregional: de «fronteras verticales» a todas las formas de movilidad humana

El endurecimiento de los controles migratorios por parte de los Estados ha revestido, consecuentemente, de importancia los espacios de tránsito, como territorios que se han ido modificando y adecuando ante el propio vaivén del fenómeno migratorio (Nájera, 2016). De igual modo, la experiencia de «tránsito» se configura como un escenario caracterizado por trayectorias migratorias entre países en el cual los migrantes, sin los documentos requeridos, son catalogados a priori con permanentes intenciones de paso, lo que los deja expuestos a diversas situaciones que evidencian su situación de progresiva desprotección (Silva, 2015). Esto se hace evidente en la medida en que la conjunción de migración y seguridad es cada vez más estrecha y los migrantes se ven obligados a reconfigurar constantemente su ejercicio de tránsito de cara a un entorno de políticas que se encuentran en su contra y a la mutabilidad misma que caracteriza esa gestión sobre las fronteras (Yee & Torre, 2016).

Como se ha señalado, tanto la externalización de las políticas migratorias como la desterritorialización de los controles fronterizos recaen sobre los Estados de tránsito que funcionan como barreras preliminares y de contención ante la movilidad

---

<sup>10</sup> «Las personas detenidas casi nunca se les brinda información sobre el procedimiento migratorio ni sobre su derecho de solicitar refugio o de regularizar su situación migratoria; tampoco se les informa sobre sus derechos, ni verbalmente ni por escrito, ni se les menciona el derecho de recibir asesoría legal o, en su caso, el derecho de interponer un recurso efectivo contra las resoluciones» (Anguiano & Lucero, 2020: 145).

humana; lo que conlleva, a menudo, al establecimiento de «fronteras verticales». Estas se conciben como «aparatos de control migratorio que los Estados desarrollan a lo largo de su territorio a través de operativos, retenes y detenciones» (Soriano-Miras, 2017: 54) y funcionan oficial y extraoficialmente, obstaculizando el paso de los migrantes a sus lugares de destino ya sea través de un complejo aparataje de control migratorio —operativos, retenes y detenciones— o por medio de grupos delictivos que se sustentan en la explotación de los migrantes, no solo en términos económicos y laborales, sino corporales (Soriano-Miras, 2017; Yee & Torre, 2016). Si bien son de distintas naturalezas, ambos controles «se articulan y se potencian como factores de riesgo, originando que los migrantes desarrollen estrategias de tránsito que apuntan a evadir y/o afrontar los obstáculos de estas fronteras de manera simultánea e indistinta» (Silva, 2015:100).

Paralelamente, las «fronteras verticales» también adquieran otras funcionalidades a la luz de «nuevos espacios globalizados donde habitan y transitan los sujetos que quedan atrapados a lo largo de un vasto territorio que puede atravesar más de un país» (Soriano-Miras, 2017: 55). Dentro de esta lógica, el espacio fronterizo se despliega en una multiplicidad de figuras en función de los riesgos asignados a los migrantes, lo que puede configurar situaciones tan variadas como la admisión, el asilo, la espera, la denegación de visado, la deportación, la detención, la expulsión o el hostigamiento (Brandariz & Mendiola, 2019).

Como consecuencia, los proyectos migratorios iniciados en origen por los migrantes se quedan en muchas ocasiones a medio camino; atrapados en nichos laborales precarios y en espacios en los que construyen realidades socioeconómicas y hábitos en el plano simbólico-cultural (Soriano-Miras, 2017). Para Marroni (2016), el hecho de que la migración en tránsito pueda convertirse en una modalidad permanente, demuestra la indefinición de los límites entre migraciones fronterizas, de tránsito y permanente, lo que constituye uno de los rasgos que configuran los procesos de movilidad humana en la globalización.

Si bien puede identificarse un importante flujo de migración hacia los países del norte especialmente de países como El Salvador, Guatemala y Honduras, también existe una tendencia a que, aquellos Estados que solían ser de tránsito o paso, terminen consolidándose como de residencia temporal o permanente para los migrantes. En lo concerniente a los movimientos poblacionales desde Venezuela, Nicaragua y Haití, sus patrones han sido determinantes para comprender de qué manera la migración intrarregional se ha visto fortalecida, en parte, por las dificultades que representa la migración sur-norte apegada a la agenda de securitización impuesta por Estados Unidos y por las alternativas, entre legales e ilegales, que brindan los países de tránsito para la radicación de los migrantes.

Por ejemplo, con la migración venezolana, la mayor movilización humana de la historia reciente de la región<sup>11</sup>, los principales desplazamientos tuvieron como destino países de América Latina, convirtiendo a Colombia, Perú, Chile, Ecuador, Brasil, Argentina, Panamá, República Dominicana, México y Costa Rica, en las opciones migratorias más cercanas y accesibles para los migrantes. Esto se debió, en principio, a la apertura que tuvo la región pero después, con la necesidad de aliviar la presión que representaba la llegada masiva de estas personas a sus territorios, se transformó en una serie de obstáculos y restricciones a la movilidad.

---

11 Según cifras de ACNUR (2021), son más de cinco millones (5,9) de venezolanos y venezolanas que se encuentran viviendo en el exterior, la gran mayoría en países de América Latina y el Caribe.

Esto, consecuentemente, determinó toda una agenda impulsada por los gobiernos de la región para poner en orden la entrada de venezolanos a través de la imposición de una serie de requisitos que, buscando réditos políticos, respondieran a los incidentes y presiones de la opinión pública con el endurecimiento de la política migratoria (Feline & Castillo, 2020).<sup>12</sup> En la práctica, más que seguir la agenda coordinadamente, algunos Estados han actuado unilateralmente, haciendo extensiva su propia normatividad o creado y acogiendo otras para incluir o excluir a los migrantes provenientes de Venezuela. Osorio y Phélan (2020) destacan la expedición de visas y permisos espaciales en países como Ecuador (Visa Temporal por Razones Humanitarias- VERHU), Perú (Permiso de Estancia Temporal PTP) y Chile (Visa democrática) como medidas para permitir la circulación de migrantes venezolanos. Sin embargo, los requisitos para su obtención dependían de documentos oficiales – pasaporte y antecedentes judiciales apostillados– con los que muchos de estos no contaban o eran difíciles de obtener.

Por otro lado, la actuación de los Estados en la región ha sido, igualmente, determinante para la diversificación de la movilidad de los venezolanos. Esta situación es atravesada por factores como las condiciones de vida que les ofrecen a los migrantes, sus perfiles y las intenciones de movilidad que estos tienen (tránsito, destino o retorno al lugar de origen). Con base en estas consideraciones, Chávez y Echeverry (2020) identifican tres grupos de países que evidencian experiencias migratorias distintas.

En un primer grupo incluye a los vecinos inmediatos de Venezuela (Brasil, Colombia, Guyana y Trinidad y Tobago), caracterizados por una dinámica histórica de recepción de migrantes de bajos ingresos con intención de retornar eventualmente a su país de origen, lo que puede sugerir un patrón de migración pendular, o con el interés de trasladarse a otro destino (migración en tránsito). El segundo grupo de países receptores (Ecuador y Perú) están cerca, pero no comparten una frontera inmediata con Venezuela, ofrecen mejores condiciones que las que tenían en sus países de origen, siendo atractivas para jóvenes con formación técnica o superior que contemplan la residencia temporal. Finalmente, el último grupo que está más alejados de Venezuela, en el Cono Sur (Argentina, Chile, Paraguay y Uruguay) y Costa Rica, se presentaron patrones de voluntad de quedarse en el largo plazo, así como mayores niveles de formación académica.

Igualmente, las dificultades que viven los migrantes en el camino también repercuten como factores que posibilitan o afectan a su movilidad. En ocasiones, las restricciones que imponen algunos Estados pueden derivar en experiencias migratorias continuas y cíclicas a través de cruces formales y otros tantos informales, que expresan tanto las debilidades como las fortalezas que están ligadas a las dinámicas fronterizas que se han establecido en estos territorios. Para Ramos (2020), esta situación plantea escenarios emergentes, donde las fronteras de seguridad –que operan bajo lógicas de militarización, securitización y control administrativo– coexisten con otras fronteras que propician movilidades humanas desde una perspectiva alterna de integración laboral, económica, social y cultural, inclusive, aun cuando ya no existe movilidad alguna o los migrantes se desconecten de un espacio social transnacional definido.<sup>13</sup>

---

12 En 2018, se conformó el denominado «Proceso de Quito». Un espacio técnico regional integrado por Argentina, Brasil, Chile, Colombia, Costa Rica, Ecuador, Guyana, México, Panamá, Paraguay, Perú y Uruguay creado para brindar una respuesta coordinada a la crisis de refugiados y migrantes de Venezuela.

13 Cabe resaltar que la coexistencia de este tipo de fronteras no aleja a los migrantes de los peligros que deben afrontar en sus recorridos o en sus estancias temporales. A veces, se topan

Dinámicas como estas no pasan desapercibidas al analizar los desplazamientos de los migrantes provenientes de Nicaragua o Haití, que si bien no eran tan numerosas como los de sus vecinos hacia países del norte –por lo menos no hasta finales del 2020 y principios del 2021–, son cada vez más los migrantes que terminan instaurándose en México o Brasil de forma temporal o permanente.

En el primer caso, México se erige como un país de tránsito de migrantes, con una de las políticas migratorias más restrictivas a nivel internacional y, a su vez, receptor de un número significativo de migrantes; en la práctica esto opera, por un lado como «frontera vertical» reforzando la postura anti-migratoria de Estados Unidos y, por el otro, en el marco de una política pro-migratoria, como posibilitador de libre tránsito y de trámites de refugio (Ramos, 2020). Esta situación ha supuesto una alternativa para los migrantes nicaragüenses que han solicitado, de manera legal, refugio, oportunidades educativas y residencia en México, en contraste con Costa Rica, un receptor histórico de esta población. Asimismo, los migrantes procedentes de Haití, luego del giro dado por la administración de Donald Trump de no continuar con el Estatuto de protección Temporal para los haitianos (TPS por sus siglas en inglés) que emitió el gobierno estadounidense en febrero de 2010<sup>14</sup>, eligieron a México como una alternativa para radicarse temporalmente, insertándose en sectores informales y otros regularizando su situación en el país (Moreno, 2019).

En el mismo sentido, Brasil representó, hasta antes de las restricciones de la pandemia, un «parteaguas» de la migración masiva en la región, especialmente para migrantes haitianos (Coello & Valdez, 2019). Aunque este país no se caracteriza por encarar una política anti migratoria, sí es considerado una ruta importante para los migrantes en su camino hacia el norte. Las facilidades que este gigante suramericano empezó a brindar a estos ciudadanos, luego de una serie de reformas entre 2011 y 2013, lo hicieron atractivo para quedarse de forma temporal. Entre estas, la concesión de visas humanitarias y una legislación humanitaria y proteccionista que le dieron a los migrantes condiciones más humanas y dignas para sus vidas y sus familias, garantizando los mismos derechos que a los nacionales: salud, educación, trabajo y visas que podían extender a conyugues y familiares (Pasquali, 2017). De esta manera, a los migrantes no solo se les garantizaba la reunificación familiar, sino también el acceso a fuentes de trabajo, en caso de residir de forma permanente o para obtener los recursos y así retomar la intención de continuar con su travesía hacia Estados Unidos (Coello & Valdez, 2019).<sup>15</sup>

Para Nájera (2016) las posibilidades que ofrecen estos espacios de tránsito desprenden experiencias migratorias en las que los migrantes transitan de la categoría de migrantes en tránsito a inmigrantes temporales; lo que ha dado lugar a la resignificación de los espacios de tránsito y, posteriormente, a su apropiación a través de la inserción laboral, donde “el asentamiento y la posibilidad de permanencia

---

con la imposibilidad de encajar en alguna categoría consecuente con las causales de sus desplazamientos: refugio y asilo, desplazamiento forzado, trata de personas, entre otras. Para Ramos (2020), a esto se le suma que en «estos tiempos convulsos, las personas ya no migran por razones relacionadas con pobreza, la falta de empleo o por motivos económicos, cada vez persisten las razones de tipo políticas o social» (p.5).

14 El Estatuto fue un mecanismo con el que el gobierno de Estados Unidos brindó protección especial a los migrantes haitianos después del terremoto que sacudió el país en 2010.

15 En Brasil, la tarjeta de trabajo y seguridad social (CTPS) es el documento oficial y obligatorio para ejercer cualquier tipo de empleo de manera legal (Pasquali, 2017).

indefinida pueden promover el postergamiento o el abandono del plan migratorio en el largo plazo” (p.262). En otras palabras:

[...]las personas en situación de movilidad llegan, pasan, se acercan y, en consecuencia, se asientan temporal o de manera permanente en lugares específicos, como pueden ser los albergues, las casas de migrantes, zonas residenciales en las que acceden a vivienda, o los lugares de trabajo que en ocasiones también sirven de espacio residencial. Así, el asentamiento de diversas poblaciones en lugares específicos permite formar comunidades específicas, como pueden ser las comunidades de migrantes según país de origen, dedicados a una misma actividad económica-laboral, compartir la condición de refugiado, por afinidad étnica o preferencia sexo-genérica, por mencionar algunos ejemplos (Nájera, 2020:.42).

### 3. Lógica en la pandemia: el desmantelamiento de los espacios de tránsito

Si algo trajo la grave crisis sanitaria derivada del Covid 19 fueron cambios en las lógicas de los movimientos poblacionales. Las restricciones para contener el virus adoptadas por los Estados representaron una limitación de la movilidad internacional, lo que supuso la suspensión del derecho a la libre circulación de millones de personas para contener el potencial riesgo sanitario. Las personas en contexto de movilidad – entre nacionales y extranjeros –debieron seguir rigurosos confinamientos que tuvieron como efecto inmediato la interrupción de sus proyectos personales y familiares, pero, también, cambios en el control fronterizo caracterizados por contextos de excepcionalidad constitucional en la mayoría de los Estados (Mayorga, 2021).

Esta situación condujo a la aparición dinámicas de contención y securitización apoyadas sobre discursos higienistas que recalaban el potencial peligro de la movilidad humana en la propagación del virus del Covid 19; lo que terminó afectando a poblaciones necesitadas de protección internacional (Mena & Cruz, 2021; León & Contreras, 2020).Así, cientos de miles de migrantes que procuraban rehacer sus vidas en diferentes países de acogida y que habían logrado establecerse temporalmente en los espacios de tránsito, se encontraron de pronto a la deriva, confinados, sin empleo, sin casa y sin protección social (Osorio & Phélan, 2020).

En el caso de países como Chile y Brasil, que sirvieron de espacio de tránsito para migrantes de origen haitiano, especialmente luego del terremoto que sacudió al país en el 2010 y hasta 2020, se tornaron como territorios hostiles para estos durante la pandemia; inclusive, Chile desde mucho antes y hasta después de la flexibilización de las medidas de contención del virus. Las dificultades que encontraron los migrantes haitianos para regularizar su situación migratoria en el país austral, tras la promulgación en 2018, por parte del presidente Sebastián Piñera, de una nueva ley de migraciones para «ordenar la casa» y, posteriormente, la propagación de la pandemia –tanto en Chile como en Brasil– con sus restricciones, dejaron a los migrantes sin opciones económicas, acceso a servicios sociales, empleo y hogar (Paúl, 2021). Esto, consecuentemente, derivó en que estos migrantes retomaran su



intención de llegar a países del norte del continente; incluso cruzando el temido Tapón del Darién en la frontera entre Panamá y Colombia (Pardo, 2021).<sup>16</sup>

Desde principios de 2021, la expectativa generada por la llegada de la administración Biden-Harris, aunada a las necesidades vividas por los migrantes en los espacios de tránsito, ha desencadenado una crisis migratoria en la frontera con México. Esta vez, los flujos de población no solo provienen de países del triángulo Norte, sino, también Haití. Esta situación evidencia que no hay oportunidades para los migrantes haitianos en toda la región, que los ha ido expulsando poco a poco de los espacios de tránsito en los que habían intentado establecerse (Pardo, 2021).

Por su parte, los migrantes venezolanos también presentaron nuevas dinámicas. Al igual que los haitianos, empezaron a abandonar los espacios de tránsito, pero, en lugar de orientarse hacia el norte, decidieron retornar a Venezuela; aunque no exclusivamente. Osorio y Phélan (2020) señalan que estos desplazamientos iniciaron en marzo de 2020 ante la pérdida de fuentes de ingreso, la incertidumbre y la dificultad para regularizar su situación legal. En países como Colombia, uno de los mayores receptores de migrantes venezolanos, el 2020 cerró con una disminución de 2,3 por ciento de ciudadanos del país vecino; especialmente, por el impacto de las medidas restrictivas que afectaron los ingresos que obtenían a través de la economía informal (El Tiempo, 2021); una situación que se repitió en Chile, Ecuador y Perú, donde los migrantes venezolanos se encontraba, igualmente insertos en trabajos informales y/o precarios (Osorio y Phélan, 2020).

## Conclusiones

La migración en tránsito reproduce diversas lógicas de movilidad humana y, al mismo tiempo, es objeto de fuertes restricciones para su contención; en especial, aquellas derivadas de la tendencia securitaria que se traslada de países de Europa y América del Norte a países de Latinoamérica. La diversificación de las causas de los desplazamientos, aunado a la aparición de diversas zonas francas de origen migrante en la región – Guatemala, Honduras, El Salvador, Venezuela, Nicaragua, Haití, entre otros–han desencadenado una serie de respuestas que respaldan nuevas funcionalidades de las fronteras en virtud de controlar el ingreso y la permanencia de quienes deciden cruzarlas.

En la Lógica sur-norte se refleja la influencia de la gestión securitaria sobre las fronteras y las políticas migratorias pero, sobre todo, el impacto en los derechos humanos y el bienestar de los migrantes en tránsito, al hacer extensivo los mecanismos de control, sanción y persecución para evitar que arriben a los Estados de mayor recepción; una tarea que no encaran solos, pues por medio de dinámicas de cooperación u opresión, la comparten y hasta desplazan a otros países para no tener que lidiar con la presión sobre sus fronteras.

En la lógica intrarregional, dadas las dificultades que representa la migración sur-norte, la migración en tránsito responde a criterios de diversificación de las formas de movilidad y al fortalecimiento de los espacios de tránsito; como posibles espacios de permanencia temporal o permanente. Las dificultades que implican los desplazamientos al norte obligan, muchas veces, a los migrantes a reconfigurar su ejercicio de tránsito, sorteando las vicisitudes del camino y los distintos actores que operan en los territorios. En este punto, de las «fronteras verticales» emergen

---

16 Un corredor migratorio que se ha caracterizado tanto por el peligro que representa para los migrantes en su búsqueda de rutas intermitentes y alternativas sur-norte rumbo a Estados Unidos o Canadá, como por la proliferación de subregistros y su invisibilidad internacional (León & Antolínez, 2021).

nuevos horizontes que expresan las debilidades y fortalezas de la gestión fronteriza, al posibilitar la coexistencia de dinámicas que, si bien criminalizan a los migrantes, al mismo tiempo, los insertan social, económica y políticamente en otros espacios/destinos que pueden afectar su decisión de continuar o no con sus desplazamientos.

Finalmente, en la lógica de la pandemia, los espacios de tránsito que se habían convertido en lugares de acogida y potencialmente de asentamiento y permanencia, se vieron afectados por las restricciones que la mayoría de países debieron acoger para evitar la propagación del Covid 19. Estas develaron que si bien los migrantes intentaban insertarse en nuevos contextos, no contaban con las condiciones para hacerlo; lo que los obligó en unos casos a retornar a sus países de origen y, en otros, a retomar su intención de dirigirse hacia el norte.

## Referencias

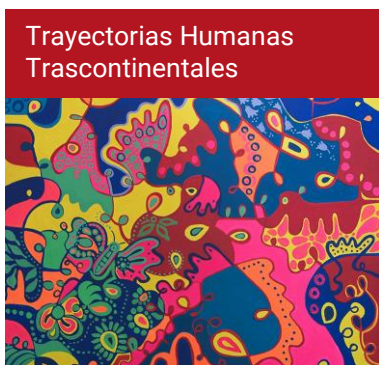
- ACNUDH (Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos). (2016). *Situación de los migrantes en tránsito*.  
[https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/StudyMigrants/OHCHR\\_2016\\_Report-migrants-transit\\_SP.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/StudyMigrants/OHCHR_2016_Report-migrants-transit_SP.pdf)
- Anguiano, M & Lucero, C (2020). “La construcción gradual de la política de contención migratoria en México”. En *Movilidad humana en tránsito: retos de la Cuarta Transformación en política migratoria*. Ciudad Autónoma de Buenos Aires: CLACSO
- Basok, T. (2020). “Documentar a las personas migrantes en México: ¿Protegiendo a los vulnerables o disciplinando a los “ingobernables”? En: *Puentes, no muros: contribuciones para una política progresista en migraciones*. Ciudad Autónoma de Buenos Aires: CLACSO.
- Benhabib, S. (2005). *Los derechos de los otros: extranjeros, residentes y ciudadanos*. Barcelona: Gedisa.
- Brandariz, J. & Mendiola, I (2019). «Introducción: una mirada interdisciplinaria a la frontera como espacio y proceso». *Revista CIDOB d’Afers Internacionals*, n.º 122, p.7-13. DOI: [doi.org/10.24241/rcai.2019.122.2.7](https://doi.org/10.24241/rcai.2019.122.2.7)
- Carballo de la Riva, Marta, & Echart Muñoz, Enara, & Villarreal Villamar, María del Carmen (2019). El enfoque de sistemas migratorios revisitado. Una propuesta teórica para el estudio del sistema migratorio de América Latina y el Caribe. *REMHU - Revista Interdisciplinaria da Mobilidade Humana*, 27(57),79-100.[fecha de Consulta 4 de Noviembre de 2021]. ISSN: 1980-8585. Disponible en:  
<https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=407062159007>
- Castillo, M (2000) Las políticas hacia la migración centroamericana en países de origen, de tránsito y de destino. *Papeles de población*, (24), pp. 133- 157.  
<http://www.scielo.org.mx/pdf/pp/v6n24/v6n24a7.pdf>
- Ceriani, P (2011). Luces y sombras en la legislación migratoria latinoamericana. *Revista Nueva Sociedad*, 233, pp. 68-86.  
[http://nuso.org/media/articles/downloads/3775\\_1.pdf](http://nuso.org/media/articles/downloads/3775_1.pdf)
- Ceyhan, A., & Tsoukala, A. (2002). The Securitization of Migration in Western Societies: Ambivalent Discourses and Policies. *Alternatives*, 27(1\_suppl), 21-39. <https://doi.org/10.1177/03043754020270S103>

- Chávez, D., & Echeverría, C (2020). Un perfil regional de los migrantes y refugiados venezolanos en América Latina y el Caribe
- Coello, L, & Valdez, F. (2019). Gobernabilidad por niveles: el caso del flujo de migración haitiano en América. *Migraciones internacionales*, 10, e2155. Epub 01 de enero de 2019. <https://doi.org/10.33679/rmi.v1i1.2155>
- Domenech, E. (2013). “Las migraciones son como el agua”: Hacia la instauración de políticas de “control con rostro humano”. *Polis*, 35. DOI: 10.4067/S0718-65682013000200006
- Düvell, F (2008). landestine Migration in Europe. *Social Science Information*, 47 (4), pp. 479-497. DOI: 10.1177/0539018408096442
- Düvell, F. (2010). *Transit migration: A blurred and politicised concept. Population, Space and Place*, 18(4), 415–427. doi:10.1002/psp.631
- El Tiempo. (8 de Febrero de 2021). Colombia cerró el 2020 con un 2,3 % menos de migrantes venezolanos.
- Feline, L, & Castillo, S (2020) El Presidencialismo y la “Securitización” de la Política Migratoria en América Latina: un Análisis de las Reacciones Políticas frente al desplazamiento de Ciudadanos Venezolanos.
- Held, D. & McGrew, A. (2002). Cosmopolitanism: ideas, realities and deficits. En Held, D. & McGrew, A. *Governing globalization* (305-324). Malden: Polity Press.
- Herrera, G., & Sørensen, N. (2017). Migraciones internacionales en América Latina: miradas críticas a la producción de un campo de conocimientos. Presentación del dossier. *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, (58), 11-36. <https://doi.org/10.17141/iconos.58.2017.2695>
- León, A., & Antolínez, A (2021). Necropolítica y migración. Colombia y sus dos caras en la gestión de flujos migratorios transnacionales y transcontinentales. En: *NECROPOLÍTICA EN AMÉRICA LATINA: Algunos debates alrededor de las políticas de control y muerte en la región* (87-97). Programa de Política Exterior Colombiana PIPEC.
- León, A. ., & Contreras, J. (2020). La construcción social del peligro migratorio en contextos de crisis globales. Un análisis comparado: Europa Occidental-Centro y Sur Latinoamericano. *Revista Andina De Estudios Políticos*, 10(1), 152-175. <https://doi.org/10.35004/raep.v10i1.189>
- Lissardy, G (2019). Por qué están llamando “campos de concentración” a los lugares de detención de inmigrantes en Estados Unidos. *BBC News Mundo*, Nueva York. Disponible en: <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-48781955>
- Marroni, M (2016). Escenarios migratorios y globalización en América Latina: una mirada al inicio del siglo XXI. Papeles de Trabajo. Centro de Estudios Interdisciplinarios en Etnolingüística y Antropología Sociocultural. N° 32, pp. 126-142.
- Martínez, I (2017) Aproximaciones al conocimiento de la población en las vías del tren en la zona metropolitana de Guadalajara. En: *Emigración, tránsito y retorno en México*. Guadalajara, México: ITESO
- Mármora, L (2010). Modelos de gobernabilidad migratoria. La perspectiva política en América del Sur. *Remhu*, 18 (35), pp.71-92

- Mayorga Mc Donald, R. (2021). Control migratorio y salud pública: restricciones a la movilidad humana por razones médicas o sanitarias en tiempos del Covid-19. *Revista de Derecho*, 34(2), 203-223. <https://doi.org/10.4067/S0718-09502021000200203>
- Medina, L (2020) « Pouvoir, préservation, prédation. Les frontières d'Amérique latine témoins d'un continent sous tensions », *L'Espace Politique* [En ligne], 42 | 2020-3, mis en ligne le 14 septembre 2021, URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/9424> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.9424>
- Mena, L; y Cruz, R. (2021) Atrapados en busca de asilo. Entre la externalización fronteriza y la contención sanitaria. REMHU: Revista Interdisciplinaria da Mobilidade Humana , 29, n. 61, pp. 49-65. <https://doi.org/10.1590/1980-85852503880006104>.
- Milanovic, B (2016). Desigualdad mundial. Un nuevo enfoque para la era de la globalización. México: Fondo de Cultura Económica.
- Moreno Mena, J. A. (2019). Migración haitiana hacia la frontera norte de México. *Espacio abierto: Cuaderno Venezolano de Sociología* , 28(1), 67-86
- Naranjo Giraldo, G. (2014). Desterritorialización de fronteras y externalización de políticas migratorias. Flujos migratorios irregulares y control de las fronteras exteriores en la frontera España- Marruecos. *Estudios Políticos*, 45, pp. 13-32. Recuperado de <http://aprendeenlinea.udea.edu.co/revistas/index.php/estudiospoliticos/article/view/20194>
- Nájera, Aguirre, J. (2020). Personas en situación de movilidad con perfil y en proceso de asentamiento en México. En REDODEM (Red de Documentación de las Organizaciones Defensoras de Migrantes ) Migraciones en México: fronteras, omisiones y transgresiones-Informe 2019. [https://redodem.org/wp-content/uploads/2020/09/REDODEM\\_Informe\\_2019.pdf](https://redodem.org/wp-content/uploads/2020/09/REDODEM_Informe_2019.pdf)
- Nájera Aguirre, J. (2016). El complejo estudio de la actual migración en tránsito por México: Actores, temáticas y circunstancias. *Migraciones internacionales*, 8(3), 255-266. Recuperado en 12 de febrero de 2021, de [http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1665-89062016000100255&lng=es&tlng=es](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1665-89062016000100255&lng=es&tlng=es).
- Osorio Álvarez, Emilio; Phélan C., Mauricio Migración venezolana. Retorno en tiempos de Pandemia (COVID 19) *Espacio Abierto*, vol. 29, núm. 4, 2020, Octubre-, pp. 118-138 Universidad del Zulia Venezuela
- Pardo, D. (27 de Septiembre de 2021). La condición de los haitianos de migrantes invisibles está vinculada al racismo en muchos países de América.
- Pasquali, M. (21 de Enero de 2021). Continúan las llegadas de migrantes a México en su paso a EE.UU.
- Pasquali, S (2017). O STATUS DOS MIGRANTES HAITIANOS NO BRASIL (Especialización). Universidade Federal do Rio Grande do Sul., Porto Alegre. Recuperado de: <https://www.lume.ufrgs.br/handle/10183/178689>
- Paúl, F. (24 de Septiembre de 2021). ¿Por qué tantos haitianos se están yendo de Chile?

- Podkull, J & kysel, I (2015). Interdiction. Border Externalization, and the Protection of the Human Rights of Migrants. Working Paper Georgetown Law.  
<https://www.law.georgetown.edu/human-rights-institute/wp-content/uploads/sites/7/2017/07/2015-WRC-HRI-Submission-to-IACmHR.pdf>
- Ramos Rojas, D (2020). La triple frontera: propuesta conceptual para explicar las dinámicas de la región fronteriza entre México y Guatemala. Cuadernos Intercambio sobre Centroamérica y el Caribe, 17 (2), e43760. doi:  
<https://doi.org/10.15517/c.a..v17i2.43760>
- Sassen, S. (2002). Towards Post-National Citizenship. En Isin, E. & Turner, B. (Ed.), Handbook of Citizenship Studies (277-292). Great Britain: Sage
- Silva Hernández, A (2015). “Estrategias de tránsito de adolescentes centroamericanos independientes: enfrentando la frontera vertical en México”. En *REMHU: Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, (44): 99-117.  
<https://www.scielo.br/pdf/remhu/v23n44/1980-8585-REMHU-23-44-099.pdf>
- Soriano-Miras, R. (2017). La posición geopolítica marroquí como frontera vertical de la Unión Europea. *CienciaUAT*, 12(1), 52-69. Recuperado en 12 de febrero de 2021, de  
[http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S2007-78582017000200052&lng=es&tlng=es](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S2007-78582017000200052&lng=es&tlng=es).
- Varela, A. (2019). México, de "frontera vertical" a país tapón". Migrantes, deportados, retornados, desplazados internos y solicitantes de asilo en México Iberoforum. Revista de Ciencias Sociales de la Universidad Iberoamericana, vol. XIV, núm. 27, pp. 49-56 Universidad Iberoamericana, Ciudad de México Distrito Federal, México
- Varela, A. (2018). La rebelión de las víctimas del Plan Frontera Sur. Animal Político. Recuperado de <https://www.animalpolitico.com/columna-invitada/la-rebelion-de-las-victimas-del-planfrontera-sur> diciembre de 2018.
- Varela, A. (2015). La "securitización" de la gubernamentalidad migratoria mediante la "externalización" de las fronteras estadounidenses a Mesoamérica. Revista Contemporánea. Toda la historia en el presente.  
[https://con-temporanea.inah.gob.mx/del\\_oficio/amarela\\_varela\\_num4](https://con-temporanea.inah.gob.mx/del_oficio/amarela_varela_num4)
- Vega-Macías, D. (2022). El andamiaje de la externalización de las políticas migratorias de Estados Unidos en México y Centroamérica. *Acta Universitaria*, 32. <https://doi.org/10.15174/au.2022.3320>
- Velasco, J (2020) Desafiando el discurso securitario: la propuesta de las fronteras abiertas. En: Puentes, no muros: contribuciones para una política progresista en migraciones. Ciudad Autónoma de Buenos Aires: CLACSO.
- Villafuerte, D (2020) Movilidad en tránsito: retos de la Cuarta Transformación en política migratoria. Ciudad Autónoma de Buenos Aires: CLACSO.
- Villafuerte, D. (2018). Seguridad y control geopolítico: crónica de la Iniciativa para la Prosperidad del Triángulo Norte de Centroamérica. *CS*, (24), 91-118. <https://dx.doi.org/10.18046/recs.i24.2506>
- Yee Quintero, J & Torre Cantalapiedra, E. (2016) Lidiando con la frontera vertical: estrategias migratorias de los hondureños en tránsito por México REMHU -

Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana, vol. 24, núm. 47, pp. 97-114. <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=407047127007>



Communication, borders and migration  
process: Venezuelans in Cuiaba/Brazil

Communication, frontières et processus  
migratoire : Vénézuéliens à Cuiaba/Brésil

**Cristóvão Domingos de Almeida<sup>1</sup>**

Federal University of Mato Grosso  
Cuiabá, Brasil

<https://orcid.org/0000-0002-6044-4557>

[cristovaoalmeida@ufmt.br](mailto:cristovaoalmeida@ufmt.br)

**Alessandro Mateus Felipe<sup>2</sup>**

Fio.Propaganda  
Florianópolis, Santa Catarina, Brasil

<https://orcid.org/0000-0001-6856-3991>

[allessandro.fpp@gmail.com](mailto:allessandro.fpp@gmail.com)

**Eunice Maria Ramos<sup>3</sup>**

Cuiaba, Mato Grosso, Brasil

<https://orcid.org/0000-0003-2631-3868>

[eunice@gmail.com](mailto:eunice@gmail.com)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4753>

DOI : 10.25965/trahs.4753

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Abstract:** The article discusses Venezuelans migratory flow to understand how they proceed to survive in Cuiabá/Brazil, state of Mato Grosso. With lack of housing and access to work, immigrants found the city's busy streets as a place to introduce themselves and make the struggle for survival visible. The dynamics of life and communication strategies faced by Venezuelans living in the city are surrounded by difficulties, exclusion processes and prejudice. The methodological basis is qualitative, inspired by observation and the selection of communication strategies: a body, photography, WhatsApp and visual identity. We show that immigrants maintain expectations for job opportunities and income generation, and they actively fight against indifference and act proudly to survive and improve living conditions.

---

<sup>1</sup> Post-doctor in Communication and Consumer Practices (ESPM), PhD in Communication and Information, Master in Education and graduated in Public Relations. Professor at the PPG in Communication, at the PPG at Studies of Contemporary Culture and at the Publicity and Propaganda course at the Federal University of Mato Grosso.

<sup>2</sup> MSc. in Clothing and Fashion Design (UDESC/SC), Specialization in Startup, Innovation and Entrepreneurship (UNINTER) and graduated in Publicity and Propaganda (UNIPAMPA). Founding partner of Fio Propaganda. Professor of Communication.

<sup>3</sup> MSc. in Communication (PPGCOM) at the Federal University of Mato Grosso, MBA em Gestão e Marketing (FVG), Graduated in Journalism (Unisinos) and reporter on TVCA MT (Brasil).

Keywords: border, citizenship, culture, communication, migration, narrative

Résumé : L'article traite du flux migratoire des Vénézuéliens pour comprendre comment ils procèdent pour survivre à Cuiabá/Brésil, État du Mato Grosso. Faute de logement et d'accès au travail, les immigrants ont trouvé dans les rues animées de la ville un endroit pour se présenter et rendre visible la lutte pour la survie. Les dynamiques de vie et les stratégies de communication auxquelles sont confrontés les Vénézuéliens vivant dans la ville sont marquées par les difficultés, les processus d'exclusion et les préjugés. La méthode suivie est qualitative, inspirée par l'observation et la sélection de stratégies de communication : un corps, la photographie, WhatsApp et l'identité visuelle. Nous montrons que les immigrants conservent des attentes en matière d'opportunités d'emploi et de génération de revenus, qu'ils luttent activement contre l'indifférence et luttent avec fierté pour survivre et améliorer leurs conditions de vie.

Mots clés : frontière, citoyenneté, culture, communication, migration, narration

Resumen: El artículo discute el flujo migratorio de venezolanos para comprender cómo proceden a sobrevivir en Cuiabá/Brasil, estado de Mato Grosso. Ante la falta de vivienda y acceso al trabajo, los inmigrantes encontraron en las concurridas calles de la ciudad un lugar para presentarse y visibilizar la lucha por la supervivencia. Las dinámicas de vida y las estrategias de comunicación que enfrentan los venezolanos que viven en la ciudad están rodeadas de dificultades, procesos de exclusión y prejuicios. La base metodológica es cualitativa, inspirada en la observación y la selección de estrategias de comunicación: un cuerpo, fotografía, WhatsApp e identidad visual. Mostramos que los inmigrantes mantienen expectativas de oportunidades laborales y generación de ingresos, luchan activamente contra la indiferencia y actúan con orgullo para sobrevivir y mejorar las condiciones de vida.

Palabras clave: frontera, ciudadanía, cultura, comunicación, migración, narrativa

Resumo: O artigo discorre sobre o fluxo migratório dos venezuelanos para compreender como eles agem para sobreviverem em Cuiabá, estado de Mato Grosso. Com ausência de moradia e acesso ao mundo do trabalho, os imigrantes encontraram às ruas movimentadas da cidade para se apresentarem e tornar visível a luta em prol da sobrevivência. As dinâmicas de vida e estratégias comunicacionais enfrentadas pelos venezuelanos que residem no município são cercadas de dificuldades, processos de exclusões e preconceitos. A base metodológica é de cunho qualitativo, com inspiração na observação e na seleção das estratégias comunicacionais: corpo, fotografia, WhatsApp e identidade visual. Evidenciamos que os imigrantes preservam as expectativas por oportunidades de emprego e geração de renda, para isso, lutam ativamente contra as indiferenças e, agem de modo, ativo para sobreviver e melhorar as condições de vida.

Palavras chave: fronteira, cidadania, cultura, comunicação, migração, narrativa



## Introduction

In recent decades the world has experienced a change in the way of communicating, from orality, face-to-face to processes mediated by technological instruments. The media context is inserted in everyday life with different implications, including the relationships of time and space and identity experiences. Technology has brought new alternatives in building a network society, which has impacted all sectors. Castells (2003) emphasizes that the formation of a network is an ancient human practice, what happened according to him, was a resizing of the networks from the processes triggered at the end of the 20th century, however, in this study, communication is considered as an exchange and movement, between orality, corporeality and communicational bonds.

Concerning the body, Baitello Junior (2014: 12) states that it's the main space for strengthening human relationships. For the author, we must be aware that “the generating point of all communication, which constitutes a body, is the target point of the same process, which also exists in its primary nature as a body”. The author says that the body is the root of the entire communication process, which begins at birth. Birth “should be defined as the opening moment of all communication” (Baitello Junior, 2014: 95). From birth, it's the body that transmits the messages, “sounds and speech, hands gestures, head, shoulders, body movements, walking, sitting, dancing, smells and it's suppression, blushes or paleness, shortness of breath or hold of breath, wrinkles or scars, smile, laughter, guffaw and crying” (Baitello Junior, 2014: 95).

Body languages are presented as starting points to promote approximations and, unfortunately, to accentuate distances, oppressions and prejudices. Here, the body with potential to generate social bonds is valued. Considering the migrant, on the move, as a socially oppressed minority, this aspect provides us with evidence of the importance of being satisfied with the body and also how important communication strategies are as a human condition that serves to partially explain the anxieties and also understand and be understood.

In a methodological design, this investigation is structured around the main objective, which urges to describe communication processes, borders conceptualization and the migrants communicational practice description in the city of Cuiabá, MT, Brazil. The text is classified with basic nature, descriptive objectives and qualitative approach, according to Gil (2002). Also, it adopts the Bibliographic Review methodology (Lakatos & Marconi, 2003) to contextualize the theme and the Qualitative Data Analysis methodology (Gil, 2002) to read the information collected in the field, in light of the theoretical-conceptual overlap.

## I- Communication and its possibilities

Communication, as a historically human process, has different research approaches: marketing, epistemological, critical, political, philosophical, methodological, ontological, among other possibilities. In this text, our proposed approach is configured to understand the communication process as a sociocultural manifestation of subjects in a certain spirit of time (Morin, 1977), precisely because we infer that they communicate in different ways and express their values and needs (Dragt, 2017) through communication resource, whether verbal or non-verbal, physical or digital (Matino, 2020).

Martino (2020: 14) emphasizes that the concept of communication “has gained great interest since the middle of the last century, when the meanings of means of transport and means of communication are separated”, that is, the phenomena that

concerns the circulation of material and symbolic goods through messages, as both used to be understood as the same expression. In other words, it's from this conceptual rupture that a movement begins, one that understands the relevance of communication processes for society, symbolically above all.

Also, Martino (2020: 14) states that communication “is taken as an exceptional human capacity, strictly human, to the point of being the foundation of everything that is more specific to it” such as society, politics, knowledge, memory. Thus, what interests us is to understand the possibilities that exist in human communication processes, understanding that they are sociocultural tissue manifestations of a given region, materializing the complexity existing in human relationships, such as the different migratory movements (whether for war reasons, or for fundamental rights). Such materializations can be selected from newspapers, cinema, advertising, literature, posters, among other possibilities.

Although the author brings the difference between three possibilities of visualizing communication, it's also important to talk about the preexisting complexity of this human phenomenon, since we consider the following issues: macro environment, historical, subjective of the interlocutors, among others. That said, sometimes there will be three possibilities in the same context perceived, understood and investigated. In a recent descriptive investigation by França (et al., 2020), there are two axes verified in contemporary research on communication, as a field of research in Brazil.

Among the authors that guide the first axis considerations, based on Foucault, Deleuze, Guattari and Rose; in the second axis, the authors Simmel, Bauman, Latour, Bourdieu are the predominant authors (França et al., 2020). What can be seen is the discussions complexity and transdisciplinarity on communication existing in a contemporary context, generating significant gains for the area as a process of construction and demarcation. Also, the characterizations punctuated by the authors set the symbolic tone of what would become the contemporaneity analyzed in this text: autonomy of subjects, different oppressions, capitalist modus operandi based on technological networks.

Ultimately, it's opportune to underline what is attached to communication manifestations: an intention, objective, purpose. From this, a broader analysis of possibilities about the communication process is viable. Combining the desire to understand the social tissue about social transformations with the countless communication manifestations possibilities, a more credible reading is made possible about the present situation spirit of times.

## I.I- Communication and border: characteristics and oppositions

The word frontier originates from the Latin *frontaria* and means the territory that was in front or on the margins (Muller apud Zientara, 2003: 58). A border is the traditional concept, as a barrier, limit, reduction, discontinuity and, for the most part, linked to territorial and geographic boundaries. In contemporary studies on borders, analyzes of political (focus on state policies), economic (“resource frontier”), social (agricultural and/or corporatist) and demographic borders have been privileged (Browder & Godfrey, 2006). The cultural border, as a place of meeting and disagreements between different cultures, is still not expressively a highlighted study, if not limited to the processes of territorialization and geographic delimitations.

The studies that aim, moreover, to establish connections between the "cultural border" and other phenomena in their materiality, in a given context, evidencing the historicity and multiplicity of construction processes by different social subjects are relevant (Silva, 2008 ). In other words, borders - internal or external, from the point of view of national states or ethnic groups, as both similarly define the difference in terms of "us" and "them", "inside" and "outside" , "there" and "here" -, can be thought of as parallel social processes of the same cultural difference's state organization's historical process (Silva, 2005). The Brazilian debate on borders gains centrality in the productions of Sergio Buarque de Holanda (1978) and José de Souza Martins (2009). They bring, in a different historical context, comparative reflections to the expansion to the West debate defended by Turner (1996).

To contribute to the discussion, the reflections made by Martins (2009) are considered relevant, for whom the border is a "place of encounters and disagreements", of otherness, whose characteristic is social conflict, in which "different historical temporalities are inconsistent, as each of the groups is situated differently in history's time"<sup>13</sup> (Martins, 2009: 19). In a recent study, Handerson (2021) warns the need for a post-border world; that is, that these places become spaces for encounters, as Martins (2009) warns, but also humanized environments (Handerson, 2021).

From this perspective, as stated by Martins (2009), the border delineates processes of alterity. This, in turn, has the meaning of putting yourself in someone else's shoes. Attempts are established, as realizations of interpersonal relationships based on values such as: consideration, appreciation, identification and dialogue. In a congruent dimension, Handerson (2021) provokes us to think about the real borders transformations; instead of worrying about building walls and fences, it's necessary to demolish the existing walls, destroy the fences and deactivate the technological fortresses used to watch, punish, arrest and even killing migrants at borders; in other words, it becomes relevant to reinvent the symbolic and physical idea of a border.

Hence the importance of alterity actions and the construction of symbolic bridges across the borders, those that promote encounter, union, holding hands and hugs. These encounters promote affection, intensify relationships between individuals and between cultural, religious, scientific, ethnic groups, among others. In the alterity relationship, the holistic phenomena of complementarity and interdependence are always present, in the way of thinking, feeling and acting, in which the ecological niche and the particular experiences are preserved and considered, without worrying about overlapping, assimilation or people's destruction. The practice of alterity leads from difference to addition in interpersonal relationships between human beings empowered by rights struggles.

Therefore, in the alterity correlation, it's possible to seek the citizenship conquest and establish a peaceful and constructive relationship with the different, as people identify others, understand and seek to learn from diversity and differences. Therefore, the geographic or symbolic border urgently needs to be a space for humanization. Under this context, alterity denotes a relationship of opposites: aversion and adhesion, construction and deconstruction, identification and separation. In this way, we understand the border as a alterities space, more humanized; that is, no longer as a dividing space *sine qua non*, but one of identifications, respect for diversity and sociocultural consensus (Martins, 2009).

On the border, there is also a fight for the citizenship conquest. And, here, we understand it as a collective participation. It helps to tense possible limits set at borders. The achievement of rights that guarantee individual freedom to come and

go, property, expression, freedom of association, assembly, organization and political participation; access to health, education, work, among others, provide dialogue spaces and approximation between geographically separated or culturally diverse regions (Handerson, 2021).

The spaces formed by the need to debate achievement of rights are characteristic of permanent social struggles, which define the borders restructuring, the dimensions, as a limits erasure. These collective actions for construction and conquest of citizenship demonstrate that the border is not just a field of confrontation (Minh-há, 2011).

In the border symbolic space and the migrants communicational experiences, the notion of barrier and limit may prevail, while on the border non-democratic discourses, violence and prejudice persist, leading to power relations practice, intensifying conservative ideas and even practices xenophobic "us" towards "them" (Silva, 2005). Even observed under the insurmountable limit, the border can be strained by the sense of struggle for citizenship, as a movement for change, expansion of spaces for discussion, visualization of common rights and more affectionate and humanizing processes.

According to Peruzzo (2008), the confrontation fields generated by totalitarian regimes, such as slavery, consolidated for centuries - in addition to countless atrocities against life rights and freedom of expression - rigid and insurmountable borders. Only through pressure, union of forces and permanent contrary collective actions this frontier started to become unsustainable, resulting in democratic processes in social terms.

The collective effervescence generated by awareness and sense of citizenship brings together and expands spaces for subjects performance so far situated on borders with difficulty in understanding the strange subject to their relational surroundings, which incessantly throws them beyond their individuality. This social and collective aspect of citizenship is related to movements that project collective visions and actions beyond a border or a delimited circle or, until then, stable and easy to understand.

A time emerges in which the classifications and tight labels on the scenarios and contexts of citizenship struggle seem to lose their effectiveness, as new technical, technological and social possibilities are projected for a collective to be able to "go beyond" a limited relational space, especially for the advancement and implementation of democratic spaces, as well as the facilitation that new communication and information technologies provide. Furthermore, it's worth emphasizing that the presence of means of communication, which cross geographical and cultural barriers, reconfigure not only the symbolic dimension but, above all, the dimensions of time and space. From these new social interaction spaces, other broad articulations that integrate diversity and new social meanings about citizenship, mobilization and the crossing of borders emerge.

## II- Migrant: from the border to the city streets

Venezuela borders Brazil, Colombia, French Guiana and the Caribbean Sea to the north. It's a member of the Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC), with one of the largest oil reserves in the world, justifying the product's transformation into the country's main commodity. It's important to note that since the beginning of the 20th century, Venezuela began to experience economic growth with the discovery of oil reserves in its territory. However, with the oil price drop on the international market, the humanitarian, socioeconomic and political crisis

began to worsen, resulting in significant migratory flows. External factors also contributed to further aggravate the situation of poverty, including economic sanctions, led by former president Donald Trump, against the government of Nicolás Maduro.

This situation intensifies the crisis and pressures the government to cancel imports of basic products for the daily subsistence of the population. It had directly impact in the lack of hygiene items, food and medicine in the trade, and the few products available had their prices soared, slowing down consumption and increasing extreme poverty in the country. In 2017, extreme poverty surpassed 60% of the population (Elias Neto & Almeida, 2020). This information is combined with data from CONECTAS (2020), that 67% of migrants say they left their country for economic and labor reasons and 22% for lack of access to food and medical services; insecurity and violence figure with 7%, family reasons with 2% and political persecution with 1%.

In this situation, the country, which started to face one of the biggest crises in its history, intensifying the humanitarian, socioeconomic and political crisis, have the displacement of families internally and externally, in search of opportunities and better living conditions. Venezuelans who decided to leave their country of origin, peasants, indigenous peoples, civil servants, liberals and people from different social strata crossed the borders towards other countries in Latin America; part of this population migrated to Brazil crossing the border in the northern region, in the cities of Pacaraima and Boa Vista, both in the state of Roraima.

It is noteworthy that after the worsening of the humanitarian crisis, approximately six million Venezuelans have already migrated to neighboring countries. According to the National Committee for Refugees - a collegiate body, linked to the Ministry of Justice and Public Security - it is estimated that approximately 260 thousand Venezuelans currently live in Brazil; by July 2020, more than 130 thousand Venezuelans requested their refugee status recognition in the country (CONARE, 2020).

Part of this population is found in Mato Grosso. According to the Federal Police report, in June 2021, Mato Grosso had one thousand seven hundred and forty migrants registered in the Migrants System (SISMIGRA); however, many migrants enter without structural conditions and fear being deported, taking a long time to file a request for documentation. With this amount, some information deserves attention, among them is that people arrive in Roraima without regular immigration status or with a tourist visa.

And, more than half of venezuelans who entered Brazil by 2018 were with the request for refuge, 65%, currently, data indicate that this type of application reaches 25% according to data made available by SISMIGRA. According to Conectas (2020), after the first month, 77% of people are regularized as asylum or residence applicants, while 75% of migrants come mainly from 3 Venezuelan states: Anzoátegui, Monagas and Bolívar.

The data also show that 52% of migrants have as their final destination another Latin American country, preferably Argentina, and 48% Brazil and, on the Brazilian side, they seek to arrive in the states of Amazonas and Roraima.

It should also be noted that from Roraima, displacements are carried out by land and there is an actual green wall due to the Amazon forest extension, which is why many Venezuelan immigrants choose, due to lack of financial resources, to walk the 133 miles stretch between the cities of Pacaraima and Boa Vista, Brazil.

Starting in 2017, Venezuelans crossed the Brazilian border from the city of Pacaraima, in Roraima. However, Venezuelans arrive in a situation of vulnerability and fragility. It's because of these situations that Handerson (2021) encourages us to think of the border as a more solidary, humanized and generous space. In other words, instead of barriers, walls, fences that impede mobility, the State uses institutional and bureaucratic forces to, in different situations, violate and destroy human dignity; in this sense, it is necessary to immerse on the border a place of crossings and encounters, in a process of humanization.

With the arrival of a large number of Venezuelans, the state of Roraima failed to welcome everyone; for this reason, with the Federal Government and the United Nations (UN) initiative, the interiorization project was launched in 2018, enabling the reception of migrants in other Brazilian states and towns, the first group of migrants to leave Roraima had as destination São Paulo and Cuiabá (Elias Neto & Almeida, 2020).

In Cuiabá, the *Pastoral do Migrante*, located in the Carumbé district, was and is the first destination for those that arrived and are still arriving in the capital. At home, the migrant undergoes screening and referrals to housing and employment. According to information, the *Pastoral do Migrante* has space to receive about 120 migrants, hence the need to count on other institutional partnerships to promote the reception of Venezuelans, although the migrants encountered several difficulties, including language lack of dominion, cultural differences and the strong narrative appeal about communism, dictatorship and poverty. Venezuelans had many difficulties in gain access to jobs, even because, with the Brazilian crisis, reinforced by the situation of the new coronavirus pandemic that has plagued Brazil since March 2020, unemployment has increased and, in a way, a group of Venezuelans has changed the capital landscape, occupying the corners - mainly of streets and avenues - as beggars. On the posters on pieces of cardboard, advertisements about the need for a job, including help with food and clothing.

In the next item, we will understand how migrants relate to the population, which at first was of astonishment, not acceptance and even rejection, but with the worsening of the pandemic, the population understood their needs and began to collaborate, with this, Venezuelans in the streets and communication tools they keep alive the hope of new opportunities to restart life in foreign lands and, at the same time, find an unequal and complex Brazilian context to survive.

## II.I- Migrants and their communication tools

To understand the daily reality of Venezuelan migrants in Cuiabá, we point out the macro interferences; we located at least two of them: 1) the worsening of the socioeconomic and political situation experienced after 2016 with the coup that resulted in the deposition of President Dilma Rousseff, with serious political instability and the rise of ultra-liberal management practices, leading to the sale of public assets, among them some Petrobrás and Eletrobrás refineries, Correios, among other public administration companies; in addition, the current President of the Republic's conservative and denialist behavior contributed to stagnation and the suppression of rights and fundamental guarantees to life; 2) in 2020, the world was shaken by the pandemic of the new coronavirus started in March, generating one of the biggest humanitarian crises, including, with the emerging denial, discredit in science and in the vaccine, and the weakening of social distance and the use of masks, to the detriment of herd immunity and early treatment with ineffective drugs, this situation contributed to victimize more than 600 thousand15 Brazilians.

These situations caused a strong recession, accentuating inequalities, unemployment, the return of inflation and the expansion of social exclusion. Certainly Brazilians were heavily impacted, but the ones who suffer most are migrants, especially Venezuelans. In turn, Venezuelans Góis and Silva (2021) have three migration factors: 1) they left the country due to lack of access to services; 2) Purchasing power and 3) collapse of services. Understanding that the migratory reality is complex and not homogeneous.

In Cuiabá, in addition to lack of housing, access to education for their children and high unemployment rate, migrants have been facing several difficulties to guarantee access and permanence in formal work. Without these opportunities, many find the city's busy streets as a possibility to secure food and money, creating some communication strategies to present themselves as candidates for formal or informal employment. The data collection presented in sequence was obtained through a migrants bonds and communication strategies documentary record (Gil, 2002) in the city's streets and, from now on, will be analyzed according to the Qualitative Data Analysis methodology (Gil, 2002).

Smit (1989: 102) warns us that “the description of an image is never complete”. From our viewing point, we present in Figure 1 a Venezuelan couple, the woman with a child in her arms and a baby stroller before her. By her side, a young man, wearing a cap, with a towel covering his head and back, indicating that he is protecting himself from the sun, whereas Cuiabá is considered one of the hottest cities in the country, with thermal variation between 38 and 44°C; in fact, the couple is below a low-sized area, ensuring shade and protection. The boy holds a cardboard sign with the message: “Hi I'm Venezuelan. I need daily painter service. A ajuda para comer hoje”.

**Figure 1.** Migrant Family



Source: Reporter MT, 2021

Perniola (2006: 36) warns that “those who see in communication a conscious ephemeral, provisional, momentary choice are mistaken, as this is intended to be also lasting, constant and even immortal”; that is, in a theoretical-interpretative imposed, it is possible to understand that the family of the photo registers a context of human helplessness. In other words, there is a “lack of” contained in the psychic department farthest from the present. There is a lack of care, lack of support, lack of basic elements to build life (symbolic and biological), there is so much lack.

This human helplessness is materialized through the basic elements of a protest, for example. There is the presence of cardboard, pencil, support to be communicated (in this case, the support is the father's hand), a macro context where the communicative element is inserted, and a process of social disruption communicated in the poster. But, in addition to so many presences, we glimpse some absences. To be objective at this point, there is the absence of housing, food, job, financial autonomy, conditions for life possibilities.

However, beyond the presences and absences, the symbolism to us as researchers is the resistance, communicated through the photo, where there is a couple denouncing aspects of situation: the intense social inequalities in Brazil.

Also check the lack of employment for all equally, the high levels of food insecurity registered in the current government, the self responsibility for the social superstructures fragile situation, the intense global migratory movements, among other situations that express the best and worst of our time's spirit (Morin, 1977).

This act of resistance, communicated through Figure 1, is combined with what the Federal Prosecution Service underlines about migratory processes: “a constant phenomenon that produces benefits to society and encourages economic, social and cultural development” (Federal Prosecution Service, 2016: 23). According to the aforementioned reference, there is a process of romanticization about the discourse around migratory processes, underlining positivist progress for the societies involved. When illustrating the migration process with the figure analyzed, the phenomenon becomes polarized: on the one hand, advantages for society; on the other, helplessness, hunger, unemployment and lack of decent housing.

In this first image's analytic session, it's not inviting to fall into common sense praxis: the invitation, in this case, is the development of critical reflections on the border, migration and communication theme, thus understanding the conditions of existing and living (surviving) possibilities in Brazil as a Venezuelan migrant. In this sense, as researchers in the field of communication, there is an ethical duty that awakens us to realize what this communicational manifestation denounces about the present period.

Therefore, as a final consideration after analyzing Figure 1, there is human helplessness along with lack of basic conditions to live with dignity in Brazil as a Venezuelan migrant and a romantic idealization of the migratory process by the national State from of its speech on the migration concept. And, people who are able to try to include themselves in the world of work, even if they do not present themselves as qualified migrants (Domeniconi, Baeninger and Demétrio, 2021), a considerable amount has technical, scientific qualification and work professionally in different areas: health, education, public security, entrepreneurs, among others.

At another point, in the city's central area, known as Morro da Luz, the couple and their son are sheltering in the shade of a tree, this time the two are holding posters in Figure 2. At the registered time, the woman is sitting under two concrete blocks for the sidewalk, indicating that there is reconstruction of the pedestrian street nearby, the makeshift bench is made of construction material's left overs. She holds the poster with the message facing her, covering her body from the waist up; beside her is the child in the stroller and next to her feet there is a plastic container with two bottles, one of water and other of soda. It is common the donations from passers-by to remain close. The boy, wearing flip-flops, light pants and a cap, remains standing, with the poster covering him from waist to neck, with the following message, in Figure 2: “I need a job: painting, hoing, farming”.



**Figure 2.** The couple and it's son



Source: G1/MT, 2021

These elements that set the image with people, sidewalks, street, cars and posters framings are characteristic of visual communication. For Baitello Júnior:

Images are a form of writing. [...] we must consider above all the images will, as images have long declared their independence from the world of life and things. And they try to seduce us into transferring us there. It's seduction has a powerful ally, the exhaustion of our eyes in front of his insistent appeal (2014: 64).

In this sense, the aforementioned author brings to the debate the seduction present in the images through the identification with the content “written” there. There is always some identification, through our singular and individual subjectivity, to a greater or lesser degree, becoming an aesthetic experience about what we perceive as an image.

Next, Perniola reflects that “communicative violence has no other purpose than to insert the self into the world's image. The violent act allows the individual to forcefully enter the public scene and try to keep him there for as long as possible” (2006: 30). In other words, the communicational expression in Figure 2 repeats the narrative present in Figure 1: social inequality, autonomous prospecting for a job, hunger and simplicity.

In this case, the word simplicity goes in the opposite Catholic-Christian sense of benevolence and kindness. The term simplicity was chosen precisely to translate the characterization of migrants who find themselves in Cuiabá-MT streets in a situation of basic elements possession. In other words, it's the situation's materialization in which people from the neighboring country, Venezuela, find themselves, resulting in a rupture in the social tissue through simple posters requesting employment, in a violent communication structure (Perniola, 2006).

It's also important to bring to the debate the presence of this family in the city's public space through communication events that narrate the life of the Venezuelan migrant in national lands. This migrant, with racial characteristics demarcated and expressed through the skin color, also implies a reflection on the racial inequalities present in Brazilian society (Holanda, 1978), underlining once again the hegemony of whiteness developed culturally through a slavery past while Brazil Colony. The migratory processes, the border(s) and the communication that is established from this scenario is a complex phenomenon, as sentences Minh-há:

Issues arising from the movement, at the borders, in meeting others, when a stranger is faced with another stranger, everything tends to intensify around the foreign's problem - someone doubly strange, who neither speaks nor looks like us and, paradoxically, is seen as both an exotic guest and a hated enemy (2011: 17).

This strange person, in our case the family consisting of mother, father and son, is perceived, in the public context of the city of Cuiabá, as something that clashes with the common scenario in the region. However, at the same time that it clashes, there's a presence today - materialized by the analyzed photograph - of the Venezuelan migrant in Cuiabá's routine, breaking the traditional status quo. In this case, as a communication strategy adopted by the “natives” of said region, it's a process of invisibility of the Other, the stranger, the unknown. Therefore, there is the presence of the Other (migrant) and the non-presence of this same Other, in a paradoxical phenomenon about migration.

In this second analytical session, what is worth to be underlined as a partial result after interpretation in light of the theory described is the communicative violence present in both figures 1 and 2 about hunger, social inequality, search for jobs and the almost simple-minded aspect recorded in the photographs analyzed. Also, the racial demarcation present in the Figure 2's family is notorious, which dialogues with the national situation's structural racism. Finally, there is the invisibility phenomenon of the migrant Other, in this case of Venezuelan origin, on Cuiabá's part in a process of exoticization of this other, according to Minh-há (2011).

On the other hand, in Figure 3, a young woman creates another communication strategy to approach the public, instead of using a handwritten cardboard poster, she created a banner, with larger letters, more readable and visible. The communication piece has the two rods, bottom and top, to remain taut. The Venezuelan fixed the lower stake in the ground; with this, the banner indicates that it's a little shorter than her height. You can read the message “I from Venezuela, need a job or help from you with whatever you can since I have three children. Thank you very much”. She provides two telephone numbers, as she does not have regular documentation; these numbers belong to her cousins who have been in the city longer and are regularized. She informs that she needs help to support herself in the city, but what she needs is work to send remittances to her children who remain in the country of origin.

**Figure 3.** Banner as a communication strategy



Source: Rdnews, 2021

In Figure 3, the difference from the other two images analyzed above is the qualification of the communication strategy chosen by the migrant based on the

materialization in a banner. However, what is announced is, once again, the search for a job based on the justification that she has a foreign origin and three children to be fed and protected.

This responds to a process of liberal governance based on a meritocracy discourse, that is, the State's responsibility to provide the minimum conditions provided, for in the 1988 Constitution is withdrawn, based on fundamental rights, and the responsibility in the search for a job, food, health, housing, transport, is placed in the subject's "lap", whether national or foreign, without making a critical and social analysis.

This reflects on different symptoms of a socioeconomic process in which the guarantee of rights is weakened by conservative discourses contained in the current president of the Federative Republic of Brazil's governability policy. Among other symptoms, we can mention informal employability from underemployment, the different insecurities (financial, economic, educational, health, cultural) present in the migrant's life and the lack of guarantee of fundamental rights in these subjects contexts.

Furthermore, as a complex and multifaceted process, migration expands the space of linguistic borders from the mixture present in communicational manifestations, reflecting a unique plurality as a sociocultural movement that involves two places: Brazil and Venezuela, and Brazilian Portuguese and Venezuelan Spanish. However, there is a somewhat confused communication as a strategy to elaborate messages, in this specific case of help; there is a mixture of two languages, generating a strangeness at first glance, but understandable in sequence, understanding the border as a space for encounters and disagreements (Martins, 2009), including languages.

Finally, two other aspects are involved in the analyzed photograph: the racial marker and the gender marker. The Venezuelan subject in this case is a black migrant woman in a country with a huge sexist and racist structure (Minh-há, 2011), making her experience here somewhat precarious and challenging. In this case, different ruptures of the social tissue take place and are registered by the present text, placing us, researchers, in a position of ethical duty towards these subjects; the role evoked by this photograph is to unravel, through lines of analysis, the fragile situation of the Venezuelan migrant subject in our country.

Moreover, as clues to partial considerations found in the analysis of Figure 3 are: the qualification of the communicational strategy of a migrant Venezuelan black woman, the complex and unique communication based on the mixture of two languages, and the impacts of social markers, gender and race in her safe and health survival in a socially racist and sexist country, beyond the exoticization (Minh-há, 2011) of the migrant Other through violent communication (Perniola, 2006).

Another communication strategy used by Venezuelan women is the use of a WhatsApp group, called Migrant Women in Cuiabá. The Group includes migrant women, the Pastoral do Migrante social worker and we, as researchers, who ask for authorization to monitor and observe the content disseminated for the purposes of scientific analysis, materialized in this report. At the group, several topics are publicized, from vacancies to housing, employment, interviews, documentation, business announcements and entrepreneurship. This strategy is important as there are more than one hundred participants in there and the message reaches different people in different city neighborhoods. Figure 4 marks the announcement of decorated pies production, in a proposal to ask for help to publicize the activity in the hope of expanding the orders and consumption of the final product.

**Figure 4.** Announcement on WhatsApp Group



Source: author's personal collection, 2021

Figure 4 configures a digitalization of the communication process in the prospecting and dissemination of consumer goods by Venezuelan migrant women. It's important to understand, in this specific case, the process of resistance present in the communicational action based on the strategy of using WhatsApp's digital social network as a means to disseminate goods and services. The communicated product, decorated pies, is a way to acquire financial resources for survival in Brazil. However, it's not feasible to romanticize the entrepreneurial process present here, since there are large informality indices in the commercial process, emphasizing, once again, a critical position in the phenomenon analysis.

Additionally, Perniola tells us that “the 'so civilized' West becomes, through communication, the place for obscurantism excellence, despotism and barbarism” (2006:35). The last adjective described by the author interests us in the sense of describing the conditions for a possibility to live in another country, speaking another language, being inserted in another cultural context, in addition to narrating, once again, a singularization of the migratory process, without accountability official of the national state.

Also, the Venezuelan migrant women organization around digital communication in a WhatsApp group. There is a movement to qualify the communication media for better dissemination of the elaborated message, in this case on a popular digital social network in Brazil. Although there are different challenges, such as race, gender and migration, there are possibilities for reinvention through the digital communication accessibility, as Recurso (2009) reminds us. Emerging digital communication supports the process of spreading messages, as is the case with the publicity of decorated pies produced by Venezuelan migrant women.

Figure 4 dialogues with the other three photographs as of communicational manifestations that illustrate the situation of people from Venezuela: looking for jobs, even in informal situations; adaptation of the language used to compose the communication pieces somewhat mixed and confused; the social, racial, gender and economic markers of migrant subjects. Therefore, all these situations are in line with xenophobic practices reported earlier by Silva (2005) about migratory movements. What can be inferred, as clues for consideration, is a complex situation in the sense of seeking survival strategies and guaranteeing fundamental rights,

revealing the intense migratory processes that take place in our country, with the help of digital communication, in contexts of borders (Handerson, 2021).

## Conclusion

It's understood that in the displacement of migrants who leave their country of origin passing through bureaucratic barriers at the border until reaching the cities of destination, and, in these locations, with no opportunity to find work, migrants find the city busy streets as a possibility to introduce themselves, ask for help and receive some tips, food and also many prejudiced, violent and unnecessary words. It's evident in this study, the relevant point that work is a fundamental activity in people's lives, even more so for those who seek to rebuild their lives in other sociocultural and economic spaces different from their own.

From this perspective, on the one hand, in a positive way, we identify migrants who are hopeful of finding a job, formal or informal, but due to the political, economic and health crisis, unemployment has increased, making access more difficult; on the other hand, it's also considered important, migrants changed the urban landscape, with forms of resistance communication, however, social vulnerabilities expose the difficulties encountered in the migratory flow, specially when using communication strategies to expand the reach of disclosure such as with handwritten cardboard posters, banners and a WhatsApp group, as a space to amplify their struggles for survival. And, they found solidarity and empathy in a considerable part of the population, ensuring visibility and cultural interactions. Even though, they have heard and still hear from drivers in a hurry the violent speeches and deniers of citizenship and fundamental rights in our country.

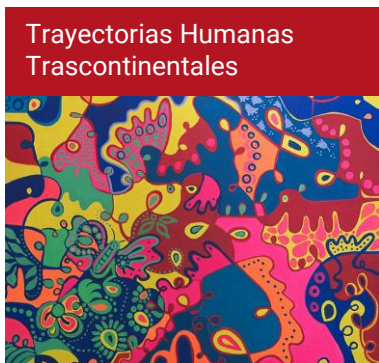
In addition, as clues for final considerations, we can select some points: 1) the ethical duty present during the materials analysis as researchers of communicational phenomena that emerge from the sociocultural tissue; 2) the feeling of helplessness present in the migrant's non-belonging to our country, this is due to the rejections of the natives; 3) the lack of basic conditions for survival, going against the fundamental rights provided for in the 1988 Constitution; 4) the romantic discourse on the National State's part regarding the phenomenon of migratory movements, that is, there are no effective public policies for migrants, even social policies, they have difficulties in accessing social assistance resources; 5) communicative violence about hunger, social inequality, prospecting for underemployment and the simplicity present in migrants clothing; 6) social, racial and gender markers in a country as violent as Brazil; 7) the Venezuelan Other migrant process of invisibility by Brazilians, in an exotic movement; 8) the communication strategy qualification from a banner; 9) the plural mixture of Brazilian Portuguese and Venezuelan Spanish languages; 10) and the infinite possibilities that digital communication accessibility brings to migrants, with an emphasis on the use of digital social networks.

With the Venezuelans communication strategies in Cuiabá, we have identified some perspectives that can be expanded in the future: 1) the body and the communication of resistance as an act of nonconformity and in search of new opportunities, in this study, access to work to ensure survival; 2) the recognition of the immigrant vital force as a historical subject, committed to life, and individual and collective well-being, especially because they leave family members in their country of origin and send income remittances to contribute to the sustenance for those who remain there. For this, it's necessary to recognize the right to migrate, otherwise we will live with discourses of illegality, clandestinity and informality.

## References

- Almeida, C. D. (2015). *Comunicação, cultura e cidadania dos quilombolas*. Jundiaí, SP, Paco Editorial.
- Arendt, H. (2007). *A condição humana*. Rio de Janeiro: Forence Universitária, ed., 10.
- Baitello Junior, N. (2014). *A era da iconofagia. Reflexões sobre imagem, comunicação, mídia e cultura*. São Paulo: Paulus.
- Botelho, A.; Ferreira, G. N. (2010). “Revendo o pensamento conservador”. In: (Org.). *Revisão do pensamento conservador: ideias e política no Brasil*. São Paulo: HUCITEC, p.11-22.
- BRASIL. IBGE (2010). *Censo demográfico*. Disponível em: <https://cidades.ibge.gov.br/brasil/rs/sao-borja>. Acessado em 17 de out., 2017.
- Browder, J. O.; Godfrey, B. J. (2006). *Cidades da floresta: urbanização, desenvolvimento e globalização na Amazônia brasileira*. Manaus: Ed. da Universidade Federal do Amazonas.
- Castells, M. (2003). *A sociedade em rede: a era da informação: economia, sociedade e cultura*. São Paulo: Paz e Terra.
- Cogo, D. (2015). *A invisibilidade das pessoas LGBT*. *Rev. Online Lado A*, 2. Disponível em: <<http://revistaladoa.com.br/2015/06/terapia/invisibilidade-das-pessoas-lgbt#ixzz50XIlwYE8>> Acessado em: 02 dez. de 2017.
- Domeniconi, J.; Baeninger, R.; Demétrio, N. B. (2021). “Migrações venezuelanas: trabalhadores do conhecimento no Brasil”. *Revista Brasileira De História & Ciências Sociais*, 13(26), 6-23.
- Dragt, E. (2017). *How to research trends: move beyond trend watching to kickstart innovation*. BIS Publishers.
- França, V. R. V. et al (2020). Comunicação e Sociabilidade: perspectivas no campo da Comunicação. *GALÁXIA (SÃO PAULO. ONLINE)*, v. 44, p. 201-218.
- Freire, Paulo (2007). *Pedagogia do oprimido*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, ed., 38.
- Handerson, J. (2018). Diáspora, refugiado, migrante: perspectiva etnográfica e transfronteiriça. *Sociedade e Cultura*, v. 20.
- Holanda, S. B. de (1978). *Cobra de vidro*. São Paulo: Perspectiva/Secretaria da Cultura, Ciência e Tecnologia, 2. ed.
- Gil, A. C. (2002). *Como elaborar projetos de pesquisa*. São Paulo: Atlas S.A., 4. ed.
- Góis, P. e Silva, J. C. Jarochinski (2021). “República bolivariana da Venezuela: uma sociedade em debandada, um regime político em negação, um continente inteiro sob pressão migratoria. As migrações como consequência da geopolítica global no século XXI”. *Revista Brasileira De História & Ciências Sociais*, 13(26), 6-23.
- Lakatos, E. M.; Marconi de Andrade, M. (2003). *Fundamentos de metodologia científica*. São Paulo: Atlas, 5. ed.
- Martino, L. C. (2020). “Sobre o conceito de comunicação: ontologia, história e teoria”. *Questões Transversais*. São Leopoldo, Brasil: v. 7, n. 14.

- Martins, José de Souza (2009). *Fronteira: a degradação do outro nos confins do humano*. São Paulo: Contexto.
- Merleau-Ponty, M. (1996). *Fenomenologia da percepção*. São Paulo: Martins Fontes.
- MINISTÉRIO PÚBLICO FEDERAL (2016). *Migração e Tráfico Internacional de Pessoas: guia de referência para o Ministério Público/ Procuradoria Federal de Direitos do Cidadão*. - Brasília: MPF.
- Minh-há, T. T. (2011). “Milhas de estranheza”. In: Arend, S. M. F.; Rial, C. S. de M.; Pedro, J. M. *Diásporas, mobilidades e migrações*. Florianópolis: Ed. Mulheres.
- Moraes, R.; Galiazzi, M. C. (2011). *Análise textual discursiva*. Ijuí, RS: UNIJUÍ.
- Morin, E. (1977). *Cultura de massas no século XX: o espírito do tempo*. Rio de Janeiro: Forense-Universitária.
- Muller, Karla. (2003). *Mídia e fronteira: jornais locais em Uruguaiana-Libres e Livramento-Riveira*. São Leopoldo: Universidade do Vale do Rio dos Sinos, 362 f. *Tese (Doutorado em Comunicação)*.
- Neto, J. E.; Almeida, C. A. (2020). *Migração, Cidadania e Acolhimento: Cobertura Jornalística sobre os Venezuelanos. Sociedade Brasileira de Estudos Interdisciplinares da Comunicação – VIRTUAL*.
- Perniola, M. (2006). *Contra a comunicação*. São Leopoldo: Editora Unisinos, Ed., 2.
- Peruzzo, C. M. K. (2008). “Conceitos de comunicação popular, alternativa e comunitária revisitados e as reelaborações no setor”. *Palavra Clave Revista*, v. 11, n. 2, p. 367-379.
- Recuero, R. (2009). *Redes Sociais na internet*. Porto Alegre: Editora Sulina.
- Smit, J. W. (1989). *Análise documentária: a análise da síntese*. Brasília: IBICT, 2ª edição.
- Silva, C. T. (2005). “Identificação étnica, territorialização e fronteiras: a perenidade das identidades indígenas como objeto de investigação antropológica e a ação indigenista”. *Revista de Estudos e Pesquisas*, Brasília, DF, v. 2, n.1, p.113-140, jul.
- Silva, I. S. (2008). “Fronteiras culturais e grandes projetos na Amazônia Oriental brasileira: por um campo de estudo: a etnização dos migrantes maranhenses”. In: Simpósio Internacional do Centro de Estudos do Caribe o Brasil, 5, 2008, Salvador. *Anais...* Salvador: CECAB.



## Aproximación al estudio de la violencia estructural, la emigración forzada y el modelo político venezolano

### Approach to the study of structural violence, forced migration, and the Venezuelan political model

**Emilio Osorio A.**<sup>1</sup>

Instituto de Investigaciones Económicas y Sociales (IIES)  
Facultad de Ciencias Económicas y Sociales (FaCES)  
Universidad Central de Venezuela (UCV)  
Caracas, Venezuela

<https://orcid.org/0000-0001-7054-5901>

[emilio.osorio19@ucv.ve](mailto:emilio.osorio19@ucv.ve)

**Mauricio Phélan C.**<sup>2</sup>

Instituto de Investigaciones Económicas y Sociales (IIES)  
Facultad de Ciencias Económicas y Sociales (FaCES)  
Universidad Central de Venezuela (UCV)  
Caracas, Venezuela

<https://orcid.org/0000-0001-8891-0364>

[luis.phelan@ucv.ve](mailto:luis.phelan@ucv.ve)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4621>

DOI : 10.25965/trahs.4621

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** Este artículo indaga cómo el modelo del Socialismo del Siglo XXI incrementó la violencia institucional y política. Los autores de este artículo han asumido que este tipo de violencia explica la masiva emigración internacional venezolana observada durante los últimos veinte años. El marco conceptual básico proviene de la teoría *push-pull*. Para ello se utiliza la Tipología de la Migración de William Petersen, que caracteriza la migración forzada e impulsada que surge de la política migratoria del Estado. Además, los autores de este artículo utilizaron las ideas de Johan Galtung sobre la violencia visible e invisible. Varias fuentes secundarias nacionales e internacionales sustentan la relación entre la violencia y el éxodo masivo internacional. El análisis revela que el clima de tensión, desconfianza en las instituciones, desigualdad y vulneración de derechos fundamentales, desde hace dos décadas, podrían explicar la movilidad internacional de la población venezolana.

**Palabras clave:** movilidad internacional, violencia estructural, población, Venezuela

**Résumé :** Le but de l'article est d'examiner comment le modèle socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle a augmenté la violence institutionnelle et politique, ce qui est supposé être

---

<sup>1</sup> Profesor Titular. Escuela de Sociología. Departamento de Población y Ambiente. Investigador de la Línea Población y Sociedad.

<sup>2</sup> Profesor Titular. Escuela de Sociología. Departamento de Métodos. Director de la Línea Población y Sociedad.



l'une des causes qui expliquent l'émigration internationale massive du Venezuela, observée au cours des quatre dernières décennies. Le cadre conceptuel de base provient de la théorie push-attraction. Les concepts de William Petersen, qui caractérise la migration forcée et poussée de la politique migratoire de l'État, et de Johan Galtung sur la violence visible et invisible sont utilisés. Diverses sources secondaires internationales et nationales ont été utilisées pour étayer la relation entre la violence et l'exode massif international. L'analyse réalisée révèle que le climat de tension, la méfiance à l'égard des institutions, les inégalités et la violation des droits fondamentaux depuis deux décennies pourraient expliquer la mobilité internationale de la population vénézuélienne.

Mots clés : migration internationale, violence structurelle, population, Venezuela

Resumo: Este artigo investiga como o modelo de socialismo do século XXI aumentou a violência institucional e política. Os autores deste artigo assumiram que esse tipo de violência explica a emigração internacional venezuelana maciça observada nos últimos vinte anos. A estrutura conceitual básica vem da teoria do push-pull. Para isso, é utilizada a Tipologia da Migração de William Petersen, que caracteriza a migração forçada e impulsionada que decorre da política migratória do Estado. Além disso, os autores deste artigo usaram as ideias de Johan Galtung sobre violência visível e invisível. Várias fontes secundárias nacionais e internacionais apoiam a relação entre a violência e o êxodo em massa internacional. A análise revela que o clima de tensão, desconfiança nas instituições, desigualdade e violação de direitos fundamentais, por duas décadas, poderia explicar a mobilidade internacional da população venezuelana.

Palavras chave: mobilidade internacional, violência estrutural, população, Venezuela

Abstract: This article searches how the Socialism of the 21<sup>st</sup> Century model increased institutional and political violence. This article has assumed that this type of violence explains the massive Venezuelan international emigration observed during the last twenty years. The basic conceptual framework comes from the push-pull theory. The Typology of Migration of William Petersen is used, which characterizes forced and impelled migration that surged from the migratory policy of the state. Also, the authors of this article used Johan Galtung's ideas on visible and invisible violence. Various national and international secondary sources support the relationship between violence and the massive international exodus. The analysis reveals that the climate of tension, mistrust in institutions, inequality, and the violation of fundamental rights, observed for two decades could explain the international mobility of the Venezuelan population.

Keywords: international mobility, structural violence, population, Venezuela

*Se tortura, se roba, se mata, se oprime hasta la última gota de sangre del país. Eso es peor que la guerra civil. Y es también una guerra civil en la cual uno solo pega, mientras el otro, que somos casi todos los venezolanos, recibe los golpes.*

Miguel Otero Silva, Casas Muertas

## Introducción

En las últimas dos décadas, el proceso de gestión y las acciones del gobierno bolivariano han impulsado en Venezuela, un clima de polarización y de conflictividad política, económica y social, generando incertidumbre sobre el desarrollo de un modelo de país, contribuyendo a la conformación de contradicciones ideológicas y a debilitar el marco legal e institucional. Estos aspectos han surgido de la revisión documental, conversaciones entre expertos, observación de campo, realizadas por Phélan y Osorio (2020) que permiten sostener como hipótesis inicial, la existencia de una estrecha relación entre violencia estructural y la emigración internacional venezolana, de manera particular durante el lapso 1998 al 2020, pero especialmente entre los años 2016 y 2019. Para los autores de este artículo, este dramático desplazamiento internacional de más de seis millones de venezolanos, puede explicarse por una violencia tanto visible como invisible.

El presente trabajo es de carácter exploratorio y está estructurado en tres partes. En la primera se hace una presentación teórico conceptual de las dos variables a explorar, violencia estructural y la movilidad internacional, así como un esbozo explicativo acerca de la relación entre ambas variables. En la segunda parte se abordan, brevemente, dos momentos de la salida de población en el lapso 1998 a 2021. En la tercera parte se explora, sustentándose en cifras disponibles, la situación de la violencia estructural en el país para los últimos veinte años. Finalmente, el trabajo expone resultados y reflexiones surgidas del análisis, que han permitido identificar líneas de estudio e investigación para desarrollar y profundizar en trabajos posteriores.

### 1.- Violencia y Emigración Internacional venezolana: una dinámica relación de Causa efecto.

¿Qué se entiende por violencia?: La definición ofrecida por la Organización Mundial de la Salud es bastante amplia para describir esta acción: ...el uso deliberado de la fuerza física o el poder, ya sea en grado de amenaza o efectivo, contra uno mismo, otra persona o un grupo o comunidad, que cause lesiones, muerte, daños psicológicos, trastorno del desarrollo o privaciones (OMS, 2002:15). Lo primero que destaca la definición es el “**...uso deliberado de la fuerza física o el poder...**” “...ya sea en **grado de amenaza o efectivo...**”, “**... contra uno mismo, otra persona o un grupo o comunidad...**”, “...que **cause** lesiones, muerte, daños psicológicos, trastorno del desarrollo o privaciones”. De acuerdo a esta definición se puede destacar (a) la intención cognitiva de esa acción por parte de un agresor, (b) el tipo de fuerza que se ejerce, (c) el tipo de intención o acción final, (d) el sujeto o víctima a quien se dirige la acción, y (e) el daño que se perpetra o causa.

Sin duda alguna, la definición de la OMS sugiere que la violencia ocurre en grado activo por amenazas o agresión verbal, o mediante la violencia física. El resultado final, en muchas ocasiones incluye lesiones, muerte, daños psicológicos, trastorno del desarrollo o privaciones. De allí que se adelante que algunas situaciones que vive o ha vivido la sociedad venezolana, durante el lapso examinado podrían tipificarse como expresiones o manifestaciones de violencia. Un rápido inventario permite enumerar acciones como:

1. La polarización política determinada por el antagonismo radical entre dos visiones de país;
2. La estatización de la economía, que conlleva a una excesiva regulación de la economía, finanzas, la caída de la inversión productiva y la intervención de todo el aparato productivo.
3. La destrucción de los empleos formales, decentes y de calidad.
4. La censura política o el desconocimiento al derecho a disentir.

Sin embargo, hay otras definiciones sobre la violencia que podrían ayudar a examinar la intervención de la violencia como agente causal de la salida forzada de la población venezolana del territorio nacional, de manera particular en el último lustro. Afirma Agustín Martínez Pacheco (2016), citando a Elsa Blair quien a su vez recoge una opinión del investigador francés Jean Claude Chesnais que: “La violencia en sentido estricto, la única violencia medible e incontestable es la violencia física. Es el ataque directo, corporal contra las personas. Ella reviste un triple carácter: brutal, exterior y doloroso. Lo que la define es el uso material de la fuerza, la rudeza voluntariamente cometida en detrimento de alguien”. (Pacheco Martínez, 2016: 13).

Igualmente, Martínez Pacheco, trae otra definición utilizada por Blair, que comparte la definición de Jean-Marie Domenach definiendo la violencia como “... uso de una fuerza abierta o escondida, con el fin de obtener de un individuo o un grupo eso que ellos no quieren consentir libremente”. (Citado por Martínez Pacheco, 2016: 3).

Tanto para Nancy Scheper-Hughes y Philippe Bourgois “La violencia es un concepto resbaladizo: no lineal, productivo, destructivo y reproductivo”. (Scheper-Hughes y Bourgois 2004:1). En ese sentido los autores señalan: “La violencia en sí misma, sin embargo, desafía la categorización fácil. Puede ser todo y nada; legítima o ilegítima; visible o invisible; necesaria o inútil; sin sentido y gratuito o totalmente racional y estratégica. Violencia revolucionaria, masacres comunitarias y la represión estatal son a menudo dolorosamente gráficas y transparentes. La violencia cotidiana de la mortalidad infantil, la desnutrición, la enfermedad, la desesperación y la humillación que destruye a los humanos socialmente marginados con frecuencia suelen ser invisibles o mal reconocidas”. (Scheper-Hughes y Bourgois, 2004:5)

Revisado brevemente las definiciones sobre la violencia estructural cabe preguntarse, ¿Qué se entiende por movilidad humana?. De acuerdo a la Organización Internacional para las Migraciones (OIM), la movilidad humana es un concepto reciente, cuya utilidad es integrar en una sola idea a todas las formas de movimiento de personas, como “el refugio, la migración internacional, la movilidad forzada por delitos transnacionales (trata de personas), la movilidad en el marco de sistemas de integración, entre otras” (OIM, 2012:17).

Clásicamente, la migración está relacionada con la movilidad, individual y colectiva, transitoria o permanente, y con cambios espaciales de la residencia habitual, de individuos o grupos sociales, bien en sus propios países (migración interna) o desde estos hacia otros países (internacional). Estos movimientos territoriales de población, como ya se ha mencionado, pueden resultar de fuerzas impulsoras provenientes de una situación ecológica, de una política de Estado o desde las propias aspiraciones superiores. Las razones aducidas por aquellos que migran (emigran o inmigran), van desde la búsqueda de mejores condiciones de vida hasta por razones de seguridad personal. Puede, asimismo, indicarse que los estudiosos del fenómeno migratorio han tenido muchas dificultades teóricas a la hora de definir las migraciones, explicar las causas que las impulsan, las consecuencias y la duración de las mismas.

Al respecto, Arango señala: “Quizá la mayor dificultad del estudio de la migración sea su extrema diversidad en cuanto a formas, tipos, procesos, actores, motivaciones, contextos socioeconómicos y culturales, etc. No es de extrañar que las teorías tengan dificultades para explicar tal complejidad. Como dice Anthony Fielding, “quizá la migración sea otro “concepto caótico”, que necesite ser “desempaquetado” para que cada parte pueda verse en su propio contexto histórico y social de modo que su importancia en cada contexto pueda entenderse por separado.” (Arango, 2000: 45-46)

La explicación de Arango (2000) muestra la complejidad del tema migratorio. A partir de esta posición el fenómeno migratorio, puede estar influenciada por posiciones de carácter ideológicos elaborados desde campos disciplinarios muy disímiles. En la actualidad, contamos con un importante número de teorías cuyas diferencias sustanciales pueden centrarse en las relaciones de causas y efectos, y donde los resultados que se obtienen y exhiben varían de país a país.

## 2.- Relación violencia – emigración internacional venezolana.

En un esfuerzo por identificar elementos conceptuales que permitan establecer la relación entre violencia y movilidad internacional, se incluye a continuación un cuadro sinóptico sobre la teoría formulada por Petersen, con el propósito de fundamentar posibles respuestas a la interrogante ¿Por qué se han marchado del país cerca del veinte por ciento de la población venezolana en las últimas dos décadas?

Tal como puede apreciarse en el Cuadro N° 1, sobre la relación Hombre - Estado en la Tipología de Petersen, esta relación es uno de los factores impulsores de la migración. De acuerdo con ello, podría sostenerse que la relación entre los venezolanos y los poderes y las instituciones gubernamentales es uno de los móviles de la migración internacional venezolana.

Cuadro N°. 1: Tipología Migratoria de William Petersen  
 Relación Hombre – Estado

Tipo de interacción	Fuerza Migratoria	Clase de Migración	Tipo de migración
El hombre y el Estado (o equivalente)	Políticas Públicas	Impulsada	Huida
		Forzada	Desplazamiento

Fuente: Petersen, W. (1968). Tipología General de la Migración

Las políticas públicas que emanan de las acciones del gobierno o alguna institución equivalente tienen como resultado dos clases de migraciones: **migraciones forzadas** y **migraciones impulsadas**, a partir de las cuales se explican los tipos y formas de organización migratoria. (Ver Cuadro N° 1). Por lo ya señalado se puede afirmar que... “el Estado o alguna institución equivalente puede crear, estimular, limitar “las condiciones (de diversa naturaleza) que, en su lugar de origen, inducen a algunas personas a emigrar” (Petersen, 1968:530).

En la década de los sesenta, del siglo pasado, cuando fue escrito y publicado el libro de Petersen (1968), *La Población. Un análisis actual*, la comunidad internacional, se ponía de acuerdo sobre los marcos éticos de los Derechos Civiles y Políticos y los Derechos Económicos, Sociales y Culturales, cuyos contenidos progresivamente, a

partir de 1966, han sido ratificados por los países del mundo. Estos Pactos se centran en el **respeto y la protección**, para que todas las personas disfruten de los bienes y libertades necesarios para una vida digna.

Gráfico N°. 1: Triángulo Básico de Johan Galtung (1998)



En el caso que nos ocupa, entre los venezolanos, los que están en el país y fuera de este, debe entenderse que se hace necesario un proceso de avenencia más allá de los posibles acuerdos o pactos de convivencia, de forma que el *después de la violencia* no se convierta tan fácilmente en el *antes de la violencia*.

Un segundo autor utilizado para explorar la relación entre violencia y movilidad internacional es Johan Galtung (1998), para quien la violencia puede analizarse desde dos perspectivas: la primera de carácter visible y una segunda de representación invisible. (Ver Gráfico N° 1). La violencia visible suele ser de naturaleza directa, física y/o verbal; su visibilidad está representada en forma de conductas. Sin embargo, esa violencia tiene su esencia en una cultura de violencia (heroica, patriótica, patriarcal, etc.) y en una estructura de violencia que es represiva, explotadora o alienadora; demasiado dura o laxa para el bienestar de la gente.

Galtung, entiende que la violencia cultural y la estructural son invisibles, más por el hecho de ser no visible no dejan de ser la causa de la violencia directa. (Ver Cuadro N° 2). Esta última es empleada por personas violentas que inician su acción a partir la violencia cultural como justificación para causar daño. En ese orden de ideas para Galtung: “La violencia cultural es la suma total de todos los mitos, de gloria y trauma y demás, que sirven para justificar la violencia directa. La violencia estructural es la suma total de todos los choques incrustados en las estructuras sociales y mundiales, y cementados, solidificados, de tal forma que los resultados injustos, desiguales, son casi inmutables”. Galtung (1998:16)

Cuadro N° 2: Sinopsis de los tipos de violencia según Johan Galtung (1998)

<b>Perspectiva</b>	<b>Tipo</b>	<b>Característica</b>	<b>Descripción</b>
Visible	Directa	Comportamiento: Agresor, victimario, perpetrador, homicida, sicario. Se conoce al actor.	Contra las personas (violaciones, asesinatos, robos, violencia de género, violencia en la familia, violencia verbal y/o psicológica, etc.), Contra la colectividad (daños materiales contra edificios, infraestructuras, guerras, terrorismo, etc.).
Invisible	Cultural /simbólica	Actitudes; función de legitimar la violencia directa y estructural. Dificultad para identificar al agresor.	Se expresa en la religión, el lenguaje e incluso la ciencia. Ofrece justificaciones para la destrucción humana mutua, hasta puede recompensar a quien la ejerce. Así puede aceptar la violencia revolucionaria de grupos extremistas o convocar la defensa de las ideologías totalitarias.
Invisible	Estructural	Negación de necesidades, originada por un conjunto de estructuras, tanto físicas como organizativas, que no permiten la satisfacción de las necesidades. Dificultad para identificar al agresor.	Violencia en las que se produce un daño en la satisfacción de las necesidades humanas básicas (supervivencia, bienestar, identidad o libertad) como resultado de los procesos de estratificación social. Tiene legalidad, función institucional y proviene del poder económico o social que se inicia o culmina excluyendo a un sector de la población.

Fuente: cuadro elaborado a partir de Galtung, J. (1998). *Tras la violencia, 3R: reconstrucción, reconciliación, resolución.*

### 3.- Gobierno revolucionario y momentos migratorios.

El Gobierno Bolivariano desde la llegada de Hugo Chávez al poder en el año de 1999, impulsó su estrategia de desconfianza centrando su atención en algunos sectores políticos, económicos y sociales, en especial de la vieja elite política y económica, que administró el gobierno nacional durante cuarenta años. El nuevo gobierno emprendió acciones y amenazas orientadas a lograr reivindicaciones sociales, políticas y económicas representando una amenaza hacia los sectores medios y altos de la población. Ese accionar generó temores en el liderazgo político, económico y social del antiguo régimen. Como consecuencia nace una pauta de movilización internacional, que en la actualidad supera los seis millones de venezolanos, con base a organismos internacionales y a Institutos Nacionales de Estadística de los países de acogida.

En los primeros años de gobierno, se hace visible un protocolo amenazador e inmovilizador que incluía intimidación, detenciones ilegales, encarcelamientos sin juicios, expropiaciones, imposiciones monetarias, violencia oral y física, secuestros, extorsiones, robos y hurtos. Al asumir Hugo Chávez la Presidencia de la República en 1999, inicia su mandato convocando a una Asamblea Constituyente que deberá elaborar una nueva constitución cuyos objetivos fundamentales son la refundación de la Nación Venezolana, la orientación de las políticas públicas nacionales y, de manera particular, la política social del Estado Venezolano. La refundación de la República conllevaba la garantía de que todo ciudadano gozaría del derecho a la vida, al derecho de trabajo, al derecho a la cultura, al derecho a la educación, entre otros derechos.

Sin embargo, en palabras del discurso oficial de la época, la actividad de mayor confrontación generada por las acciones del gobierno bolivariano estaría determinada por: “La confrontación entre un viejo sistema (el capitalismo) que no ha terminado de fenecer, basado en el individualismo egoísta, en la codicia personal, y en afán de lucro desmedido, y un nuevo sistema (el socialismo) que está naciendo y cuyos valores éticos, la solidaridad humana, la realización colectiva de la individualidad y la satisfacción racional de las necesidades fundamentales de hombres y mujeres, se abre paso hacia el corazón de nuestra sociedad” (Venezuela, Líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2007-2013. 2007:7).

En ese escenario de contradicciones determinado por la polarización, la posición del gobierno se caracterizó por el no reconocimiento a la disidencia, la ausencia de estrategias para forjar alianzas, un lenguaje oficial ofensivo empleado en declaraciones y eventos públicos, y el desconocimiento a actores sociales y políticos opositores o contrarios.

## La emigración internacional venezolana

La emigración venezolana se puede ubicar en dos grandes momentos. Un primer momento (1999 - 2015) que coincide con el periodo presidencial de Hugo Chávez y con un *boom* petrolero que se traduce en elevados ingresos para el país. (Ver Cuadro N° 3). En contraste, suceden paros, huelgas y manifestaciones. Son años en los cuales se produce la salida del país de empresas transnacionales, bancos, fundaciones y representaciones internacionales. Retornan a sus países de origen migrantes europeos y sus descendientes, empresarios, comerciantes y profesionales de diferentes áreas. En estos años la movilización de venezolanos al exterior alcanzó las 768.000 personas. Es una emigración que tiene, de manera predominante, un sentido Sur-Norte (extrarregional). Fue una emigración impulsada por la percepción de riesgo como consecuencia de estatizaciones, expropiación de empresas, medidas económicas y políticas que afectaron derechos y libertades. La población que salió del país durante el primer momento puede categorizarse en su mayoría como migrantes económicos, ya que su salida se explica predominantemente por razones económicas.

Cuadro N°. 3: Características de la movilidad Internacional Venezolana. Lapso 1999 - 2015

Tipo de Interacción	Hombre - Estado
Fuerza Migratoria	Políticas Públicas
Clase de Migración	Impulsada
Tipo de migración	Huida
Medio	Violencia
Daño Visible	Atropellos, Encarcelamientos
Daño Invisible	Temor

Fuente: Elaborado por Phélan y Osorio, 2022

Un segundo momento que coincide con el gobierno del presidente Nicolás Maduro (2016 - 2020). El contexto es de crisis económica, recesión, baja de producción petrolera y bajos ingresos, hiperinflación y sanciones internacionales. Los conflictos políticos se agudizan con manifestaciones, huelga y represión. Las condiciones políticas y económicas señaladas conducen a una crisis humanitaria severa, especialmente en materia de salud y alimentación. Con base a las estimaciones de OIM/ACNUR y fuente R4V, salieron de Venezuela 4.721.822 personas entre migrantes, refugiados y solicitantes de asilo (86% de la diáspora actual).

La emigración venezolana se moviliza en sentido Sur-Sur (intrarregional). La composición predominante de los migrantes de este segundo momento está constituida por personas de escasos recursos y alta vulnerabilidad que escapan de difíciles condiciones de vida buscando la manera de sobrevivir.

La mayoría de los venezolanos que salen del país en el segundo momento, por su condición de riesgo o vulnerabilidad son migrantes pobres, migrantes indígenas y, sobre todo, solicitantes de refugio y asilo. La salida se debe a razones de sobrevivencia. Con la llegada de la pandemia del Covid19 miles de los movilizados recientes toman la decisión de regresar y son ahora retornados. (Osorio y Phélan 2001). Se desplazan, en la mayoría de los casos, por vía terrestre en búsqueda de refugio y de asilo; es una población vulnerable.



Cuadro N°. 4: Características de la movilidad Internacional Venezolana. Lapso 2016 - 2021

Tipo de Interacción	Hombre - Estado
Fuerza Migratoria	Políticas Públicas
Clase de Migración	Forzada
Tipo de migración	Desplazamiento
Medio	Violencia
Daño Visible	Hambre, enfermedades
Daño Invisible	Necesidades básicas, servicios públicos

Fuente: Elaborado por Phélan y Osorio, 2022

La emigración venezolana, durante los primeros dos lustros, se dirigió principalmente hacia Estados Unidos y España. Claramente, se observaba una movilidad espacial en sentido Sur -Norte. Posteriormente, la dirección de la movilidad de la población emigrante cambia hacia los países de la región sub Andina, dirigiéndose a Colombia, Perú, Ecuador, Chile, Argentina y Brasil.

#### 4.- La relación entre violencia estructural y la movilidad humana

La información estadística para construir un panorama sobre la violencia estructural en diversas áreas se obtuvo de fuentes secundarias nacionales e internacionales, dada la escasa producción de cifras oficiales disponibles para el país. El vacío de información estadística oficial - recurso de carácter público - es en sí misma una expresión de violencia institucional. Para obtener información confiable y oportuna se hace necesario acudir a fuentes de datos alternativas tanto nacionales como internacionales. Para este trabajo se consultaron cuatro fuentes, una internacional y tres nacionales. La fuente internacional consultada fue Latinobarómetro, que permitió construir para los dos momentos migratorios citados, indicadores subjetivos que expresan opiniones y valoraciones sobre el monopolio de la fuerza.

Las fuentes nacionales consultadas son tres observatorios sobre temas específicos que dan una idea de la situación actual; en algunos casos, son cifras acumuladas de varios años y, en otros, son el resultado de encuestas periódicas sobre muestras representativas. La primera fuente es el Observatorio Venezolano de Conflictividad Social (OVCS), una organización no gubernamental independiente que tiene como objetivo el seguimiento, documentación y difusión de los derechos humanos en Venezuela. De esta fuente se obtienen indicadores de resultado que ofrecen un panorama sobre las protestas ocurridas durante veinte años. La segunda fuente de información es el Observatorio de Derechos de Propiedad de CEDICE, cuyo objetivo es el monitoreo y análisis permanente sobre la falta o amenazas a los derechos de propiedad. De esta fuente se obtienen indicadores de resultado sobre la vulneración a la propiedad privada, mediante diferentes formas. La tercera fuente de información consultada es el Observatorio Venezolano de los Servicios Públicos

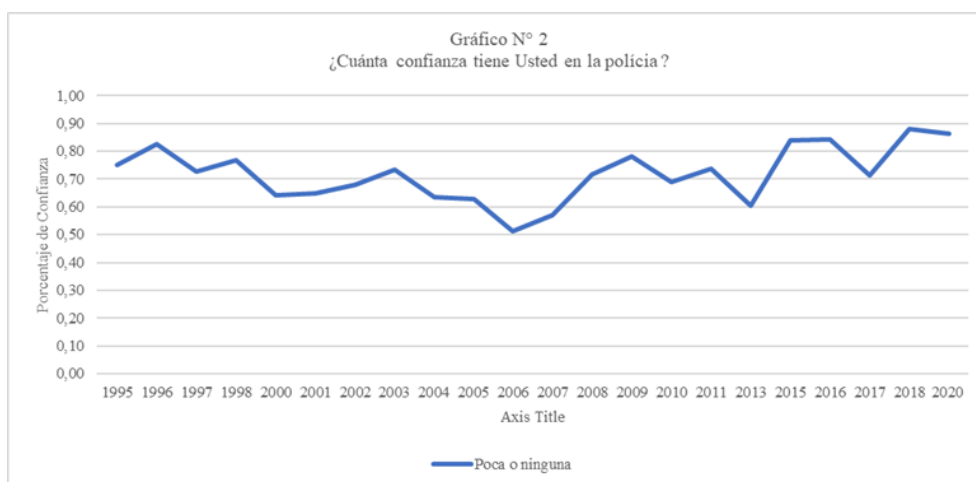
(OVSP), cuyo objetivo consiste en la investigación, análisis, difusión de temas sobre los servicios públicos, el desarrollo y el ambiente. Información recabada mediante encuestas de hogares, con periodicidad semestral a escala nacional. De esta última fuente se obtienen indicadores sobre el acceso a los servicios y la valoración de sus usuarios.

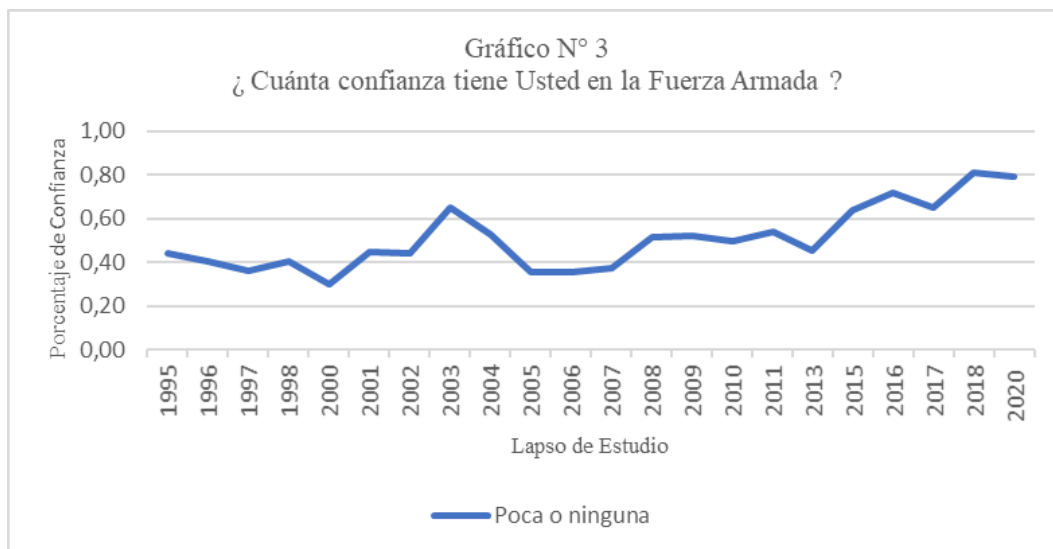
Con el soporte de la información obtenida de estas cuatro fuentes, se realizó una exploración acerca de la situación del país en temas básicos que garanticen un clima institucional para el desarrollo, así como las condiciones para que la población logre niveles de vida dignos.

La información recopilada se organizó en tres grandes áreas o temas: 1) *percepción sobre el monopolio estatal de la fuerza*, 2) *percepciones sobre la distribución del ingreso*, 3) *calificación sobre los servicios básicos* y, finalmente, como medición de resultado 4) *afectaciones a la propiedad privada*. La información que, a continuación, se expone está centrada en las actividades del Estado, gobierno o un ente público equivalente, para satisfacer las necesidades básicas de sus ciudadanos. Los cuadros, gráficos y sus correspondientes comentarios intentan destacar o exhibir el desempeño de estos agentes públicos, a la luz de la percepción que tienen los ciudadanos sobre su actuación para satisfacer las demandas de bienes y/o servicios. En este orden de ideas, es importante tener presente que es la sociedad la que concede al Estado a través de las leyes, reglamentos, ordenanzas, el ejercicio de fuerza y poder que detenta y exhibe. El comportamiento del Estado o un agente equivalente público se distingue por sus códigos de conducta. Las expectativas de la población están puestas en obtener el bien o servicio deseado de manera digna y satisfactoria. De allí que la concesión del monopolio gubernamental, llámese monopolio estatal de la fuerza o violencia, de la administración de los recursos o de las rentas, debe entenderse como una intervención del Estado de carácter legal y legítimo.

## Monopolio Estatal de la Fuerza

El Estado además de tener el monopolio de la fuerza es el garante de la seguridad de los ciudadanos. Cuando ese control se pierde o se delega en fuerzas extranjeras o en grupos irregulares afecta a la población, en especial a los más vulnerables. Con base a los resultados de Latinobarómetro la población consultada ha perdido confianza en las fuerzas policiales y en la fuerza armada. El 2008 aparece como el año que disparan los niveles de desconfianza hacia la policía y la fuerza armada por parte de la población. La desconfianza en estas dos instituciones se mantiene en ascenso hasta el presente. (Ver Gráficos N° 2 y N° 3).





En correspondencia con lo anterior y con resultados de Latinobarómetro se aprecia una creciente opinión sobre la pérdida de control del gobierno por parte de las instituciones, partidos políticos y líderes para estar en manos de grupos ajenos al ejercicio del gobierno (Ver Gráfico N° 4). En el caso venezolano, la referencia a grupos poderosos, está asociada tanto a las elites económicas tradicionales, pero sobre todo a las nuevas elites que han surgido a la sombra de la administración bolivariana. También de grupos irregulares nacionales y extranjeros que ejercen control sobre diversas zonas del país. En el año 2008 se incrementa la percepción de que el país está gobernado por elites y grupos que privilegian su propio beneficio, sin embargo para los años correspondientes al segundo momento migratorio se aprecia un incremento que se mantiene de forma sostenida hasta el presente.



La propiedad privada es un derecho que garantiza la producción, el intercambio y el desarrollo. En muchos países hay mecanismos e instituciones para resguardarla. En Venezuela, la propiedad privada tanto de empresas, tierras, viviendas ha sido afectada tanto por acciones directas del propio gobierno, como por acciones de grupos de personas que, con diversos fines e intenciones ocuparon o invadieron, desde edificaciones hasta explotaciones agropecuarias. Los resultados del Observatorio de Derechos de Propiedad, reflejan la cantidad de afectaciones operadas desde 2012 hasta 2021. (Ver Cuadro N° 5).

Cuadro N.º. 5: Venezuela: Afectaciones a la propiedad privada

<b>Lapso 2012 - 2021</b>		
<b>Tipo de Afectación</b>	<b>Casos</b>	<b>Casos/año</b>
Expropiaciones	106	12
Intervenciones	279	31
Ocupaciones Temporales	618	69
Multas	17 540	1 949
Regulaciones confiscatorias	307	34
Rescate de Tierras	149	17
Comisos	2 451	272
Fiscalizaciones	105 178	11 686
Invasiones	171	19
Saqueos	1 558	173
Cierres	28 247	3 139
<b>Total</b>	<b>156 604</b>	<b>17 400</b>

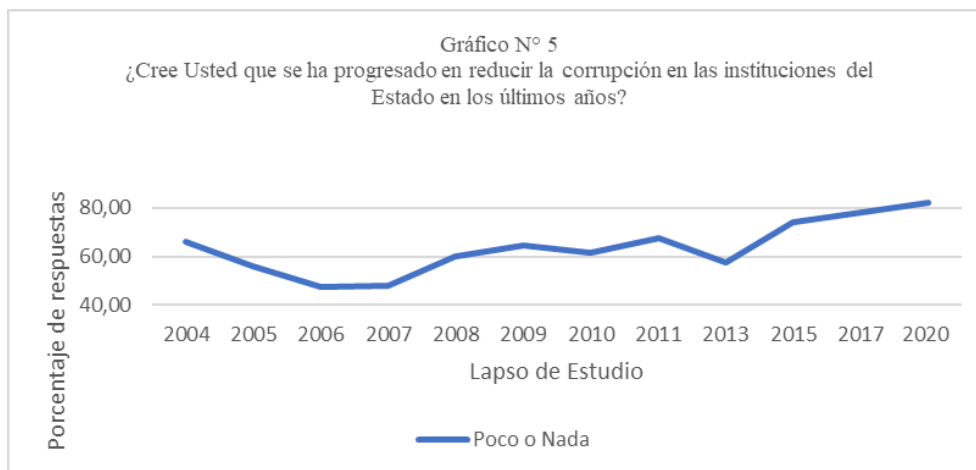
Fuente: CEDICE, Observatorio Derechos de propiedad

Este tipo de acciones no solamente afecta al propietario, a los empleados y trabajadores al quedar cesantes y a la población en general por sembrar un sentimiento de inseguridad e indefensión frente a unas instituciones que no resguardan sus activos. Es de hacer notar que en muchos casos las empresas y explotaciones intervenidas o expropiadas, dejaron de operar o bajaron su capacidad operativa.

## Monopolio Estatal de la de la Renta

Uno de los grandes males que padece Venezuela desde décadas atrás es la malversación de bienes públicos y la disposición del erario nacional para fines particulares. Privar a la población de recursos para garantizar sus derechos fundamentales además de una forma de violencia ejercida desde instancias gubernamentales, es un delito. La corrupción como práctica, no es un fenómeno reciente, datos de Transparencia internacional en el Índice de Percepción de Corrupción (IPC) desde 1998, ubican al país como uno de los más corruptos de Latinoamérica y con pocas acciones efectivas para reducirla. Con base a este índice Venezuela en 1998 ocupaba la posición 77 entre un total de 85 países, en 2021 ocupa la posición 173 sobre un total de 180 países.<sup>3</sup> Con base a los datos de Latinobarometro, la percepción de que las instituciones hacen poco o nada para enfrentar esta forma de violencia silenciosa se ha mantenido en ascenso, pero con un incremento significativo en los años que corresponden con el segundo momento migratorio. (Ver Gráfico N° 5).

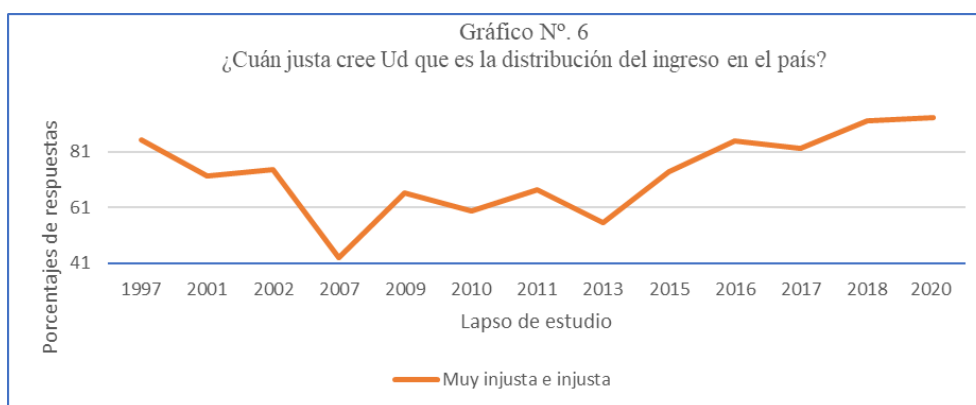
<sup>3</sup> Para mayor información ver: <https://www.transparency.org/en/cpi/2021>



Fuente: Latinobarometro 2022

## Distribución del Ingreso

Asociado a la percepción sobre la corrupción está la distribución del ingreso entre la población. Se ha mencionado hasta la saciedad que Latinoamérica es una de las regiones con mayores niveles de desigualdad a escala global. Más allá de las mediciones que puedan ofrecer estadísticas específicas como el caso del Índice de *Gini*, interesa contar con la percepción de la población sobre esta distribución. Con base a las cifras de Latinobarometro, se observa que desde 1998 hasta 2013 la percepción negativa sobre la distribución del ingreso tomaba una tendencia decreciente, explicable por el aumento en los precios del petróleo que tuvo repercusiones positivas en el gasto público y en los ingresos de la población. Luego de 2015 (segundo momento migratorio) la opinión hacia la distribución cambia incrementándose hasta el año 2020 cuando alcanza su valor más elevado: 93% de los consultados consideran que la distribución del ingreso es injusta o muy injusta. (Ver Gráfico N° 6).



Para los últimos años, el país presenta una desigualdad que se podría adjetivar como brutal y que se manifiesta no solamente en el ingreso sino en el acceso a los servicios básicos como se verá enseguida.

## Derechos fundamentales

El agua no es solo un recurso, es un derecho fundamental para la vida de las personas. Su ausencia o fallas en la calidad afecta la salud, incide en la alimentación y afecta el riego en el caso de los que poseen cultivos tanto en espacios urbanos como

rurales. En Venezuela el acceso al agua potable se ha vuelto un problema de primera línea. Al revisar las cifras del OVSP para el primer semestre del 2022, se aprecia que hay casi un 89% de la población encuestada que responde no tener acceso al agua. (Ver Cuadro N° 6). El porcentaje restante, 11,2% que sí tiene acceso, lo obtiene generalmente por medios propios y a partir de acciones individuales: cuentan con fuentes de agua naturales, han perforado pozos de agua o han construido tanques con capacidad de almacenamiento. En general, la frecuencia del servicio es irregular y en la mayoría de los casos sin ningún tipo de tratamiento. La opinión mayoritaria de la población sobre este servicio público es negativa.

Cuadro N°. 6: Porcentajes de respuesta a la medición del servicio de agua

<b>Acceso al agua</b>	<b>Año 2021</b>
Si	11.2
No	88.8
<b>Evaluación Servicio</b>	
Muy Buena, buena, regular a buena	39
Regular a mala, Mala y muy mala	59
no responde	2
<b>Recepción del servicio</b>	
Frecuente	31
No frecuente	64
no responde	2

Fuente: <http://www.observatorioovsp.org/>

La desigualdad en la prestación del servicio del agua está asociada con dos derechos fundamentales como son la educación y la salud pública. Para ambos servicios y con base a resultados de Latinobarómetro la mayoría de la población aprecia que el acceso a éstos es injusto o muy injusto (Ver Cuadro N° 7). Hay una percepción de injusticia, pero también de vulnerabilidad. Con respecto a la salud en Venezuela; en la actualidad, la atención se presta de manera privada y dolarizada. Como afirma Carrillo Roa, “...el gasto de bolsillo, principal fuente de recursos del sistema de salud de Venezuela es un mecanismo de financiación ineficiente e injusto” (Carrillo Roa 2018; página 8). Con base a datos de OPS, Venezuela en Latinoamérica tiene uno de los gastos de bolsillo más elevados.<sup>4</sup> Es decir las personas deben cubrir la atención médica con recursos propios. A esto hay que agregar la emigración de personal de salud que ha afectado la calidad y la cobertura del servicio. Con la educación sucede una situación similar, las opiniones de descontento son menores en comparación a la salud, pero igualmente se mantienen elevadas. El acceso a la educación pública en

<sup>4</sup> Gasto de bolsillo como porcentaje del gasto total de salud, ver: <https://opendata.paho.org/es/indicadores-basicos>

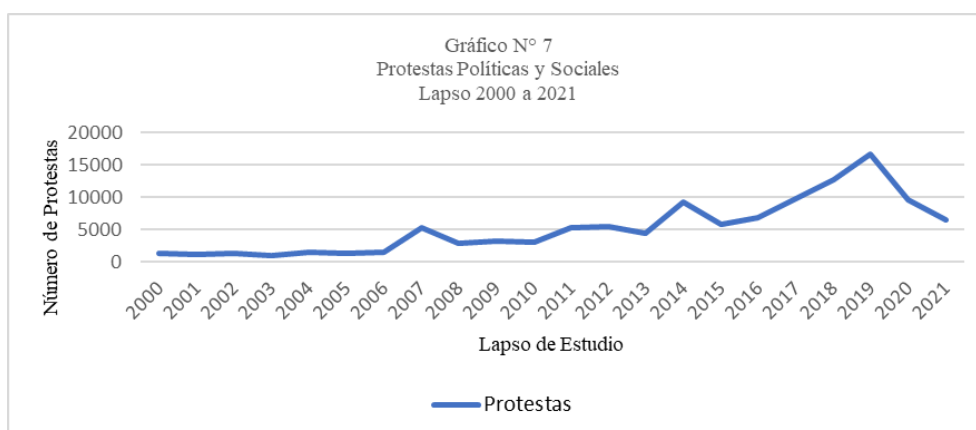
sus diferentes niveles, básica, media y superior está garantizado, pero hay un deterioro en la prestación del servicio, en especial en la educación superior. La emigración de docentes e investigadores por las malas condiciones y los precarios ingresos, contribuyen con la desmejora del sector.

Cuadro N° 7 Porcentajes de respuesta en cuanto acceso a educación y servicios de salud		
Categoría	¿Y cuán justo es el acceso a la educación?	¿Y el acceso a la salud?
Muy Justa y justa	26.40%	16.90%
Muy Injusta e Injusta	73.50%	83.10%

Fuente: Latinobarómetro, año 2020

## Protestas Políticas y Socioeconómicas

Las protestas son comunes en cualquier sociedad abierta y en cualquier país democrático. La situación política, económica y social del país ha desbordado en un ambiente de crispación entre opositores al régimen y partidarios del mismo. Son también un reflejo del descontento frente a la violencia instaurada, a la violación de derechos, a la falta de libertades civiles y políticas. Un sector de la oposición optó por el enfrentamiento en las calles con el objetivo de derrocar o debilitar al régimen. Fue una opción acordada en 2013 y que colocó al país en una situación difícil con consecuencias dramáticas en muertos, heridos y detenidos. El año 2014 marcó un punto en el cual las protestas aumentan hasta la llegada de la pandemia del Covid19. (Ver Gráfico N° 7). El aumento de las protestas registradas en su mayoría en Caracas y otras ciudades del país, coincide con el segundo momento migratorio, en el cual se registró la mayor emigración de personas en un contexto de crisis humanitaria y confrontación política.



Fuente: observatoriodeconflictos.org.ve

La pandemia del COVID-19 y en paralelo las medidas económicas adoptadas por el gobierno de Venezuela a finales del 2019 tales como liberación de precios, liberación del tipo de cambio y en la circulación de divisas reducen de manera considerable las

protestas en todo el país. El 30 de mayo de 2020, el presidente Maduro anuncia la venta de gasolina a precios internacionales – en divisas – y a precio subsidiados – en bolívares – lo que representa un nuevo esquema para la venta de combustible. La presencia del dólar para el primer semestre del 2022, alcanza al 94% de las empresas. (Gil Y. 2022).

Tanto el proceso de desconfinamiento como las medidas económicas implementadas abren un escenario en el cual la crispación política se reduce y aumentan las expectativas económicas y laborales, vale advertir que esto se produce en un contexto en el cual las condiciones de violencia estructural, la desigualdad, la vulneración de derechos y de libertades se mantiene.

## A modo de cierre

Como ha podido apreciarse en el contenido del artículo, la violencia estructural o de naturaleza invisible, que también puede identificarse como violencia sistémica, indirecta o institucional, tiene efectos negativos sobre las oportunidades de supervivencia, bienestar, identidad y/o libertad de las personas (Tortosa y la Parra, 2003:4).

Limitar la obtención de servicios como el agua y la salud pueden ayudar a explicar la movilización social, las protestas y hasta la salida del país de la población venezolana. Los datos presentados permiten sustentar la hipótesis que el Estado, el gobierno o una corporación pública pueden causar privación de necesidades humanas básicas, pobreza o desigualdad, así como también aplicar estrategias de opresión política, discriminación institucional, una legislación excluyente de ciertos grupos de población y hasta una política de gasto público regresivo.

Se puede establecer también como conjetura, que la salida masiva de población venezolana en los últimos veinte años, se produce como consecuencia de la violación continua de sus derechos sociales, económicos, políticos y civiles. No resultaría aventurado, entonces, afirmar que la salida de seis millones de venezolanos se produce como resultado de la acumulación de factores que les limitaron llevar una vida digna. En tal sentido, la violencia estructural permitiría explicar la salida de población, en especial durante el lapso 2014 a 2019, años en los cuales se padecieron momentos de confrontación, de descenso de los precios del petróleo, colapso de los servicios básicos y de sanciones internacionales contra el régimen.

A lo largo de este trabajo se exploró las variables que asocian a la violencia estructural y a la emigración internacional de cerca del veinte por ciento de la población venezolana. Los emigrantes que han abandonado el país, en busca de refugio y un mínimo de bienestar personal y familiar han encontrado o logrado algunas pequeñas mejorías. Cerca de cuatro millones de venezolanos de los seis que se han movilizado han llegado a Colombia, Ecuador, Perú, Chile, Argentina y Brasil. Sin embargo, la violencia institucional se manifiesta en la posición del gobierno venezolano de no reconocer la existencia, magnitud y distribución espacial del éxodo internacional venezolano.

Esta violencia estructural se extiende y continua en los lugares de acogida a través de diversas formas, como por ejemplo la demora en el arreglo del estatus jurídico; la discriminación, la xenofobia y la aporofobia. Oportuno es señalar que testimonios recogidos en múltiples estudios de periodismo investigativo y académico dan cuenta de las dificultades para la integración satisfactoria de muchos migrantes. El éxodo masivo de la población ha resultado, también, un instrumento que ha impactado las sociedades de acogida y conllevado a extender el daño y la violencia fuera de las fronteras de Venezuela.



En el presente – primer semestre de 2022 - las condiciones descritas en este artículo han mermado o están en proceso de cambio. En términos de J. Galtung (1998), Venezuela está transitando en una situación de paz negativa, es decir ausencia de violencia o de conflictos bélicos, lo que no necesariamente se traduce en un estado individual y colectivo de armonía, integración o equilibrio para alcanzar un nivel de vida digno. El desafío en este sentido, para el futuro inmediato, consiste en alcanzar un estado de paz positiva para lo cual es necesario garantizar y mantener derechos y libertades con equidad y justicia. Lograr una paz que ofrezca las condiciones necesarias para que la población participe de manera activa en el logro del bienestar sostenible individual y colectivo.

## Referencias

- Arango, J. (2000). “Enfoques conceptuales y teóricos para explicar la migración”. *Revista Internacional de Ciencias Sociales*, 165, 33-47.  
[https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000123859\\_spa](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000123859_spa)
- Carrillo Roa, Alejandra (2018). Sistema de salud en Venezuela: ¿un paciente sin remedio?, *Cad. Saúde Pública* 2018; 34(3):e00058517. doi: 10.1590/0102-311X00058517
- Galtung, J. (1998). *Tras la violencia, 3R: reconstrucción, reconciliación, resolución*. Bakeaz Gernika Gogoratz. RGO6 Interior ([gernikagogoratz.org](http://gernikagogoratz.org))
- Gil Yépez, José A (2022). Resumen Resultados III Encuesta Multisectorial Empresarial, *Datanalisis*, Caracas.
- Martínez Pacheco, A. (2016). “La violencia. Conceptualización y elementos para su estudio”. *Política y cultura*, (46), 7-31. Recuperado en 15 de abril de 2022, de [http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0188-77422016000200007&lng=es&tlng=es](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0188-77422016000200007&lng=es&tlng=es).
- Organización Mundial de la Salud. (2002). *Informe mundial sobre la violencia y la salud: resumen*. Organización Mundial de la Salud.  
<https://apps.who.int/iris/handle/10665/43431>
- Osorio Álvarez, E.; Phélan Casanova, M.; Viso Fajardo, C. (2021). “Venezuela 1936 – 2021: Movilidad Internacional, Institucionalidad y Renta Petrolera en tres contextos”. *Revista Brasileira de História & Ciências Sociais – RBHCS* Vol. 13 N° 26, Janeiro - Junho de 2021
- Osorio Emilio; Mauricio Phélan (2021). Migración venezolana, retorno en tiempos de Pandemia (COVID 19) en *Revista Espacio Abierto. Cuaderno Venezolano de Sociología*, Volumen 29 Octubre – Diciembre, 2020, Maracaibo, Venezuela.
- Petersen, W. (1968). *La población. Un análisis actual*. Madrid: Editorial Tecnos
- Phélan, M.; Osorio, E. (2020). “Migración y refugio en Venezuela 1998 – 2020. Dos miradas de una tragedia”. Limoges: *TraHs Números especiales N°6 | 2020: Desafíos migratorios contemporáneos* <http://www.unilim.fr/trahs> - ISSN: 2557-0633
- Scheper-Hughes, N.; Bourgois, P. (2004). “Introduction: Making Sense of Violence.” In *Violence in War and Peace: An Anthology*. Oxford: Blackwe, edited by Nancy Scheper-Hughes and Philippe Bourgois, 1–27.  
<http://www.philippebourgois.net/articles/Scheper-Hughes%20et%20al%202004%20Introduction.pdf>.

Tortosa Blasco, J. M.; La Parra Casado, D. (2003). *Violencia estructural: una ilustración del concepto*. Documentación Social. 131 (2003).  
<https://www.ugr.es/~fentrena/Violen.pdf>

Venezuela, República Bolivariana (2007). *Líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2007-2013*. Caracas: Gobierno Bolivariano de Venezuela. Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, 54 p.

## Sitios Web

<https://www.latinobarometro.org/lat.jsp>

<https://www.observatoriodeconflictos.org.ve/>

<https://paisdepropietarios.org/propietariosve/>

<http://www.observatoriovsp.org/>

<http://www.transparency.org/research/cpi/overview>

<https://opendata.paho.org/es/indicadores-basicos/tablero-de-los-indicadores-basicos>



## Migração, trabalho e violação de direitos no Brasil

### Migration, work and violation of rights in Brazil

**Eridiana Pauli<sup>1</sup>**

Universidade Católica Dom Bosco (UCDB)  
Campo Grande, Mato Grosso do Sul, Brasil

<https://orcid.org/0000-0003-0424-3192>

[eridiana\\_pauli@hotmail.com](mailto:eridiana_pauli@hotmail.com)

**Luciane Pinho de Almeida<sup>2</sup>**

Universidade Católica Dom Bosco (UCDB)  
Campo Grande, Mato Grosso do Sul, Brasil

<https://orcid.org/0000-0002-7003-9264>

[lpinhoa@hotmail.com](mailto:lpinhoa@hotmail.com)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4720>

DOI : 10.25965/trahs.4720

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumo:** Diante da globalização e das facilidades trazidas pelas tecnologias, a migração se expandiu no mundo todo e com isso, foi necessário pensar leis e políticas públicas que garantisse os direitos sociais dos migrantes/refugiados, principalmente no que tange a questão do trabalho. Contudo, apesar dos avanços das novas legislações existentes, sobretudo a Lei 13.445/2017, que trata da migração brasileira, percebe-se que ainda existem muitas violações e a mais grave delas e passível de análise nesse trabalho é a exploração do trabalho análogo a escravidão. Ainda, fez-se necessário refletir, quais aspectos sociais podem ser angariados na busca de fiscalização e cumprimento das garantias básicas de direitos à população migrante, que ainda sofre em virtudes dessas violações. Trata-se de uma pesquisa bibliográfica, na qual utilizamos livros, artigos e conteúdos midiáticos para coletar e reunir informações acerca da temática, bem como utilizamos do materialismo

---

<sup>1</sup> Advogada com especialização em direito e processo do trabalho, está cursando mestrado em psicologia pela Universidade Católica Dom Bosco, participa do Grupo de Estudos e Pesquisas em Teoria Sócio-Histórica, Migrações e Políticas Sociais - GEPEMPS e do Laboratório de Estudos Psicossociais em saúde frente à contextos de desigualdade social - LEPDS, cadastrados no CNPQ.

<sup>2</sup> É professora no Programa Stricto Sensu em Psicologia da Universidade Católica Dom Bosco - UCDB. Possui doutorado em Serviço Social pela Universidade Paulista Júlio de Mesquita Filho - UNESP - SP e Pós-Doutorado em Direitos Humanos pela Universidade de Salamanca/Espanha. É líder do Grupo de Estudos e Pesquisas em Teoria Sócio-Histórica, Migrações e Políticas Sociais - GEPEMPS e do Laboratório de Estudos Psicossociais em saúde frente à contextos de desigualdade social - LEPDS, cadastrados no CNPQ. É membro dos seguintes grupos de pesquisa nacional: GT ANPEPP - A Psicologia Sócio-Histórica e o Contexto Brasileiro de Desigualdade Social, Red ALEC - Reséau Internacional América Latina, Europa e Caraíbes - Territórios, Populações Vulneráveis, Políticas Públicas com sede em Limoges - França. Membro da Rede de Acolhimento ao Migrante e Refugiado de Campo Grande - MS.

histórico-dialético, que busca comprender a desenvoltura do capital e a forma que este afeta as relações humanas.

Palavras chave: migração, Direitos Humanos, trabalho escravo, violações de direitos, Lei de Migração

Résumé : Face à la mondialisation et aux facilités apportées par les technologies, la migration s'est étendue dans le monde entier aussi a-t-il fallu réfléchir à des lois et des politiques publiques garantissant les droits sociaux des migrants/réfugiés, notamment en ce qui concerne la question du travail. Cependant, malgré les avancées de la nouvelle législation existante, en particulier la loi 13.445/2017, qui traite de la migration brésilienne, on constate qu'il existe encore de nombreuses violations ; la plus grave d'entre elles et sujette à analyse dans ce travail est l'exploitation du travail analogue à l'esclavage. Cependant, il était nécessaire de réfléchir aux aspects sociaux qui peuvent être soulevés dans la recherche de l'inspection et du respect des garanties fondamentales des droits de la population migrante, qui souffre encore de ces violations. Il s'agit d'une recherche bibliographique, dans laquelle nous utilisons des ouvrages, des articles et des contenus médiatiques pour collecter et rassembler des informations sur le thème, ainsi que l'utilisation du matérialisme historico-dialectique, qui cherche à comprendre l'ingéniosité du capital et la manière dont il affecte les relations humaines.

Mots clés : migrations, Droits de l'homme, travail esclave, violations des droits, Loi sur les Migrations

Resumen: Ante la globalización y las facilidades que traen las tecnologías, la migración se ha expandido a nivel mundial y con ello, fue necesario pensar en leyes y políticas públicas que garanticen los derechos sociales de las personas migrantes/refugiadas, especialmente en lo que se refiere al tema del trabajo. Sin embargo, a pesar de los avances de la nueva legislación existente, especialmente la Ley 13.445/2017, que trata de la migración brasileña, se advierte que aún existen muchas violaciones y la más grave de ellas y sujeta a análisis en este trabajo es la explotación de trabajo análogo a la esclavitud. Aún así, fue necesario reflexionar, qué aspectos sociales pueden ser planteados en la búsqueda de la fiscalización y cumplimiento de las garantías básicas de derechos de la población migrante, que aún sufre producto de estas violaciones. Se trata de una investigación bibliográfica, en la que utilizamos libros, artículos y contenidos de los medios de comunicación para recopilar y recopilar informaciones sobre el tema, así como utilizar el materialismo histórico-dialéctico, que busca comprender el ingenio del capital y la forma en que afecta las relaciones humanas.

Palabras clave: migración, Derechos humanos, trabajo esclavo, violaciones de derechos, Ley de Migración

Abstract: Faced with globalization and the facilities brought by technologies, migration has expanded worldwide and with that, it was necessary to think about laws and public policies that guarantee the social rights of migrants/refugees, especially regarding the issue of work. However, despite the advances of new existing legislation, especially Law 13.445/2017, which deals with Brazilian migration, it is noticed that there are still many violations and the most serious of them and subject to analysis in this work is the exploitation of work analogous to slavery. Still, it was necessary to reflect, which social aspects can be raised in the search for inspection and fulfillment of the basic guarantees of rights to the migrant population, which still suffers because of these violations. This is a bibliographical research, in which we use books, articles and media content to collect and gather

information about the theme, as well as use historical-dialectical materialism, which seeks to understand the resourcefulness of capital and the way it affects relations human.

Keywords: migration, Human Rights, slave labor, violations of rights, Migration Law

## Introdução

Os deslocamentos humanos tiveram lugar em todos os tempos e sob várias circunstâncias, apresentando atualmente uma vertente acentuada devido à fatores que intensificaram seus movimentos, como conflitos, guerras, fatores climáticos, fatores econômicos e dentre outros.

Diante do contexto globalizado do mundo contemporâneo, no qual os deslocamentos humanos forçados acontecem com uma intensidade cada vez maior, é necessário compreender como ocorrem as violações de direitos e quais são as normas existentes aos migrante/refugiado, para que estes busquem proteção social para reconstruir suas vidas. As leis e tratados existentes, buscam diminuir o impacto de uma sociedade excludente e capitalista na vida dos migrantes que chegam no Brasil com pouca ou nenhuma condição econômica.

A temática das migrações tem sido objeto constante dos estudos vinculados ao Grupo de Estudos e Pesquisas em Teoria Sócio-Histórica, Migrações e Políticas Sociais – GEPEMPS, grupo do qual somos membros. O GEPEMPS é um grupo inscrito pelo CNPq - Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico, ligado ao Ministério da Ciência, Tecnologia e Inovações para incentivo à pesquisa científica no Brasil. Também foram realizados trabalhos de Iniciação Científica em três ciclos nos anos de 2016 à 2019, no qual estudamos violação de direitos para migrantes e refugiados na América Latina.

Este trabalho se inscreve no âmbito dos trabalhos desenvolvidos no GEPEMPS e faz parte dos resultados parciais que compõem os estudos da dissertação de Mestrado em Psicologia da Universidade Católica Dom Bosco – UCDB.

Estudar violação de direitos nem sempre se constitui uma tarefa fácil, pois sempre requer compreender questões que extrapolam além das aparências, constituindo em muitas das vezes questões que nos fogem à visibilidade social. Assim, o presente trabalho busca retratar a discussão sobre o direito do migrante/refugiado ao trabalho, de acordo sob o viés da atual legislação brasileira procurando compreender a situação em que do trabalho análogo à escravidão no Brasil.

O Brasil reviu em 2017 sua normatização com relação às questões migratórias, sejam elas provenientes da migração, do refúgio e/ou da apátrida. Antes desta nova Lei implementada em 2017, o país possuía uma lei alicerçada na segurança nacional e no não reconhecimento do migrante como um sujeito de direitos, de forma que a nova normatização procura afirmar a garantia desses direitos, contudo, veem-se ainda grandes lacunas no campo da regulamentação da lei, abrindo espaços para a sua não efetivação e/ou invisibilidades latentes que se verificam no cotidiano social.

Em que pese a Lei nº 13.445/2017, conhecida como Lei de Migração, ter incorporado os princípios dos direitos humanos e atender de fato as necessidades do migrante ao legislar sobre direitos sociais, percebe-se que existe uma dificuldade em efetivar a legislação existente e em razão dessa lacuna no momento de sua aplicação, muitos migrantes sofrem com a violação de seus direitos que já foram constituídos. Em razão da necessidade pela manutenção da sua subsistência e de seus dependentes, os migrantes acabam por ocupar posições de subempregos que muitas vezes são precárias e as consequências, surge graves violações de direitos, como é o caso do trabalho análogo a escravidão.

Com isso, buscamos compreender a forma estruturada da economia e da sociedade, bem como os desafios da sociedade contemporânea na defesa dos direitos dos migrantes e refugiados com relação aos direitos sociais, principalmente no que tange

a garantia a uma vida digna, livre de explorações e pautada no princípio da dignidade da pessoa humana.

A metodologia utilizada neste trabalho baseou-se inicialmente em pesquisa bibliográfica a partir da análise de violações de direitos humanos de migrantes trabalhadores, a fim de compreender a desenvoltura da sociedade alicerçada sob o capitalismo, na qual obrigou trabalhadores a migrarem em busca de melhores condições para sua subsistência.

Este trabalho apresenta os resultados parciais do estudo de mestrado intitulado “Os direitos dos trabalhadores migrantes: Análise de casos processuais sob a perspectiva dos Direitos Humanos”, nos quais buscamos compreender como ocorre a exploração do trabalho migrante e como os direitos humanos desses migrantes acabam sendo violados, seja na desenvoltura de trabalhos degradantes ou em razão da omissão do poder judiciário.

## 1. Crise do Capital e Crise Humanitária Migratória

“O que distingue, de antemão o pior arquiteto da melhor abelha é que ele construiu o favo em sua cabeça antes de construí-lo em cera” (Marx, 2008). O que tanto diferencia os seres humanos de outros animais, é o trabalho do qual emana todas as formas de existência do homem perante a sociedade. Mais do que satisfazer a necessidade humana de subsistência, o trabalho em si possuiu o poder de pertencimento, criação, reconhecimento e tantas outras facetas que estão intrínsecas a essa única atividade

Neste sentido, é pelo trabalho que a pessoa humana transforma a natureza e ao mesmo tempo transforma-se. Assim, o trabalho é definido por Marx como a atividade pela qual o ser humano provê a sua subsistência e/ou sobrevivência e, portanto, é um elemento essencial na constituição do ser social. Entretanto, o trabalho na sociedade moderna capitalista mediatiza o homem para além da garantia da sua subsistência promovendo o trabalho no qual o mesmo é produtor, mas não beneficiário de seu resultado, e é justamente neste trabalho o qual configura-se como explorador da força de trabalho que tem a capacidade de tornar o ser humano, um trabalhador alheio à atividade a que ele se submete e para o qual estará desempenhando seu trabalho de forma mecânica e alienada de todo o processo de produção. Esta reflexão remete a pensar essas formas de exploração que atingem seu ápice na forma da exploração do trabalho humano de forma escrava e sem propiciar o mínimo de dignidade social e de vida, ou seja, não oferecendo nem as condições primárias e mínimas para a sobrevivência e saúde da pessoa humana.

A mobilidade humana sempre existiu ao longo da história, mas com o início do capitalismo esse processo tornou-se muito mais intenso e perverso na medida em que as pessoas migram forçosamente em busca de sobrevivência, abandonando muitas vezes seus familiares e todo o esforço de construção de vida anteriormente efetuado.

O surgimento da propriedade privada, o enriquecimento gradativo dos comerciantes ao mesmo tempo da destituição dos direitos no campo e mais especificamente no século XVIII com a introdução da máquina no lugar do trabalho artesanal, impulsionaram grandes massas de trabalhadores para as cidades, que começavam a crescer. Com o avanço industrial, já no século XIX, ocorreu o aumento demográfico que foi facilitado pelo transporte, que por consequência facilitou o processo produtivo e disseminou a agricultura empresarial (Zamberlam, 2004). Nos dias atuais presenciamos uma crise sem precedentes, esta crise se faz mais intensa na medida em que denota ser estrutural e sistêmica. É uma crise estrutural, pois

demonstrar atingir todos os domínios da nossa vida social, econômica e cultural permeando de fato todos as instâncias da realidade social em sua globalidade, pois não se trata mais de atingir uma parte apenas do planeta, mas sim todas as suas esferas e instâncias. O covid-19 confirmou isto, na medida em que fez surgir uma crise sanitária no planeta.

Segundo Mézaros (Mészáros, 2011) o sistema do capital parece estar chegando à seu ápice, na medida em que o capitalismo denota “não ter limites para a sua expansão e acaba por converter-se numa processualidade incontrolável e profundamente destrutiva” (Antunes, 2020, p.11). Vemos, portanto, se revelar uma profunda crise econômica que se desdobra em crises de outras naturezas, como uma crise nas instituições políticas e nas polarizações de direita e esquerda extremas, assim como na conduta de nossos representantes políticos; uma crise sanitária, que se intensificou a partir do aparecimento do covid-19 revelando as fragilidades do planeta para o combate de novas doenças; uma crise ambiental que denota e manifesta-se em constantes desastres naturais como que nos alertando permanentemente das agressões do capital ao planeta, no consumo intermitente e sem medidas, e ainda uma crise social que se mostra nos desdobramentos racistas, discriminatórios agressivos de uns contra outros, sejam estes alicerçados em diversos motivos, como de raça, cor, política, religioso dentre outros.

Essa crise também apresenta desdobramentos cada vez maiores no campo dos deslocamentos forçados constituindo-se na maior crise humanitária migratória presenciada pela humanidade, até então. Essa crise migratória se dá impulsionada por diversos motivos, como conflitos, guerra, motivações políticas ou religiosas, econômicas e ainda ambientais.

Segundo Zamberlam (2004) os deslocamentos migratórios podem ser vistos sob duas vertentes. O primeiro com enfoque na migração, que seria o movimento de pessoas ou grupos por diversos motivos, permanente ou temporário. O segundo enfoque compreende a migração em decorrência do capitalismo que acentua a desigualdade social, ou seja, percebe esse fenômeno a partir da necessidade que os indivíduos possuem em migrar por não serem aceitos dentro de sua classe social, o que resulta na perda de direitos básicos.

No contexto vivido atualmente, os migrantes não são mais vistos como contribuintes para o desenvolvimento dos Estados como primordialmente eram reconhecidos. A presença do migrante nas sociedades do capitalismo avançando tornou-se incomoda por tratar-se do diferente, de indivíduos com culturas distintas que são reconhecidos por ser uma ameaça a garantia de trabalhos aos ocupantes de determinada região.

Os motivos que impulsionam indivíduos a migrarem desdobram-se em duas faces traduzidas por Maria Rita Faria (2015), a primeira é o chamado “*pullfactors*” ou fatores de atração, que pode ser compreendido pela busca do indivíduo por melhores condições de vida, com isso, são pautados em fatores econômicos como oferta de emprego, padrão salarial e ascensão social. Por outro lado, existe outra categoria de migrantes que são forçados a retirar-se de seu país de origem, o que é denominado “*pushfactors*” ou fatores de repulsão, situação essa que deriva de desastres naturais, conflitos civis, perseguição política, racial e religiosa, o que torna impossível sua permanência sem sofrer graves violações de direitos (Faria, 2015)

Os fatores acima são utilizados como uma forma simples de diferenciação para que haja uma facilidade na compreensão de ambos os determinantes, ocorre que, na prática, na maioria dos casos, ambos fatores operam de forma conjunta e se relacionam a todo momento.



Portanto, é perfeitamente compreensível que esses deslocamentos sejam intensificados a partir do atual panorama do mundo globalizado em que vivemos e de sua complexidade, cujos avanços tecnológicos facilitaram o deslocamento humano e ao mesmo tempo aumentam a precarização deste fenômeno, situação essa que é um reflexo da própria expansão capitalista que ocorre de forma desenfreada e manifesta-se hoje numa crise estrutural global.

Desde 1970, as migrações ao redor do mundo triplicaram, sendo que foi possível verificar um salto de 77 milhões em 1975 para 281 milhões que ocorrem atualmente, segundo o Instituto de Migrações e Direitos Humanos (2022). Além do fator tecnológico mencionado anteriormente, existem diversas outras determinantes que se enquadram nos fatores de repulsão mencionados, como as crises políticas, climáticas e guerras que é considerado uma determinante no impulsionamento de refugiados e deslocados ao redor do mundo. Fatores de atração podem ser percebidos como a desburocratização de certos países para fornecer passaportes, bem como o papel da mídia ao impulsionar a migração para determinados países (Marinucci; Milesi, 2007)

Torna-se, assim, necessário pensar os aspectos desses deslocamentos humanos, nos quais a pessoa migrante encontra-se num país diferente do seu, tendo que reconstruir sua vida e lutar por sua sobrevivência. As dificuldades vivenciadas em razão do deslocamento somadas às questões culturais (cultura do país de origem e do país de destino) e ainda preconceitos e discriminações, muitas vezes podem se tornar algo difícil de ser superado e que faz com que o migrante necessite de uma rede de apoio, para que possa vir a compreender seus direitos, bem como ser acolhido em um momento de total estranhamento da sociedade ao seu redor.

O deslocamento, principalmente nos casos em que ocorre de forma forçada, resulta muitas vezes em uma dor generalizada, que causa uma alteração das emoções e pode ser equiparada ao sentimento de perda de um ente próximo, pois ao migrar a pessoa acaba por interromper o seu sentido de comunidade e acaba por perder a sua identidade comunitária e de espaço geográfico, sendo obrigado a se readaptar e buscar pertencimento na nova localidade.

Os problemas encontrados pelos migrantes que buscam melhores condições de vida começam a partir da sua classe econômica, sendo que grande parte dos países de destino buscam formas seletivas de permitir a entrada de migrantes, sendo facilitada a entrada de profissionais qualificados que acabam por encontrar trabalho formal enquanto uma gama de migrantes que não se enquadram nesse padrão procurado por países desenvolvidos, tendem a ter que enfrentar as problemáticas de trabalhos precarizados e a informalidade que gera uma série de insegurança aos trabalhadores, pois são privados dos seus direitos trabalhistas. É justamente quanto à questão do acesso ao trabalho e a garantia de seus direitos no Brasil que nos reportamos neste artigo.

## 2. Desenvoltura da legislação e dos direitos sociais do migrante

O migrante encontra-se em uma posição extremamente vulnerável por tratar-se de uma população que é distanciada de suas origens e que muitas vezes, por força da situação política e econômica da sua terra natal sofre um processo de êxodo para diferentes localidades, em busca de seguridade.

Conforme a resolução n. 45/158 realizada pela Assembleia Geral da ONU, no dia 18 de dezembro de 1990 foi adotada a Convenção Internacional sobre a Proteção de

direitos de todos os Trabalhadores Migrantes e dos Membros de suas famílias, que só entrou em vigor no dia 1 de julho de 2003.

A ONU expressou sua primeira preocupação em relação aos trabalhadores migrantes em 1972 e somente em 1990 recomendou a elaboração sobre os Direitos dos Trabalhadores Migrantes. Sob a ótica dos Direitos Humanos, a Convenção trata de parâmetros protetivos que devem ser aplicados aos trabalhadores migrantes e suas famílias, levando em consideração a situação de vulnerabilidades em que se encontram.

A Convenção preceitua o princípio da não discriminação é um princípio fundamental da Convenção, endossando a Convenção que os Estados-partes se comprometem a respeitar e a garantir os direitos previstos a todos os trabalhadores migrantes e membros da sua família que se encontre em seu território e sujeitos à sua jurisdição, sem distinção alguma.

O crescente número de migrantes que chegam ao Brasil traz consigo algumas indagações. É preciso compreender os recursos possíveis que o governo deverá despender para a manutenção do mínimo necessário para que esses migrantes possam manter-se sem que a dignidade de sua existência seja ferida em detrimento da ausência de recurso, dessa forma é necessário compreender a gama de direitos sociais existentes, conforme mencionado a seguir:

A partir disso, ao se empreender uma tentativa de definição dos direitos sociais, cumpre aceitar a vontade expressamente enunciada do Constituinte, no sentido de que o qualificativo de social não está exclusivamente vinculado a uma atuação positiva do Estado na implementação e garantia da segurança social, como instrumento de compensação de desigualdades fáticas manifestas e modo de assegurar um patamar pelo menos mínimo de condições para uma vida digna (o que nos remete ao problema do conteúdo dos direitos sociais e de sua própria fundamentalidade). Tal consideração justifica-se pelo fato de que também são sociais direitos que asseguram e protegem um espaço de liberdade e a proteção de determinados bens jurídicos para determinados segmentos da sociedade, em virtude justamente de sua maior vulnerabilidade em face do poder estatal, mas acima de tudo social e econômico, como demonstram justamente os direitos dos trabalhadores (Sarlet; Figueiredo, 2008:5)

Percebe-se que os autores fizeram uma ressalva quanto à atuação do Estado, que nem sempre será positiva, pois muitas vezes será necessária uma atuação negativa, ou seja, são direitos subjetivos que passam a ser protegidos a partir do momento que a atuação é restritiva, impedindo que sejam violados.

Com esses apontamentos, a partir de uma análise dos conceitos e da atuação estatal, percebe-se que com a garantia do mínimo existencial, é possível a compatibilidade entre a efetivação dos direitos sociais com a teoria da reserva do possível. A proporção de direitos fundamentais indispensáveis para a manutenção da vivência digna não pode ter condicionamentos, enquanto para a proporção remanescente, que apesar de contribuir para uma melhoria na qualidade de vida da população, não é imprescindível a sua dignidade não compõe o mínimo existencial, sendo possível nesse caso a aplicabilidade da reserva do possível, conforma a existência de recursos financeiros necessários à sua efetividade.

Como foi discutido até o momento, as migrações ocorrem constantemente ao redor do mundo, seja em decorrência da globalização, da busca pela subsistência ou em razão da mera mudança de ambiente. O que poucos se perguntam ou tem conhecimento é do aspecto jurídico que envolve todo o contexto migratório.

Atualmente, segundo dados da Organização Internacional para Migrações, em seu World Migration Report 2013, mais de 230 milhões de pessoas vivem em países distintos do seu país de nacionalidade, e cerca de 40% do movimento de pessoas, ao contrário do que se pensava há pouco, ocorre entre países em desenvolvimento (IOM, 2013). Outro elemento oculto nessas estatísticas, mas essencial para compreender a dimensão humana, é a diversidade e a multidimensionalidade dos fluxos migratórios. Migra-se tanto por cálculo quanto por urgência, por projeto quanto por sonho e por temor tanto quanto por amor ou afeto. Civilizações nasceram, fruto de movimentos migratórios, e a mobilidade humana selou o destino de sociedades inteiras (Zamberlam, 2004: 51)

Em 1969, foi criado no Brasil o Estatuto do Estrangeiro por meio de um Decreto lei nº 417, baseado em uma ideologia opressiva devido às influências do período do Estado Novo. O decreto citado anteriormente discorria sobre inúmeras vedações, dentre elas estavam diversos cargos que tinham a justificativa de serem restringidos com o objetivo de proteger a economia do país, afastando estrangeiros da vida social pela simples justificativa da nacionalidade. O Estatuto do Estrangeiro possuía diversas práticas excludentes que encontravam respaldo na segurança nacional e na proteção do mercado de trabalho (Galindo, 2015).

Com a mudança da sociedade, o surgimento de multinacionais e a necessidade de extensão dos direitos aos estrangeiros, fez surgir a implementação dos direitos já existentes, assim, o Conselho Nacional de Migração vinculou-se ao Ministério do Trabalho e Emprego para atingir tal finalidade. Foi elaborada então a Resolução Normativa nº 27 que atribui autonomia do próprio Conselho para julgar casos omissos. Apenas em 2009 com a Lei nº 5.655, que mantém as estruturas do Estatuto vigente, foi reconhecida a necessidade de explicitar um rol taxativo de direitos que independem da situação migratória que se encontra o indivíduo (Galindo, 2015).

Em contrapartida, o estatuto não especificou situações que deixam margens para violações que constantemente ocorrem e são contrárias aos textos constitucionais. As situações que estavam em aberto era a permanência do migrante no país e o oferecimento de políticas públicas e outros serviços de características públicas que são indispensáveis a manutenção e estabilidade de pessoas em um ambiente sadio. Essa pode ser considerada a lacuna mais prejudicial no implemento da lei, que desde 2010 estava pendente e aberta à discussão, porém, demonstra um caráter urgente, pois a falta de regulamentação de questões como essas contribuem para a ausência de legitimação e a manutenção de situações desumanas que constantemente acontecem e violam direitos de inúmeras pessoas (Human Rights Watch, 2017).

Com a criação da Lei de Migração promulgada por meio do projeto de lei de nº 288 de 2017 por meio do Senador Aloysio Nunes Ferreira, muitos foram os benefícios trazidos a população imigrante, dentre os mais importantes estão a diminuição na burocracia para obtenção de documentos e regularização da permanência do indivíduo no país, evitando-se violações de direitos, não sendo mais justificável a deportação por falta de documentação (*Made For Minds*, 2018).

Com isso, a nova Lei de Migração está em consonância com o princípio da não devolução ou *non-refoulement*, com origem no direito internacional dos refugiados, foi estabelecido no artigo 33 da Convenção, que tem por objetivo proibir que o Estado realize deportações de refugiados para seu país de origem, onde irá continuar sendo perseguido pelas condições anteriormente elencadas. Além disso, este princípio também compõe os principais instrumentos regionais e internacionais de direitos humanos (Galindo, 2015).

Apesar da sanção da lei não ter se dado de uma forma receptiva, contando com 20 vetos, a nova roupagem da legislação proporciona novas expectativas tanto para os migrantes que a aqui chegam, quanto para aqueles que deixam o país. Logo no artigo 3º da referida lei, tratar se de diversos pontos, dentre eles:

[...] a universalidade, indivisibilidade e interdependência dos direitos humanos; o repúdio e prevenção à xenofobia, ao racismo e a quaisquer formas de discriminação; a não criminalização da migração; a não discriminação em razão dos critérios ou dos procedimentos pelos quais a pessoa foi admitida em território nacional; a promoção de entrada regular e de regularização documental; a acolhida humanitária; a garantia do direito à reunião familiar; a igualdade de tratamento e de oportunidade ao migrante e a seus familiares; a inclusão social, laboral e produtiva do migrante por meio de políticas públicas; o acesso igualitário e livre do migrante a serviços, programas e benefícios sociais, bens públicos, educação, assistência jurídica integral pública, trabalho, moradia, serviço bancário e seguridade social; a promoção e difusão de direitos, liberdades, garantias e obrigações do migrante; a cooperação internacional com Estados de origem, de trânsito e de destino de movimentos migratórios, a fim de garantir efetiva proteção aos direitos humanos do migrante; a proteção integral e atenção ao superior interesse da criança e do adolescente migrante; a proteção ao brasileiro no exterior; a promoção do reconhecimento acadêmico e do exercício profissional no Brasil, nos termos da lei; e o repúdio a práticas de expulsão ou de deportação coletivas (Oliveira, 2017:1).

Ademais, o artigo 4º da mesma lei destaca diversas garantias sociais, que também se tornou um dos pontos mais relevantes na reformulação da legislação migratória, sendo esses;

[...] direitos e liberdades civis, sociais, culturais e econômicos; direito à liberdade de circulação em território nacional; direito à reunião familiar do migrante com seu cônjuge ou companheiro e seus filhos, familiares e dependentes; medidas de proteção a vítimas e testemunhas de crimes e de violações de direitos; direito de transferir recursos decorrentes de sua renda e economias pessoais a outro país, observada a legislação aplicável; direito de reunião para fins pacíficos; direito de associação, inclusive sindical, para fins lícitos; acesso a serviços públicos de saúde e de assistência social e à previdência social, nos termos da lei, sem discriminação em razão da nacionalidade e da condição migratória; direito à educação pública, vedada a

discriminação em razão da nacionalidade e da condição migratória; garantia de cumprimento de obrigações legais e contratuais trabalhistas e de aplicação das normas de proteção ao trabalhador, sem discriminação em razão da nacionalidade e da condição migratória; direito de sair, de permanecer e de reingressar em território nacional, mesmo enquanto pendente pedido de autorização de residência, de prorrogação de estada ou de transformação de visto em autorização de residência; e direito do imigrante de ser informado sobre as garantias que lhe são asseguradas para fins de regularização migratória (Oliveira, 2017:1).

Apesar da nova lei trazer muitos benefícios à população migrante e garantias antes não visadas, ainda existem muitas barreiras para que essas pessoas possam ter acesso aos direitos garantidos por lei. A lei de migração garante o acesso do migrante à direitos básicos como saúde, educação e assistência social, independente da situação migratória. Contudo, são obstáculos para a efetivação desses direitos a dificuldade do migrante em se comunicar em razão da diferença linguística, a dificuldade do migrante em acessar informações sobre seus direitos e sobre os serviços disponíveis, a discriminação existente, além de enfrentar longas jornadas de trabalho, moradias insalubres e baixa remuneração.

Assim, é possível perceber que apesar da reformulação da Lei que foi criada ainda no período da ditadura militar no Brasil, os avanços são visíveis, contudo, necessitam do constante impulso para serem colocados em prática, para que não se permita que o retrocesso supere a desenvoltura social e que seja assegurado os direitos de migrantes que se encontram em solo nacional, respeitando a sua situação de vulnerável, principalmente nesse momento em que ainda se enfrenta o desfecho pandêmico, no qual o Brasil enfrenta crises econômicas, políticas e sanitárias, o que intensifica ainda mais a vulnerabilidade vivenciada por esses grupos.

### 3. Violações da legislação migratória brasileira: o trabalho escravo e suas consequências

Conforme foi possível verificar, ao longo do tempo a legislação brasileira voltada para questões que envolvem os processos migratórios, perdeu seu caráter protecionista dos estados nações e passou a ganhar um compilado humanitário, no qual foi possível atender aos preceitos dos direitos humanos e fornecer uma legislação protecionista ao migrante, preocupada principalmente com seus direitos sociais. Contudo, apesar das melhorias das legislações que foram construídas ao longo tempo, foi possível perceber que a aplicabilidade dessas leis ainda carece de efetividade e em razão da falta de uma política de estado mais ativa para aplicar a legislação existente, cobrar sua efetividade e sancionar os infratores, ainda existem muitas ocasiões em que é possível verificar a mitigação dessas leis ou a sua total ausência.

Apesar da escravidão ter sido abolida no Brasil em 1888, sua prática ainda persiste até os dias atuais, a prática atual muito se assemelha a do passado, na qual a cor da pele, a origem e etnia são fatores que influenciam para que ocorram, contudo, atualmente existem formas mais modernas e mais elaboradas de sua prática.

Nos dias atuais o trabalho escravo muitas vezes surge de uma forma velada, maquiado como uma oportunidade de emprego no qual a pessoa começa ganhando muito pouco ou nada, contrai dívidas com moradia e alimentação e quando percebe, está inserida em uma situação na qual trabalha para simplesmente sobreviver, sem

nenhuma real contraprestação entre empregado e empregador, e muitas vezes a pessoa acaba por se alienar nessa situação sem formas de se desvencilhar.

A escravidão por muito tempo foi normalizada na sociedade, no qual a pessoa humana era estagnada nessa realidade, pois o próprio Estado tolerava a propriedade de uma pessoa por outra. A partir da abolição do trabalho escravo pela Lei Áurea em 13 de maio de 1888, o Brasil passou a criminalizar essa prática. E apesar da abolição, o emprego de mão de obra análoga ao trabalho escravo continuou a existir e conforme os casos eram expostos, essa questão passou a ser discutida no meio social e político, para só então tornar-se um tema a ser tratado pelos direitos humanos. Sabe-se que a primeira vez que o tema foi abordado de forma pública foi em 1971, por meio de uma carta pastoral escrita por Dom Pedro Casaldáliga, que denunciou a exploração de pessoas nos latifúndios em São Felix do Araguaia, em Mato Grosso (Lazzari, 2016).

Apenas em 1995, o Brasil reconheceu a existência de trabalho escravo em seu território perante a Organização Internacional do Trabalho (OIT). No mesmo ano foi criado o Grupo Especial de Fiscalização Móvel, que estava inserido no âmbito da Secretaria de Fiscalização do Ministério do Trabalho e Emprego, conforme a portaria nº 549 e 550 de 1995, que naquele momento tinha apenas atuação no meio rural. O projeto idealizado ainda na década de noventa, surte efeitos até os dias atuais, sendo esse um dos principais meios de investigação e repressão do trabalho escravo, principalmente nas áreas rurais (Lazzari, 2016).

O viés de direitos humanos veio a se segmentar a partir da constatação de situações nas quais as pessoas eram encontradas em condições desumanas de higiene, alimentação, habitação, saúde ou qualquer outro direito fundamental inerente a pessoa humana. Dessa forma, em 2003 surgiu o Plano Nacional para Erradicação do Trabalho Escravo, criado pelo Poder Executivo, tornando-se pauta de política pública desenvolvida pela Estado.

Ao final do ano de 2003, foi sancionada a Lei nº 10.803, que tipificou a utilização de trabalho escravo no Brasil, sendo essa a seguinte redação do artigo 149 do Código Penal:

Reduzir alguém a condição análoga à de escravo, quer submetendo-o a trabalhos forçados ou a jornada exaustiva, quer sujeitando-o a condições degradantes de trabalho, quer restringindo, por qualquer meio, sua locomoção em razão de dívida contraída com o empregador ou preposto:

Pena - reclusão, de dois a oito anos, e multa, além da pena correspondente à violência.

§ 1º Nas mesmas penas incorre quem:

- cerceia o uso de qualquer meio de transporte por parte do trabalhador, com o fim de retê-lo no local de trabalho;
- mantém vigilância ostensiva no local de trabalho ou se apodera de documentos ou objetos pessoais do trabalhador, com o fim de retê-lo no local de trabalho.

§ 2º A pena é aumentada de metade, se o crime é cometido: I

- contra criança ou adolescente;

II - por motivo de preconceito de raça, cor, etnia, religião ou origem (Código Penal, 2003)

Ainda, como forma mais drástica de minimizar essa violação de direitos, em 2014 a Emenda Constitucional 81 trouxe a previsão legal do artigo 243 da Constituição

Federal que prevê a expropriação de caráter sancionatório no caso de comprovação de trabalho escravo:

Art. 243. As propriedades rurais e urbanas de qualquer região do País onde forem localizadas culturas ilegais de plantas psicotrópicas ou a exploração de trabalho escravo na forma da lei serão expropriadas e destinadas à reforma agrária e a programas de habitação popular, sem qualquer indenização ao proprietário e sem prejuízo de outras sanções previstas em lei, observado, no que couber, o disposto no art. 5º (Constituição Federal, 1988).

O segundo Plano Nacional para Erradicação do Trabalho Escravo foi lançado em 2008, e teve por principal objetivo criar ações que possam auxiliar no combate ao trabalho escravo contemporâneo pelo poder público e entidades. O termo trabalho escravo contemporâneo é utilizado para caracterizar a situação na qual o indivíduo é submetido ao trabalho forçado, jornada exaustiva, servidão por dívidas, bem como condições precárias. Com apenas um desses elementos é possível identificar a exploração do trabalho escravo.

Conforme dados da OIT, desde 1995 até 2020, mais de 55 mil trabalhadores foram libertos de condições análogas à escravidão, sendo que 95% dessas pessoas são homens. A razão desse número ser mais alto entre os homens ocorre em detrimento do uso da força física. Não obstante, dados apontam que no setor têxtil as mulheres são as maiores vítimas e ainda estão sujeitas a subnotificação em atividades de exploração do trabalho doméstico e sexual (OIT, 2021).

O recebimento de migrantes e refugiados provenientes de países mais empobrecidos abrem enormes espaços para que estes sejam expropriados de seus direitos sociais, principalmente no campo do trabalho, favorecendo o aliciamento ao trabalho escravo.

Conforme dados da Pastoral do Migrante, existem aproximadamente 100 mil trabalhadores bolivianos em São Paulo e a maioria deles encontram-se em condições análogas à de escravidão. Além de possuírem poucos recursos financeiros, muitos não tem acesso à educação e informação, ou estão com a documentação irregular, o que facilita a exploração e a intimidação dessas pessoas, que são ameaçadas de serem denunciadas e deportadas (Senado Federal, 2011).

Sem o conhecimento da legislação trabalhista brasileira ou da lei de migração, bem como em razão da dificuldade em se comunicar e falta de uma comunicação direta entre esses trabalhadores e o sindicato, esse grupo torna-se alvo do trabalho escravo em razão da sua condição de vulnerabilidade, que é acentuada pelos motivos que foram expostos anteriormente.

Como forma de extinguir o emprego da mão de obra escrava, o governo brasileiro ao longo da história adotou medidas de fiscalização das propriedades privadas, pagamento das dívidas trabalhistas aos trabalhadores regatados, assim como a punição criminal, administrativa e econômica dos empregadores que se enquadram em tal prática. Mas além da busca por uma solução objetiva, foi necessário criar políticas públicas para dar assistência às vítimas, para que esses trabalhadores possam se desvincular da situação nas quais se encontravam. Uma das principais atividades empenhadas pelo governo como meio de prevenção, foram ações afirmativas no âmbito da educação, para que haja a promoção de informações e debates com o objetivo de enfrentamento do problema. Apesar das políticas de enfrentamento ao trabalho escravo, é público e notório que essa ainda é uma prática

muito presente no território nacional. Um atual exemplo é a notícia que relatou o resgate 118 trabalhadores em condições análogas à escravidão.

A maior parte dos 118 trabalhadores libertados na "Operação Resgate" foram encontrados em áreas rurais – muitos catando laranjas no estado de Goiás, mas vários outros foram encontrados em oficinas de costura em São Paulo e duas trabalhavam como empregadas domésticas no Rio de Janeiro (CNN Brasil, 2021).

Diante dessa realidade, percebemos que apesar dos avanços existentes diante das medidas governamentais e da legislação existente, as violações de direito ainda são extensas e trata-se de direitos inerentes a dignidade da pessoa humana, como a liberdade, saúde, alimentação e outros, ou seja, são centenas de pessoas que nos dias atuais ainda vivem em condições sórdidas, desamparadas pelas medidas protetivas existentes.

Presenciamos a continuidade da exploração e de lutas interrompidas, seja por este impedimento legal de punir com a perda da propriedade particular, seja pelo processo de normalização do fenômeno, este último mais grave, pois possibilita a adequação deste tipo de prática, permanecendo intocável esta relação de servidão em pleno século XXI. Segundo Foucault, lei e discurso jurídico se equivalem, pois ambos significam manifestação da vontade do Estado, assegurando-lhe o uso legítimo da força e para o autor, a normalização é aquilo que prevalece (Lazzari, 2016: 62-82).

A partir do que foi exposto, é possível verificar que existe uma convivência com a realidade alheia, que seria o emprego do trabalho escravo contemporâneo. Com os números trazidos, muitas pessoas ainda vivenciam essa dura realidade. Com a abertura dessa temática para a pauta de direitos humanos muitas vezes aparenta uma minimização da responsabilidade de outros setores da sociedade. Por essa razão, é de suma importância questionarmos as formas de enfrentamento dessa atual problemática, isso será possível à medida que buscarmos trazer o debate do trabalho escravo para o cotidiano, seja nas escolas, nas universidades, nas mídias sociais e outros meios de comunicação. Ou seja, o campo de debate deve extrapolar órgãos e entidades específicas, para que a sociedade possa tomar consciência e se mobilizar como um todo.

Atualmente a maioria das ações são mobilizadas pelas organizações civis e pela Comissão Pastoral da Terra, o que se tornou referência para o próprio Ministério do Trabalho e para a Secretaria de Direitos Humanos da Presidência da República do Brasil.

O individualismo presente na esfera de poder do soberano circula e se espalha por meio do exercício da biopolítica moderna propagando prioridades, ou seja, aquilo que importa ou que deixa de importar. Nota-se que não se investe na disseminação de novas sociabilidades, na formação e informação do problema, contemplando e esclarecendo que a relação que submete outro ser humano ao estado degradante e prisional em nome de sua sobrevivência deve estar fora da rotina de qualquer um, porém vemos que as ações governamentais ainda investem mais na fiscalização, neste



caso bastante insipiente, justificando-se a continuidade do emprego deste tipo de mão de obra. (Lazzari, 2016: 62-82)

Uma forma eficaz de combate ao trabalho escravo que inclui a sociedade como um todo, seria a fiscalização dos produtos que a população consome. Atualmente podemos ter acesso fácil e rápido à informação, isso nos possibilita a busca por informações de produtos que consumimos. Sendo assim, a cada compra de um produto, seja vestuário, tecnológico ou alimentício, reside a importância de se buscar saber a procedência desse produto, a forma de fabricação, o local onde ocorre, o histórico da empresa e se está já sofreu alguma atuação em razão da prática irregular.

O estado com o maior número de notificações, bem como de trabalhadores resgatados, é Minas Gerais. Foram 12 empresas notificadas e 164 pessoas resgatadas em condições análogas à escravidão no estado. Logo atrás, vem Alagoas, que teve duas notificações e 90 trabalhadores resgatados. Ao todo, empresas de 14 estados brasileiros foram incluídas na lista em 2019. (...) As novas notificações estão distribuídas em seis setores econômicos, com destaque para dois: a produção agropecuária e a construção civil, responsáveis por 93% dos trabalhadores resgatados. Na produção rural, foram 34 empresas notificadas e 343 trabalhadores em situação de trabalho escravo. Já na construção civil, foram sete notificações e 109 trabalhadores resgatados. Também houve empresas notificadas nos setores da indústria têxtil, serviços, comércio e transporte (Fernandes, 2019:1).

Conforme demonstra a matéria, muitas são as empresas e os ramos nos quais há o envolvimento com o trabalho escravo, dentre os principais deles estão o setor rural, construção civil, indústria têxtil, comércios, serviços e transporte de resíduos. Ainda, segundo o site Brasil de Fato (2019), desde 2017 houve uma redução no número de empresas notificadas e no número de trabalhadores resgatados. Os dados não são animadores, pois não evidenciam uma redução de casos de exploração da mão de obra escrava, mas pode ser o reflexo de uma piora na fiscalização.

Portanto, o mapeamento dos locais onde é mais recorrente as situações de trabalho análogo à escravidão, a construção de uma sociedade mais empática e consciente, somado aos esforços já aplicados pelo poder público, pelo judiciário e entidades podem trazer mais efetividade para o trabalho que já vem sendo realizado.

Devemos sempre lembrar que os direitos sociais constitucionalizados são de suma importância e sua violação rompe não somente com a própria legislação e tratados, mas também roubam sonhos e marcam vidas. Prezar pelo bem-estar de todos e não normalizar situações de violações e rompimento com a dignidade humana deve ser sempre uma prioridade.

## Considerações finais

Conforme discutido, as migrações contemporâneas ocorrem em grande escala, isso é ocasionado não somente em razão da globalização, mas também em decorrência dos fatores de repulsão, caracterizados pela fome, guerra, perseguições, catástrofes climáticas e a busca por melhores condições de vida.

Sob essa perspectiva, percebemos que em razão da disseminação do capitalismo no mundo, as pessoas se viram cada vez mais compelidas a migrarem em busca de melhorias e dignidade de vida. Esse aumento dos fluxos migratórios ocasionaram o

aumento do exército de reserva, ou seja, um número muito grande de migrantes que chegam aos países desenvolvidos com pouca ou nenhuma qualificação em busca de trabalho ou ainda, pode-se citar, que muitos possuem qualificação profissional e ensino superior concluído, mas possuem dificuldades de conseguir a revalidação de seus respectivos diplomas, sendo assim obrigados a aceitarem subempregos e funções muito aquém de sua qualificação profissional.

Ainda que a legislação voltada ao migrante atualmente tenha características protecionistas e que esteja pautada nos direitos humanos, muitas vezes essas leis carecem de efetividade e mais do que a exclusão do migrante essa situação ocasiona violações irreparáveis, como é o caso do trabalho análogo a escravidão. Inclusive, com a falta de conhecimento da legislação pertinente, essas pessoas são muitas vezes obrigadas a se calarem e acabam por não denunciar a sua situação de trabalho análogo a escravidão, sob ameaças de deportação. Em contrapartida, muitas vezes esses trabalhadores nem mesmo se dão conta da situação vivenciada, pois entendem que estão trabalhando por alimentação e moradia, ainda que precários ou para pagamento de dívidas adquiridas com seu empregador.

Diante do exposto, ressalta-se a importância de debatermos da eficácia da lei de migração e sua aplicabilidade, principalmente entre a população migrante, para que com o acesso ao conhecimento de seus direitos, essa população que já é vulnerável, possa estar menos frente a gravosa forma de violação de seus direitos, como é o caso do trabalho escravo.

Por isso, é tão importante abordarmos o assunto em diferentes meios, para que possamos alcançar essas pessoas que possivelmente sofreram ou podem vir a sofrer com esse tipo de violação da dignidade da pessoa humana. Por fim, cumpre discutir o papel do Estado frente as questões migratórias em tempos de pandemia, no qual muitos migrantes sofrem com a constante ameaça de deportação, e diante da falta de acesso a direitos sociais básicos, acabam por se tornarem alvos da exploração de trabalho análogo a escravidão. Questão essa que deve ser revista com o um olhar mais voltado à vulnerabilidade dos migrantes e que promovam medidas que viabilizem o acesso a direitos básicos e possam coibir a exploração desses trabalhadores.

## Referências

- ACNUR (2021). *Políticas públicas impulsionam inclusão de venezuelanos, mas desafios permanecem*. Recuperado em 2 abril, 2022 em: <https://www.acnur.org/portugues/2021/05/17/politicas-publicas-do-brasil-impulsionam-inclusao-de-refugiados-e-migrantes-da-venezuela/>.
- César M. A. (2018). *Venezuela: Crise humanitária alastra-se para o Brasil*. (2017). Disponível em: <<https://www.hrw.org/pt/news/2017/04/18/302397>>. Acesso em: 27 out. 2018.
- Faria, M. R. Fontes (2015). *Migrações internacionais no plano multilateral: Reflexões para a política externa brasileira*. Brasília: Funag, 306 p.
- Fernandes, L. (2019). *Brasil de Fato* Recuperado em 23 de janeiro de 2021: <https://www.brasildefato.com.br/2019/04/10/lista-suja-aumenta-e-ja-sao-187-empresas-autuadas-por-trabalho-escravo>.
- Galindo, G. R. B. (2015). *Migrações, deslocamentos e direitos humanos*. Brasília: Instituto Brasiliense de Direito Civil Grupo de Pesquisa

*Crítica e Direito Internacional*. Recuperado em 09, fevereiro, 2018:  
[https://ppgidh.ndh.ufg.br/up/788/o/Migracoes\\_\\_deslocamentos\\_e\\_direitos\\_humanos\\_\(E-book\).pdf](https://ppgidh.ndh.ufg.br/up/788/o/Migracoes__deslocamentos_e_direitos_humanos_(E-book).pdf)>.

- Marinucci, R. ; Milesi, R. (2007). **Migrações Internacionais Contemporâneas**. CSEM/IMDH. Disponível em:  
<https://www.ufjf.br/pur/files/2011/04/MIGRA%C3%87%C3%83O-NO-MUNDO.pdf>. Acesso em: 2 abr. 2022.
- Marx, K. (2013). *O Capital. Livro I – crítica da economia política: O processo de produção do capital*. São Paulo: Boitempo. Tradução Rubens Enderle..
- Mészáros, I. (2011). *A crise estrutural do capital*. São Paulo: Boitempo. 2. ed. rev. e ampliada.
- Piovesan, F. (2015). *Temas de Direitos Humanos*. São Paulo: Saraiva. 8. ed. 632 p.  
\_\_\_\_\_ (2012). “Migrantes sob a perspectiva dos Direitos Humanos”. São Paulo: Diversitas, p.138-146.
- Sawaia, B. (2008). “Exclusão ou Inclusão perversa? As artimanhas da exclusão: análise psicossocial e ética da desigualdade social”. Petrópolis: Ed. Vozes. p.07-13
- Tatiana E. G.; Denise T. S. (2009). *Métodos de Pesquisa*. Rio Grande do Sul: UFGRS, 129 p.
- Zamberlam, J. (2004). *O processo migratório no Brasil e os desafios da mobilidade humana na globalização*. Porto Alegre: Pallotti.



## « Solo quiero una vida mejor »

“I just want a better life”

**Dominique Gay-Sylvestre<sup>1</sup>**

Red internacional ALEC  
Universidad de Limoges  
Limoges, Francia

<https://orcid.org/0000-0002-0299-3136>

[dominique.gay-sylvestre@wanadoo.fr](mailto:dominique.gay-sylvestre@wanadoo.fr)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4592>

DOI : 10.25965/trahs.4592

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** En la frontera con Guatemala, la ciudad de Tapachula (Chiapas), en México, es el punto de llegada de miles de hombres, mujeres y niños procedentes en especial de América central, Cuba, Venezuela, Haití y Senegal. A la espera de los documentos indispensables que les permitirán cruzar México para llegar al « otro lado » o permanecer en México para llevar una vida mejor, sin posibilidad de sobrevenir a sus necesidades, unos viven en la calle, otros se juntan para rentar cuartos o encuentran refugio en albergues. El artículo que sigue, en base a los testimonios de dos hondureñas alojadas en el albergue *Jesús el Buen Pastor del Pobre y del Migrante* marca el inicio de un trabajo de campo a largo plazo sobre la situación de los migrantes en esta parte del territorio mexicano, en particular la de las mujeres, madres solteras en su mayoría y la de los y las adultos mayores. A la migración obligada, se une el tema de una violencia cotidiana.

**Palabras clave:** mujeres, Honduras, testimonios, violencias, migración

**Résumé :** La ville de Tapachula dans la région du Chiapas, à la frontière entre le Mexique et le Guatemala, est le point d'arrivée de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, principalement en provenance d'Amérique centrale, de Cuba, du Venezuela, d'Haiti et du Sénégal. En attendant que leur soient fournis les documents indispensables qui leur permettront de traverser le Mexique pour atteindre « l'autre côté » ou rester légalement sur le territoire mexicain pour mener une vie meilleure que celle qu'ils ont connue, sans ressource aucune, ils vivent dans la rue ou se regroupent pour louer des chambres ou se réfugient dans des centres d'accueil pour migrants. L'article qui suit n'est que le début d'une recherche de terrain, sur le long terme, sur la situation vécue par les migrants sur cette partie du territoire mexicain. Les femmes, mères célibataires pour la plupart en sont les principales protagonistes ainsi que les personnes âgées car la migration cache souvent bien des violences. Nous débiterons ici par le témoignage de deux migrantes honduriennes qui ont dû

---

<sup>1</sup> Catedrática emérita de civilización hispanoamericana. Presidenta de la Red internacional ALEC desde 2010. Dirigió el cuerpo académico (EA 6311) Educación y Diversidad en Espacios Francófonos (2010-2017). Crea y dirige la revista numérica indexada *Trayectorias Humanas Trascontinentales* (TraHs). Es autora de numerosos libros. Ha organizado y participado en numerosos coloquios y Congresos entre los que destacan el IV Congreso internacional de la Red internacional ALEC en Limoges (septiembre de 2021) “Las personas mayores en el Mundo en el Siglo XXI. Aprender a convivir” y el Congreso internacional « Políticas Públicas, Derechos y Calidad de vida del Adulto Mayor : el reto del Siglo XXI”, en el Cuciénega de la Universidad de Guadalajara (México) (febrero-marzo de 2022)

fuir leur pays natal pour échapper aux violences et aux menaces de mort et qui ont trouvé refuge dans un centre d'accueil pour migrants *Jesús el Buen Pastor del Pobre y del Migrante*.

Mots clés : femmes, Honduras, témoignages, violences, migration

Resumo: Na fronteira com a Guatemala, a cidade de Tapachulas (Chiapas), no México, é o ponto de chegada de milhares de homens, mulheres e crianças, procedentes, principalmente da América Central, Cuba, Venezuela, Haiti e Senegal. À espera dos documentos essenciais que permitirão atravessar o México para chegar ao "outro lado" ou permanecer no México para levar uma vida melhor, sem a possibilidade de satisfazer suas necessidades, alguns moram na rua, outros se reúnem para alugar quartos ou encontram abrigo em albergues. O artigo que segue, baseado nos depoimentos de duas mulheres hondurenhas alojadas no abrigo *Jesús el Buen Pastor del Pobre y del Migrante*, marca o início de um trabalho de campo de longo prazo sobre a situação dos migrantes nesta parte do território mexicano, em particular a das mulheres, principalmente mães solteiras e a das idosas. A migração forçada é acompanhada pelo tema da violência cotidiana.

Palavras chave: mulheres, Honduras, testemunhos, violência, migração

Abstract: On the Guatemala's border, the city of Tapachulas (Chiapas), in Mexico, is the point of arrival for thousands of men, women and children, especially from Central America, Cuba, Venezuela, Haiti and Senegal. Waiting for the essential documents that will allow them to cross Mexico to reach the "other side" or to remain in Mexico to lead a better life, without the possibility of meeting their needs, some live on the street, others get together to rent rooms or find refuge in shelters. This article is based on the testimonies of two Honduran women housed in the *Jesús el Buen Pastor del Pobre y del Migrante* shelter, marking the beginning of a long-term fieldwork on the situation of migrants in this part of Mexican territory, in particular that of women, mostly single mothers and older adults. A forced migration, is a subject of daily violence.

Keywords: women, Honduras, testimonials, violence, migration

Keywords: es

### **Exilio**

Una ciudad crece ante  
mis ojos ;  
la soledad se convierte  
en compañía.  
Madre,  
aquí también morimos de tristeza  
y no necesitamos una bala.  
Chary Gumeta<sup>2</sup>

Delante de la puerta de chapa azul entreabierto del albergue *Jesús el Buen Pastor del Pobre y del Migrante*<sup>3</sup> en las afueras de Tapachula, varios grupitos de migrantes procedentes de América central<sup>4</sup> conversan entre sí mientras el portero nicaragüense<sup>5</sup> lee la documentación de una mujer joven. Al verme, me hace una señal de reconocimiento y me abre la puerta para que ingrese en el interior.

Son las cinco de la tarde ; como siempre, las redes sociales han contribuido ampliamente a informar a los migrantes de la existencia del albergue así que reina cierto bullicio en la pura entrada. Los empleados, también migrantes<sup>6</sup>, verifican con sumo cuidado la identidad y los haberes<sup>7</sup> de los recién llegados para evitar, adentro, todo tipo de violencia e incidentes.

Con grandes letras, un letrero advierte : « ¡Cuidado ! Participar en caravanas, protestas, marchas... te arriesga a ser víctima de la delincuencia organizada o la deportación. No existe el pase libre a los Estados Unidos », pero la mirada de los que llegan ni se percata del contenido y de su significado.

Una vez acabados los trámites de admisión, se interna uno en otro mundo. La música que fluye de los altavoces se mezcla agradablemente al choque de los cucharones en las inmensas ollas que usan los cocineros - también migrantes- que preparan la cena<sup>8</sup>. El olor del guisado añade una nota de normalidad hogareña pero, los hombres, las mujeres, las parejas, incluso los niños que están aprovechando las últimas luces del día, parecen deslizarse como sombras, extrañamente sigilosos y discretos.

---

<sup>2</sup> Gumeta, C. (2020). *LLévate los sueños, déjame los recuerdos*. Tuxtla Gutiérrez, Chiapas : Secretaría de Cultura.

<sup>3</sup> En 1990, Olga Sánchez que solía atender a los migrantes mutilados por la « Bestia » en el hospital de Tapachula, compró un terreno en el que mandó construir un albergue para luego, poderlos alojar. Ante el flujo cada vez más consecuente de migrantes, no solo aceptó a los que la « Bestia » había destrozado sino a todos los que lo necesitaban. Hoy en día la « Bestia » ha dejado de pasar por Tapachula.

<sup>4</sup> Hay muy pocos migrantes procedentes de Haïti o de Senegal pues según me cuenta el administrador mexicano, no se acostumbran a la comida que se les proporciona y prefieren rentar alojamientos, agrupándose entre sí.

<sup>5</sup> Lleva un año en Tapachula. Vive en el albergue con su hijo donde hace de portero mientras consigue la documentación necesaria para irse a los EEUU.

<sup>6</sup> Como contrapartida a la ayuda que proporcionan, reciben un pequeño salario. Este sistema tiene mucha relevancia en el manejo del albergue que gasta mucho dinero, cada mes, en luz, agua y aceite, tomates, cebollas, manteca (base de la alimentación diaria, aunque ahora cuentan con un huerto grande que les permite autoabastecerse).

<sup>7</sup> Al dejar el albergue, podrán recuperar los objetos que han tenido que dejar.

<sup>8</sup> La cena es servida en el comedor común a las 6 pm, la comida a la 1 pm y el desayuno a las 8 am. Usan leña para cocinar.



Parte de la cocina<sup>9</sup>

Fuente : foto sacada por la autora. Tapachula, 9 de marzo de 2022

Aquí grupos de hombres procedentes de El Salvador y Nicaragua, de pie, conversando en voz baja ; allá, una joven de 14 años de Honduras, sentada, sola, en un banco esperando a su madre que no ha regresado aún del centro de la ciudad y que me confiesa que ambas han tenido que salir huyendo las amenazas de muerte del padrastro y que sueña con llegar a ser militar en los EEUU a pesar de las mofas de las mujeres que comparten el dormitorio ; allá, una pareja de salvadoreños, sentada en el borde de la fuente, con un niño de 6 años y un bebé, huyendo las intimidaciones de muerte constantes de la pandilla al que pertenece el padre del hijo mayor porque la madre se juntó con el que la acompaña ahora...

Los demás, la mayoría, están en los dormitorios. Han estado afuera casi todo el día buscando ansiosamente recursos y la documentación necesaria a su estancia en México y a su salida de Tapachula, así que el regreso es un momento privilegiado en el que buscan el reconfort del vecino o del paisano.

Más de 900 personas conviven en el albergue ; a veces, sucede que ingresen más de 100 en un día. Gran número de ellas son madres solteras con sus hijos<sup>10</sup>, alojadas principalmente en casitas, en la planta baja cerca del lavadero.

---

<sup>9</sup> Por respeto a las personas, no se presentan fotos con migrantes.

<sup>10</sup> A pesar de que se lleva un registro de las entradas, no se ha podido hasta ahora conocer la repartición exacta entre los hombres, las mujeres y los niños. Los encargados, migrantes, ocupados en cumplir con la regularización de su documentación no tienen tiempo suficiente para llevar a cabo este tipo de requisito.



Alojamiento para las mujeres

Fuente : foto sacada por la autora. Tapachula, 9 de marzo de 2022



El lavadero

Fuente : foto sacada por la autora. Tapachula, 9 de marzo de 2022

Mientras los hombres se encuentran en el primer piso – una habitación grande puede recibir hasta 28 refugiados.





Dormitorio para los hombres

**Fuente** : foto sacada por la autora. Tapachula, 9 de marzo de 2022

En la planta baja también, han acomodado un local que sirve de escuela con una capacidad para 80 niños. La Comisión Nacional de Bancos y Seguros (CONAVI) financia los docentes contratados para asegurar la formación escolar de los niños y adolescentes.



Sala de clase

**Fuente** : foto sacada por la autora. Tapachula, 9 de marzo de 2022

Un consultorio con una médica y una enfermera permiten el recurso a los primeros cuidados indispensables a la salud básica de tantos ocupantes, en particular cuando son acogidas mujeres embarazadas.

Al fondo, un huerto aún sin mucho cultivar, servirá, en parte, para abastecer a los ocupantes. Un migrante salvadoreño que ayuda al mantenimiento del albergue y que ha decidido permanecer en Tapachula se ha comprometido en cuidarlo a modo de agradecimiento.



El huerto

**Fuente** : foto sacada por la autora. Tapachula, 9 de marzo de 2022

El migrante que me acompaña y vigila me ha dado entera libertad para entrar en las diferentes viviendas. La puerta abierta de un dormitorio me invita a pasar. Tras solicitar un permiso para entrar a las mujeres sentadas en las camas y haber verificado mi compañero que me puede dejar sola, me siento junto a la que primero me contestó.

El cuarto, grande, un poco a oscuras, tiene varias camas individuales superpuestas.



Habitación para mujeres

**Fuente** : foto sacada por la autora. Tapachula, 9 de marzo de 2022

Varias mujeres, recostadas – no hay sillas –, con sus hijas, están picando pan mientras cuentan lo que les ha sucedido en el día. Todo transcurre en voz baja. Mi presencia ni les sorprende, tan fuerte es la necesidad de narrar a la otra – con mayor razón si es una desconocida – todo lo sufrido y aguantado. Así que, sencillamente, naturalmente, empieza S.11 su relato. En unas ocasiones, se le nublarán los ojos pero, en ningún momento, se quejará por la suerte aciaga que le impartió el destino.

Casi no interviene la autora en la charla : « Yo me llamo S. ». La hija de S. y la de C. que intervendrá más tarde, de 8 y 15 años respectivamente dejan el cuarto, no porque S. se lo haya pedido pues conocen la historia sino porque también es doloroso para ellas escucharla :

Yo sufrí de violencia doméstica por parte de mi pareja. Fueron muchos años de abuso, físico como moral. Yo tengo 36 años. Pues, él, siempre me decía que por lo gordita que yo soy, él siempre me decía toda clase de grosería y todo eso. Me decía que solo él se había fijado en mí, que no servía para nada, que solo servía para atenderlo a él, que no servía como para nada más. Entonces cada vez las groserías eran más. También me golpeaba muy fuerte. Entonces, pues, el amor con los años se fue, se acabó. Entonces, yo por último lo hice por mis hijos, para que no sufrieran más ; recapacité y me di cuenta de que les estaba haciendo daño a mis hijos, porque eran pleitos desde que nos levantábamos hasta acostarnos, todos los días, desayuno, almuerzo y cena era pleito. Entonces, mis hijos miraban eso. Yo me estaba volviendo como alguien que no era, porque a estar todos los días peleando con alguien yo me estaba volviendo cada vez más agresiva y no me gustaba cómo estaba haciendo. Entonces una noche, él se levantaba a las 2 de la mañana ; el cuarto era pequeño ; dormíamos todos juntos y me dijo que tenía ganas de pelear.

¿A las 2 de la mañana ? Sí, a las 2 de la mañana. Y le dije : no es posible que te levantes a las 2 de la mañana para pelear. Non, que tengo ganas de pelear me dijo. Entonces empezamos a discutir, levantó a los niños y los sacó afuera de la casa ; echó llave a la puerta y escondió la llave.

Non, no estaba borracho. Empezamos a pelear, a pelear, y en medio de la discusión, sí me enojé ; algo que me dijo y pues yo le di la verdad, enojada, que ya no servía como hombre, que era impotente y fue algo que lo encendió ; se enojó muchísimo y me arrancó toda la ropa. Quiso violarme y me golpeó. Entonces, yo le grité a mis hijos que fueran por la policía. Entonces mis hijos fueron por la policía pero yo solo abrí la ventana pero había una barra y no podía salir. Y por la ventana le dije a la policía que me estaba golpeando y no me dejaba salir. Y la policía le dijo que si no salía iba a ser peor la cosa, que ellos iban a entrar en la casa e iba a ser un delito. Entonces él abrió, se lo llevaron preso. Me dice el policía vaya a poner la denuncia a las 7 de la mañana.

Llegué a las 7 de mañana y entonces me dice el policía : lo vamos a mandar al juez de paz. Pero, ¿por qué si

---

<sup>11</sup> Para mayor seguridad, incluso la inicial del nombre no es la correspondiente al nombre real de la entrevistada.

supuestamente él tenía que estar preso 24 horas ? Non, que non, pero como es un pueblo pequeño, todos se conocen, son amigos. Entonces me fui al juez de paz y le conté lo que había sucedido y me dice ¿usted qué quiere ? Es que con él ya no se puede convivir, ya no más le dije.

Es que él sabe cómo golpearme y no se notan los golpes ; en la cabeza así para que no me miren los moretes y como él es mecánico de moto, él trabaja en casa ; entonces el juez de paz me dijo : a él no lo pueden sacar de la casa porque él trabaja en la casa y si no trabaja, no te da de comer ni a tus hijos ; a ti no te puede sacar porque la ley te ampara así como a tus hijos. Y entonces le dije : non, pues van a quedar juntos pero vamos a hacer una cosa. El no te va a volver a pegar ni te va a volver a molestar. Si te vuelve a molestar me vienes a ver, pero como eran amigos... entonces fue un infierno. El no me volvió a pegar pero el abuso verbal fue peor, él lo hizo de una manera de hostigarme para que yo me fuera hacerme la vida imposible ; las insultas eran más graves, las discusiones eran más graves.

Llegó un momento que me cansé ; entonces, agarré a mi hija ; como tengo un hijo también lo dejé con mi papá al varón y me llevé a la niña para otra ciudad de mi país. Non, no los golpeaba pero a los niños los tenía todo desubicado pero no los tocaba físicamente. Entonces ya los niños le tenían miedo. Entonces me llevé a la niña a otra ciudad de mi país pero no lo dije a nadie porque no querían que me encontraran. Duré 3 meses en la otra ciudad con la niña de 8 años. Yo seguía con el mismo número de teléfono y él me llamó una vez. Me dijo que tenía que regresar a la casa ; estás loco le dije. Pero yo sé donde estás y me dio la dirección, completa, completa. Cuando me dice eso, me quedé en shock. Y me dice si no regresas en 4 horas yo te voy a mandar dos mareros te van a traer en una bolsa de basura y me van a traer a la niña.

¿ Cómo supo? Contrató a alguien me imagino pues no lo había dicho a nadie, a nadie. A mí me dieron ganas de llorar. Lo que hice fue agarrar lo que podía y vamos y puse la denuncia en la ciudad. Puse la denuncia bajo amenaza y todo eso y le dije a la fiscalía, a la mujer si me podía dar un lugar donde vivir pues no tenía ni a dónde. Que el lugar que ella tenía que estaba lleno ; no me dio ninguna solución y andaba con la maleta y con mi niña. Entonces me quedé en un parque pues mientras. No hallaba qué hacer. Entonces yo, lo que hice fue llamar a mi papá para que me mandara dinero y así yo me salí de mi país, yo sola con mi niña. Yo me salí. El niño se quedó con mi papá. Pero el varón está más grande, ya tiene 15 años. Ya él trabaja, independientemente, ya tiene su dinero.

Hasta ahora mi marido no lo ha buscado. Como yo tengo la tutoría legal de los niños, entonces yo le dejé la tutoría a mi papá. Hasta ahora no ha hecho nada. Lo que siento es que no es amor lo que siente por mí. Yo, lo que más siento es que es como una obsesión, como controlar. Entonces, yo estoy en proceso todavía de valorarme a mí misma, trabajar en mí misma, porque yo me descuidé por muchos años. Yo estaba

mucho más gordita antes. Yo, aquí me muevo más. Yo siempre cuidé a mis hijos. Yo a mi hijo le dije no te puedo llevar pues como no tengo nada va a ser muy difícil. Pero la niña como es más pequeña pues de cualquier lado, quepo. Ya cuando me estableza en México, pues si Dios quiere, te puedo mandar a traer. Yo te puedo apoyar, pero hasta que esté estable.

Llegué a Tapachula en autobus, porque yo saqué los pasaportes, el mío y el de la niña. Yo ya lo tenía pues yo sabía que en cualquier momento, era una bomba que iba a estallar. Yo dije voy a estar preparada para escapar ; por eso tenía los pasaportes.

Gasté como 15 000 pesos desde Honduras para acá porque en Guatemala yo entré legalmente y pues para México, yo tuve que pagar para que me trajeran para Tapachula. Desde Honduras para Guatemala, yo crucé todo. El transporte era directo por eso cobraban caro y como la niña ya está grande, entonces yo tuve que cruzar la mitad de Honduras, todo Guatemala y para llegar a Tapachula. Unos venían, otros sin documentos. Cuando venía la policía a pedir la identificación, los que no tenían identificación los bajaban ; entonces, a mí me bajaron una vez y les digo pues yo estoy en Guatemala pero legal ; tengo mi pasaporte, pero me pidieron 7 quetzales. No tiene problema discutir con ellos pues es lo mismo ; se lo evita tener problema y luego más y luego cuando vieron que mi pasaporte tenía todos los sellos y demás pues me dejaron tranquila pero a los demás les pedían 100 quetzales de mordida. Dijo : « aquí tenemos la autoridad de que se regresen a su país, usted quiere cooperar, está bien. El otro a ayudar así que no hablemos mucho ; 100 quetzales cada uno y usted puede seguir su camino ». Entonces los 4 retenes 400 quetzales, 100 quetzales cada uno por todo el camino, es lo que pedían ellos.

Aquí llevamos un mes y sí empecé los tramites. Ya me dieron el APU12. Ayer me lo dieron y hoy me dieron la cita de la visa. Ya me hicieron la entrevista, escrita. Me la hicieron escrita y me la hicieron grabada.

En Honduras yo era ama de casa. Nunca pude trabajar pues él me decía no te voy a dar permiso, no te voy a dar permiso y yo pues para no hacer más drama la cosa pues me quedaba callada ; obedecía. Yo llevaba 14 años de casada y 14 años golpeada pero yo como le digo, al principio yo dije va a cambiar, va a cambiar ; non, al contrario, porque embarazada me golpeaba pero me decía pues ahora tengo un hijo y no puedo hacer nada porque siempre él me metió eso en la cabeza y no podía hacer nada, ni para trabajar. Que no servía para trabajar ni que ningún hombre se iba a fijar en mí si no era él. Me metió eso por muchos años por eso me descuidé de mi persona. Sí pues me dediqué a mis hijos y a él y a la casa.

Mi hijo mayor me animaba a que yo me fuera. El me dijo “Mami, ¡váyase! Porque es mejor para todo. Es mejor para todo. La niña..., incluso hoy, me dolió el corazón porque

---

<sup>12</sup> Documento migratorio.

estábamos en la estación y nos cayó todo el agua ; le puse un plástico en la cabeza, se va a enfermar otra vez me dije. Me dolió tanto vernos así, todo mojadas y pensé recogemos las cosas y nos regresamos. Me dijo ella : ‘no mamá porque usted sabe la vida que teníamos allá’.

Yo no quiero ir al otro lado, me quedo aquí en México. Mira yo no busco ni riqueza, ni lujo. Yo lo único que quiero es tener un hogar tranquilo con mi niña y trabajar. Non, no me quedaría en Tapachula me iría a otro lado. Me están ofreciendo trabajo en Tamaulipas, pero queda lejos ; necesito moverme, pero lo quiero hacer de una forma segura. No quiero arriesgar nada para mi hija ; nada de eso.

Yo lo que te digo si Dios me pone oportunidades en el camino, lo debo de aprovechar.

Se interrumpe de repente como reflexionando acerca de lo que acaba de comentar y sonrío al bebé que su vecina y amiga lleva en brazos. Ambas llegaron a un tiempo al albergue, por vías diferentes. No se conocían pero la suerte común, el aislamiento, la soledad, el pertenecer al mismo país, el compartir el mismo lugar y los mismos sueños las han hermanado. Saben que cualesquiera que sean las circunstancias, en cualquier lugar que estén, de ahora en adelante, podrán contar una con la otra.

Me viene a mí contar, ahora, me dice C. ?13 « ¡Aie mi vida ! »

Tengo 42 años, Llegué acá el 7 de febrero. Hace un mes. Estoy aquí con mis dos hijos. Tres se quedaron en Honduras. Tienen 23, 21, 19, 15 y la niña de 8 meses ; 4 con el mismo hombre, mi marido. La bebé es un abuso. Un abuso sexual donde yo trabajaba. Me violó. No puse la denuncia porque tengo un hijo militar y si ponía la denuncia, él iba a pagar las consecuencias porque la persona que abusó de mi es un teniente, una persona de alto rango.

Yo trabajaba en una casa, yo dormía ahí. Era una señora de edad.

No era la casa del teniente. Non, él era sobrino de la señora donde yo trabajaba. Solo vivíamos las dos. La señora tenía 72 años. Yo la cuidaba pero cada quien dormía en su cuarto. Yo la acostaba y cada quien se iba a su cuarto. Ese día, me imagino que con maña, él se quedó ahí. Nos fuimos a acostar. Rezamos a la Virgen de Guadalupe y cada quien se fue a su cuarto, cuando yo sentí que me estaban tocando. Me levanté a la carrera a prender la luz. Sacó su pistola y me dijo : « si hablas, te mato ». Iba a matar a la tía también. Me quedé callada y me dijo : « si llegas a poner una denuncia, te mato a tu hijo porque sé donde está y en casa donde está ; sabe donde está su batallón, ya me conoce entonces y si no te largas de aquí del país, tu hijo en tantos días se muere.

Eso ha sido demasiado duro para mí porque yo tenía un hogar de 23 años y mi esposo también me dio la espalda. El no creyó de lo que me pasó donde él dice « supuestamente ». Porque él no estaba. Se había ido a Costa Rica a trabajar. Pero andaba perdido y no mandaba dinero. Solo le hablaba a sus hijos ; entonces yo dije voy a trabajar y me dio esa oportunidad. O

<sup>13</sup> Ver nota 10.

sea me fui donde la señora donde no había nadie. Según iba a estar sola y era un lugar tranquilo porque éramos dos mujeres. Y fue por la necesidad. Mi compañero me abandonó ; me dijo que no sabía si era la verdad ; me dejó con la niña de 15 años. Ella está conmigo aquí. Ella está muy sentida con eso, porque en sus 15 años tampoco la salvó. El es el padre de los 4. Nunca estaba en casa. Estaba trabajando en Costa Rica por eso me fui a trabajar para poderlos mantener, sustentarlos con lo poquito que ganaba y fue cuando él me violó.

Ella sí cumplió sus 15 años. Fue lo más duro, no tener a su papá ahí. Yo tengo dos otras hijas pero las dejé en un lugar que dicen la Mosquitia donde nadie puede entrar, donde nadie las puede ver porque igual me dice : « cualquiera de tus hijos... ». Non no es un albergue ; es una casa ; es un primo y él vive en un lugar aislado. Es la casa de mi padre y él los cuida y mi hijo está en el batallón donde ... Mi hijo casi nunca sale pues solo puede ir los fines de semana por lo mismo, porque él sabe que el teniente llega e incluso a él lo pone a hacer 100 pechadas, lo pone a correr con una mochila de 70 libras de harina. Sí, él que abusó de mí es el teniente de él y no lo cambia de ningún grupo.

¿Cómo encontré este trabajo ? A mi cuñada, la que anda aquí, incluso porque ella sabe lo que me pasó ; a ella también la están amañando. El mismo la está amenazando. La están amenazando porque trabajaba donde la prima de la señora donde yo trabajaba. Entonces, ella porque tuvo que salirse de allí de la casa y nos llegó el papelito que decía : « te doy tantos días para que te salgas de la casa si no se muere y ya saben a quién me voy a llevar primero. Entonces, yo busqué la manera. Bueno, mi hijo tenía una motito y tuvo que venderla. Yo me vine con el carnet de identidad, si incluso a la niña tengo la partida de nacimiento porque me dijeron que la necesitaban, pero yo si no tuve como pagar pasaporte, y todo eso. Solicité a una muchacha que si me la podía sacar en línea pero dijo que no podía, que el sistema solo decía que no se podía.

Sí la declaré cuando nació, pero la grande ; la chiquita también pero la chiquita está con el nombre mío y dice que necesito una partida de nacimiento y yo solo me agarré la partida de nacimiento de ella, la partida de nacimiento de la grande y una carta de identidad y con todo eso me vine. Y a mí sí a nosotros nos dieron como una estafa. Nosotros veníamos como cuando uno no mira. Decían : tienen que pagar esto. Nosotros lo hacíamos porque qué íbamos a hacer. Entonces nos salieron unos hombres con unos machetes, de ahí de Tecuman y nos tiramos para el monte. Ahí nos tiramos para el monte con los niños y allí nos cobraron. Y, ahí nos empezaron a cobrar. La combi nos cobró 160 dólares ; también quiera que era lo último ya cuando nosotros llegamos al parquecito, el parque de la Independencia<sup>14</sup>. Nos quedamos ahí y ya no andábamos absolutamente sin nada. Nos llevaron directamente al Parque y ahí nos dejaron. Solo nos dejó la

---

<sup>14</sup> Parque grande en Tapachula donde se instalan los migrantes sin alojamiento.

combi que agarramos y nos dijeron : « ¡bájense ! y eso fue todo ».

Del albergue, yo supe por un muchacho. Siempre hay personas buenas y me dijo. El veía que no nos movíamos y él estaba ahí. Entonces dijo : « ustedes ¿ para donde van ? ». Le digo : « yo no sé ; aquí no sabemos para donde vamos ». Non, dice, hay un albergue aquí ; hay otro, pueden agarrar este otro y nos dio para el pasaje para que nos trajeran para aquí. Hay buena gente siempre. Pero todo fue muy difícil. Aquí por ejemplo, yo compro pañales y leche para la niña pero no tengo dinero. Pero siempre hay gente buena. Y a veces a la muchacha que está del otro lado le pido una copita de leche. Pero esto sí ha sido demasiado difícil ; estar siempre a la espera. Y cuando te pasa eso...

Tenía 15 años de haber tenido la niña y como no tenía relación con el marido yo, ¿para qué iba a planificarlo ? Non, no planifiqué nada y me sucedió eso. Hice tanta cosa que le digo que solo Dios lo sabe, para ver si la niña no nacía pero, creo que ha sido el milagro de Dios. Sí, pensé en abortar, claro que sí. No se dio, yo le aseguro. Yo tomé hasta veneno que se da a los ratones ; me untaba la barriga para ver y no. A la niña la fui a tener en el hospital infantil en la capital y allí la iba a dejar porque yo decía : Dios mío cuando le vea la cara, yo le voy a ver la cara siempre y entonces ... y mi hija me dice : non mami, la niña no tiene la culpa. Yo la voy a ir a traer dice, yo no la dejo botada. Y mire, la niña ahí está. Ha sido una bebé tan querida que viera ; ella tiene como alma, como que llama la gente ; viera solo aquí, como uno la chine, el otro. Yo le pido perdón a ella porque lo que iba a hacer con usted, le digo no era fácil. Y cuando la mira esa sonrisa que nos da, no crea ; es muy difícil pero yo sé que hay un Dios de poder, que Dios sabe que si uno anda aquí, no anda solo por andar, porque ha dejado la otra mitad. Esa otra mitad que es, pues el corazón está allá, sí.

¿ Si pienso en hacer venir a mis hijos ? Yo digo que incluso el militar que se vengan todos aquí. Yo me quiero quedar en México ; que Dios nos ayude ; que todo salga bien. Para cuando yo esté ubicada, por lo menos y ya saber qué hacer. Ahorita, estoy así. Ni para allá ni para acá. Pero, sí es la esperanza que tengo de que todo me va a salir bien.

El grito de una mujer en silla de ruedas que irrumpe en el cuarto corta el relato de C. Al verme se detiene en seco y, mirándome, exclama : « Y ésta, ¿qué hace aquí ? ». No espera la respuesta y grita de nuevo sin poderse controlar « ¡Ya lo tengo ! Salgo mañana para el otro lado ! ». La discapacidad de la que sufre le ha permitido obtener rápidamente un pase para Miami donde la espera un hermano. Rebosa de felicidad y cuando se entera de que me he entrevistado con dos de las mujeres del cuarto, me dice : « Yo también soy de Honduras, ¿por qué no te reúnes conmigo ? ». Pero, la algarabía que ha provocado ha alboratado a otras mujeres que salen de sus dormitorios a felicitarla y solo me queda despedirme de S. y de C.

Por un momento, a pesar de que sus narraciones les hicieron evocar malos tratos pasados y añorar la presencia de sus hijos y familiares, S. y C. pudieron enfrentar sus sueños futuros. La atención que se les proporcionó, a pesar de su brevedad, sirvió



para alentarlas. Pero, imposible evadirse mucho tiempo... al regresar su hija al cuarto, S. murmura :

Estoy muy cansada ; tengo dos días sin dormir casi. Me levanté temprano para ir a la entrevista, y cuando fui allí se nos cayó el aguacero y cuando nos vi todo empapadas, me dio mucha tristeza y me dije : ¿Qué hacemos aquí ?

En efecto ¿qué hacen ahí estas mujeres ? Entre violencias, abandonos, rechazos, menosprecios, miedos e indiferencias, sin recursos y por tanto valientes, atrevidas y emprendedoras, lo abandonan todo, hasta sus seres más queridos en busca de un mundo mejor. No sueñan con una vida de lujo, solo con una vida mejor que la que tuvieron, para ellas y sus hijos. Y, nunca, nunca, dejan tras de sí a sus hijas, por muy trabajoso que sea el camino que las espera. Unas y otras se amparan y defienden y, a veces, se invierten los papeles.

## Referências

Gumeta, C. (2020). *LLévate los sueños, déjame los recuerdos*. Tuxtla Gutiérrez, Chiapas : Secretaría de Cultura (apoyo a Instituciones Estatales de Cultura, AIEC).

## Entrevistas

S. Albergue *Jesús el Buen Pastor del Pobre y del Migrante*, Tapachula, 9 de marzo de 2022

C. Albergue *Jesús el Buen Pastor del Pobre y del Migrante*, Tapachula, 9 de marzo de 2022



## Necrocapitalismo y necrogestión migratoria en el cuarto mundo: mujeres migrantes en San Diego, California

### Necrocapitalism and migratory necromanagement in the Fourth World: migrant women in San Diego, California

**Janeth Hernández Flores<sup>1</sup>**

Universidad Autónoma Metropolitana (UAM)  
Unidad Cuajimalpa  
Ciudad de México, México

<https://orcid.org/0000-0001-9584-3497>

[jhernandezf@cua.uam.mx](mailto:jhernandezf@cua.uam.mx)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4561>

DOI : 10.25965/trahs.4561

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** Diversos factores como desplazamiento forzado por pobreza, crimen organizado, megaminería, violencia, desastres naturales, falta de oportunidades laborales, entre otros, originan la movilidad de mujeres hacia lugares catalogados como “grandiosos y prósperos”, donde los sueños pueden hacerse realidad (Reyes-Velarde, 2022). Pero en esos lugares existen espacios de excepción –cuarto mundo (Wresinski, 1987)–. En él viven los pobres, los excluidos, muchos de ellos, migrantes irregulares. Al respecto, Falomir los cataloga como: “parias que no han sido expulsados de la sociedad del bienestar, sino que ocupan los márgenes de ésta; seres invisibles que habitan *no lugares* - la calle, los aeropuertos, las estaciones de tren, los hospicios, etc.-”, cuyas vidas son detentadas por el necropoder (Mbembe, 2011). En estas zonas distópicas para las mujeres migrantes se violan de manera sistemática sus derechos humanos y están sujetas a múltiples violencias, incluyendo la más extrema: el feminicidio. Hace algunos años, Valencia advertía que el capitalismo extremo estaba próximo a instaurarse en centros neurálgicos de poder conocidos como “primer mundo” (2012). Así, a partir de los estudios críticos, este artículo desarrollado con una metodología cualitativa y una revisión documental especializada, provee un análisis de las siguientes interrogantes: ¿por qué son útiles las mujeres migrantes irregulares para el necrocapitalismo? ¿Cómo se gestiona la muerte real o simbólica – necrogestión – de las mujeres migrantes en el cuarto mundo que existe en San Diego, California? Este trabajo conlleva examinar los intereses subrepticios del modelo capitalista actual y tangencialmente las implicaciones en la sociedad receptora.

**Palabras clave:** necrocapitalismo, necrogestión, necropolíticas, cuarto mundo, mujeres migrantes

---

<sup>1</sup> Doctora en Derecho y Doctora en Ciencias Políticas y Sociales (UNAM). Profesora-investigadora del Departamento de Estudios Institucionales de la UAM-Cuajimalpa. Agradezco el financiamiento del Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología (CONACYT-México) / Universidad Autónoma Metropolitana.

Résumé : Divers facteurs tels que les déplacements forcés dûs à la pauvreté, au crime organisé, aux méga-mines, à la violence, aux catastrophes naturelles, au manque d'opportunités d'emploi, entre autres, provoquent la mobilité des femmes vers des lieux classés comme "exceptionnels et prospères", où les rêves deviennent réalité. Mais, dans ces endroits, il y a des espaces d'exception – le quart monde (Wresinski) – où vivent les pauvres, les exclus, dont beaucoup sont des migrants irréguliers. À cet égard, Falomir les classe comme: «des parias qui n'ont pas été expulsés de la société de bien-être, mais occupent les marges de cette société; des êtres invisibles qui habitent des non-lieux –la rue, les aéroports, les gares, les hospices, etc.–», dont la vie est tenue par le nécropouvoir (Mbembe: 2011). Dans ces zones dystopiques pour les femmes migrantes, leurs droits humains sont systématiquement bafoués et elles sont soumises à de multiples formes de violence, dont la plus extrême: le fémicide. Il y a quelques années, Valencia mentionne que le capitalisme extrême était sur le point de s'implanter dans les centres névralgiques du pouvoir connus sous le nom de «premier monde» (2012). Ainsi, à partir d'études critiques, cet article élaboré avec une méthodologie qualitative et une revue documentaire spécialisée, propose une analyse des questions suivantes: Pourquoi les femmes migrantes irrégulières sont-elles utiles au nérocapiatalisme? Comment la mort réelle ou symbolique –la nécrogestion– des femmes migrantes est-elle gérée dans le quart monde qui existe à San Diego, en Californie? Ce travail consiste à examiner les intérêts subreptices du modèle capitaliste actuel et les implications pour la société d'accueil.

Mots clés : nérocapiatalisme, nécrogestion, necropolitique, quart monde, femmes migrantes

Resumo: Vários fatores como deslocamento forçado por pobreza, crime organizado, megamineração, violência, desastres naturais, falta de oportunidades de trabalho, entre outros, fazem com que a mobilidade das mulheres para lugares classificados como "grandes e prósperos", onde os sonhos possam realidade (Reyes-Velarde, 2022). Mas nesses lugares existem espaços de exceção –o quarto mundo (Wresinski, 1987)– onde vivem os pobres, os excluídos, muitos deles migrantes irregulares. Nesse sentido, Falomir os classifica como: "párias que não foram expulsos da sociedade assistencialista, mas ocupam suas margens; seres invisíveis que habitam não-lugares – a rua, os aeroportos, as estações de trem, os hospícios, etc. –", cujas vidas são mantidas pelo necropoder (Mbembe, 2011). Nessas zonas distópicas para as mulheres migrantes, seus direitos humanos são sistematicamente violados e estão sujeitas a múltiplas formas de violência, incluindo a mais extrema: o feminicídio. Há alguns anos, Valencia alertou que o capitalismo extremo estava prestes a se estabelecer em centros nervosos de poder conhecidos como o "primeiro mundo" (2012). Assim, com base em estudos críticos, este artigo desenvolvido com metodologia qualitativa e revisão documental especializada, traz uma análise das seguintes questões: por que as mulheres migrantes irregulares são úteis para o necrocapiatalismo? como é administrada a morte real ou simbólica –necrogestão– das mulheres migrantes no quarto mundo que existe em San Diego, Califórnia? Este trabalho consiste em examinar os interesses sub-reptícios do atual modelo capitalista e tangencialmente as implicações na sociedade receptora.

Palavras chave: necrocapiatalismo, necrogestão, necropolítica, quarto mundo, mulheres migrantes

Abstract: Various factors such as forced displacement due to poverty, organized crime, mega-mining, violence, natural disasters, lack of job opportunities, among others, cause the mobility of women to places classified as "great and prosperous", where dreams can come true (Reyes-Velarde, 2022). But in those places there are

spaces of exception –the fourth world (Wresinski, 1983)– where the poor live, the excluded, many of them irregular migrants. In this regard, Falomir classifies them as: “pariahs who have not been expelled from the welfare society, but rather occupy its margins; invisible beings that inhabit non-places –the street, airports, train stations, hospices, etc.–”, whose lives are held by necropower (Mbembe, 2011). In these dystopian zones for migrant women, their human rights are systematically violated and they are subject to multiple forms of violence, including the most extreme: femicide. A few years ago, Valencia warned that extreme capitalism was about to establish itself in nerve centers of power known as the “first world” (2012). Thus, based on critical studies, this article developed with a qualitative methodology and a specialized documentary review, provides an analysis of the following questions: ¿Why are irregular migrant women useful for necrocapitalism? How is the real or symbolic death –necromanagement– of migrant women managed in the fourth world that exists in San Diego, California? This work involves examining the surreptitious interests of the current capitalist model and the implications for the host society.

Keywords: necrocapitalism, necromanagement, necropolitics, fourth world, migrant women

## Introducción

El actual Secretario de Estado de Estados Unidos, Antony Blinken ha reconocido que millones de migrantes viven en situaciones peligrosas e inseguras y son vulnerables a la explotación (2021). La idea del “*american dream*” parece superada para este sector en migración irregular; a la vulnerabilidad intrínseca de las mujeres por su género y calidad migratoria, se suman diversos factores de interseccionalidad: edad, raza, etnia, discapacidad, idioma, clase social, entre otros, que representan niveles de complejidad en la identificación de desigualdades (Expósito, 2012). La acumulación de tales factores profundiza las desigualdades subyacentes haciéndolas proclives a que se les apliquen, según Foucault, diversas tecnologías de poder (2001). Al respecto, este autor indica que “el antiguo derecho del soberano de hacer morir o dejar vivir es reemplazado por un poder de hacer vivir o abandonar a la muerte” (Foucault, 1998). Por otra parte, Mbembe sugiere que los regímenes políticos actuales obedecen al esquema de “hacer morir y dejar vivir” (2011).

Como lugar de acogida, San Diego, California es una importante ciudad con alto nivel de desarrollo humano, tecnológico y económico; es la segunda ciudad más grande de California y octava más grande de Estados Unidos (Información, s/a). No obstante, mientras los promotores de turismo afirman que es “la mejor ciudad de Estados Unidos” (Jagadeesan & Koffing, 2019), San Diego tiene un alto porcentaje de residentes sin hogar. Basado en un recuento nacional *The Way Home Continuum of Care. Homeless Count & Survey Analysis 2022*, el informe estimó que más de 3,223 residentes no tenían hogar (Troisi & Rausch, 2022). No obstante, estos datos, ocultan una cifra negra al no mostrar e invisibilizar a las migrantes irregulares; además, en el informe no existen datos desagregados por género.

Su cercanía con el cruce fronterizo más transitado del mundo Tijuana-San Diego erige a esta ciudad como un destino migratorio para mujeres de países en desarrollo; en ella han emergido fenómenos necropolíticos no visibles a primera vista. En este condado muchas mujeres migrantes irregulares sufren cotidianamente la conculcación de sus prerrogativas mediante la violencia de género en sus múltiples facetas: física, psicológica, simbólica, sexual, patrimonial, económica o feminicida (Violencia política, 2018) y modalidades: doméstica o intrafamiliar, institucional, laboral, contra la libertad reproductiva, obstétrica y mediática (Violencia de género, 2019). Esta idea parece confirmarse al observar la exclusión, las asimetrías sociales y económicas que impactan de manera grave a las migrantes del “Sur” en esta ciudad. De esta forma, se articula una violencia sistemática contra este sector: al sufrimiento del lugar de desplazamiento, se le suma la experiencia migratoria, muchas veces traumática y, al final de la travesía, la conculcación de sus prerrogativas esenciales. En términos generales, Sassen (2014) menciona que estas personas que están siendo expulsadas —generalmente de forma permanente— de sus lugares de origen.

En ciertos espacios deliberadamente segregados en San Diego, llamados de cuarto mundo, se ejerce el necropoder (Mbembe, 2011), que hace referencia a la situación fáctica de que el Estado a través de un conjunto de organizaciones gubernamentales o civiles, condena a morir a parte de su población, sea por abandono intencional o por el ejercicio de la violencia metódica y organizada (Núñez Rodríguez, 2012). Ya en ciudades cercanas como en Los Ángeles, específicamente en el barrio *Skid Row*, se han reconocido estos fenómenos; por ejemplo, el agente Deon Joseph indica:

No se pueden usar las aceras. Son una amalgama de tiendas de campaña, basura, chatarra en la que viven miles de personas.

A ratos, el olor es nauseabundo... esta gente se ha convertido en víctimas de las bandas, que cobran por el sitio en las aceras, en dinero —hasta 200 dólares al mes— o en servicios, desde el tráfico de drogas hasta la prostitución. En algunas de estas tiendas de campaña, explica, han encontrado armas. El trapicheo está casi a la vista. Las violaciones son habituales. Coches de alta gama están aparcados junto a personas inconscientes en la acera a las que todo el mundo ignora. El crimen en la zona “está fuera de control” (en Ximénez De Sandoval, 2017).

Este agente se muestra muy crítico con lo que considera “política de no inmiscuirse” de las autoridades (en Ximénez de Sandoval, 2017). Mientras tanto, en San Diego se han tratado de ocultar estas zonas de marginalidad, por ejemplo, “limpiando” áreas donde se asientan campamentos de personas sin hogar. Michael McConnell, un activista local, considera que multar a quienes no tienen dinero para pagar las cuotas agrava el problema, porque al tener multas pendientes pueden ser detenidos; por ende, constituye “un proceso de criminalización de la mendicidad” (en Magdaleno, 2016). Además, en abril de 2016, aparecieron lotes de rocas dentadas a lo largo de la acera de un paso inferior peatonal, tratando de evitar que las personas sin hogar durmieran en el paso subterráneo. No es la primera vez que se acusa a San Diego de tratar de esconder, cual, si fuera basura, a su población más vulnerable debajo de la alfombra. Protestantes afirmaron que la ciudad estuvo llevando a cabo una “purga” antes de la Convención Internacional de Cómics (Comi-Con) de 2014 (Magdaleno, 2016).

En este contexto, esta investigación examina y revela la utilidad que representan las mujeres migrantes irregulares para el necrocapitalismo y la administración de su muerte a través de los espacios de cuarto mundo en la ciudad de San Diego. Demuestra, la intencionalidad de necropoder en el capitalismo contemporáneo de “primer mundo”, así como, de manera adyacente, las repercusiones para las comunidades de destino.

## I.- Marco teórico-conceptual: las mujeres migrantes en la necroeconomía capitalista

A la dinámica capitalista le son útiles las mujeres; le interesa su control y dominio. Para funcionar, el capitalismo necesita producir clases, grupos, en este caso de mujeres, que a la vez que cumplen una función biológica de producir seres humanos, también sirven como una fuente sustituible de mano de obra y consumo. Las mujeres constituyen una valiosa mercancía. De hecho —señala Valencia— su conservación, cuidado y libertad también son una mercancía. (2010)

Para Alejandro, la explotación y dominación que ocupa la mujer en toda la superestructura capitalista, ha traído consecuencias negativas, acordes a una serie de “valores” que la ideología imperante provee y permite a la mujer aceptar esa situación. De tal manera que, en estas sociedades se pueden encontrar tres aspectos relacionados: explotación económica, el poder que ejerce el hombre estableciendo relaciones de subordinación y la dominación ideológica que refuerza y hace posible las dos anteriores. Añade esta autora que la mujer sufre de explotación de clases, explotación doméstica, explotación laboral, entre otras (Alejandro, 2000).

Para denotar la función del capitalismo como régimen de explotación que exagera las vulnerabilidades de las mujeres migrantes, es importante articular las distintas funciones. Desde la perspectiva marxista se puede mencionar: que en el hogar se

producen bienes de uso —alimentos, ropa limpia, etc. — indispensables para que la fuerza de trabajo que saldrá al mercado en forma de mercancía se reproduzca. El capital necesita fuerza de trabajo alimentada, descansada y, en último término, sexualmente satisfecha; lo que se logra con el trabajo gratuito de la mujer (Alejandre, 2000).

Indica Díaz (2020) que el orbe entero se estructura sobre el dominio patriarcal. La historia de la cultura refleja el drama privado y público inmenso de cada mujer. Muchas mujeres continúan metidas en esa maquinaria; no conocen ni conciben otra posibilidad, a tal punto que no piensan en intentar acceder a la justicia. Así, en el actual sistema capitalista el rol de la mujer ha sido siempre relegado como mero objeto sexual, instrumento de producción con doble estándar de opresión, ya sea en el trabajo y en la familia (México, 2022).

Foucault argumenta, al respecto, que el biopoder —políticas del cuerpo— ha sido un elemento indispensable para el desarrollo del capitalismo; ha servido para asegurar la inserción controlada de los cuerpos en el aparato productivo y para ajustar los fenómenos de la población a los procesos económicos (Foucault, 1998). Retrospectivamente, señala Foucault (2001), el capitalismo que se desarrolló a fines del siglo XVIII y comienzos del XIX, ante todo, socializó un primer objeto, el cuerpo, en función de la fuerza productiva, de la fuerza de trabajo. Este autor precisa que el cuerpo pasó del castigo a la corrección. Hasta el siglo XVIII, el cuerpo de las personas era esencialmente la superficie de inscripción de suplicios y penas. Estaba hecho para ser supliciado y castigado. Posteriormente, en las instancias de control que surgen a partir del siglo XIX, adquiere un significado diferente; debe ser formado, reformado, corregido, lo que indica que debe adquirir aptitudes, recibir cierto número de cualidades, calificarse como cuerpo capaz de trabajar. En la actualidad, ambas técnicas se emplean para dañar, causar sufrimiento, disciplinar, controlar, sujetar y administrar la muerte de las mujeres migrantes.

Lo señalado tiene relación con el necrocapitalismo que Banerjee define como: “las formas contemporáneas de acumulación organizacional que implican desposesión y sometimiento de la vida al poder de la muerte” (2008:1541). El autor argumenta que:

algunas prácticas capitalistas contemporáneas contribuyen al despojo y el sometimiento de la vida al poder de la muerte en diversos contextos, como en la organización y la gestión de la violencia global a través del incremento en el uso de fuerzas militares privadas y los conflictos por recursos naturales entre corporaciones transnacionales y comunidades indígenas (*Ibidem*:1542).

Prosigue señalando Banerjee que la violencia, el despojo y la muerte, son el resultado del proceso de acumulación que ocurren “en espacios que parecen inmunes a la intervención legal, jurídica y política, resultando en la suspensión de la soberanía” (*Ídem*).

La soberanía, como la formula Carl Schmitt (1985), es “quien decide el estado de excepción”. De acuerdo con este autor, el estado de excepción es la situación extrema del Estado, en la cual el soberano ejerce la facultad de determinar al enemigo público con el fin de proteger el bien público trascendiendo, si es necesario el estado de sitio con el fin de proteger el bien público. Se basa en la necesidad de proteger a la Constitución en contra de un ataque desde afuera o en contra de ataques desde adentro, esto es, en contra de los enemigos internos o externos (Schmitt, 2009). Por su parte, Agamben precisa que, en el del estado de excepción, la violencia, la tortura

y la muerte se ejercen sin intervención política ni judicial (Agamben, 1998). La decisión del soberano que invoca el estado de excepción significa el poder de decidir sobre la vida sin que se siga un proceso por homicidio. En palabras de Agamben, la soberanía “es el poder que decide el punto en el que la vida deja de ser políticamente relevante” (*Ídem*).

Así, el necrocapitalismo emerge de la intersección entre la necroeconomía y la necropolítica como prácticas de acumulación en contextos postcoloniales, pero que pueden darse de facto en primer mundo, por actores económicos específicos. La característica principal del necrocapitalismo “es la acumulación por desposesión y la creación de mundos de muerte” (Banerjee, 2008: 1548).

Desde esta perspectiva economicista y androcéntrica la sobrepoblación de mujeres requiere la gestión de su muerte, es decir de necropolíticas. Como bien lo señala Mbembe:

“La “necropolítica” está en conexión con el concepto de “necroeconomía”. Hablamos de necroeconomía en el sentido de que una de las funciones del capitalismo actual es producir a gran escala una población superflua. Una población que el capitalismo ya no tiene necesidad de explotar, pero hay que gestionar de algún modo. Una manera de disponer de estos excedentes de población es exponerlos a todo tipo de peligros y riesgos, a menudo mortales. Otra técnica consistiría en aislarlos y encerrarlos en zonas de control. Es la práctica de la “zonificación” (en Fernández-Savater et al. 2016).

La necropolítica está basada en la idea de que para el poder unas vidas tienen valor y otras no. No es matar directamente a los que no sirven al poder sino dejarles morir, crear políticas en las que se van muriendo (Valverde, 2018). Se entiende por necrogestión la administración y ejecución de un conjunto de actividades que abarcan los aspectos de la migración y la incorporación de necropolíticas migratorias. Las necropolíticas implican para Mbembe (2011) prácticas gubernamentales que gestionan la muerte de las mujeres y controlan su conducta.

De ahí, que el poder estatal utilice necropolíticas públicas –fase tecnócrata de la necropolítica– para administrar los efectos colaterales de la muerte y la violencia contra las mujeres, en particular el sufrimiento de las mujeres y sus familiares. Con tales necropolíticas se asegura que el sufrimiento no sirva como base para la movilización sociopolítica, es decir, aniquila el potencial de movilización de la rabia provocada por el sufrimiento (Estévez, 2015). Así, el poder estatal comparte estas tecnologías de dominación –tecnologías necropolíticas– con sujetos de naturaleza privada. A través de estas tecnologías se permite hacer extensiva la muerte de las mujeres.

En el periodo neoliberal hay un cambio importante en el capitalismo global al transitar de un Estado nación en Estado de guerra. Así, mediante la diferenciación, la otredad, se le explota y comienza un proceso de homogeneización de la explotación a través de este modelo (Gržinić & Šefik, 2012). Al respecto, sostiene Banerjee (2008) que el neoliberalismo se ha implantado como régimen de desarrollo que genera gran cantidad de gente invisible, principalmente pobre, desheredada y despojada y, como consecuencia, no es que ignore a los pobres, sino que los excluye deliberadamente.

El padre de la sociología, Charles Booth convirtió su atención a los pobres de Londres a finales del siglo XIX, en lo que denominó Fourth world –cuarto mundo– para identificar a lo que él llamó “clases sumergidas” (Wresinski, 2016). Esta idea



subraya la exclusión por pobreza extrema en donde la sociedad no tiene tiempo para aquellas personas. Se legisla y gobierna para el individuo promedio no para estas personas en precariedad, dado que el individuo del cuarto mundo no es ni un trabajador clave, ni un elector, ni un consumidor; no es de ningún interés para los que están en el poder. Al carecer de representación pública, no puede adquirir los medios para cambiar su situación. Como apenas hacen su presencia sentida, en algunas sociedades avanzadas se vuelven invisibles para la mayoría de ciudadanos (Fernand-Laurent, 1983).

Desde el punto de vista económico, el cuarto mundo es una carga, y desde el punto de vista de la salud, un peligro. Por lo tanto, la sociedad debe tomar a esos grupos de marginados bajo su protección en su propio interés. Pero, aparte de estas prácticas consideraciones, el cuarto mundo representa un asunto moral, que subraya la existencia de inhumanidad de una sociedad que cierra los ojos a las injusticias estructurales y sólo se preocupa con los que están en “promedio”, los “normales”. Esta indiferencia conduce al olvido; esta es la suerte de los habitantes de cuarto mundo. Es gente solo de papel que se encuentra en “lugares para morir” (Fernand-Laurent, 1983). La conciencia de la sociedad prefiere ignorarlos; incluso cuando tal explotación se extiende a los niños, no despierta la indignación generalizada esperada, como el caso de los niños enjaulados en “la Perrera”, que fueron separados de sus padres migrantes que intentaron cruzar la frontera México-Estados Unidos y fueron detenidos bajo la política migratoria “tolerancia cero” en Texas (“Cómo son las jaulas”, 2018). Por ende, una gran parte de la sociedad receptora parece haber elegido deliberadamente hacer la “vista gorda” y sofocar su conciencia (Fernand-Laurent, 1983).

Y aunque esta exclusión, no es potestativa solo de mujeres, niñas y adultas migrantes, éstas son víctimas del rechazo irracional o, peor aún, del rechazo respaldado por argumentos pseudo-rationales. La mayoría que las rechaza es alérgica a sus diferencias; se esfuerza por mantenerlas a distancia y les niega la comunicación y el compañerismo. Aunque no tan radical y oficial como el *apartheid*, la forma de segregación priva a estas extranjeras de sus derechos humanos. Están condenadas a lo más bajo y los trabajos peor pagados; forman la capa más baja de la sociedad (Fernand-Laurent, 1983).

Para Wresinski (1983) el cuarto mundo es el sector de la población al pie de la sociedad escalera. Es por tanto el sector más pobre, que se encuentra tanto en países industriales o en proceso de industrialización; estas personas están virtualmente excluidas de la vida económica, cultural y social de los demás ciudadanos. Esta población es difícil de identificar porque la historia de los más pobres de los pobres, a lo largo de los siglos, ha permanecido prácticamente sin escribir.

Se debe recordar que existe una naturaleza condicional de los derechos humanos. Es decir, suponen el cumplimiento de ciertas condiciones; de lo contrario la población permanecerá inevitablemente “fuera de la ley”. Tales condiciones son las que no se cumplen en estos espacios de excepción (De Kherchove, 1983) porque como subraya Wresinski (1983) los pobres son demasiado miserables para ser “pobres merecedores”.

Para Stoler las formaciones imperiales, como Estados Unidos, no reflejan un Estado estable definido por límites soberanos nacionales, sino la forma en cómo la economía y la política están organizadas; esto es, una política de dislocación que involucra “reclutamiento y transferencias sistemáticas de agentes coloniales, redistribución de personas y recursos, reubicaciones y dispersiones en territorios cercanos” (2006: 138). Por ello, los estados de excepción basados por formaciones imperiales surgen

en las colonias al igual que en las metrópolis, bajo la forma de los cuerpos ilegales e indocumentados (De Kherchove, 1983).

Por otra parte, desde el ámbito de desarrollo, estos lugares marginales son denominados bolsones de pobreza donde se vive una escasez crónica y sistemática; son asentamientos muy precarizados que se encuentran principalmente en áreas urbanas. Minujin (1992) indica que también se refieren a ellos como “villas miseria” anteriormente asentadas en las periferias de las principales ciudades: esa localización favorecía el imaginario de un país en el que la pobreza constituía un fenómeno marginal a su realidad social. Para Estévez estos lugares son denominados bolsones de desechabilidad que representan áreas de injusticia espacial donde las poblaciones vulnerables definidas según la nacionalidad, la clase, la raza y el género se ven obligadas a vivir en condiciones inhumanas (Estévez, 2022).

Se ha admitido que han aumentado los llamados “bolsones” de pobreza en los países desarrollados (Azcueta, 2002). Gordon (2004) señala al respecto, que los bolsones de pobreza se dan en medio de la riqueza de los países desarrollados. En Estados Unidos, precisa Giroux (2014), se ha intensificado la práctica de la descartabilidad en la que cada vez más individuos y grupos son considerados excedentes, consignados a zonas de abandono, vigilancia y encarcelamiento. Además, esta política de desaparición se ha visto fortalecida por una intensificación de la creciente despoltización, llevada a cabo en gran medida a través de nuevos modos de espionaje y el poder asfixiante, si no abarcador, impulsado por el mercado de la mercantilización y el consumo.

Parafraseando a Giroux (2014), los migrantes, y cada vez más las mujeres, son desechados por el Estado corporativo, despojados de las disposiciones sociales y privados de las condiciones económicas, políticas y sociales que permiten modos de agencia viables; se encuentran habitando zonas de abandono marcadas por profundas desigualdades. Tales zonas son sitios de rápida desinversión, lugares marcados por un sinfín de espectáculos de violencia, y sustentadores de las lógicas neoliberales de contención, mercantilización, vigilancia, militarización, crueldad y castigo. Estas zonas de privación y exclusión terminal constituyen el sello distintivo y la intensificación de una política neoliberal de descarte que es implacable en la violencia material y simbólica.

## II.- La situación de las migrantes irregulares en San Diego, California

A nivel estatal, California enfrenta grandes asimetrías socio-económicas; cuenta con la tasa más alta de pobreza de Estados Unidos, más de uno de cada seis californianos es pobre cuando se considera el costo de la vida y vivienda. Al respecto, Mark Baldassare, presidente del Instituto de Políticas Públicas de California (PPIC) indica:

La distancia entre los ricos y los pobres impacta en los costos de las viviendas, el costo de la vida, la crisis de las personas sin techo y, en última instancia, hace que algunos se pregunten si tienen un futuro aquí (en Sulbarán, 2021).

Además, en este lugar, el flujo de drogas favorece la conducta delictiva hacia las mujeres. En la ciudad de San Diego muchos migrantes irregulares son de origen mexicano y centroamericano; la ruta lleva años también siendo utilizada por migrantes haitianos, cubanos y venezolanos, entre otros. Sin embargo, desde la segunda mitad de 2021 y con la invasión de Rusia a Ucrania, han llegado a la frontera compartida con Tijuana solicitantes de asilo originarios de Rusia, Ucrania,

Kazajistán y Bielorrusia; el 90% intenta migrar a Estados Unidos argumentando "motivos políticos y miedo de persecución en su país". En el caso de los rusos, la cifra de detenciones en suelo mexicano casi se multiplicó por ocho si se compara con el primer semestre del año, al pasar de 1.092 a 8.284 detenciones, la gran mayoría trató de ingresar por el punto fronterizo que separa a Tijuana de San Diego. El salto es aún mayor si se compara con el mismo período —julio-diciembre— de 2020, cuando solo hubo 169 detenciones (González, 2022).

San Diego, es catalogada una ciudad santuario —jurisdicción santuario— que implica un lugar donde se decretan políticas que abarcan desde declaraciones no vinculatorias dando la bienvenida a los migrantes, hasta medidas que limitan de forma expresa la cooperación con la Oficina de Inmigración y Control de Aduanas (ICE) en la aplicación de la ley migratoria (*Mexican Immigrants*, 2019). No obstante, gran parte de los migrantes irregulares de México, no son elegibles para aplicar a la ciudadanía en comparación con los inmigrantes de otros países (Passel, D'Vera & Gonzalez-Barrera, 2012). En términos nominales las mujeres inmigrantes de origen mexicano son 204,815 y representan 53.5% de la población de este sector (Eusebio, 2020).

Como se indicó, diversos factores de interseccionalidad afectan de manera más enfática a las mujeres migrantes irregulares, pero, además, éstas deben enfrentar ciertas circunstancias adversas, tales como: a) tener pocas o nulas pertenencias; b) no saber inglés o no tener conocimientos básicos sobre ese lenguaje, c) carecen de habilidades laborales que sean comercializables en los Estados Unidos; d) no conocen sus derechos y carecen de conocimientos sobre los sistemas legales, monetarios, sociales y de transporte; e) carecen de familia o redes de ayuda o amistad; f) son responsables económicamente de sus hijos o padres; g) algunas enfrentan un choque cultural debido a la falta de servicios de aculturación y f) compiten laboralmente en un mercado primordialmente androcéntrico.

Las mujeres migrantes se enfrentan a múltiples problemas que requieren intervención legal, entre ellos: víctimas de violencia doméstica, trabajadoras agrícolas, sobrevivientes de trata de personas, que no tienen un estatus migratorio legal, con antecedentes penales, con discapacidades físicas/mentales, menores, lesbianas, bisexuales y transgénero que han sufrido violencia y sobrevivientes de tortura (*Immigration Center*, 2022).

Ante la percepción de la dicotomía entre los extremos ciudadano/ no ciudadano y correlativamente acceso al bienestar/pobreza, propios de la economía y lógicas capitalistas sobre las cuales tienden a estructurarse los discursos institucionales, políticos y sociales contemporáneos, se fragmentan los derechos, haciéndolos accesibles para unos individuos y no para otros. El propio Secretario de Estado Blinken reconoce que ningún país o comunidad puede resolver solo un desafío tan complicado como la migración irregular y que se debe trabajar juntos para apoyar a las comunidades de primera línea que acogen a migrantes y refugiados con mayores recursos para la salud, la seguridad pública, servicios sociales más sólidos, infraestructura más resistente, oportunidades para todos, tanto para los migrantes como para las comunidades de acogida (El Secretario, 2022).

Sin embargo, resulta contradictorio que, por una parte, en la próxima reunión de la Cumbre de las Américas, en junio de 2022, en los Ángeles, California, el Secretario Blinken sostenga que es la oportunidad de abordar los problemas profundos que impulsan la migración irregular y adoptar a propuesta del Presidente Biden, la Declaración de Los Ángeles sobre migración y protección, que establecerá una respuesta colaborativa y coordinada a la migración y el desplazamiento forzado, para promover una migración segura, ordenada y humana en las Américas (El

Secretario, 2022). Mientras que, por otra parte, el 02 de diciembre de 2017, Donald Trump decidió retirar a los Estados Unidos el Pacto Mundial para la Migración Segura, Ordenada y Regular (*Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, GCM*), expresando que era “incompatible” con su política migratoria (EE.UU. se retira, 2017). Este instrumento internacional no vinculante, constituye el primer acuerdo mundial sobre un enfoque compartido de la migración internacional en todas sus dimensiones. Tiene 23 objetivos y establece un marco de cooperación para mejorar la gestión de la migración a nivel local, nacional, regional y global. Recopila principios, derechos y obligaciones de los instrumentos de derecho internacional existentes con respecto a la migración e identifica las mejores prácticas en la materia (Pacto Mundial, 2018).

Mientras se materializan estas prácticas confusas, el estado de excepción en Estados Unidos se ha normalizado. Existe un estado de bienestar abandonado desde hace mucho tiempo y vaciado para servir los intereses de los mercados globales; el sentido colectivo de compromiso ético y responsabilidad social hacia aquellos que son vulnerables está desapareciendo; ello es visto como un flagelo o una patología (Giroux, 2014b).

Giroux (2014a) cuestiona lo que está sucediendo en Estados Unidos, el silencio social sobre la amenaza de disparar a niños inmigrantes como si fueran una plaga, y pregunta ¿qué bloquea la indignación moral, la disidencia y la movilización de masas? ¿Cuáles son las pautas morales a las que ha renunciado una sociedad cuando no hay indignación por estos hechos en los Estados Unidos? Añade el autor que en este país hay traficantes de muerte, producen un nuevo modelo de ciudadano obsesionado con el consumo tecnológico: un ser casi analfabeto, privatizado, excesivamente especializado y asocial, tan despolitizado que le resulta difícil sostener cualquier conversación o relaciones corpóreas, reales, pensantes con otros. Es también un modelo de sociedad que no tiene memoria, no tiene ética, ni sentido de justicia o de futuro (Giroux, 2014a).

Pese a la protección que se le otorga a los migrantes en San Diego, ésta no ha sido suficiente para detener las múltiples violencias y necropolíticas que se ejercen sobre las mujeres de ese sector. De esta forma, los patrones de exclusión persisten y las interacciones entre comunidad y el cuarto mundo se dificultan, como a continuación se examina.

### III.- Necropolítica y negrogestión: el cuarto mundo en San Diego

En la ciudad de San Diego se puede observar un proceso donde se expulsa del estado de bienestar a muchas mujeres migrantes provocando aún más su invisibilidad (Sassen, 2014) y se les confina a vivir en zonas de cuarto mundo. De esta forma, no sólo se regula el flujo de migrantes mediante las técnicas más sofisticadas y procesos de securitización de la frontera México-Estados Unidos, sino que se aplican determinadas necropolíticas para gestionar su vida en espacios en los cuales el derecho no se aplica, catalogados como zonas de excepción. Con ello, se administran los excedentes corpóreos que no necesita el sistema económico capitalista en la urbe. Lifton (1987) acertadamente argumenta que nos encontramos en "era saturada de muerte", en la que los asuntos de violencia, supervivencia y trauma ahora impregnan la vida cotidiana.

Las mujeres en el necrocapitalismo del cuarto mundo en San Diego son expuestas a violencia, desposesión y muerte. El necrocapitalismo opera en la economía política actual, donde el negocio de la muerte tiene lugar a través de estados de excepción”

(Banerjee, 2008). La violencia contra aquellos cuerpos desechables se produce mediante leyes, procedimientos administrativos, políticas, discursos de odio, etc. Biehl (2005) argumenta que cuando la descartabilidad se vuelve nítidamente visible, las esferas públicas se organizan como escenarios fantasmagóricos, que se nutren de las “energías de los muertos”, que permanecen desaparecidas en números y leyes. En migrantes, sin derechos humanos y sin nadie responsable de su condición.

De esta forma, por ejemplo, la máxima violencia que se puede ejercer sobre una mujer, el feminicidio, no se encuentra tipificado en San Diego, dado que el Código Penal California no lo establece, es omiso; únicamente y de manera general reconoce el homicidio. El artículo 187 indica: (a) *Murder is the unlawful killing of a human being, or a fetus, with malice aforethought*. Sin embargo, cabe mencionar que el artículo 189 señala que:

Todo asesinato perpetrado mediante un dispositivo destructivo o explosivo, un arma de destrucción masiva, uso consciente de municiones diseñadas principalmente para penetrar metal o armaduras, veneno, acecho, tortura o cualquier otro tipo de deliberación deliberada, y homicidio premeditado, o que se cometa en la perpetración, o intento de perpetrar, incendio premeditado, violación, robo de auto, robo, robo, mutilación, demolición de trenes o cualquier acto punible bajo la Sección 206, 286, 288, 288a, o 289, o cualquier asesinato que se perpetre mediante la descarga de un arma de fuego desde un vehículo de motor, intencionalmente a otra persona fuera del vehículo con la intención de infligir la muerte, es asesinato de primer grado.

En el caso de que el delito sea calificado como de primer grado, el artículo 190.03 señala: (a) Una persona que comete un asesinato en primer grado que es un crimen de odio será castigado con la prisión de por vida sin posibilidad de libertad condicional.

Como se puede observar, el homicidio de mujeres que se homologa al feminicidio, solo en los casos citados, tiene como característica que es un crimen de odio, un delito doloso. Pero no menciona nada en relación a crimen de odio por xenofobia, discriminación racial o étnica que son las formas de odio contra las mujeres migrantes.

Desde el ámbito del derecho civil, es decir, en materia de compensación pecuniaria, la Ley de Derechos Civiles de Ralph (*Ralph Civil Rights Act*), derivada de las Secciones 51.7 y 52 del Código Civil, vigente en San Diego, prohíbe los actos de violencia o las amenazas por motivos relacionados, entre otros, por motivos como la raza, el color, la ascendencia, el país de origen, la ciudadanía, el idioma nativo, el estado de inmigración, la afiliación política o la posición en un conflicto laboral. Entre sus sanciones se encuentran a) Daños reales; b) Orden de restricción; c) Una cantidad por daños ejemplares; d) Una sanción civil de \$25,000; e) Los honorarios del abogado según lo determine el tribunal. Sin embargo, todas sus circunstancias entre ellas la pobreza, calidad migratoria, acceso a un abogado, falta de traductor, etc., intimidan y obstaculizan llevar a cabo un procedimiento de esta naturaleza.

Los criterios de localización de la pobreza y de los espacios marginales que ocupan los migrantes, han sido ocupados históricamente para identificar espacios geográficos donde se pueden implementar determinados programas sociales (Godínez, 1995), pero también han sido usados de manera adversa hacia los migrantes irregulares, para hacer redadas y deportarlos. Un ejemplo de ello sucedió en 2019,

cuando el entonces presidente Donald Trump y el Servicio de Control de Inmigración y Aduanas (ICE) implementaron redadas antinmigrantes en lugares públicos, ello pese a que San Diego es una ciudad santuario y que varias organizaciones de la sociedad civil, entre ellas La Red de Respuesta Rápida se organizaron para brindar apoyo inmediato, vigilando las oficinas regionales de ICE para buscar signos de una operación inminente y advertir a los inmigrantes no autorizados del riesgo que corrían (Winkley, 2019).

Es importante indicar que en San Diego la población que carece de casa denominada los “sin techo”; están expuestos a la delincuencia o bandas por lo que son sujetos a robo, violaciones, lesiones, homicidio, etc. (Ximénez De Sandoval, 2017). Según estas cifras, en Estados Unidos hay 553.000 personas sin hogar según el último censo del Departamento de Vivienda, publicado a principios de diciembre (2017). Es el 0,17% de la población, un porcentaje superior a México (0,04%) (Ximénez De Sandoval, 2017).

Un estudio realizado por la organización *Center on Policy Initiatives* (CPI), revela que las personas que habitan en la zona del Condado Sur de San Diego, son de las peores retribuidas entre las grandes industrias, dentro de todo el Condado. Además, dicho informe muestra que esta zona del sur “vivió por debajo del nivel de pobreza federal en 2015”, con una tasa de pobreza de 15%.

Ahora bien, a pesar de que las mujeres migrantes pueden ser conscientes de algunos de sus derechos, se sienten indignas de reclamarlos. No acuden a denunciar a sus agresores dado que su calidad migratoria las limita; entonces, sus verdugos actúan impunemente. Éstos pueden ser sus compañeros sentimentales, agentes de la patrulla fronteriza, bandas criminales y hasta sus abogados (Migrantes estafadas, 2022). En ese sentido, la Asociación Internacional de Jefes de Estados Unidos señala que el 67 por ciento de los jefes de policía y fiscales de distrito en las 50 ciudades más grandes de ese país han indicado que los inmigrantes reportan crímenes con menor frecuencia que otras víctimas lo que conlleva a sostener que existen factores que limitan, discriminan y promueven la impunidad (*Police Executive*, 2008).

Según un estudio sobre el asesinato de mujeres y niñas por motivos de género, los asesinatos violentos extremos de mujeres tienen lugar en el contexto de fenómenos como la migración (Estudio Global, 2019). Por su parte, la violencia de la pareja íntima contra las mujeres es demasiado común y adopta muchas formas (Catalano, et al., 2018), el más grave es el homicidio por una pareja íntima. El Departamento de Justicia de los Estados Unidos descubrió que las mujeres tienen muchas más probabilidades de ser víctimas de delitos violentos cometidos por parejas íntimas que los hombres, especialmente cuando existe un arma. Además, las mujeres son mucho más propensas a ser victimizadas en casa que en cualquier otro lugar (*When Men Murder*, 2020). Los resultados de un análisis de California muestran que “comprar un arma de fuego no brinda protección contra el homicidio entre las mujeres y se asocia con un aumento en su riesgo de homicidio por parte de su pareja íntima” (Wintemute, et al., 2003: 282). Un estudio federal sobre homicidio entre parejas íntimas encontró que las parejas íntimas femeninas son más propensas a ser asesinadas con un arma de fuego que todos los demás medios combinados, concluyendo que “las cifras demuestran la importancia de reducir acceso a armas de fuego en los hogares afectados por violencia de pareja” (Paulozzi et al. 2001: 15). En 2018 el número de mujeres asesinadas por varones en California fue de 192 (*When Men Murder*, 2020). Hay que hacer hincapié que los resultados no se encuentran desagregados y existe una cifra negra debido a que las migrantes irregulares son invisibilizadas; no obstante, los datos proporcionan una idea de la situación de violencia que existe en la ciudad.

La violencia estatal también es latente. Por ejemplo, con base en la política del Estatuto de Salud Pública de 1944, Sección 265 del Título 42 del Código de los Estados Unidos, en San Diego se han deportado continuamente, de manera ilegal, a madres migrantes con sus hijos recién nacidos en suelo estadounidense; esta situación se ha dado desde el inicio de la pandemia y ha continuado ahora bajo la Administración de Joe Biden (Denuncian Deportación, 2021).

Además, la exclusión refuerza su sentimiento de culpa, las deshumaniza y desfigura. Aquellas que se arman de valor para exigir sus derechos, día a día luchan por la supervivencia y se preguntan si tiene algún sentido realizar medidas que producirán resultados a largo plazo cuando sus necesidades son inmediatas. En cierto sentido, esta dinámica basada en este tipo de relación tiene ventajas para ciertos grupos; permite a algunos miembros de la comunidad receptora controlar a los otros que se consideran peligrosos o asociales y ello les proporciona seguridad y protección (De Kherchove, 1983).

El lenguaje de odio reproduce modos de dominación existentes y la concentración de relaciones de poder. Esta diatriba se traduce en violencia patrocinada por el Estado contra inmigrantes. El discurso de animadversión aumentó en el periodo que gobernó Donald Trump. En este sentido, Giroux esgrime:

El reino dantesco de miseria, violencia y desechabilidad de Trump hará más evidente el dominio de una cultura indiferente y sus principales mainstream, que continuarán operando, una extensa maquinaria que produce estupidez manufacturada, lacra consumista, cultura fatua por celebridades, violencia como espectáculo e ignorancia fabricada (2016: 6).

Desde la perspectiva de la sociedad receptora, el migrante ha representado un sustrato ideológico construido por el racismo, el miedo, la infodemia y el discurso de odio que sirven como ejes articuladores para restringir el goce de sus derechos humanos reconocidos en el marco jurídico estatal y en el internacional.

Entonces se advierte que no sólo la política de fronteras promueve la exclusión legal, en el cuarto mundo, la exclusión legal incluye la denegación del debido proceso, la detención ilimitada, la falta del acceso a tribunales, al asesoramiento jurídico y a los derechos sustantivos, en condiciones de cuasi aislamiento, combinadas con políticas de devolución y entrega legalmente impugnables. Estas violaciones de los derechos humanos y las libertades civiles son cometidas en San Diego dentro de una democracia liberal que opera bajo el Estado de Derecho, pero al mismo tiempo, se restringen o incluso se suspenden los derechos fundamentales para una categoría específica de personas en lugares específicos (Basaran, 2010).

Pero, las oprimidas no pueden levantarse contra sus opresores; su calidad migratoria, los factores y situaciones descritas anteriormente, permiten que no haya resistencias articuladas. Su oposición a las necropolíticas vía el aparato de justicia parece imposible; solo intentan sobrevivir en estos espacios distópicos. Pese a ello, existen intentos por mejorar la situación de las migrantes. Actualmente, por ejemplo, se encuentra en curso el Programa de Migración y el Desarrollo (MiDE) que se desarrolla en coordinación con la Comisión Interamericana de Mujeres, cuyo objetivo es desarrollar un modelo de atención a mujeres migrantes víctimas de violencia en la zona fronteriza de México y Estados Unidos, con base en las mejores prácticas y cuya primera etapa se enfoca en identificar los modelos y programas de los tres niveles de gobierno y de las ONG's para la atención de mujeres migrantes víctimas de violencia en la zona Tijuana/San Diego (Atención a mujeres, 2022). De

igual manera, *License to Freedom*, una organización sin fines de lucro con sede en El Cajón, San Diego, ayuda a refugiados e inmigrantes sobrevivientes de violencia doméstica. Fue incluida en el Salón de la Fama de Mujeres del Condado de San Diego en el 2017 (Wilkins, 2020).

## Conclusiones

A través del examen de necrocapitalismo y la necrogestión migratoria en el cuarto mundo se pudo obtener una visión integral, no fragmentada, que permite explicar y comprender el fenómeno desde la cotidianidad de las migrantes y tangencialmente desde la perspectiva de la población receptora. Una cuestión importante de visibilizar en los procesos necropolíticos que se desarrollan en esta urbe de primer mundo erigida como ciudad santuario para las migrantes, consiste en tener un parámetro comparativo con otras ciudades que pueden resultar más hostiles de manera abierta con este grupo minoritario.

En San Diego, una ciudad con altos grados de desarrollo económico, que forma parte de un país democrático donde se pregona que existe el binomio Estado de Derecho y libertad, las mujeres, conforme al derecho nacional e internacional, deberían tener garantizados sus derechos humanos. Sin embargo, existen lugares de exclusión, miseria, precariedad y desechabilidad invisibles para el derecho. Las estrategias reveladas demuestran que en el cuarto mundo localizado en San Diego hay un poder necropolítico y con su anuencia, las mujeres migrantes se exponen a la violencia sistemática, dejando suspendido el proyecto de modernidad garantista.

El cuarto mundo provee el escenario ideal para implementar formas específicas y situadas de dominación, sumisión y muerte de las mujeres migrantes. Estas zonas deliberadamente abandonadas, constituyen lugares de excepción donde las autoridades omisas dejan a merced, principalmente de actores de naturaleza privada, a dichas féminas. Así, estos lugares representan un régimen de sufrimiento e impunidad a favor de prácticas rentables para la dinámica capitalista como el *status* económico, el poder y el control androcéntrico.

Pese a todas las circunstancias adversas, las mujeres migrantes del cuarto mundo son capaces de liberarse a sí mismas y emprender una nueva forma de vida, asumiendo la lucha por sus derechos. Ello ha sido demostrado, principalmente a través de la organización que realiza la sociedad civil la cual ante la vulnerabilidad de este grupo articula estas resistencias. No obstante, se necesita la ayuda de la sociedad de acogida para restaurar los derechos humanos de las migrantes irregulares del cuarto mundo.

## Referencias

- Agamben, G. (1998), *Homo sacer: Sovereign power and bare life*, Stanford: Stanford University Press.
- Alejandro Peña, M. T. (2000). *El papel de la mujer en la sociedad capitalista y los derechos humanos*, Tercer Certamen de Ensayo sobre Derechos Humanos. Los Derechos Humanos de la Mujer, Comisión de Derechos Humanos del Estado de México.
- Atención a mujeres migrantes, Departamento de Desarrollo Social y Empleo* (2022). Organización de los Estados Americanos (OEA), [https://www.oas.org/es/sedi/ddse/paginas/cpo\\_MIDE\\_03p5.asp](https://www.oas.org/es/sedi/ddse/paginas/cpo_MIDE_03p5.asp)



- Azcueta, M. (2002). “Gestión pública para erradicar la pobreza: Las soluciones existen”, *Revista Venezolana de Gerencia*, Universidad del Zulia Maracaibo, (7) 19, 465-478.
- Banerjee, S. (2008). “Necrocapitalism”, *Organization Studies*, Los Angeles, SAGE Publications, 29(12): 1541-1563.
- Basaran, T. (2010). *Security, Law and Borders. At the limits and liberties*, Routledge Studies.
- Biehl, J. (2005). *Vita: La vida en una zona de abandono social*, Los Ángeles, CA: University of California Press.
- Blinken, J.A. (2021). “Declaraciones en la Reunión Ministerial regional sobre migración”, *Boletín*, Departamento de Estado, Estados Unidos, 20 de octubre, <https://www.state.gov/translations/spanish/secretario-antony-j-blinken-declaraciones-en-la-reunion-ministerial-regional-sobre-migracion/>
- Catalano, S., et al. (2009). “Female Victims of Violence,” Bureau of Justice Statistics.
- “Cómo son las "jaulas" donde Estados Unidos pone a los niños hijos de inmigrantes indocumentados que llegan a Texas” (2018), *Redacción*, BBC News Mundo, 18 junio, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-44528183>
- De Kherchove, G. (1983). “The fourth world and human rights. The International Movement ATD-Fourth World” in *Human Rights in Urban Areas*, United Nations Educational, UNESCO.
- “Denuncian deportación de estadounidenses recién nacidos con madres migrantes” (2021). *San Diego Unión-Tribune*, <https://www.sandiegouniontribune.com/en-espanol/noticias/inmigracion/articulo/2021-05-28/denuncian-deportacion-de-estadounidenses-recien-nacidos-con-madres-migrantes>
- Díaz, E. (2020). Aborto: No preguntamos más hasta cuándo, decimos hasta acá, 18 de diciembre, <https://www.pagina12.com.ar/312117-aborto-no-preguntamos-mas-hasta-cuando-decimos-hasta-aca>
- EE. UU. se retira del pacto mundial sobre los refugiados y migrantes (2017). *France24*, 03 de diciembre, <https://www.france24.com/es/20171203-eeuu-onu-global-compact-migracion>
- “El secretario Antony J. Blinken con el presidente panameño Laurentino Cortizo Cohen y la canciller panameña Erika Mouynes” (2022). En *Conferencia Ministerial sobre Migración y Protección Sesión sobre Estabilización de Comunidades y Recuperación Post-COVID*, Boletín, Departamento de Estado, Estados Unidos, 20 de abril.
- En México se movilizaron contra los asesinatos de mujeres* (2022). Partido Comunista de México, 06 de mayo, <https://pcmml.org/2022/05/06/en-mexico-se-movilizaron-contra-los-asesinatos-de-mujeres/>
- Estévez, A. (2015). “La crisis de derechos humanos y el dispositivo de administración del sufrimiento: necropolítica pública de víctimas, defensores y periodistas en México”, *El Cotidiano*, Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Azcapotzalco, 194, 7-17.
- Estévez, Ariadna. (2022). “El proceso necropolítico de la migración forzada. Una conceptualización de la producción y administración del refugio en el siglo

- XXI”, *Estudios Políticos* (Universidad de Antioquia), 63.  
<https://doi.org/10.17533/udea.espo.n63a10>
- Estudio Global sobre Homicidios, Asesinato de mujeres y niñas por motivos de género* (2019). United Nations Office on Drugs and Crime, United Nations, July 2019, p. 33. [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/Booklet\\_5.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/Booklet_5.pdf)
- Eusebio Toribio, Y. (2020). *Integración socioeconómica de inmigrantes indígenas mexicanos en el condado de San Diego, California*, Tesis Estudios de Población, Colegio de la Frontera Norte.
- Expósito Molina, C. (2012). “¿Qué es eso de la interseccionalidad?”, *Investigaciones Feministas*, (3) 203-222.
- Falomir Archambault, E. (2011). “Introducción”, en Mbembe, A. *Necropolítica. Seguido por el gobierno indirecto*, Tenerife, España: Melusina.
- Fernand-Laurent, J. (1983). *Human Rights in Urban Areas*, United Nations Educational, UNESCO.
- Foucault, M. (2001). *Defender la sociedad*, Argentina, Fondo de Cultura Económica.
- Foucault, M. (1998). *Historia de la Sexualidad. La voluntad de Saber*, trad. Ulises Guñazú, México, Siglo Veintiuno Editores.
- Garen Wintemute et al. (2003). “Increased Risk of Intimate Partner Homicide Among California Women Who Purchased Handguns,” *Annals of Emergency Medicine*, 41(2).
- Giroux, H.A. (2014a). “Desde Gaza a Afganistán: Las máquinas de matar y la locura del militarismo, Sin Permiso”, *Análisis del Capitalismo Contemporáneo*, Universitat de Barcelona,  
<https://sinpermiso.info/sites/default/files/textos/giroux.pdf>
- Giroux, H. A. (2014b). “El neoliberalismo y la maquinaria de la desechabilidad”, *T Verdad*, 8 de abril, <https://truthout.org/articles/neoliberalism-and-the-machinery-of-disposability/>
- Giroux, H. A. (2016). “La máquina de la desimaginación como base de la incivildad y el autoritarismo: la era de Trump, Mundo Siglo XXI”, *Revista del CIECAS-IPN*, XII(41), 5-14.
- Godínez, A. et al. (1995). "focalización y pobreza", Cuadernos de la CEPAL, 71,  
<https://repositorio.cepal.org/handle/11362/27965>
- González Díaz, M. (2022). “La sorpresiva migración rusa hacia Estados Unidos a través de México y su drástico aumento antes del conflicto con Ucrania”, *BBC News*, 09 de marzo, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-60614725>
- Gordon, D. (2004). “La medición internacional de la pobreza y políticas para combatirla”, en *la Pobreza en México y el mundo*, Bolvinik, Julio y Damián, Araceli, (coords.). Editorial Siglo XXI, Gobierno de Tamaulipas.
- Gržinić M. y Šefik T. (2012). “Racialización/es del Capitalismo Global,” *Deartikulacija*, septiembre, 1-3.
- “Información sobre San Diego” (s/a), *Viajar a San Diego*,  
<https://www.viajarsandiego.com/sobre-san-diego.php>

- Immigration Center for Women and Children* (2022). *Immigration Advocates Network*, San Diego,  
[https://www.immigrationadvocates.org/nonprofit/legaldirectory/organization.405808-Immigration\\_Center\\_for\\_Women\\_and\\_Children\\_San\\_Diego\\_Office](https://www.immigrationadvocates.org/nonprofit/legaldirectory/organization.405808-Immigration_Center_for_Women_and_Children_San_Diego_Office)
- Jagadeesan, M. y Koffing, R. (2019). "Personas sin hogar en San Diego, "la mejor ciudad de Estados Unidos", *Comité Internacional de la Cuarta Internacional* (CICI)-WSWS, 28 diciembre,  
<https://www.wsws.org/es/articles/2019/12/28/sand-d28.html>
- Leonard J. Paulozzi et al. (2001). "Surveillance for Homicide Among Intimate Partners—United States, 1981-1998," *Morbidity and Mortality Weekly Report* (MMWR), Surveillance Summaries, 50 (October, 1-16.
- Lifton, R. J. (1987). *Death in Life: Survivors of Hiroshima*, Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Magdaleno, J. (2016). "El controversial esfuerzo de San Diego para esconder a sus indigentes", *Bloomberg*, Edición EE.UU., 11 de julio.
- Mbembe, A. (2016). "Cuando el poder brutaliza el cuerpo, la resistencia asume una forma visceral", *Entrevista*, en Fernández-Savater, Amador, Lapuente Tiana, Pablo y Varela, Amarela, el Diario, España, 17 de junio. Disponible en:  
[https://www.eldiario.es/interferencias/Achille-Mbembe-brutaliza-resistencia-visceral\\_6\\_527807255.html](https://www.eldiario.es/interferencias/Achille-Mbembe-brutaliza-resistencia-visceral_6_527807255.html)
- Mexican Immigrants Face Threats to Civil Rights and Increased Social Hostility*, (2019). University of California, San Diego, Center for Comparative Immigration Studies, Comisión Nacional de los Derechos Humanos.
- "Migrantes estafadas por abogados de migración" (2022). *Telemundo* 20 de mayo,  
<https://www.telemundo20.com/videos/videos-destacados/migrantes-denuncian-estafa-por-abogado-de-inmigracion/2206480/>
- Minujin, A. (1992). "Prólogo" en A. Minujin et al., *Cuesta Abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires: UNICEF-Losada, 9-12.
- Núñez Rodríguez, C. J. (2012). *El Estado contemporáneo como necropoder, en la Crisis de las instituciones en México*, UNAM, UAM-Azcapotzalco, México: Editorial Hess
- Passel, J., D'Vera, C. & Gonzalez-Barrera, A. (2012). *Net Migration from Mexico Falls to Zero—and Perhaps Less*, Washington, D.C.: Pew Hispanic Center.
- Police Executive Research Forum* (2008). *Police Chiefs and Sheriffs Speak Out on Local Immigration Enforcement*,  
<http://www.policeforum.org/library/critical-issues-in-policing-series/Immigration.pdf>.
- Rentería, H. (2017). "En el sur, los más pobres del Condado de San Diego, revela reporte de CPI; Imperial Beach y National City, los más afectados" en *El Latino*, 23 de marzo, <http://ellatinoonline.com/news/2017/mar/23/en-el-sur-los-mas-pobres-del-condado-de-san-diego/>
- Reyes-Velarde, A. (2022). "Reportaje especial: L.A. los hundió en deudas: ¿podrá encontrar esta familia una vida mejor en la California rural?", *The San Diego, Union-Tribune*.

- Sassen, S. (2014). El lenguaje de la expulsión, T verdad, Futuros Desechables, 30 de julio, <https://truthout.org/articles/the-language-of-expulsion/>
- Schmitt, C. (2009). *Teología Política*, Madrid: Editorial Trotta.
- Stoler, A. L. (2006). "On degrees of imperial sovereignty", *Public Culture*, 18(1), 125-145.
- Sulbarán Lovera, P. (2021). "El lado oscuro de California, el territorio con más multimillonarios de EE.UU. y con la mayor tasa de pobreza del país", *BBC News*, 06 de abril, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-internacional-56571892>
- Troisi, C. y Rausch, A. (2022). "The Way Home Continuum of Care. Homeless Count & Survey Analysis", *Coalition for the Homeless, Thee Way Home*.
- Valverde, C. (2018). "De la necropolítica neoliberal a la empatía radical", Entrevista, Salvador López Arnal (Anfitrión), *Rebelión*.  
<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=206234>
- Violencia de Género, Tipos y modalidades de violencia, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos* (2019). Presidencia de la Nación,  
<http://www.jus.gob.ar/areas-tematicas/violencia-de-genero/tipos-y-modalidades-de-violencia.aspx>
- Violencia política contra las mujeres en razón de género* (2028). Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH),  
[http://www.cndh.org.mx/sites/all/doc/OtrosDocumentos/Doc\\_2018\\_056.pdf](http://www.cndh.org.mx/sites/all/doc/OtrosDocumentos/Doc_2018_056.pdf)
- When Men Murder Women An Analysis of 2018 Homicide Data* (2020) Violence Policy Center, <https://vpc.org/studies/wmmw2020.pdf>
- Wilkins, J., et al. (2020). Mujeres fenomenales de San Diego en defensa y empoderamiento, *San Diego Union- Tribune*, 27 de junio,  
<https://www.sandiegouniontribune.com/phenomenal-women-series/story/2020-06-27/phenomenal-san-diego-women-in-advocacy-and-empowerment>
- Winkley, L. (2019). "Ante la posibilidad de redadas de ICE, autoridades locales reiteran que su labor no es vigilar las leyes de inmigración", *San Diego Union-Tribune*, 24 de junio, <https://www.sandiegouniontribune.com/en-espanol/primera-plana/articulo/2019-06-24/ante-la-posibilidad-de-redadas-de-ice-autoridades-locales-reiteran-que-su-labor-no-es-vigilar-las-leyes-de-inmigracion>
- Wresinski F. J (1983). "The poorest of the poor in the city The age-old drive for human rights", in *Human Rigths in Urban Areas*, United Natiouru Educational, UNESCO, 82-88.
- Ximénez De Sandoval, P. (2017). "La capital de la miseria de Estados Unidos, fuera de control", *El País*, 31 de diciembre,  
[https://elpais.com/internacional/2017/12/30/actualidad/1514632186\\_267085.html](https://elpais.com/internacional/2017/12/30/actualidad/1514632186_267085.html)



## Espera y atrapamiento en la frontera: el caso de los haitianos en Mexicali, BC, México

### Waiting and trapping at the border: the case of the haitians in Mexicali, BC, Mexico

**Kenia María Ramírez Meda<sup>1</sup>**

Universidad Autónoma de Baja California  
Mexicali, México

<https://orcid.org/0000-0001-8813-4422>

[kenia@uabc.edu.mx](mailto:kenia@uabc.edu.mx)

**Hugo Méndez Fierros<sup>2</sup>**

Universidad Autónoma de Baja California  
Mexicali, México

<https://orcid.org/0000-0002-0533-7484>

[hugomendez@uabc.edu.mx](mailto:hugomendez@uabc.edu.mx)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4737>

DOI : 10.25965/trahs.4737

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** El presente trabajo tiene como objetivo documentar las acciones y prácticas de vida cotidiana de los migrantes haitianos en la ciudad de Mexicali, Baja California, mismas que se encuentran constreñidas por la espera de resoluciones administrativas, políticas o de índole personal. Se inicia contextualizando la llegada de los haitianos a esta ciudad, y su posterior estancia como consecuencia de la imposibilidad de llegar a su destino final; Estados Unidos. Posteriormente se define conceptualmente, la espera y el atrapamiento en la frontera y se configuran las categorías de análisis que permiten examinar las principales prácticas cotidianas en dos dimensiones: de inserción laboral y de emprendimiento y de comunicación y adaptación intercultural. Por medio de entrevistas semiestructuradas a actores clave se documentan las actividades realizadas durante la espera y se concluye cómo durante ésta, los inmigrantes haitianos han construido nuevas redes de apoyo y han establecido relaciones sociales que les han permitido lograr la inserción laboral; han desplegado procesos de comunicación transnacional con grupos asentados en distintas latitudes, y prácticas de adaptación intercultural en su vida cotidiana.

**Palabras clave:** espera, frontera, haitianos, Mexicali

**Résumé :** L'objectif de ce travail est de documenter les actions et les pratiques de la vie quotidienne des migrants haïtiens dans la ville de Mexicali, Basse Californie, qui

---

<sup>1</sup> Dra. en Relaciones Transpacificas por la Universidad de Colima. Profesora-Investigadora. Facultad de Ciencias Sociales y Políticas. en la misma institución. Líneas de investigación: Integración migrante, flujos migratorios hacia la frontera norte de México.

<sup>2</sup> Dr. en Estudios del Desarrollo Global por la UABC. Profesor-investigador. Facultad de Ciencias Humanas. Líneas de investigación: Estudios de comunicación y cultura en la frontera México-EE.UU. Comunicación cultura e identidades en la frontera México- EE.UU. Movilidades humanas, culturas digitales y comunicación.

sont contraints par l'attente de résolutions administratives, politiques ou personnelles. Il commence par contextualiser l'arrivée des Haïtiens dans cette ville, et leur séjour subséquent en raison de l'impossibilité d'atteindre leur destination finale, les États-Unis. Par la suite, l'attente et le piégeage à la frontière sont définis conceptuellement et les catégories d'analyse sont configurées qui permettent d'examiner les principales pratiques quotidiennes dans deux dimensions : le placement et l'entrepreneuriat et la communication et l'adaptation interculturelles. À travers des entretiens semi-structurés avec des acteurs clés, les activités menées pendant l'attente sont documentées et il est conclu comment, au cours de celle-ci, les immigrants haïtiens ont construit de nouveaux réseaux de soutien et ont établi des relations sociales qui leur ont permis de réaliser l'insertion professionnelle ; ils ont déployé des processus de communication transnationaux avec des groupes installés sous différentes latitudes et des pratiques d'adaptation interculturelle dans leur vie quotidienne.

Mots clés : attendre, frontière, Haïtiens, Mexicali

Resumo: O objetivo deste trabalho é documentar as ações e práticas da vida cotidiana dos migrantes haitianos na cidade de Mexicali, Baja California, que são constrangidas pela espera de resoluções administrativas, políticas ou pessoais. Inicia contextualizando a chegada dos haitianos a esta cidade, e sua posterior permanência em decorrência da impossibilidade de chegar ao seu destino final, os Estados Unidos. Em seguida, define-se conceitualmente a espera e aprisionamento na fronteira e configuram-se as categorias de análise que permitem examinar as principais práticas cotidianas em duas dimensões: colocação e empreendedorismo e comunicação e adaptação intercultural. Por meio de entrevistas semiestruturadas com atores-chave, documentam-se as atividades realizadas durante a espera e conclui-se como, durante essa espera, os imigrantes haitianos construíram novas redes de apoio e estabeleceram relações sociais que lhes permitiram alcançar a inserção laboral; implantaram processos de comunicação transnacional com grupos estabelecidos em diferentes latitudes e práticas de adaptação intercultural em seu cotidiano.

Palavras chave: fronteira, haitianos, Mexicali

Abstract: The objective of this article is to document the actions and practices of daily life of Haitian migrants in the city of Mexicali, Baja California, which are constrained by waiting for administrative, political or personal resolutions. It begins by contextualizing the arrival of Haitians in this city, and their subsequent stay as a result of the impossibility of reaching their final destination; United States. Subsequently, waiting and trapping at the border are conceptually defined and the categories of analysis are configured that allow to explore the main daily practices in two dimensions: labor insertion and entrepreneurship and intercultural communication and adaptation. Through semi-structured interviews with key actors, the activities carried out during the trapping are documented and it is concluded how, during the wait, Haitian immigrants have built new support networks and have established social relationships that have allowed them to achieve labor insertion; they have deployed transnational communication processes with groups settled in different latitudes, and practices of intercultural adaptation in their daily lives.

Keywords: wait, border, Haitians, Mexicali

## Introducción

La llegada de los haitianos a Mexicali se enmarca dentro de un flujo que, originalmente, buscaba llegar a Estados Unidos para beneficiarse del programa de Protección Temporal. Tras el terremoto acaecido en Puerto Príncipe en 2010, el gobierno de los Estados Unidos decidió detener la deportación de las personas originarias de Haití hasta que fuera seguro y pudieran regresar. El gobierno estadounidense les brindaba visas humanitarias a las personas solicitantes, siempre y cuando cumplieran con ciertos criterios y lineamientos que justificaran por qué necesitan del apoyo:

no es fácil acceder a este beneficio, ya que únicamente puede otorgarse a personas que hayan sufrido persecución o un temor fundamentado de persecución por razones de raza, religión, nacionalidad, membresía en un grupo particular o por opinión política (Alarcon & Ortiz, 2017:173).

De cara a la elección presidencial en Estados Unidos y con el discurso racista y antiinmigrante del candidato republicano y ex presidente de los Estados Unidos, Donald Trump, se suscitó un ambiente de incertidumbre para todos aquellos nacionales de países beneficiados por el programa de protección temporal, incluyendo los haitianos.

A pesar de saber que no era seguro que pudieran obtener la visa humanitaria gran parte de la comunidad haitiana comenzó el viaje hacia Estados Unidos con la esperanza de obtenerla. En su paso por México, la Unidad de Política Migratoria de la Secretaría de Gobernación en sus estadísticas reporta que entraron al país 17,930 personas de nacionalidad haitiana (Paris, 2018). Este flujo empezó a reportarse principalmente desde el mes de mayo del año 2016, específicamente en las ciudades de Mexicali y Tijuana donde se empezó a detectar el aumento del arribo de solicitantes de asilo a Estados Unidos, de diversos países de Europa, África y América del Sur, pero destacaban entre éstos los provenientes de África. Al respecto, se documentó que:

en septiembre de ese año el Instituto Nacional de Migración (INM) reportó que al menos 15,000 migrantes extranjeros habían ingresado a México por la frontera de Tapachula, Chiapas; de ellos 7,500 habían cruzado a Estados Unidos para solicitar protección y 3,400 permanecían en el Estado de Baja California. 75% en Tijuana y 25% en Mexicali” (Paris, 2018:9).

En este contexto, los inmigrantes haitianos quedaron a la espera dentro de los territorios fronterizos. Específicamente, este trabajo busca documentar las principales acciones, actividades y redes que se concretaron por parte de este grupo migratorio durante su estancia en la ciudad de Mexicali, Baja California. Para lograr este objetivo el trabajo se divide en cuatro apartados: el primero, que se refiere a la contextualización de la llegada y establecimiento de los haitianos a esta ciudad; posteriormente, en el segundo apartado, se define conceptualmente el atrapamiento y la espera en las ciudades fronterizas; en un tercer apartado, se enuncia la metodología utilizada y, en el cuarto, se describen los principales hallazgos del trabajo de campo, así como una discusión de resultados. Por último, se enuncian las conclusiones y recomendaciones de futuras líneas de investigación.

## Contexto del establecimiento de los migrantes haitianos en Mexicali, Baja California.

Debido a la imposibilidad de poder cruzar a Estados Unidos, a partir de febrero del año 2017, las autoridades mexicanas comienzan entregar fichas para regularizar la estancia de los que quieren residir en el país con el propósito de que los haitianos cuenten con un trabajo formal ya que la mayoría de ellos tiene estudios de media-superior o capacitaciones técnicas que les permiten desempeñarse en otras áreas - incluso algunos cuentan con estudios de maestría. En conferencia de prensa, el delegado del Instituto Nacional de Migración (INAMI) en Baja California, Rodulfo Figueroa, explica que:

los haitianos tendrán dos opciones de regularización: como visitantes por razones humanitarias, con permiso de estancia de un año con posibilidad de renovación; y por razones humanitarias en condición de refugiados, con vigencia de cuatro años (*La Jornada Baja California*, 2017).

A la fecha, algunos migrantes que ya cuentan con la residencia temporal pueden acceder a una Clave Única de Registro de Población (CURP) y a un Registro Federal de Contribuyentes (RFC), documentos necesarios para adquirir un empleo formal. Sin embargo, aquellos que aún no poseen este estatus migratorio se ven limitados en ese sentido. También en diciembre de 2017 se logra que los beneficios del sistema del Seguro Social (IMSS) no sólo sean circunscritos a la atención médica, sino que también los migrantes puedan tener derecho a los demás beneficios como incapacidades o trámites de vivienda (Gallego, 2017).

En el aspecto laboral la integración se ha dado desde la inserción en empleos formales. Los sectores que han mostrado más apertura son el manufacturero y el de servicios, pero también, una importante cantidad de haitianos se sigue desempeñando en el sector informal.

En cuanto a la integración lingüística, no se han establecido rutas de acción definidas por parte de las instituciones gubernamentales en México, para apoyar a los migrantes haitianos que se quedaron a residir de forma permanente, a adquirir mejores competencias en el idioma español. En este sentido, tanto en Tijuana como en Mexicali sí se han documentado iniciativas por parte de la sociedad civil y voluntarios para la enseñanza del idioma español (Toledo & García-Landa, 2018, Ramírez, 2020); particularmente éstas sucedieron a la llegada del primer grupo de haitianos dentro de los albergues donde se alojaron inicialmente, sin embargo con el paso del tiempo estas iniciativas se difuminaron por falta de recursos económicos.

Adicional a la integración de tipo económico y lingüística-cultural, los haitianos que se han quedado de forma permanente a residir en Mexicali, manifiestan interés en continuar sus estudios ya sea educación técnica o superior. Sin embargo, el expresidente de la Asociación Civil Movimiento Haitiano en México, A.C. (ACMHM) creada para representar los intereses de los haitianos en la ciudad de Mexicali señala que:

debido a la incertidumbre sobre la regularización migratoria, existen pocos incentivos para que los haitianos contemplen continuar con sus estudios” (José, entrevista personal, 2018).

A pesar de la limitante de la regularización migratoria un número importante de haitianos ha solicitado su ingreso a la principal institución de educación superior en el estado, la Universidad Autónoma de Baja California (UABC). Sin embargo, solo tres de ellos lograron aprobar el examen de ingreso; adicionalmente, uno más obtuvo



un lugar en la Universidad Politécnica de Baja California (UPBC). De acuerdo a Ramírez y Moreno (2022) los elementos que limitan a los haitianos para acceder a un espacio dentro de las instituciones de educación superior, son principalmente institucionales y culturales. Por otro lado, en cuanto a su regularización migratoria, los elementos que los limitan son estructurales, esto último debido a que todavía algunos poseen un estatus migratorio de no permanencia y que necesitan presentarse ante la autoridad migratoria de forma regular para renovar sus documentos.

## Aproximaciones conceptuales. Proceso migratorio y espera en la frontera

El estudio de los fenómenos migratorios en relación con el espacio geográfico goza de una tradición larga y sólida, mayor que la atención puesta en la migración desde una perspectiva temporal. No obstante, de una década a la fecha, el binomio tiempo-migración ha captado la atención de cada vez más investigadores de distintas disciplinas de las ciencias sociales. Específicamente, se han visto incrementadas las investigaciones en torno al impacto del tiempo en las representaciones que configuran los proyectos y trayectorias de la movilidad transnacional; las prácticas de los migrantes en tránsito y en espera así como los abordajes de la inmigración y la espera desde una perspectiva de género; la indagación de topografías y cronotopías de solicitantes de asilo, entre otras temáticas (Gil, 2020; Candiz y Bélanger, 2018; Griffiths, 2014; Conlon, 2011).

Desde la perspectiva de Lian Axelsson, es vital hacer un replanteamiento y pensar el espacio y el tiempo juntos, al estudiar los fenómenos de movilidad humana transnacional:

Cambiar el enfoque a una comprensión de las fronteras como una disposición temporal en lugar de espacial [...] no necesariamente nos ayuda a dar cuenta de la complejidad total de las prácticas fronterizas contemporáneas (Axelsson, 2022: 4).

En este sentido, el análisis de las implicaciones mutuas entre migración, espacio y tiempo puede contribuir de manera efectiva a la comprensión de varios problemas teóricos y prácticos asociados con la movilidad transnacional, los Estados-Nación y la multiculturalidad en las sociedades contemporáneas. El tiempo es una variable central que da sentido a los marcos normativos y juega un papel importante en el diseño de las políticas de control fronterizo. A menudo, los extranjeros son clasificados de acuerdo con factores temporales, como duración de la estancia legal permitida, derechos de residencia temporal o permanente, así como otros mecanismos para la renovación de permisos y para solicitar cambios en su estatus migratorio. Estos factores tienen efectos en la experiencia de espera vivida por las personas migrantes (Cwerner, 2001).

En esta espera prolongada y forzada, los migrantes tienen que llevar a cabo distintas opciones para sobrevivir en el país considerado como de tránsito; unos se ven obligados a buscar otras formas de asentamiento temporales que involucran considerar la regularización migratoria como mera estrategia. Asimismo, distintos autores les han denominado atrapados, varados y bloqueados (Dowd; Collyer; Hess; Chetail y Braeunlich en Lizárraga, 2019:23).

Lejos de ser tiempos muertos durante los desplazamientos a través de las fronteras, los tiempos de espera constituyen espacios valiosos para la reorganización y planificación de nuevas estrategias. Son momentos para construir nuevas redes de apoyo, colaborar con grupos activistas, establecer relaciones sociales y obtener información fundamental para la circulación y el “saber-migrar” (Mountz, 2011):

La espera constituye un modo de habitar la ciudad y de construir el presente. La espera no solo hace mirar el presente a través del horizonte del futuro, sino también es una prueba que organiza la vida diaria del extranjero (Correa et. al., 2013:342-343).

Correa et. al. (2013) enfatizan que es equivocada la construcción simbólica de la espera a partir de una pasividad inexistente. Mientras se espera, se desarrollan un sinnúmero de actividades vinculadas, de manera directa o no, con la situación que ha propiciado el “atrapamiento” temporal. De esa forma se construyen lugares de espera:

Los lugares de espera deben ser considerados también como espacios producidos que materializan, durante un transcurso de tiempo incierto e indefinido, el campo de acción de los individuos y de los grupos. Se combinan, pues, con un espacio percibido y representado (integrando las modalidades de conocimiento o cognición de sus habitantes) y también con un espacio vivido condicionado por las modalidades de la existencia humana y por un conjunto (o un sistema) de prácticas socioespaciales (Musset, 2015:308).

La zona fronteriza entre México y EE.UU. fue fundada gracias a la movilidad interna y a la inmigración de diversos grupos poblacionales del extranjero, muchos de los cuales tuvieron como objetivo final asentarse en la nación americana, pero, por diversas razones administrativas y políticas permanecieron a la espera en la franja transfronteriza. Esto provocó que, en distintos lapsos de tiempo, se configuraran comunidades en situación de espera, que posteriormente dieron origen a sociedades con sentidos identitarios y de pertenencia territorial:

...Las personas migrantes y solicitantes de asilo –en México y el mundo– encuentran una profunda disonancia entre la duración esperada y la duración real de sus experiencias. La duración de los viajes migratorios, el tiempo que tardarán en conseguir un objetivo fijado (asentamiento, regularización, aprendizaje de un idioma, conseguir un trabajo), o incluso la duración de su estancia en un determinado destino, suelen ser más largas o más cortas de lo previsto...Para aquellos que participan en procesos burocráticos, tiende a haber una disyunción significativa entre la duración esperada y el tiempo burocrático real... Las políticas contemporáneas de movilidad han llevado a millones de migrantes y solicitantes de asilo a situaciones de inmovilidad prolongada, espera, incertidumbre y vulnerabilidad” (Gil, 2020:4).

De lo anterior, destaca que la frontera es ocupada por distintos grupos de personas en situación de migración, como un territorio de espera. Dentro de estos grupos, figuran las personas haitianas que llegaron entre 2016 y 2017 a Baja California. En la condición de espera, los actores sociales perciben su vida atrapada en un espacio socio-temporal. Sus prácticas de vida cotidiana se encuentran constreñidas por la

espera de resoluciones administrativas, políticas o de índole personal. Sin embargo, ello no significa que la espera sea pasiva.

## Metodología

Se realizaron 28 entrevistas cualitativas semiestructuradas a hombres<sup>3</sup> haitianos asentados temporalmente en la ciudad Mexicali, Baja California, México, con el objetivo de identificar las actividades de inserción laboral y las prácticas culturales desarrolladas por los entrevistados, para dotar de sentido su tiempo de espera. Esta investigación se enmarca dentro del paradigma de investigación social denominado interpretativo, que privilegia la búsqueda de significados en los discursos sociales y la interpretación de la realidad empírica a partir de los términos comprendidos por los actores sociales participantes (Delgado y Gutiérrez, 2007). La perspectiva metodológica elegida fue la cualitativa, pues, desde una actividad situada los investigadores desarrollaron una serie de prácticas materiales e interpretativas para hacer visible y entender los procesos que viven las personas haitianas en movilidad, desde sus propias narrativas (Denzin y Lincoln, 2011).

De acuerdo con el objetivo antes mencionado, se adoptó un enfoque narrativo. Los relatos toman en cuenta una multiplicidad de variables que inciden en las acciones de los inmigrantes; asimismo, pueden revelar el contexto, emociones e ideas de las personas entrevistadas. La investigación narrativa adopta rasgos de la literatura, al emplear recursos literarios que crean diversas interpretaciones y permite que los lectores formulen sus propias conclusiones. Éstas no son generalizables, pero sí establecen conexiones entre acontecimientos para producir un significado (Coulter Smith, 2009).

Para la comprensión de los significados vertidos en los relatos, fue utilizado el análisis de contenido. Esta estrategia metodológica en su dimensión técnica hace uso de patrones tanto cuantitativos como cualitativos (Krippendorff, 2019; Neuendorf, 2017). En el caso de este artículo, se privilegia la construcción de datos cualitativos a partir de los cuales se urde un conjunto de inferencias, que se reporta en el apartado siguiente de resultados y discusión.

Los criterios de selección de los entrevistados se fundamentan en los objetivos de investigación. Primordialmente, toman en cuenta aspectos socio-demográficos y de origen migratorio. Todos los participantes fueron localizados a través de la técnica denominada bola de nieve. De manera general, las entrevistas fueron realizadas entre 2018 y 2021. Un primer bloque (4) se realizó en junio de 2018. Posteriormente, un segundo bloque de entrevistas (6) se efectuó en diferentes meses del año 2020. Finalmente, un tercer bloque (18) fue desarrollado entre febrero y agosto del 2021.

La guía de entrevista se focaliza en tres dimensiones del tiempo de espera que viven los participantes: 1).-La situación previa a la migración (entorno familiar y contexto de localidad de origen); 2).-La inserción laboral en Mexicali (tipos de trabajo realizados, retos y obstáculos enfrentados; apoyos gubernamentales; capacidades y habilidades personales; características de emprendimiento); 3).-Prácticas de comunicación y adaptación intercultural al territorio de espera (consumo mediático;

---

3 Para este artículo se tomó de referencia a los haitianos que arribaron a Mexicali en el periodo 2016-17 y que poseen cierto arraigo en la ciudad, la limitante es que para este grupo migratorio en particular la principal característica es que la totalidad de los migrantes que permanecieron en la ciudad fueron hombres, ya que las mujeres y niños si tuvieron oportunidad de cruzar hacia los EEUU, destino final de los haitianos que llegaron en este primer flujo masivo. Por tanto en este artículo no se incluyen dentro de los actores clave a mujeres haitianas.

uso de tecnologías digitales y redes sociales; rasgos de integración cultural lingüística, gastronómica, religiosa y de expresión artística).

Todas las entrevistas tienen una duración entre los 60 y 120 minutos; fueron analizadas con apoyo del software de análisis de datos cualitativos Atlas Ti versión 8.4.4 (2019), para desarrollar los procesos de categorización, codificación y análisis. Con base en la revisión de literatura, el objetivo central y el análisis de las entrevistas, se construyeron 2 grandes categorías: 1).-Inserción laboral y emprendimiento y 2).-Espera y prácticas de comunicación y adaptación intercultural.

Los entrevistados son jóvenes adultos; la mayor parte tiene entre 26 y 35 años. Entre los países de asentamiento previo a su llegada a la frontera México-EE.UU. sobresalen Brasil y Chile. Es importante destacar que en el momento de las entrevistas, la totalidad de los informantes acumulaban dos o más años de asentamiento temporal en la zona fronteriza, a la espera de poder “cruzar” hacia EE.UU. Respecto a sus ocupaciones, son los empleados de comercio y obreros de maquiladora quienes registran mayores índices.

## Resultados y Discusión

### La espera de los haitianos en la frontera México-EE.UU.

En este apartado se presentan y discuten los resultados más relevantes obtenidos en esta investigación. En correspondencia con el objetivo central, la estructura de este acápite se desarrolló con base en las dos grandes categorías: 1).-Inserción laboral y emprendimiento y 2).-Prácticas de comunicación y adaptación intercultural.

### Dimensión de inserción laboral y de emprendimiento

En el aspecto laboral la integración se ha dado desde la inserción en empleos formales, pero también, una importante cantidad de haitianos se sigue desempeñando en el sector informal. Esto tiene que ver particularmente con la fecha de su arribo a la entidad federativa puesto que los primeros en llegar buscaban ante todo un empleador que tuviera la disposición de registrarse ante Instituto Nacional de Migración (INAMI) y que les otorgara una carta de trabajo para, con ello, obtener un estatus legal:

la gran mayoría (de los haitianos) está con muchas dificultades con documentos para su regularización, en migración se ha puesto todo muy difícil, hay muchos trabajos que no están registrados y no pueden darles la carta y en caso de que quieran registrarse el trámite es muy tardado como de 3 a 4 meses, hay muchos patrones que están decididos a otorgar la carta de trabajo a los haitianos para facilitar su trámite, en migración el registro para las empresas es muy tardado y esto desincentiva que los empresarios hagan el registro correspondiente (Joseph, 2018).

Los primeros empleadores en mostrar una flexibilidad en este sentido fueron los del sector maquilador quienes encontraron en INAMI e Instituto Mexicano del Seguro Social (IMSS) una total apertura en otorgar las facilidades para que las empresas de este sector pudieran contratar de manera ágil a los haitianos y ofrecerles certidumbre laboral y legal. Además del impulso por parte de los propios empresarios para contratar mano de obra haitiana, la empleabilidad en este sector

aumentó de la mano de los propios migrantes quienes, utilizando sus propias redes, atrajeron a sus familiares, amigos y conocidos a estos empleos; así lo documentan Meroné y Castillo (2020).

Esta apertura en el sector maquilador, se ve reflejada en las respuestas de los entrevistados. En este caso, José, Jae, Fetz, Rol y Wod manifestaron que sus primeras experiencias laborales se ubican en este sector, algunos como operadores y otros en el área administrativa.

No obstante esta disposición del sector manufacturero y maquilador la inserción laboral no ha sido fácil para los haitianos pues no todos pudieron acceder a un empleo formal que les permitiera obtener una carta de trabajo de un empleador registrado ante INAMI, lo que favoreció la precariedad laboral y migratoria y la inserción en empleos informales y sin acceso a prestaciones sociales. Al respecto se destaca que:

la carencia de un trabajo decente para el común de los trabajadores haitianos resulta fácilmente verificable si observamos los precarios salarios que se perciben y el establecimiento de diversas figuras contractuales que violentan la estabilidad en el empleo (Sosa, 2020: 11).

En este sentido, la integración laboral de los haitianos se da desde plataformas de formalidad laboral, especialmente en el sector manufacturero y en el sector servicios, pero en contraparte, aún existen otros que permanecen en las filas de la informalidad y con una incertidumbre respecto de su estatus migratorio.

Adicional a la integración de tipo económico, los haitianos manifiestan interés en continuar el camino hacia la integración, por medio de la adquisición de mayores competencias, obtención de mejores empleos y establecimiento de negocios propios, ya sean formales e informales.

El tema de emprender un negocio enfrenta fundamentalmente los mismos problemas, dado que es requerido contar con un RFC para poder hacer un registro formal de la empresa. Fetz, un haitiano que ha establecido un negocio de corte de cabello y barbería, ha podido realizar un registro ágil de su negocio debido a que obtuvo su residencia, al haberse casado con una mexicana. Sin embargo, en entrevista con otros informantes como Gluid, afirma que; una de las principales barreras para poder establecerse en un negocio formal ha sido el tema de la regularización migratoria. Él desea establecer su propio instituto o una escuela donde pueda enseñar inglés y francés, “trato de montarlo, pero no cuento con la posibilidad por el momento porque se me ha hecho difícil por los requisitos exigidos por el gobierno (migración)” (G.L, 2018).

En Mexicali, los emprendimientos haitianos recaen en el sector de servicios; uno de los más conocidos es el restaurante de comida haitiana Boun Goût, que fue establecido en la ciudad en mayo de 2017 por un grupo de empresarios haitianos, con el objetivo de dar a conocer más, acerca de la cultura y gastronomía de este país. Este espacio opera no solamente como un restaurante sino como un centro de reunión para esta comunidad de migrantes, donde tienen la oportunidad de confluír y encontrarse, plantear sus necesidades, ayudar a sus compatriotas o hasta observar un partido de fútbol. A la fecha (2022) el restaurante ha tenido 4 propietarios diferentes, pero continua teniendo posicionamiento en el mercado en comparación con otros nuevos locales que tienen el mismo giro.

Otro factor a destacar es el financiamiento para emprender en la región ya que ninguno de los entrevistados contó con el apoyo gubernamental, por lo que la

inversión para crear sus empresas fue hecha con recursos propios o con el apoyo de particulares que les proporcionaron un aval para solicitar un crédito o para rentar locales.

Adicionalmente a la falta de financiamiento y de apoyos institucionales, otro factor que se menciona como una limitante es la falta de asesoría por parte del gobierno para llevar a cabo los procesos de formalización de su negocio, aunado a la barrera del idioma que dificulta el conocimiento legal de los procesos que deben llevarse a cabo para abrir una empresa.

## Dotar de sentidos la espera. Prácticas de comunicación y adaptación intercultural

Durante el proceso de espera, las personas en condición de movilidad perciben su vida atrapada en un espacio socio-temporal, no obstante, ello no significa inacción. Aun cuando su vida cotidiana está marcada por la espera de resoluciones de diversa índole, desarrollan prácticas culturales tendientes al establecimiento de redes comunitarias, que van más allá de la dimensión laboral explicada anteriormente. Nos referimos a la integración social a través de la apropiación de nuevas prácticas culturales, de uso del tiempo libre y de comunicación intercultural. Destacan las acciones de integración lingüística, de consumo mediático y de uso de tecnologías digitales, así como algunas prácticas religiosas, gastronómicas y de expresión artístico-cultural.

La comunicación a través de redes sociodigitales juegan un rol central en las formas de vivir el proceso migratorio, específicamente, durante la espera de las personas haitianas asentadas en la frontera de Baja California, México. Ellas han utilizado los dispositivos de comunicación en las etapas de planeación, tránsito y, ahora, durante la espera, se ha exacerbado este uso.

Las comunicaciones transnacionales ocupan un tiempo importante en la vida cotidiana de los inmigrantes haitianos. De manera general, nuestros informantes se emplean a fondo en el establecimiento de interacciones diarias con sus familiares y amistades asentadas en distintos países. Por un lado, establecen comunicaciones diarias con sus nuevas amistades en el territorio de la espera transfronterizo; asimismo, con la familia que se encuentra en el lugar de origen, en este caso, Haití y con las redes sociales que se encuentran en el espacio de destino final, particularmente, en Estados Unidos de Norteamérica.

Me comunico todos los días con mi familia. Con mi mamá en Haití y con mis primas en Chile. También con mi hermano en Florida. Las redes sociales que más uso es Facebook y Messenger; Instagram casi no uso. No tengo canal de YouTube, pero tengo un amigo en Mexicali con el que hago cosas (videos), pero en Mexicali (Vladimir, 2020).

El Whatsapp lo utilizo para hablar con mi familia porque en Haití se usa más el Whatsapp, llamadas por teléfono no, porque es muy difícil hacer llamadas. Con mi familia de Haití hablo casi a diario. Instagram también lo uso, pero es más como para subir fotografías, pero no me gusta tanto, pero lo uso porque mucha gente no tiene la facilidad de comunicarse conmigo y uso este medio (Gerardo, 2021).

Podemos afirmar que las personas haitianas en movilidad no rompieron sus lazos familiares o de amistad con sus lugares de origen. El reconocimiento de lo que

significa “el hogar” está unido a esa memoria emocional. Por otra parte, los inmigrantes han desarrollado habilidades para expresar sentimientos de otras maneras, acordes a la cultura del nuevo entorno que habitan y al cual se han adaptado en diferentes temporalidades, formas y niveles (Svasek, 2002).

Por otra parte, según lo relatado por nuestros entrevistados, consumen una dieta mediática del lugar donde viven su tiempo de espera, con objetivos variados: 1.- Conocer el contexto social, económico, político y cultural del lugar de acogida, como una estrategia de sobrevivencia. 2.- Informarse de los cambios en las políticas migratorias en EE.UU. y trámites diversos para la regularización de su estancia temporal en México. 3.- Conocer de manera más profunda la cultura del territorio de espera, con el fin de lograr una integración sociocultural en menor tiempo.

Los medios de comunicación elaboran representaciones del mundo que se basan en creencias, principios y valores. En los imaginarios colectivos van concomitando los elementos de cambio del entorno social, material o ideal para asumir toda novedad. De ahí que las representaciones sociales que se generan en los procesos de comunicación, son apropiadas culturalmente y derivan en concepciones socialmente compartidas que, generalmente, son aceptadas como patrones de guía en la práctica del mundo de vida (Martín y Velarde, 2015). Por ello, los inmigrantes haitianos encuentran en el consumo mediático del lugar de acogida cierta utilidad.

Sobre noticias en Mexicali me mantengo informado en La Voz de la Frontera, El Imparcial, Canal 66. De Televisa me entrevistaron porque era el primer migrante en tener un negocio, para informar que los migrantes ponemos negocios y somos emprendedores, que tenemos buenas ideas y queremos lograr algo. Mi familia de Florida y Haití vieron el video de la entrevista porque la puse en Facebook; me desearon buena suerte, me dijeron que les daba gusto que estoy creciendo y soy famoso, todo eso (Gerardo, 2021).

Noticias de Mexicali sí leo porque estoy aquí y quiero saber qué va a salir para mí porque soy migrante, de cada cosa debo saber qué pasa para ver qué va a hacer el gobierno, o si va a haber un nuevo cambio, o si va a cambiar la ley; yo tengo que estar al pendiente de eso (Jaime, 2021).

No obstante, también consumen productos comunicativos de su país de origen como una forma de mantener contacto con sus tradiciones, costumbres y sobretodo estar al día y tener conocimiento de los cambios del entorno.

Si quiero saber lo que pasa en Haití veo noticias en YouTube y en Google, en YouTube se ponen todas las cosas, ahí puedo ver todo lo que pasa, hay muchos youtubers también. Youtube, Google y Facebook, es lo que más uso más; me gusta buscar por eso uso mucho Google; Whatsapp al final. Si quiero ver programas de televisión Haití uso el YouTube, todo programa en YouTube todo se sube a YouTube. Hay periodistas de Haití en aplicaciones, hay radio también hay aplicaciones de radio, si yo quiero bajo la aplicación (Alejandro, 2020).

La apropiación de la frontera como nuevo espacio de vida temporal ha tenido importantes implicaciones en las identidades culturales de los inmigrantes haitianos, puesto que las identidades son producto del conjunto de relaciones sociales, se mantienen en tensión permanente entre lo interno y lo externo, dentro de contextos espaciales y temporales específicos. De esta manera, las

identificaciones de los entrevistados, ligadas al territorio fronterizo se mueven en un fluir continuo en el tiempo, por lo cual deben explicarse dentro de su propio marco histórico.

Somos un pueblo muy fiel a nuestra cultura, no negociamos nuestra música, nuestra comida. De Haití extraño a mis amigos, la cultura. Cuando tú estás allá [en Haití] y cuando estás afuera es algo totalmente diferente, aquí [en Mexicali] puedo escuchar música; sin embargo, no estoy en la vialidad, estar en la vialidad es algo totalmente diferente, me gusta mucho [estar en las calles de Haití] (Andrés, 2021).

[...] El idioma español lo estudié en la escuela, siete años lo estudié en Haití, inglés también y de niño me iba de vacaciones a República Dominicana, por eso hablo español [...] Las costumbres de Mexicali me han gustado, mucha cerveza, muchas mujeres, fiesta, eso. Aquí vivo con haitianos y tengo una buena relación, nos adaptamos, los conocí aquí. Mis vecinos son mexicanos y tengo buena relación, y chinos, pero los chinos son aparte, ni me saludan (Alejandro, 2020).

No me ha sido ni muy fácil ni muy difícil adaptarme a la cultura de Mexicali, debes aprender cosas de la cultura, del idioma, la música, pero no es muy difícil, debes enfocar tu mente a lo que quieres aprender. Me ha sido difícil aprender algunas palabras que debo hablar y debo pedir una explicación de lo que significa, porque si no me explican no voy a saber, algunas palabras, no muchas (Gerardo, 2021).

De lo anterior ha emergido la re-significación de la frontera como territorio de espera por parte de los inmigrantes haitianos. La espera ha dado sentido no sólo al espacio, sino también a estas personas y a sus grupos de adscripción que se encuentran en esta situación, donde el tiempo ha quedado suspendido (Musset, 2015), mientras logran cruzar a EE.UU., establecerse legalmente o migrar a otro territorio.

Estar en una ciudad mexicana, con frontera, es una ventaja porque si allá adentro [EE.UU.] dicen que ya podemos cruzar, de volada nos cruzamos y no batallamos. (Jaime, 2020).

Cuando vamos [a la garita estadounidense] a pedir la oportunidad de entrar, algunos quedan detenidos tres o cinco meses en una cárcel. Si no cumplen con los requisitos los mandan a Haití, pero si cumplen con los requisitos los liberan y los dejan quedarse. En este momento todavía no quiero cruzar a Estados Unidos, ya no. No sé qué hacer, estoy pensando porque mi hermano, que es americano, me dice que me espere a meter papeles, él está en Florida y me puede arreglar papeles, pero ya han pasado dos años (Armando, 2020).

Finalmente, la movilidad transnacional no es un proceso lineal y su fluidez no es permanente. Por el contrario, se debe leer como una cadena de momentos marcados por la espera, la redefinición de estrategias y el ajuste de metas, como ha sido evidenciado a través de los relatos de los entrevistados en torno a la integración laboral y las prácticas de comunicación e interculturalidad desarrolladas en su vida



cotidiana, mientras esperan el momento idóneo para lograr el objetivo final en su proceso migratorio, ingresar a los EE.UU.

## Conclusiones

En este apartado se anotan algunas consideraciones finales con el propósito de proyectar algunas líneas dirigidas hacia la comprensión de la dimensión temporal y espacial en los procesos migratorios transnacionales contemporáneos, siguiendo a Axelsson (2022) y a Cwerner (2001). De manera particular, resulta de interés aproximarse a los periodos de espera que experimentan los actores sociales, para pensar las articulaciones de estos momentos con algunas prácticas de vida cotidiana, estrechamente vinculadas a la transformación de las identidades culturales de las personas en movilidad.

Los hallazgos encontrados en los relatos analizados permiten afirmar, en concordancia con lo planteado por Gil (2020); Musset (2015); Correa et. al. (2013) y Mountz (2011) que los periodos de espera vividos en los procesos de movilidad humana constituyen espacios valiosos para la reorganización y planificación de nuevas estrategias. Durante el atrapamiento se gestan modos de habitar las ciudades de acogida y se construye el presente. En el transcurso de la espera de los inmigrantes haitianos en la frontera México-EE.UU., estos han construido nuevas redes de apoyo y han establecido relaciones sociales que les han permitido lograr la inserción laboral, lo que constituye una parte central de sus ocupaciones de vida cotidiana. Insertadas en la frontera México-EE.UU. como un lugar de espera, las personas haitianas migrantes participan activamente en los procesos de desarrollo económico local. Se han involucrado en actividades laborales formales y no formales, entre las que destacan las de emprendimiento.

Por otra parte, los inmigrantes haitianos durante su estancia prolongada han desplegado procesos de comunicación transnacional en su vida cotidiana con grupos asentados en distintas latitudes. A la par, han desarrollado habilidades y destrezas interculturales e impactan positivamente en su círculo social de acogida. Algunas han iniciado estudios profesionales, otras más reiniciaron prácticas religiosas en templos, practican aficiones artísticas y estrechan lazos con redes sociales locales. Esto dota de sentido su espacio temporal de espera y contribuye a la construcción de significados sociales sobre el lugar del que se apropian de manera paulatina.

Las personas haitianas en movilidad no rompieron sus lazos familiares o de amistad con sus lugares de origen (Svasek, 2002). El uso de los medios de comunicación tradicionales (prensa, radio y TV) aunado al de los nuevos medios y redes sociales que proporciona internet, posibilitan relaciones culturales e identitarias de doble pertenencia, por un lado, al lugar de origen de donde emigraron y por otra parte, al lugar de destino donde viven la espera.

Otro hallazgo relevante es que en su vida cotidiana desarrollan prácticas que tienden a perpetuar su condición de extranjeros, mientras que en otras ocasiones se apropian de la gastronomía mexicana, de la música, de los espacios urbanos, de algunas conmemoraciones y ello contribuye a una redefinición intercultural. En muchos casos, los inmigrantes haitianos han desarrollado, en distintos niveles, un sentido de pertenencia tanto a su país de origen como al territorio de la frontera México-EE.UU. La espera ha dado sentido no sólo al espacio ocupado, sino también a las personas en movilidad y a sus grupos de adscripción (Musset, 2015). Esto reafirma el supuesto inicial de que la movilidad transnacional no es un proceso lineal y que su fluidez no es permanente.

Una limitación de esta investigación está asociada con el número restringido de entrevistas realizadas, de manera particular, a hombres. Esto fue resultado de la técnica bola de nieve, porque los flujos de inmigrantes haitianos entre 2016 y 2019 fueron mayoritariamente de grupos de hombres. Los flujos actuales 2021-2022 han cambiado en sus composiciones, pues, han inmigrado familias enteras, con presencia de mujeres, niñas, niños y adolescentes de manera relevante. Esto delinea una agenda futura en torno a la movilidad forzada transnacional en América Latina y el Caribe. Cobra importancia su estudio sistemático desde una perspectiva que privilegie la explicación de los entrecruzamientos entre el uso de tecnologías de comunicación digital, la construcción simbólica de territorios de espera y prácticas de vida cotidiana de familias enteras, con el objetivo de construir conocimiento que eventualmente apoye el diseño de políticas públicas en esta materia.

## Referencias

- Alarcón, R., & Ortíz, C. (2017). “Los haitianos solicitantes de asilo a Estados Unidos en su paso por Tijuana Frontera Norte”. *Frontera Norte*, 29(58), 171-179.
- Axelsson, L. (2022). “Border timespaces: understanding the regulation of international mobility and migration”, *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, DOI: 10.1080/04353684.2022.2027260
- Candiz, G. & Bélanger, D. (2018). “Del tránsito a la espera: el rol de las casas del migrante en México en las trayectorias de los migrantes centroamericanos”. *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies / Revue canadienne des études latino- américaines et caraïbes*, 43:2, 277-297, DOI: 10.1080/08263663.2018.1467533
- Correa, V., Bortolotto, I. y Musset, A. (2013). *Geografías de la espera. Migrar, habitar y trabajar en la ciudad de Santiago, Chile. 1990-2012*. Santiago de Chile: UqBar Editores.
- Correa, V., Raynal, J-C y Musset, A. (2013). “Una dimensión espacio-temporal de la espera: El patrón residencial de las inmigrantes latinoamericanas en la última década en Santiago de Chile”. En Correa, V., Bortolotto, I. y Musset, A. *Geografías de la espera. Migrar, habitar y trabajar en la ciudad de Santiago, Chile. 1990-2012*. Santiago de Chile: UqBar Editores.
- Coulter, C. A. y Smith, M. L. (2009). *The construction zone: Literary elements in narrative research. Educational Researcher* 38(8), 577-590.
- Cwerner, S. (2001). “The Times of Migration”, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 27:1, 7-36, DOI: 10.1080/13691830125283
- Deirdre Conlon (2011). “Waiting: feminist perspectives on the spacings/timings of migrant (im)mobility”, *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, 18:3, 353-360 DOI: 10.1080/0966369X.2011.566320
- Delgado, J. y Gutiérrez, J. (Coord.) (2007). *Métodos y técnicas cualitativas de investigación en ciencias sociales*. Síntesis Psicología: España.
- Denzin, N. y Lincoln Y. (2011). Introducción en Denzin, N. y Lincoln Y. (Comps). *El campo de la investigación cualitativa. Volumen 1. Manual de investigación cualitativa*. Gedisa: España.
- Gallego, E. (2017). “Amplían beneficios laborales a haitianos. La Voz de la Frontera”. diciembre 13. Recuperado de <https://www.lavozdelafrontera.com.mx/local/amplian-beneficios-laborales-a-haitianos-679025.html>

- Gil, I. (2020). "Inhabiting the meanwhile: rebuilding home and restoring predictability in a space of waiting", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, DOI: 10.1080/1369183X.2020.1798747
- Griffiths, M. (2014). "Out of Time: The Temporal Uncertainties of Refused Asylum Seekers and Immigration Detainees". *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 40, (12), 1991-2009, <http://dx.doi.org/10.1080/1369183X.2014.907737>
- Krippendorff, K. (2018). *Content analysis: An introduction to its methodology*. Los Angeles: Sage.
- La Jornada Baja California. (2017). "Permitirán a migrantes haitianos trabajar legalmente en BC". La Jornada Baja California, febrero 20. Recuperado de <https://jornadabc.mx/tijuana/20-02-2017/permitiran-migrantes-haitianos-trabajar-legalmente-en-bc>
- Lizárraga Ramos, A. (2019). *Centroamericanos asentados en Mexicali, Baja California: estrategias de movilidad y espacios vividos*. [Tesis de doctorado, Colegio de la Frontera Norte]. <https://www.colef.mx/posgrado/wp-content/uploads/2019/08/TESIS-Liz%C3%A1rraga-Ramos-Alma-Rosa-DEM.pdf>
- Martín, M. y Velarde O. (2015). "La mediación comunicativa de las identidades individuales y colectivas". *Revista Latina de Comunicación Social*, 70, 552-565. DOI: 10.4185/RLCS-2015-1059
- Mountz, A. (2011). "Where asylum-seekers wait: feminist counter-topographies of sites between states". *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, 18:3, 381-399 DOI:10.1080/0966369X.2011.566370
- Musset, A. (2015). "De los lugares de espera a los territorios de la espera. ¿Una nueva dimensión de la geografía social?" *Documents d'Anàlisi Geogràfica* 61 (2) 305-324. <http://dx.doi.org/10.5565/rev/dag.315>
- Neuendorf, K. (2017). *The Content Analysis Guidebook*. Los Angeles: Ed. Sage.
- París, M. D. (2018). *Migrantes haitianos y centroamericanos en Tijuana, Baja California, 2016-2017. Políticas gubernamentales y acciones de la sociedad civil*. Comisión Nacional de Derechos Humanos y El Colegio de la Frontera Norte.
- Ramírez, K. (2020). "El camino hacia la integración de los migrantes haitianos en Mexicali, B.C". En Reyes Ruíz, M. (coord.). *Multiculturalismo e Integración: La Migración haitiana en Baja California* (1.a ed., Vol. 1, pp. 133-184). UABC.
- Ramírez, K.M., & Moreno A. T. (2022). Integración de migrantes en instituciones de educación superior: El caso de los haitianos en Mexicali, B. C. *Migraciones Internacionales*, 13. <https://doi.org/10.33679/rmi.v1i1.2419>
- Svasek, Maruska (2002). "Narratives of "Home" and "Homeland": The Symbolic Construction and Appropriation of the Sudeten German Heimat". *Identities: Global Studies in Culture and Power*, 9:4, 495-518, DOI: 10.1080/10702890214871
- Toledo Sarracino, D. G., & García-Landa, L. (2018). "Escenarios lingüísticos emergentes en la frontera Tijuana-San Diego". *Káñina*, 42(2), 87-111. <https://doi.org/10.15517/rk.v42i2.34597>

## Entrevistas

<b>Seudónimo<sup>4</sup></b>	<b>Lugar</b>	<b>Fecha</b>
1. Jose	Mexicali, Baja California	4 de julio de 2018
2. Camilo	Mexicali, Baja California	30 de junio de 2018
3. Marcelo	Mexicali, Baja California	30 de junio de 2018
4. Gluid	Mexicali, Baja California	20 de junio de 2018
5. Jae	Mexicali, Baja California	20 de enero de 2020
6. Fetz	Mexicali, Baja California	19 de abril de 2020
7. Rol	Mexicali, Baja California	30 de abril de 2020
8. Wood	Mexicali, Baja California	5 de octubre de 2020
9. Karlo	Mexicali, Baja California.	21 de abril del 2021
10. Alejandro	Mexicali, Baja California.	14 de mayo del 2021
11. Alberto	Mexicali, Baja California.	6 de julio del 2021
12. Guillermo	Mexicali, Baja California.	6 de julio 2021
13. Roberto	Mexicali, Baja California.	6 de mayo de 2021
14. Antonio	Mexicali, Baja California.	3 de marzo del 2021
15. Gerardo	Mexicali, Baja California.	22 de marzo del 2021
16. Luis	Mexicali, Baja California.	7 de febrero del 2021
17. Juan	Mexicali, Baja California.	20 diciembre del 2020
18. Jesús	Mexicali, Baja California.	23 de mayo del 2021

---

4 A petición de los entrevistados no se incluyen sus nombres reales.

19. Felipe	Mexicali, Baja California.	14 de junio del 2021
20. Andrés	Mexicali, Baja California.	14 de diciembre del 2020
21. Ángel	Mexicali, Baja California.	6 de mayo del 2021
22. Armando	Mexicali, Baja California.	14 de diciembre del 2021
23. Marcos	Mexicali, Baja California.	14 de agosto del 2021
24. Pedro	Mexicali, Baja California.	27 de enero del 2021
25. Manuel	Mexicali, Baja California.	22 de febrero del 2021
26. Jaime	Mexicali, Baja California.	17 de mayo del 2021
27. Genaro	Mexicali, Baja California.	3 de agosto del 2021
28. Vladimir	Mexicali, Baja California.	11 de marzo del 2021



## Migrantes de larga estancia en Guadalajara. Desafíos democráticos e inclusión

### Long-stay migrants in Guadalajara. Democratic challenges and inclusion

**Magdiel Gómez Muñiz<sup>1</sup>**

Centro Universitario de la Ciénega (CUCiénega)  
Ocotlán, Jalisco, México

<https://orcid.org/0000-0002-0709-3460>

[magdiel.gmuniz@academicos.udg.mx](mailto:magdiel.gmuniz@academicos.udg.mx)

**Luis Rodrigo Díaz Thomé Yániz<sup>2</sup>**

Centro Universitario de la Ciénega (CUCiénega)  
Ocotlán, Jalisco, México

<https://orcid.org/0000-0002-1527-5942>

[rodrigo@quattromkt.com](mailto:rodrigo@quattromkt.com)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4763>

DOI : 10.25965/trahs.4763

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** En México el tema migratorio es muy complejo, al desarrollarse en él diversos tipos o flujos migratorios como son: la migración de origen, destino y retorno. Según información de la Organización Internacional para la Migraciones (OIM), el corredor migratorio México-Estados Unidos es el más transitado del mundo, al ser Estados Unidos de América el principal destino de la migración mundial actualmente. En este artículo abordaremos la migración en tránsito. La metodología utilizada en la investigación es de corte cuantitativo, por medio de un cuestionario estructurado a migrantes del Área Metropolitana de Guadalajara. Se detecta un nuevo fenómeno: migración de larga estancia en ciudades no fronterizas.

**Palabras clave:** derechos, democracia, migración de larga estancia, políticas públicas, vulnerabilidad

**Résumé :** Au Mexique, la question de la migration est très complexe en raison des différents types de flux migratoires rencontrés, tels que la migration d'origine, de

---

<sup>1</sup> Profesor Investigador de la Universidad de Guadalajara, adscrito al Departamento de Política y Sociedad en el Centro Universitario de la Ciénega (CUCiénega). Coordinador del Doctorado en Ciencia Política. Integrante del Cuerpo Académico UDG-CA-562: Educación, Políticas Públicas y Desarrollo Regional. Presidente de la Academia de Ciencia Política - CUCiénega. Miembro de la Red Internacional América Latina, África, Europa y el Caribe (Red ALEC); Integrante del Laboratorio de Estudios Metropolitanos (LEMet-ColJal); Miembro del Sistema Nacional de Investigadores (SNI-CONACYT). Perfil PRODEP.

<sup>2</sup> Doctorante en Ciencia Política en el Centro Universitario de la Ciénega de la Universidad de Guadalajara. Maestro en Desarrollo y Dirección de la Innovación, Universidad de Guadalajara; Especialidad en Investigación Cuantitativa y Cualitativa; Especialidad en Diseño de Programa de Seguimiento a Egresados; Licenciatura en Asuntos Internacionales, Universidad de Guadalajara.

transit, de destination et de retour. Selon les informations de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le couloir migratoire Mexique-États-Unis est le plus fréquenté au monde - les États-Unis d'Amérique étant actuellement la principale destination de la migration mondiale. Dans cet article, nous allons aborder la migration de transit en partant de l'hypothèse que les migrants en transit restent plus longtemps que prévu. La méthodologie utilisée est quantitative, à partir d'un questionnaire structuré adressé aux migrants de long séjour, dans la région métropolitaine de Guadalajara.

Mots clés : droits, démocratie, migration de long séjour, politiques publiques, vulnérabilité

Resumo: No México, a questão da migração é muito complexa, com vários tipos de fluxos migratórios, tais como origem, trânsito, destino e migração de regresso. Segundo informações da Organização Internacional para as Migrações (OIM), o corredor migratório México-Estados Unidos é o mais movimentado do mundo, uma vez que os Estados Unidos da América são actualmente o principal destino das migrações mundiais. Neste artigo vamos abordar a migração em trânsito. Hipótese: os migrantes em trânsito permanecem mais tempo do que o planeado. A metodologia utilizada é quantitativa, através de um questionário estruturado aos migrantes de longa duração na Área Metropolitana de Guadalajara.

Palavras chave: direitos, democracia, migração de longa duração, políticas públicas, vulnerabilidade

Abstract: The migration issue in Mexico is very complex, as it involves different types or migratory flows such as: migration of origin, transit, destination and return. According to information from the International Organization for Migration (IOM), the Mexico-United States migration corridor is the busiest in the world, as the United States of America is currently the main destination of world migration. In this article we will address transit migration. Hypothesis: migrants in transit have a longer stay than planned. The methodology used is quantitative, by means of a structured questionnaire to long-stay migrants in the Guadalajara Metropolitan Area.

Keywords: rights, democracy, long-stay migration, public policies, vulnerability

## Introducción

Existe una marcada contradicción en lo que se plasma en la ley y su aplicación en la realidad, esto bajo el arco ideológico de tutelar los Derechos Humanos para los migrantes en México. Partiendo del supuesto que hay homogeneidad y una supina estigmatización de colectivos en tránsito que, en ocasiones (por ignorancia), se exacerba el desprecio a aquellos que buscan un mejor lugar donde vivir, o que huyen para proteger su vida por la imposición de regímenes totalitarios en su país de origen. Siguiendo la reflexión de Mario López Espinosa (2002):

El fenómeno de la migración hacia el exterior se inició en México con un alcance masivo desde hace más de un siglo y cada vez incide más en la realidad económica, social, cultural y política de los diversos estados, municipios, ciudades y comunidades del país (2002: 2).

Se debe reconocer, de entrada, que observar el fenómeno de la migración tiene distintos enfoques como seguridad ontológica, salud integral, trabajo temporal focalizado y educación para una cultura de paz. Se desea una solución, pero hay muy poca voluntad y capacidad de decisión para dar más oportunidades a la *gente en tránsito* e influir, observar y exigir las responsabilidades que cada autoridad de gobierno en sus ámbitos de gestión deben dar respuesta y hacerlas ley bajo un enfoque de los Derechos Humanos (DD.HH.).

“No debe perderse de vista que México es el único país en desarrollo que tiene una frontera común con la mayor potencia mundial receptora de migrantes, nación que por cierto ha sustentado precisamente en la migración su crecimiento poblacional” (López, 2002: 2). En cualquier caso, las colindancias territoriales con EE.UU., producen de forma natural que México sea el sendero obligado para llegar al *American Dream* y, en consecuencia, convertirse en caldo de cultivo para todas las descomposiciones sociales incluidas en el crimen organizado, en sus distintas presentaciones.

La tensión que se produce debilita la democracia, en consecuencia, no tiene mucho sentido hablar de supuestos de equidad en instituciones que no garantizan solución a los problemas, que deben hacerse cargo en la complejidad de los asuntos del sistema político y, por tanto, la tendencia para hacer frente con políticas públicas de corto aliento ante las complejidades predatorias que con frecuencia caen aquellos que deciden y tienen un papel fundamental para la resolución de problemas.

Dos cosas resultan evidentes: en primer lugar, el migrante tiene una certeza que es jugarse la vida en aras de gestionar nuevas realidades para vivir mejor, y en segundo lugar el gobernante contribuye con una visión sesgada desde la comodidad de su oficina, lejano de entender la complejidad que compone la realidad social en temas migratorios.

Según López (2002), la decisión de migrar hacia otros países, en particular hacia los EE.UU., no responde tan sólo a una reflexión y sobre todo a una decisión de carácter individual. Se trata de una estrategia de índole familiar y de interés comunitario, para abrir posibilidades y oportunidades de aspirar a un nivel de desarrollo económico y social que difícilmente puede encontrarse dentro del ámbito de las propias comunidades. Lo que Edward Taylor denomina “el contrato implícito” (Taylor, 1999, en: López, 2002: 3) y lo que el investigador zacatecano Miguel Moctezuma describe como la “empresa familiar” (Moctezuma, 2001, en: López, 2002: 3).



Quizá este escenario exija vasos comunicantes para producir ajustes o re-equilibrios dentro del sistema político para generar transformaciones profundas. La mentalidad de una política igualitaria para los migrantes en México, es un espectáculo bochornoso que desvanece la filosofía de un estado de derecho y la posibilidad de articular políticas públicas tendientes a generar condiciones de justicia en un campo político que se encuentra fragmentado y propician ingobernabilidad, volviendo al migrante un enemigo que reaparece bajo la sospecha de acaparar los espacios laborales de una comunidad que se mueve en violencia estructural y pobreza.

Esto nos permite cuestionar los indicadores de desarrollo humano de un país en donde se pondera con tasas marginales el bienestar de la población y no su potencial para elevar la economía bajo situaciones de creciente profesionalización de fuente de trabajo, autonomía del comportamiento salarial y el no abaratamiento de la mano de obra, solo así la polarización social de la población arrojaría desplazamientos humanos que rondan los una cifra de 71 millones de personas bajo estas condiciones en 2018, según datos de la Nueva Agenda Urbana de ONU-Habitat (2021).

La presente investigación científica pretende identificar los elementos que componen los flujos migratorios en ciudades no fronterizas y que afectan al espacio público, al gobierno y sus instituciones; que adoptan lo impredecible del factor humano cuando se depreda al otro en una lógica de mercado, donde cada migrante pone precio a su cabeza, además de sortear grandes dificultades para procesar un desafío en un ecosistema político sin ley.

Para que lo anterior se dé, es fundamental señalar que, en el primer apartado, se produzca una taxonomía de términos propios para vincular los compromisos ideológicos de la democracia y los incumplimientos de los gobiernos, al tratar de abordar el fenómeno migratorio; en un segundo punto de reflexión, se evidencian tablas y gráficos de Guadalajara en relación con el fenómeno migratorio, señalando la volatilidad gubernamental en programas de inclusión que sean relevantes, bajo un esquema de racionalidad estratégica, y que den estabilidad a las realidades sociales y su vinculación con el estado para concluir, con el tercer elemento, que es el de una vocación por acatar un decálogo de sugerencias que propicien corresponsabilidad institucional, con las demandas sociales de este grupo vulnerable.

El reto entonces es organizar las variables que produzcan subjetividad estéril y laxitud en la norma, se debe apostar por sistemas abiertos que estimulen el diálogo entre los “protegidos de una política migratoria” y aquellos individuos que están en tránsito en un territorio desconocido.

## I. Migración y gobernabilidad

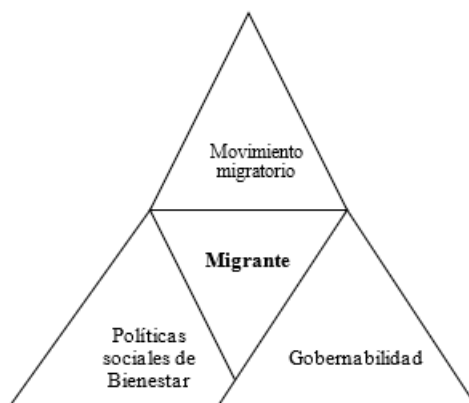
La democracia está muy comprometida, así como su supervivencia lo que implica que de no atender los movimientos migratorios fronterizos estimula las voces de alarma que significa estados de ingobernabilidad y amenaza a la seguridad de una nación. Ahora bien, el descontento se manifiesta a través de acciones subversivas que cuestionan la efectividad de un sistema y el funcionamiento de las instituciones ante situaciones de crisis. Todo apunta que la expulsión de políticas asistenciales de las agendas públicas metaboliza las dificultades y la radicalización de las demandas de los grupos vulnerables contribuyendo a una crisis profunda en la representatividad y en los sectores de la población donde es más acentuado el fenómeno migratorio (para el caso de México en las dos fronteras norte y sur de Durango y Chiapas).

Teniendo en cuenta la realidad migratoria, el conflicto social y la gobernabilidad serán dos variables que condicionan el estado de derecho, por la peculiaridad de dinámicas no incluyentes para la construcción de una agenda de desarrollo de política social; la asistencia de cientos de migrantes que reclaman justicia y ser escuchados, constituyen un potencial conflictivo que merma políticas de inclusión futura en los que se asumen costos sociales y políticos bajo el fracaso de un pacto sin consenso acompañado de hipótesis fallida y de invisibilización del espectro de movilidades humanas.

Aunque existen notables diferencias entre las políticas aplicadas para contener el Estado del bienestar, cabe establecer algunos comunes denominadores de lo que podría denominarse ideología neoliberal sobre este modelo de Estado:

1. En primer lugar, el predominio de políticas económicas predominio de políticas económicas monetaristas centradas en la lucha contra la inflación y el déficit público en detrimento de la lucha contra el paro y la exclusión, o al menos, subordinadas a aquéllas. Es decir, un predominio de la «disciplina del mercado» frente a las demandas sociales de bienestar.
2. En segundo lugar, políticas redistributivas favorecedoras de la distribución funcional de la renta favorables a las rentas del capital y de los beneficios, a costa de las rentas salariales (la denominada «culpabilización» de los salarios en las dificultades para remontar la crisis), mientras que las prestaciones sociales han sido financiadas fundamentalmente a costa de las rentas salariales. Ello se ha traducido en distribuciones de la renta más negativas, aunque en algunos países (tal es el caso de España), ello ha sido compatible con una universalización de las prestaciones de la Seguridad Social con capacidad para reducir la pobreza más severa y contener la pobreza relativa.
3. En tercer lugar, políticas laborales favorecedoras de la desregulación y la flexibilidad en el empleo que aumentan la inseguridad y, en ocasiones, empeoran las condiciones de trabajo, además de dificultar o debilitar la seguridad de los asalariados. Es la política de flexibilidad adaptativa a la internacionalización económica.
4. Finalmente, políticas sociales, adaptadas a las anteriores, y que suponen la reducción de la intensidad protectora, una mayor diferenciación y jerarquización en el Estado del bienestar, reflejo de la fragmentación en el mercado de trabajo, y un mayor control (desconfianza) de la población precaria o excluida, que se beneficia de prestaciones sociales. (Giner y Sarasa, 1997: 117).

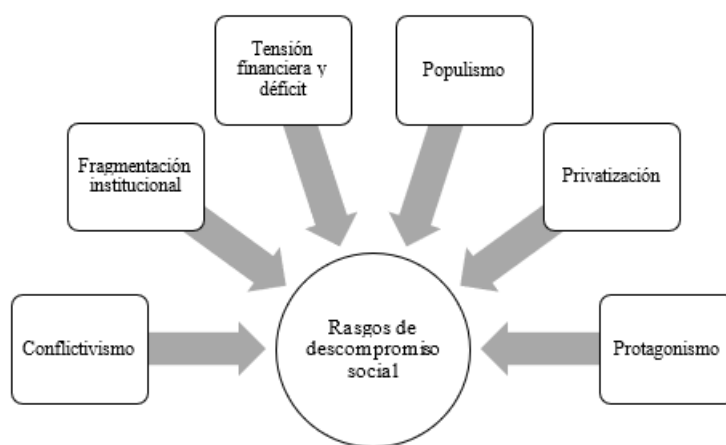
Figura 1. Elementos de la composición asistencial migrante



**Fuente:** elaboración propia

Se debe apostar por generar conciencia solidaria para que el apoyo al migrante no sea episódico, disperso e inhumano, sino que clarifique opciones para seleccionar, gestionar y vincular las promesas de un estado de derecho, donde la confianza se sostenga en la cantidad y calidad de migrantes acompañados a su punto destino y, en consecuencia, entender que la argumentación política requiere decisiones ciudadanas con cauces de participación que cumplan satisfactoriamente las expectativas ante la crisis y encrucijadas de los territorios salvajes en los que el migrante arriesga la vida.

Figura 2. Tensión y conflicto migratorio



**Fuente:** elaboración propia

Por lo anterior, un Estado democrático de bienestar, que se enfoque en políticas migratorias, debe hacer esfuerzos re-distributivos, expansivos de prestaciones y con universalización de servicios educativos, sanitarios y de empleo para garantizar la protección de los problemas crónicos que padecen aquellos individuos que están en tránsito por el país.

El nuevo campo de batalla se da en las vías del ferrocarril (la bestia), en las pernoctas bajo condiciones insalubres y luchas con tribus urbanas dedicadas a delinquir y, por tanto, propiciar brutalidades sistémicas que se alejan mucho de la condición natural de un derecho humano.

Según la Organización Internacional para las Migraciones (OIM) "México suele ser caracterizado como un país de origen, de tránsito, de destino y, cada vez más, de

retorno de la migración internacional” (OIM, 2016: 1), condición que lleva a las administraciones públicas a co-crear manuales de operación tuteladas por ley, pero con flujogramas que le permitan al migrante estabilidad y geolocalización con algún familiar cercano y/o las autoridades vinculadas a la Secretaría de Relaciones Exteriores (SRE).

Un eslabón no considerado en el ecosistema migratorio es la participación de la Sociedad Civil Organizada y los colectivos urbanos que provocan estigmatización, transformando en amenaza al “otro” porque representa una amenaza permanente y, en consecuencia, rechazo al momento de solidarizarse con la causa.

Según Riaño (2022), un caso emblemático del problema migratorio es el que se gesta en Tapachula, donde señala que: “las calles de Tapachula son epicentro de las protestas de los migrantes que, cansados de esperar un permiso de tránsito, se enfrentan a las redadas de las autoridades que los llevan a centros de detención temporal” (Riaño, 2022).

Ante la cerrada visión de gobernantes que se dedican a dismantelar lo público, adoptan criterios muy lejanos a la responsabilidad política de consagrar la vida de los migrantes en tránsito, sumado a una actitud indiferente hacia mejorar los caminos de tránsito y los espinosos obstáculos para producir ecosistemas seguros de aquellos que buscan asegurar su vida y la de sus familias.

El hambre y la desesperación producen comportamientos que desafían a la autoridad y ante una frustrada relación con sus países de origen la crisis de los migrantes discurre con una velocidad y una magnitud que resulta imposible dimensionarla en su justa medida. Tal vez por ello, en el territorio mexicano, Tapachula y Tamaulipas son las entidades federativas que producen ecosistemas de miseria, indignación, violencia, prostitución, donde los migrantes se quedan varados y de ahí, la afirmación de que hay un nuevo concepto en este estudio llamado migración prolongada en tránsito.

Lo que se puede criticar desde la óptica del ciudadano es que, el fenómeno de la migración poco interesa a los gobernantes en turno y se hace visible la insensibilidad hacia los retos que representa superar esta crisis humanitaria, así como los rituales que opacan el funcionamiento de las instituciones creadas para favorecer una política global y un círculo virtuoso lejano a la estigmatización del migrante y su búsqueda del bien común.

El Estado debe garantizar las prestaciones mínimas y no solo suponer una cultura de la inclusión, por lo que se vuelve indispensable el consenso y el pacto de políticas basadas en exigencias de la sociedad migrante y los estadios de largo aliento, así como prospectar un escenario posible de quedarse en México, asumiendo las dificultades económicas y un futuro mediano para paliar el potencial riesgo de seguir transitando entre marginación, exclusión social y violencia extrema. Es por ello que el escenario de migrante de largo aliento posee hipótesis pesimistas en el campo de la acción pública y de la posibilidad real de acercarse fallidamente a un sueño de un mejor mañana que nunca llegará.

## II. Diseño metodológico

Para esta investigación se utilizó un enfoque cuantitativo. Éste utiliza la recolección y el análisis de datos para contestar, por un lado, preguntas de investigación y probar hipótesis establecidas previamente y, por el otro, explorar y/o describir algún fenómeno. Confía en la medición numérica, el conteo y, frecuentemente, en el uso de la estadística para establecer con exactitud patrones de comportamiento en una población (Hernández Sampieri, 2001)

En lo que respecta a la técnica de investigación utilizada fue por medio de encuestas con un cuestionario estructurado. Un cuestionario se define como un instrumento de investigación que consiste en un conjunto de preguntas u otros tipos de indicaciones con el objetivo de recopilar información de un encuestado. Las preguntas centrales del instrumento fueron:

- ¿Cuál es la cantidad de días en promedio que lleva en la ciudad?
- ¿Cuánto tiempo más planea quedarse en la ciudad?
- ¿A dónde se dirigirán después de aquí?
- ¿Con cuántos familiares directos viaja?
- ¿Cuál es su país de origen?
- ¿Cuál es su destino final?

Los respondientes fueron migrantes seleccionados al azar que estaban en el Área Metropolitana de Guadalajara (AMG), principalmente en la zona de las vías, lugar en el que se suben a “La Bestia” (tren que va desde Guadalajara a la frontera con Estados Unidos por la parte de Mexicali y Tijuana. Guadalajara es tradicionalmente una ciudad de paso de migrantes; no es una ciudad destino y no es una ciudad fronteriza. La distancia que hay desde la frontera de Guatemala hasta Tijuana son 3,600 km. Guadalajara está a 1,600 km de la frontera de Guatemala, es decir 42% del trayecto que deben recorrer los migrantes, hasta cruzar la frontera.

La selección de los encuestados fue aleatoria simple, estratificada por género. Se levantó una muestra de 270 migrantes, lo cual arroja un 95% de confianza y un error de estimación de +/-6%. La distribución por género fue de 150 hombres y 120 mujeres. Con esta distribución muestral y con el tamaño de la muestra se pueden hacer inferencias confiables al universo debido al tipo de representatividad que se tiene.

El instrumento de recolección de datos estuvo conformado por preguntas cerradas, escalares y abiertas pre-codificadas. Se dividió en tres grandes secciones:

1. Datos de clasificación demográfica.
2. Tiempo de trayecto.
3. Razones por las que tardan ese tiempo.

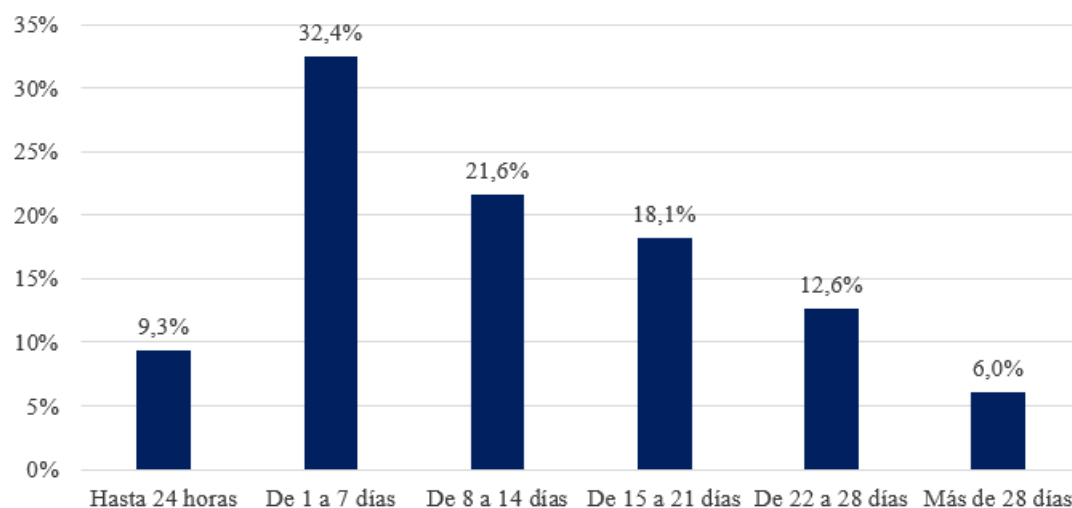
### III. Resultados

El movimiento de personas migrantes hoy es mucho más complejo que el anterior y esto está provocando un cambio en el sistema migratorio del país. Nos encontramos ante un cambio de paradigma del sistema migratorio. México es también un país de destino y de destino temporal.

La investigación es muy consistente con los datos nacionales de migración (INEGI 2021), INEGI.ORG.MX. Sin embargo, se encontró un segmento de migrantes nuevo, que se denominó en este documento “migrantes de larga estancia”.

Los resultados de la investigación visibilizan a este segmento de migrantes de larga estancia. En primer lugar, la gráfica 1 señala que el tiempo transcurrido en México, desde que cruzaron la frontera y llegaron a Guadalajara, es de 22.6 días en promedio.

Gráfico 1. Cantidad de Días promedio que han pasado en México

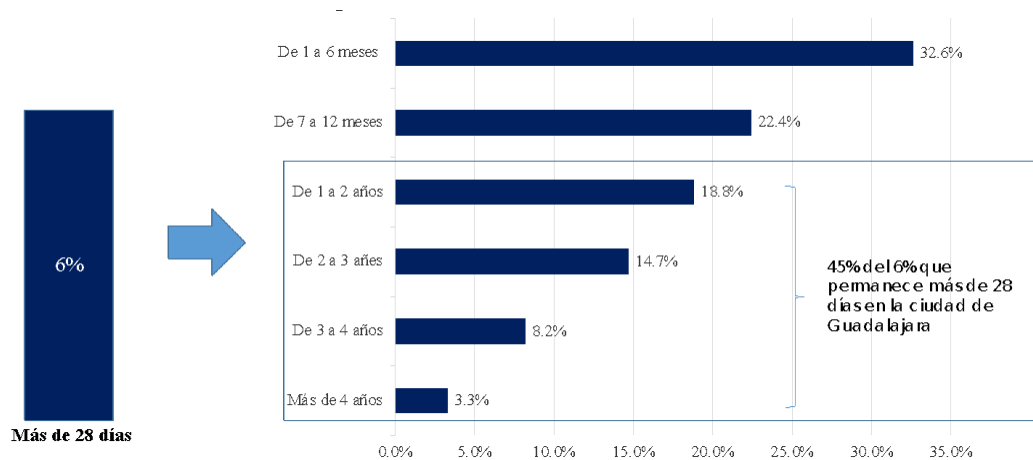


**Fuente:** Elaboración propia

Dentro del análisis estadístico realizado a la investigación se hizo un corte hacia el 6% de los migrantes que señalaron tener más de 28 días en México.

El gráfico 2 señala que el 55% (del 6%) ha permanecido en Guadalajara entre un mes y doce meses. Mientras que el 45% (del 6%) tiene establecido en Guadalajara entre un año y más de 4 años.

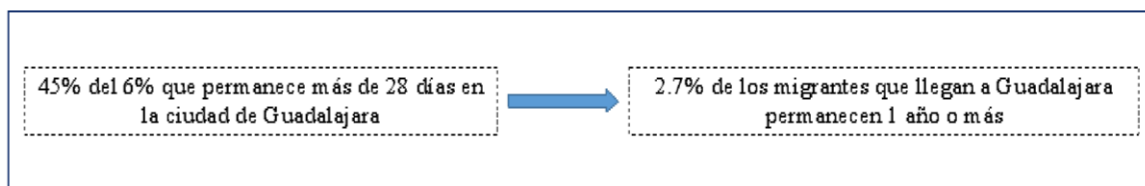
Gráfico 2. Distribución porcentual de días de estancia en Guadalajara del segmento que permanece más de 28 días



**Fuente:** Elaboración propia

Los datos anteriores al realizar la inferencia estadística a la población podemos señalar que el peso de los migrantes de larga estancia en Guadalajara es del 2.7% (los que han permanecido en Guadalajara más de un año). Lo anterior expuesto se ve claramente en la tabla 1.

Tabla 1. Inferencia hacia la población de migrantes

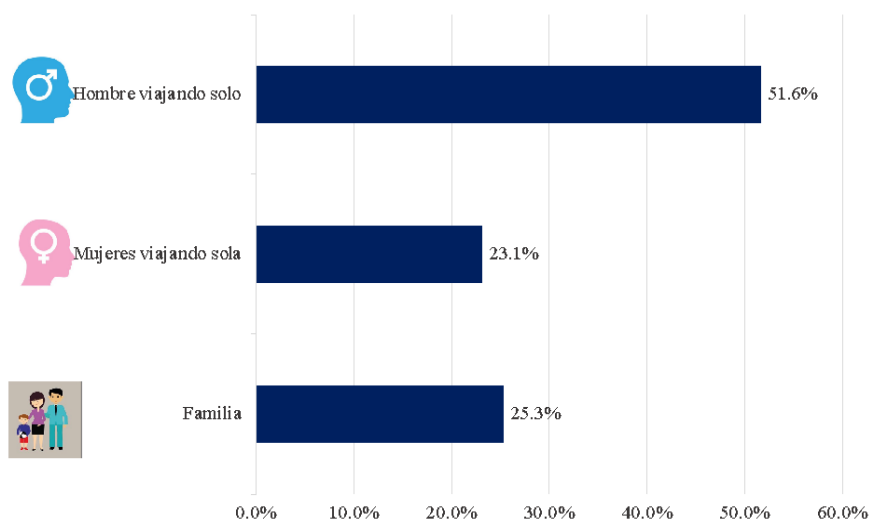


Fuente: Elaboración propia

La composición del 2.7% de los migrantes (de larga estancia) está conformado por un 51.6% de hombres solos, un 23.1% de mujeres solas y un 25.3% de familias de tres integrantes por lo menos.

Es de llamar la atención que el sub-segmento de familias está en segundo lugar. Este es un indicador que ellos viajan con mayor lentitud debido a que tienen que juntar más dinero para pagarle al “pollero”<sup>3</sup>.

### Perfil del 2.7% de los migrantes que llegan a Guadalajara y permanecen 1 año o más en esta ciudad



Fuente: Elaboración propia

## Conclusiones

El fenómeno de los migrantes de larga estancia se circunscribe en el apartado de un grupo social que se caracteriza por redistribuir los tiempos de movilidad para adaptarse en territorios que, en vez de ser puente por tránsito, se erigen como estereotipos de patria adoptiva por conveniencia y colonización en complejos societales en escalas de inclusión e incorporación del otro (nacional autóctono) y el migrante como vecino (alóctono circunstancial) en territorios comunes.

Un elemento a resaltar es que, las ciudades no fronterizas sufren una metamorfosis de ser considerado un lugar de paso a un lugar de larga estancia, que produce mayor número de asimetrías, porque gesta dos variables a continuación señaladas:

<sup>3</sup> El sustantivo pollero según el mexicanismo del Diccionario de la Lengua española se emplea en para referirse a “personas que transportan personas indocumentadas a los Estados Unidos de América”, es una actividad ilegal y generalmente lo controlan grupos criminales.

- a) **Migrante de larga estancia:** aquel migrante que modifica su proyecto migratorio para residir por un largo periodo (de 12 hasta 48 meses) en el país, además, su característica es ser itinerantes en las distintas entidades federativas que configuran el territorio nacional:
- i. **De larga estancia itinerante:** nomadismo urbano no legalizado ni legitimado, que
  - ii. **De larga estancia semi-fija:** forja cohabitaciones alóctonas en territorios irregulares que autogobierna y administra suburbios clandestinos con demandas y servicios específicos que, en ocasiones, son garitas y puntos de asistencia para aquellos que van en tránsito por el país.
- b) **Residente nacional:** aquel migrante que decide por convicción el nacionalizarse y formar parte de la estructura sociopolítica del país.

Los migrantes de larga estancia en ciudades no fronterizas guardan una constante expansionista que obliga a replantear al menos tres variables que deben debatirse al interior de los gobiernos locales y, en consecuencia, elaborar políticas públicas para flujos de personas migrantes distinguiendo:

- a) Migración de retorno demandante de servicios públicos;
- b) Vulnerabilidad en escenarios laborales (desempleo);
- c) Composición de una nueva clase social aculturizada por adopción en los ecosistemas sociopolíticos.

Por lo anterior, los nuevos sistemas sociales emanados de una migración de larga estancia en ciudades no fronterizas, tendrá como consecuencia re-impulsar modelos de participación ciudadana que permitan entender el ciclo de políticas públicas y la posición migratoria en defensa de los derechos fundamentales como premisa máxima de un nuevo estado sin fronteras ni identidad coterránea. Corresponde distinguir que, en la medida que se garanticen oportunidades para estas nuevas ciudadanías de larga estancia, se minimizaría la posibilidad de escenarios de ingobernabilidad e indignación en los campos políticos.

Se puede sostener jurídicamente que la obligación positiva en relación con los derechos migratorios, debe equipararse con las normas internacionales, constitucionales y axiológicas para producir lineamientos con los que se sistematicen apartados en los que el acceso a las oportunidades gubernamentales se regularice, como variable para tener empleo estable, educación de calidad, salud digna y seguridad ontológica en relación con la máxima premisa de igualdad de trato e inclusión. La existencia de gobiernos comprometidos con el migrante de larga estancia determinará al menos cinco variables que, por cuestiones de derechos humanos, deben ser la bandera para todos aquellos que deciden salir de su país de origen para tener nuevas oportunidades de desarrollo:

1. Garantizar la no explotación;
2. Estabilidad laboral en igualdad de condiciones;
3. Acceso a los servicios públicos sin discriminación;
4. Derecho a participar políticamente en los destinos de la nación que adopten como nueva patria



5. Por último, los derechos de las personas migrantes no se negocian, y como corolario los principios de aplicación de la norma deben tener el principio de igualdad de trato y, con ello, la disponibilidad de un contrato social que lleve libertad ante las condiciones que los obligó a ser expulsados del territorio de origen.

Las experiencias que se desarrollan en América Latina, se tejen en un contexto de desarrollo económico comprometido, donde las posibilidades de prosperidad y acumulación de riqueza cada vez más se alejan de la utopía de un óptimo social donde todos pueden y deben vivir con dignidad. El bienser<sup>4</sup> de las personas no deberá tener como moneda de cambio el rechazo por su color de piel y la propuesta es defender la voz de aquel que sufre desde el minuto que deja una historia de vida en un territorio que lo atormenta.

No se debe empoderar el discurso bajo falacias o demagogias que desprecien o rechacen aquel que no tuvo la fortuna de garantizar techo y sustento para él y su economía doméstica. El reto de la migración de larga estancia va de la mano con la nueva democratización latina que busca una posmodernidad sin individualidades. El retorno a vivir en plenitud es igual a no dejar agonizar el eros en una comunidad del hiperconsumo y las apariencias. No más el rechazo al migrante de larga estancia. No más al rechazo a gobiernos xenófobos.

## Referencias

- BienSer. (s. f.). *El BienSer*. BienSer. <https://bienser.com/bienser/>
- CONEVAL (2020). *Medición de la pobreza*.  
<https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/PobrezaInicio.aspx>
- Giner, S. y Sarasa, S. (1997). *Buen gobierno y políticas social*. Barcelona: Ariel Ciencia Política, 1ª ed.
- López, M. (2002). *Remesas de mexicanos en el exterior y su vinculación con el desarrollo económico, social y cultural de sus comundidades de origen*. Programa de migraciones internacionales - Oficina internacional del trabajo. <https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/12/5887/9.pdf>
- ONU-Habitat. (2021). *La Nueva Agenda Urbana*. (1ª ed.). ONU-Habitat-Centro Urbano.
- Riaño, J. (2022). *México como barrera: el hartazgo de los varados en Tapachula*. France 24, 10 de febrero  
<https://www.france24.com/es/programas/migrantes/20220210-mexico-tapachula-inmigracion-estados-unidos-frontera>

---

4 Estado de Consciencia que nos permite elegir la mejor respuesta y actitud ante la vida (BienSer, s. f.).



## Mujer migrante: un estudio sobre estereotipos en sonora, méxico

### Migrant women: a study on stereotypes in sonora, mexico

**Santa Magdalena Mercado Ibarra<sup>1</sup>**

Instituto Tecnológico de Sonora (ITSON)  
Ciudad Obregón Sonora, México

<https://orcid.org/0000-0002-4417-0736>

[mmercado@itson.edu.mx](mailto:mmercado@itson.edu.mx)

**Sandra Patricia Armenta Camacho<sup>2</sup>**

Instituto Tecnológico de Sonora (ITSON)  
Ciudad Obregón Sonora, México

<https://orcid.org/0000-0003-2744-9660>

[sandra.armenta148785@potros.itson.edu.mx](mailto:sandra.armenta148785@potros.itson.edu.mx)

**Eneida Ochoa Avila<sup>3</sup>**

Instituto Tecnológico de Sonora (ITSON)  
Ciudad Obregón, Sonora, México  
Red ALEC

<https://orcid.org/0000-0002-6510-8552>

[eneida.ochoa@itson.edu.mx](mailto:eneida.ochoa@itson.edu.mx)

**Giovana Rocío Díaz Grijalva<sup>4</sup>**

Instituto Tecnológico de Sonora (ITSON)  
Ciudad Obregón Sonora, México

<https://orcid.org/0000-0002-8612-2062>

[giovana.diazg@itson.edu.mx](mailto:giovana.diazg@itson.edu.mx)

---

URL : <https://www.unilim.fr/trahs/4771>

DOI : 10.25965/trahs.4771

Licence : CC BY-NC-ND 4.0 International

---

**Resumen:** De acuerdo con el Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI, 2017) de México, la migración es el cambio de residencia de una o más personas ya sea de manera temporal o definitiva, con el propósito de mejorar la calidad de vida,

---

<sup>1</sup> Profesora Investigadora de Tiempo Completo del Instituto Tecnológico de Sonora, México, Referente Institucional ante RED ALEC, Miembro del Sistema Nacional de Investigadores Nivel 1.

<sup>2</sup> Maestrante del Posgrado en Investigación Psicológica del Instituto Tecnológico de Sonora, México.

<sup>3</sup> Profesora Investigadora de Tiempo Completo del Instituto Tecnológico de Sonora, México, Integrante de RED ALEC, Líder de Cuerpo académico Aprendizaje, desarrollo humano y desarrollo social.

<sup>4</sup> Profesora auxiliar del Instituto Tecnológico de Sonora, México, colaboradora del cuerpo académico, desarrollo humano y desarrollo social.

el desarrollo personal y familiar; no obstante, la desigualdad de género hace que las causas y las consecuencias de la experiencia migratoria sean muy diferentes para hombres y mujeres, por la misma razón contribuye a que mujeres migrantes sigan invisibilizadas. En este sentido, según Godoy (2007) las desigualdades de género y los estereotipos de género permiten tener un acercamiento de esta situación, las redes empleadas para hacerlo, la inserción social y laboral en el país de acogida, así como los significados que las personas en general le atribuyen. La investigación tuvo como objetivo determinar el estereotipo que tienen habitantes del estado de Sonora, México acerca de la mujer migrante con el propósito de contribuir a la visibilización. En el estudio participaron 144 personas, utilizándose el modelo teórico de contenido del estereotipo o SCM (Fiske, Cuddy y Glick, 2006; Fiske, Cuddy, Glick Y Xu, 2002) como referente. Como resultado, las definidoras que se reconocen como más representativas de la mujer migrante son: valientes, fuertes, trabajadoras, vulnerables, luchadoras, pobres, perseverantes, necesitadas, guerreras, soñadoras, resilientes, búsqueda, responsables, tristes, amables, esperanza, mujer y oportunidades. Por lo que se concluye que a la mujer migrante se le percibe de manera positiva por la población.

Palabras clave: mujer, migrante, estereotipo, percepción, discriminación

Résumé : Selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI, 2017) du Mexique, la migration est le changement de résidence d'une ou plusieurs personnes, de manière temporaire ou permanente, dans le but d'améliorer la qualité de vie, le développement personnel et familial ; Cependant, l'inégalité entre les sexes rend les causes et les conséquences de l'expérience migratoire très différentes pour les hommes et les femmes, pour la même raison qu'elle contribue à l'invisibilité des femmes migrantes. En ce sens, selon Godoy (2007) les inégalités de genre et les stéréotypes de genre permettent d'aborder cette situation, les réseaux utilisés pour ce faire, l'insertion sociale et professionnelle dans le pays d'accueil, ainsi que les significations que les personnes lui attribuent généralement. L'objectif de la recherche était de déterminer le stéréotype que les habitants de l'État de Sonora, au Mexique, ont sur les femmes migrantes dans le but de contribuer à la visibilité. Au total, 144 personnes ont participé à l'étude, en utilisant le modèle de théorie du contenu stéréotypé ou SCM (Fiske, Cuddy & Glick, 2006 ; Fiske, Cuddy, Glick & Xu, 2002) comme référence. En conséquence, les définitions reconnues comme les plus représentatives des femmes migrantes sont : courageuses, fortes, travailleuses, vulnérables, combattantes, pauvres, persévérantes, nécessiteuses, guerrières, rêveuses, résilientes, en quête, responsables, tristes, gentilles, pleines d'espoir, femme et opportunités. Par conséquent, il est conclu que les femmes migrantes sont perçues positivement par la population.

Mots clés : femme, migrant, stéréotype, perception, discrimination

Resumo: Segundo o Instituto Nacional de Estatística e Geografia (INEGI, 2017) do México, a migração é a mudança de residência de uma ou mais pessoas, temporária ou permanentemente, com o objetivo de melhorar a qualidade de vida, o desenvolvimento pessoal e familiar; No entanto, a desigualdade de gênero torna as causas e consequências da experiência migratória muito diferentes para homens e mulheres, pelo mesmo motivo que contribui para que as mulheres migrantes permaneçam invisíveis. Nesse sentido, segundo Godoy (2007) as desigualdades de gênero e os estereótipos de gênero permitem uma abordagem dessa situação, das redes utilizadas para tanto, da inserção social e laboral no país de acolhimento, bem como dos significados que as pessoas geralmente atribuem. O objetivo da pesquisa foi determinar o estereótipo que os habitantes do estado de Sonora, no México, têm sobre as mulheres migrantes com o objetivo de contribuir para a visibilidade. Um

total de 144 pessoas participaram do estudo, utilizando como referência o modelo de teoria do conteúdo estereotipado ou SCM (Fiske, Cuddy & Glick, 2006; Fiske, Cuddy, Glick & Xu, 2002). Como resultado, as definidoras que são reconhecidas como as mais representativas das mulheres migrantes são: corajosa, forte, trabalhadora, vulnerável, lutadora, pobre, perseverante, carente, guerreira, sonhadora, resiliente, buscadora, responsável, triste, bondosa, esperançosa, mulher e oportunidades. Portanto, conclui-se que as mulheres migrantes são percebidas positivamente pela população.

Palavras chave: mulher, migrante, estereótipo, percepção, discriminação

Abstract: According to the National Institute of Statistics and Geography (INEGI, 2017) of Mexico, migration is the change of residence of one or more people, either temporarily or permanently, with the purpose of improving the quality of life, development personal and family; However, gender inequality makes the causes and consequences of the migratory experience very different for men and women, for the same reason it contributes to migrant women remaining invisible. In this sense, according to Godoy (2007) gender inequalities and gender stereotypes allow an approach to this situation, the networks used to do so, social and labor insertion in the host country, as well as the meanings that people generally attribute. The objective of the research was to determine the stereotype that inhabitants of the state of Sonora, Mexico have about migrant women with the purpose of contributing to visibility. A total of 144 people participated in the study, using the stereotype content theory model or SCM (Fiske, Cuddy & Glick, 2006; Fiske, Cuddy, Glick & Xu, 2002) as a reference. As a result, the definers that are recognized as the most representative of migrant women are: brave, strong, hardworking, vulnerable, fighters, poor, persevering, needy, warriors, dreamers, resilient, searching, responsible, sad, kind, hope, woman and opportunities. Therefore, it is concluded that migrant women are perceived positively by the population.

Keywords: woman, Migrant, stereotype, perception, discrimination

## Introducción

En las últimas décadas, y con mayor hincapié a mediados de los noventa del siglo pasado, el fenómeno migratorio en México y en países centroamericanos ha crecido considerablemente. Emigrar ha sido una de tantas estrategias o salidas familiares para afrontar la crisis que cada día golpea a más grupos de la población.

Se define a la migración como el desplazamiento de individuos o grupos de un lugar a otro, generalmente, por causas sociales, políticas o económicas, es decir, el que las personas abandonan su lugar de residencia para establecerse en otro país o región (Real Academia Española, 2017; Farlex, 2017). De acuerdo con el Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI, 2017) de México, la migración es el cambio de residencia temporal o definitiva, generalmente con la intención de mejorar su situación económica, así como su desarrollo personal y familiar. Asimismo, de acuerdo con los resultados del Censo de Población y Vivienda (CPV) 2020, en México hubo un total de 6.3 millones de migrantes internos recientes entre 2015 y 2020, además de casi 803 mil migrantes internacionales, siendo las condiciones actuales de inseguridad y violencia en algunas regiones de México las que han contribuido a migraciones internas e internacionales, particularmente desde la denominada guerra contra el narcotráfico (Rodríguez, 2021). Existen definiciones internacionales sobre los tres tipos de migración: la municipal, la interna o estatal, y la externa o internacional; asimismo, se distingue entre emigrantes quienes dejan un municipio, un estado o un país para irse a vivir a otro lugar e inmigrantes que son aquellas personas que han llegado y se han establecido en un nuevo municipio, estado o país (INEGI, 2017).

Una de las características más definitorias del mundo contemporáneo es el hecho migratorio a nivel internacional (Levitt, DeWind y Vertovec, 2003). En los últimos años, los flujos de población que migraban de un país a otro han ido en aumento, especialmente por razones económicas, aunque como ya se mencionó, no son las únicas. Ha habido impacto colateral positivo también, como formación de jóvenes en el extranjero y transferencia de conocimientos y tecnología; y, recíprocamente, a las regiones receptoras mediante el rejuvenecimiento poblacional y la interculturalidad.

Por otro lado, también se han despertado viejos sentimientos de rechazo al extranjero, al extraño, el temor a la pérdida de identidad, por ejemplo, en el caso de inmigrantes de otro país (Maalouf, 2012) y, por ende, han aumentado los estereotipos y prejuicios sobre los nuevos colectivos que se asientan de forma más o menos estable en los territorios considerados, hasta entonces, propiedad absoluta de los pobladores (Nair, 2006).

## Contexto actual

La Secretaría de Gobernación, el Instituto Nacional de Migración y la Unidad de Política Migratoria (2013) refieren que no existen estadísticas precisas sobre la migración indocumentada de tránsito. Las cifras sobre detenciones, por parte del Instituto Nacional de Migración (INM), posibilitan tener una aproximación a la magnitud de este problema, pues según datos del año 2013, en México, fueron detenidas 86,929 personas, de las cuales el 94% provenía de Centroamérica. Del total de las personas centroamericanas deportadas a sus países (68,162), el 15.6% (10,609) eran mujeres y el 84.4% (57,553) hombres. Las estadísticas hablan sobre la procedencia de los migrantes; por ejemplo, los principales países de origen de las y los extranjeros deportados en 2013 fueron: Honduras, 42%; Guatemala, 36.5% y El Salvador, 18.2%; seguidos por Nicaragua, 1%; Estados Unidos, 0.9%; y otros, 1.5 %.

Igual que los hombres, la mayoría de las mujeres migrantes detenidas en México son de Guatemala, Honduras y El Salvador, y en menor grado de Nicaragua, Ecuador, Brasil, Colombia, República Dominicana y Cuba, así como de países fuera del continente americano; desafortunadamente, en los últimos años, las niñas representan aproximadamente 23% de los eventos de detención en las estaciones migratorias (SEGOB, INM Y UPM, 2013).

En 2010, las mujeres representaron 14.2% de los eventos de detención en estaciones migratorias en México. Igual que los hombres, la mayoría de las mujeres migrantes detenidas en México son de Guatemala, Honduras y El Salvador, y en menor grado de Nicaragua, Ecuador, Brasil, Colombia, República Dominicana y Cuba, así como de países fuera del continente americano. En los últimos años las niñas representan aproximadamente 23% de los eventos de detención en las estaciones migratorias.

Según la Comisión Nacional de Derechos Humanos (2009; 2011) el tránsito por México de las y los migrantes está lamentablemente impregnado de abusos y violaciones a sus derechos humanos viviendo situaciones graves como la extorsión, el secuestro, el trabajo forzado, la trata, el asalto y la violación sexual. Diversos informes han denunciado la masividad del fenómeno de los secuestros con fines de extorsión, y de explotación laboral y sexual; lo anteriormente expuesto, con una fuerte connotación de género. En solo seis meses, entre 2008 y 2009, fueron secuestradas 9,758 personas (CNDH, 2009 y 2011; CIDH-OEA, 2013).

En particular ha sido documentada la persistente violencia contra las mujeres migrantes; en un informe de Amnistía Internacional (AI) se estimó que seis de cada diez de ellas viven alguna forma de acoso o abuso sexual durante el trayecto (Amnistía Internacional, 2010).

## Mujeres migrantes

La desigualdad de género hace que las causas y las consecuencias de la experiencia migratoria sean muy diferentes para hombres y mujeres. La desigualdad que, permiten que el fenómeno de la invisibilización, de la mujer migrante vaya en aumento. En este sentido, según Godoy (2007), las desigualdades de género y los estereotipos de género dan información adicional para explicar la decisión de migrar, las redes empleadas para hacerlo, la inserción social y laboral en el país de acogida, así como los significados que las personas atribuyen a esta experiencia. La migración supone una redefinición de los roles de género, aunque estos cambios no conllevan necesariamente una disminución de las desigualdades (León, 2014).

A su vez, la migración influye en las relaciones de género, ya sea afianzando las desigualdades y roles tradicionales, o bien desafiándolos. La migración supone una redefinición de los roles de género, aunque estos cambios no conllevan necesariamente una disminución de las desigualdades (León, 2014).

Se puede afirmar que, aunque para algunas mujeres la migración puede tener una connotación positiva (mejoras económicas, oportunidades laborales y educativas) y para otras mujeres connotaciones más negativa (castigo, desarraigo, desintegración e incluso la muerte), según Godoy (2007) en la experiencia de la mayoría de las mujeres, la migración parece reforzar y al mismo tiempo desafiar roles y estereotipos de género.

## Discriminación hacia migrantes

Resulta interesante que dentro y fuera de los entornos universitarios una cantidad importante de personas no se consideran a sí mismas prejuiciosas o discriminadoras,

y muchas se jactan de ser tolerantes, hospitalarias, generosas y abiertas a la convivencia con quienes provienen de otras culturas y otras regiones del mismo país o de otros (Consejo Nacional para Prevenir la Discriminación, 2011). Sin embargo, al generar evidencia más confiable empleando instrumentos sistemáticos en muestras representativas, tal como se hace a través de la Encuesta Nacional sobre Discriminación en México (ENADIS) y la Encuesta Nacional de Migración 2015 de la UNAM (Caicedo y Morales. 2015), se revela una realidad muy distinta, ya que una proporción importante de los habitantes de nuestro país muestra lejanía, desconfianza e incluso hostilidad hacia ciertos grupos sociales como los inmigrantes.

La información recabada a través de estos instrumentos y los hallazgos de la investigación psicosocial experimental, permiten prever que los conflictos por razón de sexo, grupo étnico, condición social y nacionalidad se originan también en procesos cognitivos tales como el prejuicio y la formación de estereotipos, a través de los cuales se forma una imagen más o menos rígida de las y los otros, y que nos llevan a actuar bajo esa imagen aun en la interacción entre individuos; es decir, atendiendo menos a sus atributos e historia particular, y más al grupo donde los encuadramos y las características de éste (Binder, et al, 2009). Así mismo, los autores plantean un origen diverso de los estereotipos, desde un enfoque sociocognitivos los estereotipos se consideran desde la óptica del procesamiento de la información, enfocando los procesos de atención, codificación, retención y recuperación por la memoria, haciendo énfasis en los sesgos que se producen en el procesamiento de la información, como consecuencia de las limitaciones normales de su funcionamiento.

## La violencia hacia mujeres migrantes

La violencia que viven las mujeres migrantes que transitan por México no es un fenómeno nuevo y se ha ido visibilizando con los informes de la sociedad civil, algunas investigaciones y los informes de las relatorías de los derechos de los trabajadores migrantes y sus familias, de la Organización de las Naciones Unidas y la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). Desde 2002, la relatora de la Organización de las Naciones Unidas, menciona conversaciones con mujeres migrantes que exponían la situación de violaciones por parte de elementos de seguridad de los trenes, extorsión y violencia sexual de parte de oficiales, a cambio de la no deportación; condiciones de trabajo forzadas, embarazos no deseados y discriminación; en específico la violencia sexual, es utilizada por agentes estatales, así como por civiles contra las mujeres migrantes en tránsito.

Las rutas de tránsito resultan particularmente difíciles para las mujeres, por los recurrentes asaltos acompañados por violaciones y otros abusos sexuales, un hecho que se halla bien documentado.

Castro (2010) señala que los secuestradores investigan a los grupos de migrantes con anticipación y buscan aquellos en donde viajan mujeres para secuestrarlas. Tanto en reportes de prensa como académicos se ha expuesto cómo ellas hacen frente a la amenaza de violencia sexual y sus estrategias para protegerse y sortear la inseguridad (Salinas, 2011; Girardi, 2008; Martínez, 2010); se ha registrado que toman anticonceptivos, llevan condones o buscan compañeros de viaje con quienes intercambian sexo para que las protejan ante posibles agresores (Girardi, 2008; Martínez, 2010). Sin embargo, poco se ha profundizado en las circunstancias muy específicas que causan el estado de vulnerabilidad de las mujeres en estas circunstancias y en otros fenómenos que acompañan el proceso migratorio, como por ejemplo las formas de solidaridad adoptadas en las interacciones de la migración

indocumentada, que sería una de las líneas de investigación que se tendría que desarrollar.

La violencia se mantiene cuando a una persona se le niega el disfrute de sus derechos y libertades, generando desigualdad y discriminación, esto se puede explicar por los estereotipos que forma la sociedad sobre algún grupo, en este caso las migrantes, los estereotipos operan ignorando las cualidades, necesidades, habilidades y todo tipo de individualidades (Catuogno , 2020).

## Estereotipos y modelos teóricos

El término de estereotipo ha tenido diversas connotaciones a lo largo del siglo XX, por lo que no existe una definición única Gómez (2007), basándose en los trabajos de Schneider (2005) y McGarty, Yzerbyt y Spears (2002) hacen una revisión de las diferentes conceptualizaciones del constructo de estereotipo en las últimas décadas, dando lugar a tres aspectos: 1) ayudan a explicar la realidad social; 2) funcionan como procesos de categorización y generalización; 3) son creencias compartidas sobre un grupo. Por lo anteriormente mencionado, los estereotipos serían las creencias compartidas sobre un grupo y que cumplen con la función de categorización y generalización para dar cuenta de la realidad social.

Dicho de otra forma, sería un conjunto de creencias, ideas, prejuicios, actitudes y opiniones preconcebidas, que la sociedad se ha fijado de manera que se transmitan de generación a otra, influyendo las percepciones sociales y que tiene implicaciones en la conducta. Las personas estereotipadas enfrentan la preocupación de que su comportamiento confirmará un estereotipo negativo (amenaza de estereotipo) lo que puede provocar ansiedad y entorpecer el desempeño en una multiplicidad de tareas que ellas pueden desarrollar (Aguilar, 2011; Páez, 2010). Estas generalizaciones pueden ser positivas, pero desafortunadamente en la mayoría de las ocasiones son negativas y muy resistentes al cambio, facilitando el prejuicio y la consecuente discriminación (Siurá, 2010).

Ahora bien, en la revisión de varios modelos teóricos, algunos resultan ser relevantes, por ejemplo el que ha tenido aceptación en los últimos años es el Modelo de contenido del estereotipo o Stereotype Content Model SCM (Fiske, Cuddy y Glick, 2006; Fiske, Cuddy, Glick Y Xu, 2002), estos permiten categorizar a cualquier grupo a lo largo de dos dimensiones: 1) sociabilidad, tiene que ver con la simpatía interpersonal, lo agradable o desagradable que resulta convivir con otros grupos y lo accesibles que son estos a la amistad y el compañerismo; y 2) competencia, que se refiere a la capacidad que tienen los otros grupos de alcanzar metas altamente reconocidas socialmente, a través de las cuales se logre la admiración y respeto, pero puede haber otros que son vistos como amenazantes y oportunistas por su bajo rendimiento y aporte a la sociedad, dependiendo de cómo se perciba a la persona

Para la propuesta del Modelo de contenido del estereotipo la atribución para el endogrupo, corresponde al cuadrante con el puntaje más alto en competencia y el más alto en calidez; los otros tres cuadrantes posibles, derivados de las combinaciones posibles constituyen exogrupos (Harris y Fiske, 2009) (Ver tabla 1).



**Tabla 1**  
 Cuatro tipos de grupos, su estatus, poder y las formas correspondientes de  
 prejuicio en función de la calidez y habilidad atribuida

		Habilidad	
Calidez	Baja		Alta
Alta	<p><b>Desprecio / Asco.</b></p> <p>Bajo estatus, alta capacidad para ejercer poder o competir por los recursos, representan amenaza. Disgusto, resentimiento, desprecio, incomodidad (ej. Desempleados, receptores de ayuda social)</p>		<p><b>Envidia.</b></p> <p>Alto estatus, alta capacidad para ejercer el poder y competir por los recursos, representan amenaza. Envidia, celos, (ej. Clase alta, feministas)</p>
Baja	<p><b>Paternalismo / Lástima.</b></p> <p>Bajo estatus, poca capacidad para ejercer poder o competir por los recursos, no representan amenaza. Lástima, compasión (ej. Adultos mayores, personas con discapacidades)</p>		<p><b>Admiración.</b></p> <p>Alto estatus, alta capacidad para ejercer poder o competir por los recursos, no representa amenaza. Admiración, orgullo (ej. El endogrupo, grupos de referencia)</p>

**Fuente:** De Smith, V y Pérez, R. (2007). Atribuciones estereotípicas de calidez y habilidad en jóvenes universitarios. *Revista de Ciencias Sociales. III-IV* (117-118), 129-147. Disponible en: <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=15311810>

Para ejemplificar esto último, Lee y Fiske (2006) aplicaron el modelo del contenido de los estereotipos con relación a diversos grupos inmigrantes en Estados Unidos, encontrando que los estereotipos de admiración son atribuidos a canadienses y europeos por su alta sociabilidad y competencia; los estereotipos de envidia, que tienen que ver con una baja sociabilidad y alta competencia, se dirigieron a coreanos, chinos, japoneses y asiáticos; los grupos migrantes de Europa del este, los rusos, alemanes, franceses y los inmigrantes del centro-este europeo ocuparon una posición intermedia de sociabilidad moderada y competencia moderada; y los grupos que resultaron con una baja sociabilidad y baja competencia fueron los sudamericanos, latinos, mexicanos-jornaleros y africanos, siendo el grupo de los migrantes indocumentados quienes obtuvieron los puntajes más bajos.

Siguiendo esta línea, para Harris y Fiske (2009), existe una relación entre la percepción deshumanizada de los otros y las atribuciones de baja calidez y baja habilidad, por lo que afirman que la deshumanización va aparejada de la emoción del asco y una menor activación de la corteza prefrontal medial, la cual ha sido asociada con el sistema de neuronas espejo y, por lo tanto, involucrada en los procesos de comprensión de los otros (Keysers y Gazzola, 2009).

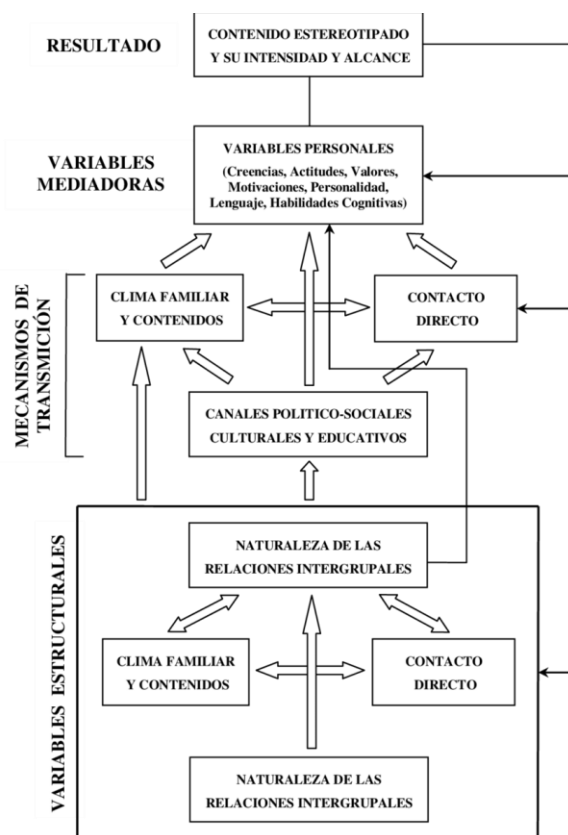
Asimismo, los sujetos estudiados no piensan sobre las mentes de los que son deshumanizados tanto como cuando se trata de otro miembro de un grupo no deshumanizado. De esta manera, vinculan la teoría de la mente, un proceso que puede ser tanto automático o controlado (Frith y Frith, 2001) de manera que a través de evidencia de las neurociencias para brindar una explicación del fenómeno de la

deshumanización. Harris y Fiske (2009) ubican en este modelo una visión particular de deshumanización, donde el grupo social que es deshumanizado se concibe como bajo en calidez y bajo en competencia, yendo acompañado de la emoción del asco (Haslam, 2006).

Respecto a la formación de los estereotipos Bar-Tal (1994) en Parra (2011) parten del supuesto teórico de que no son universales, sino que se construyen individualmente dentro de un contexto cultural; por lo que Bar - Tal (1994) elaboró un modelo global e integrado de la formación de los estereotipos, en el que pudieran converger aspectos individuales, sociales y culturales.

Por consiguiente, son tres los niveles de análisis que propone Bar-Tal en 1994 para la formación de los estereotipos: las variables macrosociales (fundamento y la base para la formación y cambio los estereotipos, dado que los factores sociales, políticos y económicos en gran medida son responsables de los estereotipos colectivos atribuidos a los exogrupos), los mecanismos de transmisión (es a través de estos que el endogrupo adquiere información sobre las características del exogrupo) y las variables mediadoras (la información recibida sobre el exogrupo no es reproducida tal cual, sino que más bien es interpretada, evaluada, organizada y almacenada a través de un proceso cognitivo que está influido por una serie de variables personales tales como las creencias, las habilidades cognitivas, los valores, el lenguaje, las actitudes, las motivaciones y la personalidad, todo ello determina la información recogida de los diferentes niveles de análisis y resulta en la formación de los estereotipos) (Ver Figura 1).

**Figura 1.** Contenido estereotipado y su intensidad y alcance



**Fuente:** De Parra, E. (2011). *El Estereotipo y Prejuicio de los Jóvenes Sonorenses hacia los Migrantes Indígenas*. (Tesis de Maestría). Centro de Investigación en Alimentación y Desarrollo, A.C.

Ferrín y Mancuso (2020) consideran que existe un impacto del terrorismo en la opinión pública, el cual es consistente con un efecto estereotipado hacia individuos pertenecientes a minorías musulmanas y aumentan las actitudes negativas hacia los inmigrantes en su conjunto, esta regularidad empírica podría explicarse por los estereotipos que producen reacciones emocionales inmediatas entre las personas que tienen actitudes exógenamente positivas/neutrales hacia los inmigrantes. Sin embargo este aspecto es un tema que debe derivar en una línea de investigación específica, por la complejidad de la misma.

## Estereotipos hacia migrantes

Datos obtenidos con la Encuesta Nacional de Migración realizada por la UNAM en el año 2015, aplicada a 1 200 personas, muestran que si bien en general la opinión de las y los encuestados sobre los extranjeros que viven en México es buena (40.6%) o muy buena (4.7%), hay un 53.6% que tiene una opinión mala, y un 1.06% que tiene una muy mala opinión (Caicedo y Morales, 2015). En la misma encuesta, se indagó sobre las tres palabras principales que asocian con la palabra migrante; destacan “pobreza”, “desempleo” e “ilegal”, pero también se mencionan con frecuencia “trabajo”, “mojado”, “desempleo”, “dinero” y “discriminación”.

Cuando se indaga qué tan positivo o negativo es para la sociedad que esté compuesta por personas de distintas razas, aunque 71% consideraron que era “positivo” o “muy positivo”, un 6.9% lo valoraron como “negativo” o “muy negativo”; a la pregunta de qué tan positivo o negativo es que la sociedad esté compuesta de diferentes nacionalidades, 60.2% dijeron que “positivo” o “muy positivo”, y 8% que “negativo” o “muy negativo”; sobre qué tan positivo o negativo es que la sociedad esté integrada por practicantes de diferentes religiones, 55% lo veían como “positivo” o “muy positivo” y 12% como “negativo” o “muy negativo”; en relación con la composición social de diferentes culturas, 62.2% valoró como “positivo” o “muy positivo”, y 7.7% como “negativo” o “muy negativo”.

Como conclusión puede apreciar que lo que se evaluó menos positivamente fue la filiación religiosa de las otras personas, pero el aspecto de la raza, la nacionalidad y la cultura, obtuvieron también opiniones con proporciones mayores al 5% que no la consideran positivamente; además, a pesar de ser 60% de personas que consideraban positivo pertenecer a diferentes religiones casi la mitad de los participantes no lo ven como tal.

Con base en lo anterior el objetivo del presente estudio fue determinar el estereotipo que tienen habitantes del estado de Sonora, México acerca de la mujer migrante con el propósito de contribuir a la visibilización.

## Método

Participaron 144 adultos de Sonora (México) con una media de edad de 25 años; el 20% son del género Masculino, 77% Femenino y 2.2% no binario, es decir que las personas que se encuentran dentro de esta categoría, no logran identificarse con los géneros masculino y femenino, pudiendo reconocerse dentro de la extensa variedad de género. Esto fue a través de un muestreo no probabilístico de tipo intencional (Kerlinger y Lee, 2002). Para explorar y analizar los estereotipos, es decir significados que tienen y construyen los adultos sonorenses mexicanos acerca de las mujeres migrantes, se diseñó el cuestionario por Redes Semánticas Naturales (Castañeda, 2016) contemplando los apartados de a) Datos generales de los participantes que incluyeron edad, sexo, nivel educativo; además, se indagó sobre si pertenecen o no a grupos de apoyo social b) Palabras estímulo: Mujer migrante. Por

la situación actual de pandemia por COVID-19 se realizó a través de un formulario de Google Forms difundido a través de redes sociales.

Se retomó el procedimiento propuesto por Castañeda (2016), el cual consiste en presentarle a la persona el estímulo o palabra a definir, para posteriormente, se solicita mínimo cinco palabras sueltas que, a su parecer se relacionen con el estímulo. Por último, se le solicita al entrevistado o entrevistada que jerarquice sus palabras definidoras.

El procesamiento y la sistematización de la información se realizó en una base de datos excel en la que fueron capturados los datos generales de cada participante y las palabras que se asocian a la palabra “Mujer migrante”.

Posteriormente a la captura de la información, se procedió a la asignación del valor que le correspondía a cada palabra asociada, de acuerdo al lugar otorgado por cada participante. Para ello, se utilizó una escala donde el valor más alto (10) fue para las palabras que los participantes identificaron como de mayor importancia y el valor menor (6) para las menos importantes, de conformidad con el siguiente cuadro:

**Tabla 2.**  
Grado de importancia de las palabras definitorias

Grado de importancia de las palabras definitorias	Valor o puntaje
1er. Lugar	10 puntos
2do. Lugar	9 puntos
3do. Lugar	8 puntos
4do. Lugar	7 puntos
5do. Lugar	6 puntos

**Fuente:** Adaptación de Castañeda, A. (2016). Las redes semánticas naturales como estrategia metodológica para conocer las representaciones sociales acerca de la investigación en el contexto de la formación profesional de los comunicadores. *Estudios sobre las Culturas Contemporáneas*, XXII, (43). pp. 123-168. Universidad de Colima. <https://www.redalyc.org/journal/316/31646035006/html/>

Para analizar la información recabada, se puede capturar la misma en una hoja de cálculo excel en la que se especifique una columna para escribir todas aquellas palabras generadas por los participantes, y otras diez columnas más en las cuales se registre tanto las frecuencias como la jerarquización otorgada a cada una de las palabras, para proceder a la obtención de los puntajes relevantes para el estudio. El valor J es un indicador de la riqueza semántica de la red, el valor M es decir el peso semántico de cada una de las palabras definidoras; el valor FMG representa la distancia semántica que hay entre las diferentes palabras definidoras que conforman el conjunto SAM, es decir el núcleo central de la red semántica, el centro del significado que tiene un concepto.

A fin de cuidar los aspectos éticos en la investigación, se solicitó el consentimiento informado, mediante el cual se invitó a los entrevistados y entrevistadas expresaran voluntariamente su intención de participar en la investigación, resaltando que la APA (2010) considera que para obtener el consentimiento informado, los psicólogos tienen el deber de informar a los participantes el propósito de la investigación, la

duración esperada y los procedimientos; su derecho de retirarse del estudio aun cuando ya se haya iniciado, como posibles riesgos, que en el caso de la presente investigación no había.

## Resultados

Respecto a los datos generales de los participantes, el estado civil de las y los participantes 83% son solteros/solteras, 8.7% Casados/casadas, 2.9% separados/separadas y 7 viudos/viudas. Por otro lado, 19.6% tienen hijos y 80.4% no tienen (ver tabla 3).

**Tabla 3.**  
Estado civil

		Frecuencia	Porcentaje	Porcentaje válido	Porcentaje acumulado
Válido	Soltero/Soltera	115	83.3	84.6	84.6
	Casado/Casada	12	8.7	8.8	93.4
	Separado/Separada	4	2.9	2.9	96.3
	Separado/Separada	4	2.9	2.9	99.3
	Viudo/Viuda	1	.7	.7	100.0
	Total	136	98.6	100.0	
Perdidos	Sistema	2	1.4		
Total		138	100.0		

**Fuente:** elaboración propia

La escolaridad de las y los participantes: el 2.2% tiene primaria, 2.9% tienen secundaria, 12.3% Preparatoria, 73.9% Universidad y un 8.7% tiene posgrado (ver tabla 4).

**Tabla 4**  
Escolaridad

		Frecuencia	Porcentaje	Porcentaje válido	Porcentaje acumulado
Válido	Primaria	3	2.2	2.2	2.2
	Secundaria	4	2.9	2.9	5.1
	Preparatoria	17	12.3	12.3	17.4
	Universidad	102	73.9	73.9	91.3
	Posgrado	12	8.7	8.7	100.0
	Total	138	100.0	100.0	

**Fuente:** elaboración propia

Se indagó sobre si pertenecían a grupos de apoyo social. El 37.7% si pertenece, mientras que el 62.3% no (ver tabla 5).

**Tabla 5**  
Apoyo social

		Frecuencia	Porcentaje	Porcentaje válido	Porcentaje acumulado
Válido	Si	52	37.7	37.7	37.7
	No	86	62.3	62.3	100.0
	Total	138	100.0	100.0	

**Fuente:** elaboración propia

A continuación, se muestran los resultados obtenidos en el conjunto SAM (Castañeda, 2016) (ver tabla 6).

**Tabla 6**  
 Conjunto SAM

	<b>Palabra definidora</b>	<b>Peso semántico (Valor M)</b>	<b>Frecuencia</b>	<b>Valor FMG</b>
1	Valientes	434	49	100.0
2	Fuertes	366	42	84.3
3	Trabajadoras	263	32	60.6
4	Vulnerables	231	29	53.2
5	Luchadoras	176	21	40.6
6	Pobres	135	17	31.1
7	Perseverantes	108	13	24.9
8	Necesitadas	104	12	24.0
9	Guerreras	81	10	18.7
10	Soñadoras	74	10	17.1
11	Resilientes	70	8	16.1
12	Búsqueda	53	6	12.2
13	Responsables	53	7	12.2
14	Tristes	51	7	11.8
15	Amables	48	6	11.1
16	Esperanza	48	7	11.1
17	Mujer	48	5	11.1
18	Oportunidades	48	6	11.1

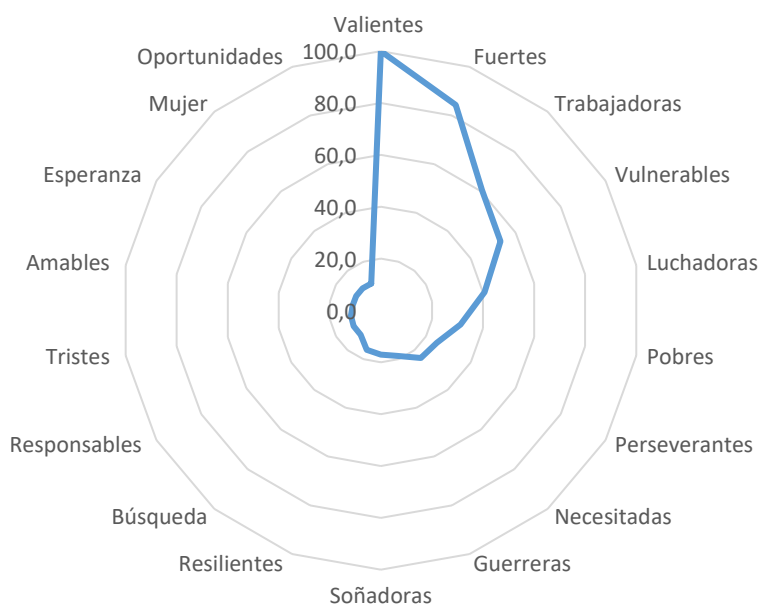
209

**Valor J**

**Fuente:** elaboración propia

Para obtener una mejor descripción de las definidoras, se realizó una gráfica de radiales; así, las palabras están graficadas de la definidora que mayor frecuencia a una mujer migrante de menor frecuencia (Ver figura 2).

**Figura 2.** Conjunto SAM “Mujer migrante”



**Fuente:** elaboración propia

## Conclusiones y reflexiones finales

La decisión migratoria está fundada en una compleja combinación de factores internos y externos; entre los externos más significativos se destacan la falta de alternativas para los logros ocupacionales, incertidumbre social sobre el futuro económico, inseguridad general frente al crecimiento de la violencia, necesidades básicas insatisfechas. Entre los factores internos se encuentran la frustración en las expectativas de vida, frustración en la realización personal, al mandato generacional ligado a la comunidad de la cadena migratoria familiar, acceso a la información acerca de las opciones en el exterior y la convicción de la imposibilidad de la realización ético-valorativa en la sociedad de origen (Aruj, 2008).

Considerando que se tomó como referente el modelo teórico de contenido del estereotipo o SCM (Fiske, Cuddy y Glick, 2006; Fiske, Cuddy, Glick Y Xu, 2002), se aplicó en población de Sonora, México, mayores de 18 años, por medio de la técnica de redes semánticas naturales se han podido obtener aquellas definidoras que se reconocen como más representativas de la mujer migrante: Valientes, Fuertes, Trabajadoras, Vulnerables, Luchadoras, Pobres, Perseverantes, Necesitadas, Guerreras, Soñadoras, Resilientes, Búsqueda, Responsables, Tristes, Amables, Esperanza, Mujer y Oportunidades. A la luz de dicho modelo se puede concluir que en la presente muestra de personas entrevistadas, a la mujer migrante se le percibe con estereotipos positivos en forma de admiración, al considerarla capaz para obtener sus recursos, teniendo habilidades altas, además, pero se les percibe con una calidez baja por lo que no representan amenazas.

Esto quizás pudiera ser atribuible a que el 77% de los participantes son mujeres y posiblemente pudo haber influido, sin embargo; es algo que debe investigarse más a fondo, así mismo esto abre una nueva línea de investigación con población masculina respecto de su estereotipo.

Resulta interesante que los resultados obtenidos no fueron similares a los obtenidos por Caicedo y Morales (2015), donde los datos arrojaron que una proporción importante de los habitantes de nuestro país muestran lejanía, desconfianza e incluso hostilidad hacia ciertos grupos sociales como los inmigrantes.



Un tema bastante preocupante es el de las niñas migrantes. Una investigación de ACNUR (2013) habla sobre niñas y niños latinos que emigran solos o acompañados hacia Estados Unidos detectó que emigran por la violencia que sufren en sus países de origen, incluso en sus hogares. De modo particular, las niñas emigran por temor a ser víctimas de violencia (ACNUR, 2013). La situación se agrava con las múltiples dificultades que les suceden en ruta migratoria: secuestros, abusos sexuales, robos, trata de personas y otras amenazas, lo que las coloca en condiciones de extrema vulnerabilidad.

Resulta interesante que del total de la muestra de 144 participantes, sólo el 37.7% mencionaron que están en grupos de apoyo social, conviviendo con grupos vulnerables, sin embargo, muestran un estereotipo mayormente indulgente y con pocos componentes negativos. Esto es relevante porque diversas investigaciones (Hewstone y Swart, 2011; Binder et al., 2009; Voci y Hewstone, 2003; Hewstone y Greenland, 2000; Pettigrew, 1998; Allport, 1954) sugieren que el contacto intergrupar, bajo ciertas condiciones (igualdad de estatus, metas comunes, cooperación, instituciones promotoras, personalización) podría contribuir a reducir los estereotipos negativos sobre éstas.

Hace falta más investigación sobre mujeres migrantes, las problemáticas severas a las que se enfrentan, tener un acercamiento directo a sus sueños y el valor gigante que muestran al arrancar sus raíces para ir en la búsqueda de un futuro mejor para sí mismas y sus familias, la búsqueda de un lugar seguro, de respeto y sobre todo de dignidad que por derecho tienen y que la sociedad les hemos robado.

## Referencias

- ACNUR. (2013). “Niños en fuga: niños no acompañados que huyen de Centroamérica y México y la necesidad de protección internacional”. Washington: ACNUR. Recuperado de <https://www.acnur.org/fileadmin/Documentos/Publicaciones/2014/9568.pdf>
- Aguilar, J. (2011). *Prejuicios, estereotipos y discriminación. Network de Psicología Organizacional*. México: Asociación Oaxaqueña de Psicología A.C. Recuperado de: [http://www.conductitlan.net/psicologia\\_organizacional/prejuicio\\_estereotipo\\_discriminacion.pdf](http://www.conductitlan.net/psicologia_organizacional/prejuicio_estereotipo_discriminacion.pdf)
- Allport, G. (1954). *The nature of prejudice*. Cambridge: MA, Perseus Books. Recuperado en <https://archive.org/details/in.ernet.dli.2015.188638>
- American Psychological Association, APA (2010). *Publication manual of the American Psychological Association*. (6a ed.). Washington: APA.
- Amnistía Internacional (AI, 2010). *Víctimas invisibles. Migrantes en movimiento en México, Informe*. Madrid: Amnistía Internacional. <https://www.amnesty.org/es/wp-content/uploads/2021/06/amr410142010eng.pdf>
- Aruj, R. (2008). “Causas, consecuencias, efectos e impacto de las migraciones en Latinoamérica”. *Pap. poblac*, 14 (55). pp.95-116. ISSN 2448-7147. [http://www.scielo.org.mx/scielo.php?pid=S1405-74252008000100005&script=sci\\_abstract](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?pid=S1405-74252008000100005&script=sci_abstract)
- Bar-Tal, D. (1994). “Formación y cambio de estereotipos étnicos y nacionales. Un modelo integrado”. *Psicología Política*, 9, 21-49. <https://www.uv.es/garzon/psicologia%20politica/N9-2.pdf>

- Binder, J., Zagefka, H., Brown, R., Funke, F., Kessler, T., Mummendey, A., Maquil, A., Demoulin, S., y Leyens, J.-P. (2009). "Does contact reduce prejudice or does prejudice reduce contact? A longitudinal test of the contact hypothesis among majority and minority groups in three european countries". *Journal of Personality and Social Psychology*, 96(4), 843-856. <https://doi.org/10.1037/a0013470>
- Caicedo, M y Morales, A. (2015). *Imaginario de la migración internacional en México. Una mirada a los que se van y a los que se quedan. Encuesta Nacional de Migración*.  
<http://www.losmexicanos.unam.mx/migracion/libro/html5forpc.html?page=6&bbv=1&pcode=>
- Castañeda, A. (2016). "Las redes semánticas naturales como estrategia metodológica para conocer las representaciones sociales acerca de la investigación en el contexto de la formación profesional de los comunicadores". *Estudios sobre las Culturas Contemporáneas*, XXII, (43). pp. 123-168. Universidad de Colima.  
<https://www.redalyc.org/journal/316/31646035006/html/>
- Castro, S. (2010). *Mujeres transmigrantes*. Ciudad de México: Centro de Estudios Sociales y Culturales Antonio de Montesinos-Universidad Iberoamericana Puebla-Instituto de Derechos Humanos Ignacio Ellacuría. Recuperado en <https://es.scribd.com/document/118742209/Mujeres-Transmigrantes>
- Catuogno , L. (2020). Estereotipos y violencia de género: estudio de casos paradigmáticos ante el Comité CEDAW. *Anales De La Facultad De Ciencias Jurídicas Y Sociales De La Universidad Nacional De La Plata*, (50), 048.  
<https://doi.org/10.24215/25916386e048>
- Comisión Interamericana de Derechos Humanos y Organización de Estados Americanos (CIDH-OEA, 2013). *Derechos humanos de los migrantes y otras personas en el contexto de la movilidad humana en México*. Documento 48/13. <http://www.oas.org/es/cidh/migrantes/docs/pdf/informe-migrantes-mexico-2013.pdf>
- Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH, 2009). *Primer informe especial sobre secuestro de migrantes en México*. Ciudad de México: Comisión Nacional de los Derechos Humanos.  
<https://www.cndh.org.mx/documento/informe-especial-sobre-secuestro-de-migrantes-en-mexico>
- Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH, 2011). *Informe especial sobre secuestro de migrantes en México*. Ciudad de México: Comisión Nacional de Derechos Humanos. Recuperado de [https://www.cndh.org.mx/sites/all/doc/Informes/Especiales/2011\\_secmigra antes.pdf](https://www.cndh.org.mx/sites/all/doc/Informes/Especiales/2011_secmigra antes.pdf)
- Consejo Nacional para prevenir la discriminación (CONAPRED, 2011). Encuesta Nacional sobre Discriminación en México. Enadis 2010. *Resultados sobre personas migrantes*. México: Conapred, Secretaría de Gobernación.  
[http://www.scielo.org.mx/scielo.php?pid=S1665-05652012000200011&script=sci\\_arttext](http://www.scielo.org.mx/scielo.php?pid=S1665-05652012000200011&script=sci_arttext)
- Corona, R. y Tuirán, R. (2001). "La migración internacional desde y hacia México". En: J. Gómez de León y C. Ravell. (comps.). *La población de México: tendencias y perspectivas sociodemográficas hacia el siglo XXI*. México: Consejo Nacional de Población y Fondo de Cultura Económica, pp. 444-484.

- Farlex. (2017). *The Free Dictionary*.  
En: <https://es.thefreedictionary.com/migraci%C3%B3n>.
- Ferrín, M., Mancosu, M., y Cappiali, T. (2019). *Terrorist attacks and Europeans' attitudes towards immigrants: An experimental approach*. *European Journal of Political Research*. DOI:10.1111/1475-6765.12362
- Fiske, S., Cuddy, A., Glick, P., & Xu, J. (2002). "A model of (often mixed) stereotype content: Competence and warmth respectively follow from perceived status and competition." *Journal of Personality and Social Psychology*, 82, 878–902.  
<https://doi.org/10.1037/0022-3514.82.6.878>
- Fiske, S, Cuddy, A, y Glick, P. (2006). "Universal dimensions of social cognition: Warmth and competence". *Trends in Cognitive Science*, 11, 77–83.  
DOI: 10.1016/j.tics.2006.11.005
- Frith, U., y Frith, C. (2001). "The Biological Basis of Social Interaction". *Current Directions in Psychological Science*. 10(5), 151–155. doi:10.1111/1467-8721.00137
- Girardi, M (2008). "Mujeres migrantes en la frontera sur de México. Víctimas y transgresoras, entre la autonomía y la trata-tráfico". En *Fronteras, violencia, justicia: nuevos discursos* Coordinado por Marisa Belausteguigoitia y Lucía Melgar, 151- 177. Ciudad de México: Programa Universitario de Estudios de Género, Universidad Nacional Autónoma de México-Fondo de Desarrollo de las Naciones Unidas para la Mujer. Recuperado en [https://www.researchgate.net/publication/346133027\\_Marisa\\_Belausteguigoitia\\_y\\_Lucia\\_Melgar\\_coords\\_Fronteras\\_violencia\\_justicia\\_nuevos\\_discursosMexico\\_Programa\\_Universitario\\_de\\_Estudios\\_de\\_Genero\\_UNAMFondo\\_de\\_Desarrollo\\_de\\_las\\_Naciones\\_Unidas\\_para\\_la\\_M](https://www.researchgate.net/publication/346133027_Marisa_Belausteguigoitia_y_Lucia_Melgar_coords_Fronteras_violencia_justicia_nuevos_discursosMexico_Programa_Universitario_de_Estudios_de_Genero_UNAMFondo_de_Desarrollo_de_las_Naciones_Unidas_para_la_M)
- Godoy, L. (2007). *Fenómenos migratorios y género: identidades femeninas remodeladas*. *Psykhé*, Santiago: 16 (1). Recuperado de [https://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0718-22282007000100004](https://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-22282007000100004)
- Gómez, A. (2007). *Estereotipos*. En Morales, C. J., Huici, M. M. & Gaviria, E. (Eds.), *Psicología Social* (3rd ed., pp. 213-241). Madrid, España: McGraw-Hill.
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) (2017). *Migración*.  
en: <http://cuentame.inegi.org.mx/poblacion/migracion.aspx?tema=P>
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) (2020). *Censo de Población y Vivienda. Resultados del cuestionario básico y ampliado*. Disponibles en: <https://www.inegi.org.mx/programas/ccpv/2020/default.html>  
[https://www.inegi.org.mx/programas/ccpv/2020/\(inegi.org.mx\)](https://www.inegi.org.mx/programas/ccpv/2020/(inegi.org.mx))
- Haslam, N. (2006). *Dehumanization: An Integrative Review*. *Personality and Social Psychology Review*. 10(3), 252–264. doi:10.1207/s15327957pspr1003\_4
- Harris, L. y Fiske, S. (2009). "Social neuroscience evidence for dehumanised perception". *European Review of Social Psychology*. 2009; 20:192–231.  
<https://doi.org/10.1080/10463280902954988>
- Hewstone, M. y Greenland, K. (2000). "Intergroup conflict". *International Journal of Psychology*, 35, 2, 136-144. Recuperado de <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1080/002075900399439>
- Hewstone, M. y Swart, H. (2011). « Fifty-odd years of inter-group contact: From hypothesis to integrated theory." *British Journal of Social Psychology*. 50, 3,

- 374-386. Recuperado de  
[https://www.researchgate.net/publication/51612821\\_Fifty-odd\\_years\\_of\\_inter-group\\_contact\\_From\\_hypothesis\\_to\\_integrated\\_theory](https://www.researchgate.net/publication/51612821_Fifty-odd_years_of_inter-group_contact_From_hypothesis_to_integrated_theory)
- Keysers, C., y Gazzola, V. (2009). "Expanding the mirror: vicarious activity for actions, emotions, and sensations". *Current Opinion in Neurobiology*. 19(6), 666-671. doi:10.1016/j.conb.2009.10.006
- Kerlinger, F. y Lee, H. (2002). "Investigación del Comportamiento". McGrawHill: Chile. Recuperado en <https://idoc.pub/documents/kerlinger-2002-kerlinger-investigacion-del-comportamiento-vnd15jqkdjnx>
- Lee, T. y Fiske, S. (2006). "Not an outgroup, not yet an ingroup: Immigrants in the Stereotype Content Model". *International Journal of Intercultural Relations*. 30(6), 751-768. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0147176706000526>
- León, C. (2014). "La retraditionalización de los roles de género en la maternidad transnacional: el caso de mujeres peruanas en Santiago de Chile". En *Si Somos Americanos. Revista de Estudios Transfronterizos*. 14 (1). [https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?pid=S0719-09482014000100002&script=sci\\_abstract](https://scielo.conicyt.cl/scielo.php?pid=S0719-09482014000100002&script=sci_abstract)
- Levitt, P., De Wind, J., y Vertovec, S. (2003). "International Perspectives on Transnational Migration: An Introduction. International". *Migration Review*. 37, 565-575. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1747-7379.2003.tb00150>.
- Maalouf, A. (2012). *Identidades asesinas*. Barcelona: Alianza Editorial. [https://centroderecursos.cultura.pe/sites/default/files/rb/pdf/s\\_identidade\\_s\\_Asesinas.pdf](https://centroderecursos.cultura.pe/sites/default/files/rb/pdf/s_identidade_s_Asesinas.pdf)
- McGarty, C., Yzerbyt, V., y Spears, R. (2002). *Stereotypes as explanations: The formation of meaningful beliefs about social groups*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511489877>
- Martínez, O. (2010). *Los migrantes que no importan. En el camino con los centroamericanos indocumentados en México*. Barcelona: Icaria Editorial.
- Nair, A. (2006). "Meta-analysis of the relationship between quality management practices and firm performance—implications for quality management theory development. *Journal of Operations Management*, 24(6), 948-975. doi:10.1016/j.jom.2005.11.005
- Parra, E. (2011). *El Estereotipo y Prejuicio de los Jóvenes Sonorenses hacia los Migrantes Indígenas*. (Tesis de Maestría). Centro de Investigación en Alimentación y Desarrollo, A.C. <http://ciad.repositorioinstitucional.mx/jspui/handle/1006/161>
- Páez, D. (2010). "Cómo los vemos, cómo nos vemos. Influencia de la comparación social entre Perú y Chile en la identidad nacional peruana". *Psicología Política*. 41 (81-108). Recuperado en <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=3403450>
- Pettigrew, T. (1998). "Intergroup contact theory". *Annual review of psychology*, 49(1), 65-85. <https://www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.psych.49.1.65>
- Real Academia Española. (2017). *Diccionario de la lengua española*, en: <http://dle.rae.es/?id=DgIqVCc>.

- Rodríguez, C. (2021). *Migrantes por inseguridad y violencia en México*. Observatorio Nacional Ciudadano. Recuperado en <https://www.eluniversal.com.mx/opinion/observatorio-nacional-ciudadano/migrantes-por-inseguridad-y-violencia-en-mexico>
- Salinas, C (2011). *La ruta de las que serán violadas*. El País, 14 de noviembre. Recuperado en [https://elpais.com/diario/2011/11/14/sociedad/1321225205\\_850215.html#:~:text=Se%20trata%20de%20una%20angustiosa,padecen%20todo%20tipo%20de%20abusos.](https://elpais.com/diario/2011/11/14/sociedad/1321225205_850215.html#:~:text=Se%20trata%20de%20una%20angustiosa,padecen%20todo%20tipo%20de%20abusos.)
- Secretaría de Gobernación, Instituto Nacional de Migración y Unidad de Política Migratoria (SEGOB, INM Y UPM, 2013). *Estadística migratoria. Síntesis 2013*. Ciudad de México: Subsecretaría de Población, Migración y Asuntos Religiosos, Secretaría de Gobernación-Unidad de Política Migratoria, Instituto Nacional de Migración. Recuperado en [http://portales.segob.gob.mx/work/models/PoliticaMigratoria/CEM/Estadisticas/Sintesis\\_Graficas/Sintesis\\_2013.pdf#:~:text=S%C3%ADntesis%202013.%20Estad%C3%ADstica%20Migratoria%2C%20presenta%2C%20en%20su%20versi%C3%B3n,indicadores%20que%20existe%20informaci%C3%B3n%20para%202011%20y%202012.](http://portales.segob.gob.mx/work/models/PoliticaMigratoria/CEM/Estadisticas/Sintesis_Graficas/Sintesis_2013.pdf#:~:text=S%C3%ADntesis%202013.%20Estad%C3%ADstica%20Migratoria%2C%20presenta%2C%20en%20su%20versi%C3%B3n,indicadores%20que%20existe%20informaci%C3%B3n%20para%202011%20y%202012.)
- Schneider, M. (2005). "Sociology on Culture Sociology on Culture. Contemporary Sociology": *A Journal of Reviews*, 34(3), 275-277. doi:10.1177/009430610503400329.
- Smith, V y Pérez, R. (2007). "Atribuciones estereotípicas de calidez y habilidad en jóvenes universitarios". *Revista de Ciencias Sociales (Cr)*. III-IV (117-118), 129-147. ISSN: 0482-5276. Disponible en: <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=15311810>
- Suriá, R. (2010). *Estereotipos y Prejuicios*. Curso de Psicología Social (Sociología). Recuperado en <https://rua.ua.es/dspace/bitstream/10045/14289/1/TEMA%205.%20ESTEREO TIPOS%20Y%20PREJUICIOS..pdf>
- Voci, A., y Hewstone, M. (2003). "Intergroup Contact and Prejudice Toward Immigrants in Italy: The Mediation Role of Anxiety and the Moderational Role of Group Salience. *Group Processes & Intergroup Relations*". 6(1), 37-54. doi:10.1177/1368430203006001011